



Une décennie de développement social en Amérique latine 1990 - 1999



NATIONS UNIES

CEPALC

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES

INEAL

DE L'AMÉRIQUE LATINE

Une décennie de développement social en Amérique latine, 1990-1999



Commission économique
pour l'Amérique latine et
les Caraïbes (CEPALC)



Institut des hautes
études de l'Amérique
latine et les Caraïbes

Santiago du Chili, mai 2004

Le comité de rédaction de ce livre a été coordonné par José Antonio Ocampo, ancien Secrétaire exécutif de la CEPALC, Rolando Franco, Directeur de la Division du développement social, et Pedro Sáinz, ancien Directeur de la Division des statistiques et des projections économiques. Arturo León, Juan Carlos Feres, Adolfo Gurrieri et Ernesto Espíndola ont également participé à la rédaction de cet ouvrage. Le traitement des données a été réalisé par la Division des statistiques et des projections économiques et la Division du développement social.

Ce livre reprend différentes questions déjà abordées dans plusieurs éditions annuelles du *"Panorama social de l'Amérique latine"* publiées dans les années 90 et auxquelles ont participé les personnes suivantes, par ordre alphabétique: Irma Arriagada, Mariluz Avendaño, Rosa Bravo, Mabel Bullemore, Carlos Daroch, Hubert Escaith, Ernesto Espíndola, Vicente Espinoza, Juan Carlos Feres, Rolando Franco, Alvaro Fuentes, Pascual Gerstenfeld, Adolfo Gurrieri, Martín Hopenhayn, Carlos Howe, Rubén Kaztman, Arturo León, Xavier Mancero, Fernando Medina, José Antonio Ocampo, Enrique Ordaz, Roberto Pizarro, Gert Rosenthal, Pedro Sáinz, José Luis Suárez et Tito Velasco.

La présente édition en français de l'ouvrage "Una década de desarrollo social en América Latina, 1990-1999" bénéficie du soutien de la Coopération française. Sa publication et diffusion s'inscrivent dans le cadre des activités de l'Accord de coopération entre la CEPALC et le Ministère des Affaires étrangères de France.

Couverture: Mariana Babarovic

Publication des Nations Unies

LC/G.2212-P

ISBN: 92-1-221042-2

Original: ESPAGNOL

N° de vente: F.03.II.G.143

Copyright © Nations Unies, mai 2004. Tous droits réservés

Imprimé aux Nations Unies, Santiago, Chili

Les demandes de reproduction de cet ouvrage doivent être adressées au Secrétaire du Comité de publications, siège des Nations Unies, New York 10017, États-Unis. Les états membres et les organismes gouvernementaux peuvent reproduire cet ouvrage sans autorisation préalable mais sont priés de mentionner la source et d'en informer les Nations Unies.

Table des matières

Avant-propos	13
Synthèse	15
Introduction.....	17
Chapitre I	
Pauvreté	35
1. Ampleur et profil de la pauvreté	35
2. Facteurs associés à la réduction de la pauvreté	45
3. Caractéristiques de la pauvreté rurale	58
4. Vulnérabilité et pauvreté	70
Annexe méthodologique	77
Chapitre II	
Répartition du revenu.....	85
1. La concentration du revenu à la fin des années 90	85
2. Évolution tout au long de la décennie	92
3. Facteurs qui conditionnent la répartition du revenu	103
Annexe méthodologique	113
Chapitre III	
L'emploi	117
1. L'offre de main d'œuvre	117
2. L'insertion productive de la main d'œuvre	125
3. Tertiariation de la main d'œuvre	130

4. Modernisation et informalisation de la main d'œuvre.....	136
5. Précarisation des conditions de travail.....	139
6. Le chômage visible	143

Chapitre IV

La stratification de l'emploi	149
1. Structure de base de la pyramide de l'emploi	149
2. La structure de base et la situation par pays.....	158
3. Inégalité dans la pyramide de l'emploi	165
4. Le revenu d'activité des catégories de la base	172
5. Revenu d'activité et niveau d'instruction.....	175
6. Pyramide des emplois et stratification des ménages	179
Annexe méthodologique.....	188

Chapitre V

Transmission intergénérationnelle des chances de bien-être	191
1. Transmission des chances de bien-être.....	191
2. La transmission du capital éducatif	196
3. Le capital éducatif et les possibilités de travail.....	202
4. Influence des contacts familiaux.....	209
5. Perspectives des inégalités	212
Annexe méthodologique.....	216

Chapitre VI

Les dépenses sociales en Amérique latine	225
1. Évolution des dépenses publiques sociales dans les années 90	225
2. L'incidence de la crise sur les dépenses sociales	231
3. Évolution des dépenses sociales par secteur et leur incidence sur la répartition du revenu.....	238
Annexe méthodologique.....	245

Chapitre VII

Considérations finales.....	251
-----------------------------	-----

Bibliographie	261
---------------------	-----

Note de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL).....	267
---	-----

Annexe statistique	275
--------------------------	-----

Liste des tableaux et graphiques

Tableaux

I.1	Amérique latine: ménages et personnes pauvres et indigentes, 1980-1999	37
I.2	Amérique latine (18 pays): indicateurs de pauvreté et d'indigence, 1990-1999.....	38
I.3	Amérique latine: caractéristiques choisies du profil de la pauvreté, 1999	42
I.4	Amérique latine (14 pays): évolution du produit intérieur brut par habitant et du pourcentage de population en situation de pauvreté et d'indigence, 1990-1999	47
I.5	Amérique latine (12 pays): densité de travail dans certaines couches de la population, 1990-1999	50
I.6	Amérique latine: pourcentage de travailleurs pauvres dans chaque insertion professionnelle et répartition en pourcentage du total des pauvres, zones urbaines, 1999	52
I.7	Amérique latine: variation relative des prix à la consommation des denrées alimentaires par rapport aux autres biens et services, 1990-1999	56
I.8	Amérique latine: ampleur et importance relative de la pauvreté rurale, vers 1999	59
I.9	Amérique latine: évolution de la pauvreté et des revenus moyens dans les zones rurales, années 90	61
I.10	Amérique latine (16 pays): distribution de la population économiquement active occupée par insertion professionnelle, zones rurales, 1990-2000	64
I.11	Amérique latine (15 pays): incidence de la pauvreté sur certaines catégories professionnelles, zones rurales, 1990-2000	65
I.12	Amérique latine: population employée dans les activités non agricoles en tant que pourcentage de la population active dans les zones rurales, 1990-1999	66
I.13	Amérique latine et les Caraïbes (16 pays): indices de Gini de concentration de la terre, 1970-1994.....	69
I.14	Amérique latine: estimations basées sur des seuils de pauvreté nationaux et internationaux.....	82
I.15	Amérique latine (18 pays): seuils d'indigence (SI) et de pauvreté (SP)	83
II.1	Amérique latine (17 pays): répartition du revenu des ménages, 1990-1999	86

II.2	Amérique latine (17 pays): indicateurs de concentration du revenu, 1990-1999	89
II.3	Amérique latine (17 pays): revenu par tête et degré de concentration du revenu dans les zones urbaines, 1999	101
II.4	Amérique latine (18 pays): évolution de la répartition du revenu dans les zones urbaines, 1990-1999	102
II.5	Amérique latine (7 pays): évolution de la scolarisation moyenne des chefs et des membres occupés du ménage	110
II.6	Amérique latine (17 pays): distribution en pourcentages de personnes dont les revenus sont inférieurs à la moitié de la moyenne et la moitié de la médiane	116
III.1	Amérique latine: principaux agrégats du marché de travail, 1990-1999	119
III.2	Amérique latine: taux de participation, occupation et chômage, par sexe et zones urbaines et rurales, 1990-1999	121
III.3	Amérique latine: évolution de la main d'oeuvre selon l'étape de transition démographique des pays, 1990-1999	123
III.4	Amérique latine: croissance du produit, du travail et de la productivité dans les zones urbaines, 1990-1999	128
III.5	Amérique latine: quelques caractéristiques de la population occupée, 1990-1999	131
III.6	Amérique latine: évolution du produit intérieur brut (PIB), années 1990	134
III.7	Amérique latine (16 pays): comportement de l'emploi total et de l'emploi salarié, 1990-1999	135
III.8	Amérique latine: distribution de la population occupée dans les zones urbaines par créneau du marché du travail et contribution de chaque catégorie d'insertion à l'emploi, zones urbaines, 1990-1999	138
III.9	Amérique latine: disparités de revenus dans les zones urbaines, 1990-1999	140
III.10	Amérique latine (10 pays): main d'oeuvre salariée dépourvue de sécurité sociale	142
III.11	Amérique latine: niveau et composition du chômage, 1990-1999	144
III.12	Amérique latine et les Caraïbes: chômage urbain, 1990-2000	145
III.13	Amérique latine: taux de chômage urbain dans 17 pays et dans 8 pays touchés par un chômage galopant, 1994-1999	146
IV.1	Amérique latine (11 pays): quelques caractéristiques relatives aux catégories professionnelles, 1999	152
IV.2	Amérique latine (11 pays): population active ayant un emploi par catégorie professionnelle, 1999	161

IV.3	Amérique latine (8 pays): quelques caractéristiques relatives aux catégories professionnelles	166
IV.4	Amérique latine (11 pays): population active occupée par catégorie professionnelle, 1999	169
IV.5	Amérique latine (11 pays): population active occupée par catégorie professionnelle, 1999	178
IV.6	Amérique latine (11 pays): revenu d'activité par personne des ménages, selon la catégorie professionnelle du chef de famille, 1999	183
IV.7	Amérique latine (11 pays): répartition des ménages selon le nombre de membres ayant un emploi, la situation du chef de famille et la condition de pauvreté, 1999	184
IV.8	Amérique latine (11 pays): nombre de membres ayant un emploi et densité de l'emploi des ménages, selon la catégorie ou le groupe professionnel du soutien principal au sein d'un ménage, 1999	185
V.1	Amérique latine (groupes de pays): dépassement éducatif intergénérationnel des enfants de 20 à 24 ans, par sexe, zones urbaines et rurales, 2000	193
V.2	Amérique latine (groupes de pays): enfants de 20 à 24 ans qui ne dépassent pas la scolarisation de leurs parents et qui ont fait moins de 12 ans d'études, par sexe et scolarisation des parents, zones urbaines et rurales, 2000	194
V.3	Amérique latine (groupes de pays): jeunes de 20 à 24 ans ayant un minimum de 9, 12 et 14 ans d'études, selon la scolarisation de leurs parents, zones urbaines	197
V.4	Amérique latine (groupes de pays): jeunes de 20 à 24 ans ayant fait un minimum de 9 et 12 ans d'études, selon la scolarisation de leurs parents, zones rurales	199
V.5	Amérique latine (groupes de pays): répartition en pourcentage des jeunes de 20 à 29 ans qui travaillent 20 heures par semaine ou plus, selon l'insertion professionnelle et la scolarisation, zones urbaines et rurales, 1999	203
V.6	Amérique latine (groupes de pays): revenu moyen des jeunes de 20 à 29 ans qui travaillent 20 heures par semaine ou plus, par insertion professionnelle et niveau d'études, zones urbaines et rurales, 1999	204
V.7	Amérique latine (18 pays): revenu moyen et nombre moyen d'années d'études des jeunes de 20 à 29 ans qui travaillent 20 heures par semaine ou plus et ont fait 12 ans d'études ou plus, par scolarisation des parents, zones urbaines, 1999	211

V.8	Amérique latine (18 pays): emploi et revenu des personnes de 20 à 59 ans employées aux fonctions les plus fréquentes dans les quatre déciles inférieurs et dans le décile supérieur de la distribution du revenu des ménages, zones urbaines, 1999.....	213
V.9	Amérique latine (18 pays): emploi et revenu des personnes et des chefs de ménage de 20 à 59 ans employées aux fonctions les plus fréquentes dans les quatre déciles inférieurs et le décile supérieur de la distribution du revenu des ménages, zones urbaines, 1999.....	215
V.10	Amérique latine: nombre d'années d'études nécessaire pour avoir une chance de rester en dehors de la pauvreté égale ou supérieure à la moyenne de chaque pays parmi les actifs de 20 à 29 ans.....	217
V.11	Amérique latine: répartition des enfants de 20 à 24 ans, selon le taux moyen de scolarisation des parents et les quartiles de revenus du ménage, par groupes de pays	219
V.12	Amérique latine (18 pays): jeunes qui habitent chez leur parents et jeunes qui font des études, zones urbaines	220
V.13	Amérique latine: jeunes de 20 à 24 ans qui font des études et taux moyen de scolarisation	220

Graphiques

I.1	Amérique latine: taux annuels de croissance du produit intérieur brut (PIB) et de la population pauvre, 1980-1999	36
I.2	Amérique latine: taux annuels de croissance du produit intérieur brut (PIB) et de la population pauvre, zones urbaines, 1980-1999	40
I.3	Amérique latine: taux annuels de croissance du produit intérieur brut (PIB) et de la population pauvre, zones rurales, 1980-1999.....	41
I.4	Amérique latine (14 pays): variation moyenne annuelle du PIB par habitant et du coefficient de pauvreté, 1990-1999.....	48
I.5	Amérique latine: incidence de la pauvreté pour les travailleurs des activités agricoles et non agricoles dans les zones rurales, 1997-1998.....	67
II.1	Amérique latine (13 pays): évolution de la concentration du revenu, total national, 1990-1999.....	95
II.2	Amérique latine (14 pays): évolution du coefficient de Gini de la répartition du revenu, 1990-1999	98

II.3	Amérique latine (12 pays): indicateurs du revenu, de la scolarisation et du revenu foncier selon les déciles de revenu, zones urbaines.....	104
II.4	Amérique latine (12 pays): quotient entre le nombre de personnes occupées et le nombre de membres du ménage, zones urbaines	109
III.1	Amérique latine: évolution de quelques variables générales du marché du travail, 1990-1999	126
III.2	Amérique latine: évolution du produit intérieur brut (PIB) total et du travail, 1990-1999.....	127
III.3	Amérique latine: évolution de la croissance économique et du chômage visible urbain, 1980-2000	144
III.4	Amérique latine (11 pays): durée de la recherche d'emploi de la part des demandeurs, 1994-1999	147
V.1	Amérique latine: scolarisation des jeunes de 20 à 24 ans par rapport à celle de leurs parents, 2000	192
V.2	Amérique latine: nombre moyen d'années d'études des jeunes de 20 à 24 ans et de leurs parents, 1999.....	195
V.3	Amérique latine: jeunes de 20 à 24 ans ayant fait un minimum de 9, 12 et 14 ans d'études, selon la scolarisation des parents, zones urbaines, 1990-2000.....	198
V.4	Amérique latine: revenu professionnel moyen et pourcentage de pauvres parmi les actifs de 20 à 29 ans, zones urbaines, 1999	201
V.5	Amérique latine: insertion professionnelle et revenu moyen des jeunes de 20 à 29 ans par groupes de pays, zones urbaines, 1999	207
V.6	Amérique latine: insertion professionnelle et revenu moyen des jeunes de 20 à 29 ans par groupes de pays, zones rurales, 1999	208
V.7	Amérique latine: niveau éducatif et revenus professionnels des jeunes de 20 à 29 ans ayant fait 12 ans d'études ou plus, par type de fonction, en fonction de la scolarisation des parents, zones urbaines, 1999	212
VI.1	Amérique latine (17 pays): dépenses publiques sociales par habitant durant les périodes biennales 1990-1991 et 1998-1999.....	226
VI.2	Amérique latine (17 pays): dépenses publiques sociales en tant que pourcentage du produit intérieur brut (PIB) durant les périodes biennales 1990-1991 et 1998-1999	227

VI.3a	Amérique latine: dépenses sociales en sécurité sociale en tant que pourcentage du produit intérieur brut (PIB) en fonction du PIB par habitant	229
VI.3b	Amérique latine: dépenses sociales en tant que pourcentage du produit intérieur brut (PIB) en fonction du PIB par habitant.....	229
VI.4	Amérique latine: facteurs de la croissance des dépenses publiques sociales par habitant, 1990-1999.....	231
VI.5a	Amérique latine (17 pays): variations du pourcentage des dépenses publiques totales et du produit intérieur brut durant la période 1990-1999	233
VI.5b	Amérique latine (17 pays): variations du pourcentage des dépenses publiques sociales et des dépenses publiques totales durant la période 1990-1999.....	233
VI.5c	Amérique latine (17 pays): variations du pourcentage des dépenses publiques sociales, sécurité sociale non comprise et des dépenses publiques totales durant la période 1990-1999.....	234
VI.5d	Amérique latine (17 pays): variations du pourcentage des dépenses publiques sociales et du produit intérieur brut durant la période 1990-1999	234
VI.6	Amérique latine: évolution du produit intérieur brut, des dépenses publiques totales, des dépenses publiques sociales et des dépenses publiques sociales, sécurité sociale non comprise, 1996-2000.....	236
VI.7	Amérique latine: répartition du revenu primaire et des dépenses de l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire par quintile de ménages	239
VI.8	Amérique latine: répartition du revenu primaire, du revenu total et des dépenses sociales par quintile de ménages.....	241
VI.9	Amérique latine (8 pays): effet redistributif des dépenses sociales (sécurité sociale non comprise) et de la sécurité sociale sur le revenu des ménages	242
VI.10	Amérique latine: variations des dépenses publiques sociales et du produit intérieur brut (PIB)	248

Avant-propos

L'une des tâches essentielles de la CEPALC est de suivre l'évolution économique et sociale des pays de la région et d'analyser les modifications apportées aux politiques publiques pertinentes. Ces études font l'objet de diverses publications institutionnelles, en particulier les documents élaborés en vue des conférences et les rapports annuels.

Les volets sociaux de l'évolution des pays et leur recoupement avec le domaine économique ont été étudiés dans plusieurs numéros du *Panorama social de l'Amérique latine*, préparés par la Division du développement social et la Division des statistiques et des projections économiques.

Ce livre a pour objet d'aborder certains des thèmes les plus souvent abordés dans cette publication et d'y jeter un nouveau regard sur la base d'une information statistique actualisée et systématisée qui permet de rendre compte du cours des événements tout au long de la décennie 1990. Les statistiques sont extraites, pour la plupart, des bases de données de la CEPALC qui contiennent l'information provenant des enquêtes sur les ménages menées dans les pays d'Amérique latine et que les gouvernements respectifs mettent à la disposition de la Commission.

Les données utilisées dans le chapitre relatif aux dépenses sociales ont été puisées dans l'information officielle de la classification fonctionnelle des dépenses publiques fournie par 17 pays de la région et systématisée dans la base de données des dépenses sociales.

Par ailleurs, l'élaboration de ce livre a été possible grâce à la coopération dont la CEPALC a fait l'objet à plusieurs reprises de la part de plusieurs institutions des Nations Unies, telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

José Luis Machinea
Secrétaire exécutif,
Commission économique pour
l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Synthèse

La dernière décennie du vingtième siècle a marqué un tournant dans l'évolution de l'Amérique latine en raison des profonds changements intervenus dans la région au cours de cette période, à savoir, essentiellement, la reprise de la croissance économique et l'atténuation de la pauvreté qui ont caractérisé le début de la décennie. Un autre fait saillant, en particulier dans les dernières années de la décennie, est l'ampleur des retombées des crises internationales dans les pays latino-américains.

Ce livre passe en revue les événements intervenus durant la période 1990-1999 et se penche à nouveau sur certaines questions présentant un intérêt spécial pour la CEPALC, dans le cadre de l'approche qui caractérise le *Panorama social de l'Amérique latine*.

La première analyse concerne une série de volets «objectifs», tels que la pauvreté, la répartition des revenus, la stratification de l'emploi, le rôle de l'éducation, la transmission intergénérationnelle des opportunités et la contribution des dépenses sociales à l'amélioration du bien-être de la population, ainsi que leurs corrélations avec la croissance économique. La réaction subjective de la population latino-américaine face aux changements observés durant la décennie est analysée sur la base des résultats des sondages menés dans un grand nombre de pays.

Ce contrepoint entre les aspects objectifs et la subjectivité individuelle est d'autant plus pertinent que l'abord des enjeux en matière de développement social dans les années à venir impose la prise en compte de tous ces facteurs afin de forger un nouveau sens de l'engagement communautaire à l'égard des politiques publiques menées à bien pour parvenir aux objectifs de croissance et d'amélioration de l'équité.

Introduction

La dernière décennie du vingtième siècle s'est avérée particulièrement importante pour l'Amérique latine. Pendant les sept premières années, l'économie a connu des taux de croissance relativement élevés, marquant ainsi un tournant après une longue période de récession et de stagnation. Les retombées de la crise asiatique ont toutefois mis en lumière la vulnérabilité de la région face aux aléas de l'économie internationale et se sont traduites, vers la fin de la décennie, par une situation économique caractérisée par l'instabilité et le ralentissement de la croissance. Les effets de cette contraction se sont fait sentir dans de nombreux pays latino-américains et, face à la persistance de ce phénomène, certains ont évoqué, pour la période 1997-2002, une nouvelle demi-décennie perdue pour la région.

Ce livre prétend retracer, d'une manière équilibrée, le fil des événements qui ont caractérisé le développement social tout au long de la décennie, à savoir les changements qui se produisent au sein de la structure même de la société et des processus de mobilité sociale qui s'y déroulent.

Cette étude tente en outre d'apporter une réponse aux questions suivantes: quelle est la situation en matière de bien-être de la population, en particulier dans le secteur qui éprouve des difficultés à satisfaire ses besoins fondamentaux? Quelle est l'ampleur des inégalités entre individus et entre groupes, notamment en termes de distribution des revenus? Quel a été le comportement de l'emploi, qui est traditionnellement une variable cruciale dans l'articulation entre la

structure économique et le volet social? Comment a évolué l'insertion des personnes au marché de l'emploi, qui est l'un des déterminants de la stratification sociale? Et, finalement, comment l'État a-t-il contribué au processus d'intégration sociale, contribution qui peut être mesurée par le volume des ressources affectées aux politiques et aux programmes sociaux?

Une synthèse du livre est présentée ci-après. La façon dont les Latino-américains ont perçu les variations économiques et sociales enregistrées dans la région est analysée dans le cadre des réflexions finales, où sont également abordées certaines tâches à entreprendre à l'échelon régional.

1. Pauvreté

Dans les années 90, en dépit d'un fléchissement presque généralisé du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté par rapport à la population totale, le nombre d'individus pauvres est passé de 200 millions à 211 millions. Les variations du taux de pauvreté ont été essentiellement déterminées par les vicissitudes de la croissance économique. Les effets provoqués par les périodes de récession et d'essor se sont toutefois avérés profondément asymétriques et l'aggravation de la pauvreté résultant des épisodes récessifs n'a pas été entièrement contrebalancée durant les périodes ultérieures d'essor économique.

La pauvreté a diminué dans onze pays, qui regroupent la majorité de la population pauvre de la région, a connu une aggravation marquée dans un pays et n'a pas présenté de variations sensibles dans trois autres.

En termes de distribution spatiale, la tendance à l'accroissement relatif de la pauvreté urbaine s'est poursuivie. La pauvreté qui règne dans le monde rural est néanmoins plus profonde car elle comprend un pourcentage majoritaire d'indigents (46 millions), alors que les pauvres vivant dans les zones urbaines sont, pour la plupart, non indigents (91 millions). L'incidence de la pauvreté rurale reste très significative, puisqu'elle touche 64 pour cent de la population en question, contre 37 pour cent dans le cas de la population urbaine.

Durant la première moitié de la décennie, la croissance économique a repris dans la plupart des pays, à l'exception de l'Argentine, du Mexique et de l'Uruguay, secoués par la crise de 1994-1995. Les pays sud-américains ont ensuite connu, à partir de 1997, une période de ralentissement de la croissance, voire de récession dans plusieurs cas. En revanche, le Mexique et les pays d'Amérique centrale ont affiché une expansion considérable durant le quinquennat 1996-2000. C'est en partie à

ces disparités qu'il faut attribuer le caractère divergent du processus de réduction de la pauvreté dans les différents pays, et même la régression observée dans certains pays vers la fin de la décennie.

L'augmentation ou la baisse du revenu par habitant a eu une forte incidence, tout au long de la décennie, sur la diminution ou l'aggravation de la pauvreté, phénomène qui a été particulièrement notoire dans les cas extrêmes, notamment au Chili et au Venezuela. Des écarts significatifs par rapport à la tendance générale ont toutefois été observés dans le cas de pays qui, bien que présentant des taux similaires de croissance, ont affiché des différences importantes en termes de niveaux de réduction de la pauvreté. Tel est le cas du Chili où le produit intérieur brut (PIB) par habitant a progressé de 55 pour cent entre 1990 et 2000, entraînant un fléchissement de 50 pour cent (16 points de pourcentage) de la pauvreté, alors que l'Uruguay, malgré une hausse nettement moindre du PIB par habitant (28 pour cent), affichait une diminution relative plus importante de la pauvreté (53 pour cent), soit une réduction de 6 points de pourcentage.

La productivité du travail a connu une amélioration discordante dans les différents secteurs, branches et entreprises. Pour celles-ci, l'augmentation s'est surtout concentrée dans les plus grandes entreprises, reliées à l'économie internationale, qui ont toutefois engendré peu d'emplois.¹ Dans le même temps, les emplois à faible productivité, pour la plupart, au noir, ont proliféré. C'est pourquoi le taux de chômage visible, bien qu'élevé durant toute la décennie, ne permet pas à lui seul d'illustrer l'incidence du marché de l'emploi sur la pauvreté.

De même, le marché de l'emploi présente des différences notables selon les pays. Au Brésil et au Mexique, par exemple, le taux de chômage visible est resté relativement faible dans un contexte de forte densité du travail. L'Argentine, en revanche, a connu des taux de chômage élevés et de faibles taux de densité du travail au sein des ménages les plus démunis, bien que le revenu du travail dans ce pays soit supérieur à celui du Brésil et du Mexique.

La rétribution du travail constituant un pourcentage très élevé des ressources des ménages,² une part importante de l'incidence de la pauvreté est imputable aux faibles revenus du travail. L'évolution des prix relatifs au cours de la décennie a cependant favorisé la hausse du

¹ En général, les nouveaux emplois des grandes entreprises ont été destinés à des travailleurs hautement qualifiés qui perçoivent, en conséquence, des salaires relativement élevés.

² Près de 70 pour cent des revenus des ménages urbains des différentes couches sociales provient du marché de l'emploi et 66 pour cent des revenus familiaux provenant du travail correspond aux rémunérations et salaires.

pouvoir d'achat des couches à plus faibles revenus, en raison de la baisse du prix du panier de la ménagère, notamment des produits alimentaires, dans la plupart des pays.³

Les transferts publics ont joué un rôle important dans la réduction de la pauvreté ou son atténuation. En Argentine, au Costa Rica, au Panama et en Uruguay, les transferts représentaient plus de 20 pour cent du revenu total des ménages urbains et oscillaient autour de 10 pour cent au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Venezuela.

La migration des zones rurales aux zones urbaines a également eu une incidence sur les niveaux et la distribution de la pauvreté aussi bien urbaine que rurale. La migration de la campagne vers les villes étant majoritairement le fait de jeunes, ce phénomène a conduit, logiquement, à une diminution du pourcentage de ce groupe d'âge dans les zones rurales et à une augmentation concomitante de ce même groupe dans les zones urbaines et a donc modifié la pyramide des âges dans les deux milieux. Au Brésil, par exemple, 67,5 pour cent de la population urbaine se situe dans le groupe d'âge de 15 à 64 ans, contre 60,4 pour cent dans la population rurale. En Bolivie, 3,4 pour cent seulement de la population urbaine est âgée de 65 ans ou plus, contre 5,1 pour cent dans les zones rurales.

En résumé, l'atonie de la croissance économique et l'évolution du marché de l'emploi n'ont, d'une manière générale, pas été propices aux efforts de réduction de la pauvreté.

2. Répartition du revenu

Durant cette décennie, la mauvaise distribution du revenu, désormais caractéristique de l'Amérique latine, est restée stable ou s'est aggravée dans la plupart des pays. Il faut souligner qu'environ 75 pour cent des ménages perçoit des revenus inférieurs au revenu moyen. Par ailleurs, le pourcentage du revenu national capté par les ménages appartenant au décile supérieur a, dans les années 90, augmenté dans huit pays, diminué dans cinq, bien que la diminution n'ait été significative que dans deux d'entre eux, à savoir le Honduras et l'Uruguay, et est resté constant dans un seul pays, le Mexique. Cette participation accrue du segment le plus riche a également été observée dans des pays traditionnellement caractérisés par une meilleure distribution du revenu

³ Dans certains pays, l'effet positif de cette tendance a été partiellement contrecarré par une forte hausse des tarifs des services de base (eau, électricité, transport urbain) qui a été supérieure à la moyenne des taux respectifs des indices des prix à la consommation.

tels que l'Argentine, le Costa Rica et le Venezuela. En Uruguay, cette participation a diminué au début et à fin de la décennie, malgré une hausse de 26 à 27 pour cent entre 1997-1999.

D'autre part, la participation au revenu global de 40 pour cent des ménages à plus faible revenu a connu une évolution divergente: elle a baissé dans cinq pays, augmenté dans huit autres et est restée stable dans un seul pays, le Nicaragua. Les plus fortes baisses ont été observées en Équateur et au Venezuela, deux pays en prise à une forte crise intérieure, le Costa Rica, El Salvador et le Mexique ont également enregistré une diminution de cette participation. Les améliorations ont été relativement peu significatives, sauf dans le cas de la Colombie (entre 1994 et 1997) où l'accroissement a été supérieur à deux points de pourcentage, tendance qui s'est toutefois dégradée entre 1997 et 1999.

Les catégories correspondant à 50 pour cent des ménages situé entre les 40 pour cent les plus pauvres et les 10 pour cent les plus riches présentent également des variations qui ne sont toutefois pas assimilables à celles observées dans les groupes extrêmes. Dans sept pays au moins, l'accroissement ou la diminution de la participation de ces groupes n'a pas dépassé deux points de pourcentage. Les seules hausses significatives du revenu capté par ces segments sont celles observées au Salvador, entre 1995 et 1999, au Honduras et en Uruguay. Au Brésil et en Équateur, le recul a été de plus de trois points de pourcentage, en faveur des segments à revenus plus élevés, et de 2,6 points de pourcentage dans le cas de l'Argentine. L'évolution variable du revenu relatif indique que ces groupes disposent, dans plusieurs pays, de mécanismes leur permettant de soutenir leur participation au revenu total.

Les plus fortes hausses du coefficient de Gini ont été observées au Costa Rica et au Venezuela. Un certain recul a été enregistré en Argentine (Zone métropolitaine de Buenos Aires) et en Équateur (zone urbaine), alors que la Colombie, de 1994 à 1999, le Honduras et la zone urbaine de l'Uruguay connaissaient une évolution dans le sens inverse.

Le rapport entre le degré de développement et la répartition du revenu reste flou, comme le démontrent les cas de l'Argentine et de l'Uruguay, deux pays présentant un niveau élevé de revenu par rapport à la moyenne régionale et des niveaux traditionnellement similaires en matière de répartition. À la fin de la décennie, les structures et les tendances de répartition des deux pays s'avéraient toutefois très différentes. Il faut rappeler que, dans les années 80 et 90, certains pays ont conservé leurs caractéristiques en matière de répartition, alors que d'autres enregistraient un changement profond dans ce domaine. Dans les années 60, l'Argentine et le Chili se caractérisaient par une bonne distribution du revenu, alors que, vers la fin de la décennie 90, ils se

situaient dans la moyenne régionale. En revanche, le Costa Rica et l'Uruguay ont conservé une répartition du revenu plus égalitaire, en dépit des aléas économiques de ces dernières années. Il en va de même pour le Venezuela où l'inégalité reste inférieure à la moyenne régionale malgré la crise qui toucha le pays dans la deuxième moitié des années 90.

Les principaux facteurs ayant une incidence sur la répartition du revenu sont l'éducation, le patrimoine, les particularités géographiques et la densité du travail. On peut affirmer, dans le premier cas, que plus le niveau éducationnel est haut, plus le revenu sera élevé, bien qu'il n'existe pas de rapport proportionnel direct entre les deux variables. Force est de constater que la région se caractérise par un fort degré de concentration éducationnelle, mesurée par le nombre d'années d'études, qui a exercé un effet négatif sur la répartition du revenu.

En deuxième lieu, la répartition du patrimoine est fortement concentrée, à tel point que la moyenne du revenu qui en est dérivée se situe entre les septième et neuvième déciles. La concentration du patrimoine peut constituer un facteur déterminant dans la reproduction des inégalités et la différenciation des individus quant aux chances d'accéder au bien-être dans l'avenir.

En troisième lieu, certaines disparités démographiques jouent un rôle transcendantal dans la répartition du revenu. Les ménages pauvres comportent, en moyenne, un plus grand nombre de membres, perçoivent des revenus du travail exigus et présentent, en raison du grand nombre de membres, un taux élevé de dépendance démographique, ce qui se traduit par un faible revenu *per capita* du ménage.

En quatrième lieu, la comparaison entre les déciles extrêmes de la répartition du point de vue du rapport entre le nombre de personnes occupées et le nombre de membres du ménage fait apparaître que la capacité de créer des ressources par le biais du travail du décile supérieur est le double de celle du décile inférieur.

3. Emploi

La population économiquement active (PEA) rurale et la PEA urbaine ont augmenté à des rythmes très divergents en raison, essentiellement, de l'impact des processus migratoires: 0,8 pour cent seulement dans le premier cas contre 3,3 pour cent dans le deuxième.

L'évolution démographique a également subi l'influence des processus d'émigration internationale, en particulier au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale. La PEA respective aurait probablement

enregistré une augmentation sensible, du moins dans les pays où l'émigration à vaste échelle remonte déjà à une vingtaine d'années.

Dans les années 90, le taux de croissance de l'économie régionale a été de 3,2 pour cent par an, celui de la PEA de 2,6 pour cent et celui de l'emploi de 2,2 pour cent. Dans le même temps, la productivité moyenne de la main d'œuvre s'est accrue par rapport à la décennie antérieure. Quelques résultats négatifs sont toutefois à mentionner: par exemple, malgré le ralentissement de la croissance, l'emploi a progressé à un taux inférieur de 0,4 pour cent à celui enregistré dans les années 80. Par ailleurs, vers la fin de la décennie, l'emploi a affiché une croissance (1,6 pour cent) supérieure à celle du PIB (1,3 pour cent), ce qui s'est traduit par un taux de croissance négatif de la productivité moyenne du travail et une augmentation fictive de l'absorption de la main d'œuvre. Qui plus est, l'écart entre la PEA et la PEA ayant un emploi s'est encore creusé (0,8 pour cent), en dépit d'un ralentissement de 2,4 pour cent de la croissance de la première. Par conséquent, les performances économiques durant les années 90 ont été insuffisantes pour contrecarrer de façon significative les tendances négatives de la décennie antérieure.

C'est dans le milieu urbain qu'il a été particulièrement difficile d'absorber correctement la PEA qui a augmenté à un taux moyen annuel de 3,3 pour cent.

Un autre fait saillant en matière d'emploi a été sa tertiarisation et son caractère de plus en plus occulte-informel. Le ralentissement de la croissance économique est venu se greffer sur un bouleversement profond de la structure de l'emploi. L'emploi a continué sa tendance à la baisse relative dans les secteurs primaire et secondaire et à la hausse dans le commerce et les services. Par ailleurs, la productivité a affiché une amélioration notable dans un groupe très minoritaire de branches et de secteurs mais n'a guère progressé ou a stagné dans tous les autres. En d'autres termes, la modernisation d'un certain nombre d'emplois a été accompagnée d'une informalisation/destructuration croissante de la main d'œuvre.

En effet, deux tiers des nouveaux emplois urbains ont été créés dans le secteur informel/occulte, ce qui s'est traduit par une participation accrue de travailleurs non qualifiés indépendants dans les secteurs du commerce et des services (24,2 pour cent), devant les travailleurs (employeurs et salariés) des micro-entreprises (18,2 pour cent), le personnel de service domestique (9,4 pour cent), les travailleurs non qualifiés indépendants de l'industrie et du bâtiment (8,1 pour cent) et les

personnes travaillant dans des emplois primaires (6 pour cent).⁴ Cette évolution a été observée dans la majorité des 17 pays analysés, en particulier dans les plus peuplés comme le Brésil, la Colombie et le Mexique. En revanche, en Argentine et au Chili, les nouveaux emplois correspondent au secteur formel, malgré une hausse significative du chômage visible en Argentine.

L'emploi urbain informel, qui représentait 41 pour cent du total de l'emploi urbain en 1990 a atteint 46,3 pour cent en 1999. Dans le même temps, le pourcentage de salariés privés qui ne sont ni professionnels ni techniciens dans le secteur formel est passé de 35,9 pour cent à 29,1 pour cent, et de 16 pour cent à 12,9 pour cent dans le cas des fonctionnaires publics.

Les écarts salariaux entre les secteurs formel et informel se sont creusés dans tous les pays pour lesquels on dispose d'information, de même qu'en termes de revenu moyen des travailleurs des deux secteurs, à l'exception du Costa Rica, du Honduras et du Panama. Les écarts de revenu entre les emplois plus et moins qualifiés ont également augmenté au sein de chaque secteur. Cette situation est observée dans tous les pays, à la seule exception de l'Argentine, mais la forte hausse du chômage visible dans ce pays tergiverse quelque peu la comparaison.

Les conditions de travail ont fait l'objet de modifications diverses, dont beaucoup n'ont pas été favorables aux travailleurs, telles que l'absence de contrat de travail, la prolifération d'emplois temporaires ou à temps partiel, le manque de sécurité sociale, l'incorporation de nouvelles causes de révocation du contrat, la réduction des indemnités de licenciement et les contraintes imposées au droit de grève, à la négociation collective et à la syndicalisation. La précarité de l'emploi se manifeste également dans le manque de prévoyance et d'assurances santé dont les principales victimes sont les travailleurs de micro-entreprises, bien que d'importantes différences soient à signaler selon les pays.

Une quatrième caractéristique a été la progression du chômage, notamment dans les pays sud-américains: l'augmentation a été persistante en Argentine, au Brésil et en Colombie, bien que le niveau atteint au Brésil représente la moitié de celui enregistré dans les deux autres pays. Une tendance à la hausse a également été observée en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Paraguay, en Uruguay et au Venezuela.

⁴ Dans le secteur structuré, où a été créé 34,1 pour cent des nouveaux emplois, les progrès les plus notables correspondent aux professionnels et techniciens salariés (20,1 pour cent), aux chefs d'entreprises et professionnels et techniciens indépendants (6,5 pour cent), aux salariés non professionnels ni techniciens (5,4 pour cent) et aux fonctionnaires publics (2,1 pour cent).

Au Chili, le chômage a commencé à progresser à partir de 1998, après avoir enregistré un recul systématique depuis le début de la décennie. En revanche, il a affiché une tendance à la baisse au Mexique et dans la plupart des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

4. La stratification de l'emploi

Les tâches accomplies par la population ayant un emploi en Amérique latine sont extrêmement variées en termes de hiérarchie, de prestige social et, avant tout, de la rémunération qui en résulte. L'accès à ces emplois dépend en grande partie du degré de possession ou de maîtrise d'actifs productifs et des qualifications professionnelles, éléments qui, se greffant sur d'autres secteurs tels que le degré d'autorité dans l'entreprise, la taille de celle-ci et la branche de production à laquelle elle appartient, déterminent le niveau où se situent les personnes dans la structure de l'emploi et, partant, ont une incidence de manière décisive sur leurs conditions de vie et leurs possibilités professionnelles. À la lumière de ces critères, les emplois peuvent être classifiés en neuf catégories, et celles-ci en trois niveaux. Le niveau supérieur comprend 10,3 pour cent de la force de travail ayant un emploi, et les revenus correspondants sont nettement supérieurs à ceux d'autres professions. Le niveau intermédiaire englobe 14,5 pour cent de la force de travail ayant un emploi et le niveau inférieur, partant, correspond à 75 pour cent des personnes occupées, dont la plupart obtient des revenus insuffisants pour éviter à une famille latino-américaine caractéristique de quatre personnes de vivre dans la pauvreté.

Le niveau supérieur regroupe des professions non manuelles qui n'exigent pas la possession d'actifs productifs (employeurs), ni un niveau élevé de qualification professionnelle (professionnels), ni une position d'autorité sur le lieu de travail (personnel de direction). Le revenu moyen est de 12,5 lignes de pauvreté et les personnes appartenant à cette catégorie ont une scolarité moyenne de 11,6 années d'études. Le niveau intermédiaire est composé d'activités non manuelles qui exigent un degré intermédiaire de qualification professionnel ou d'autorité. Les personnes appartenant à cette catégorie sont des superviseurs, des professionnels de rang intermédiaire, des techniciens ou des fonctionnaires administratifs dont la rémunération moyenne équivaut à 4,9 lignes de pauvreté et qui présentent une scolarité moyenne de 11,2 années d'études. Le niveau inférieur comprend un ensemble hétérogène de travaux manuels et non manuels correspondant à des personnes ne possédant pas d'actifs productifs, ni de positions d'autorité, ni un degré très élevé de qualification professionnelle. Comme il a été mentionné plus haut, cet

ensemble correspond à 75 pour cent de la force de travail, à une rémunération moyenne de 2,4 lignes de pauvreté et une scolarité moyenne de 5,5 années d'études. Ce niveau est toutefois classifié en deux sous-groupes d'une taille similaire différenciés selon les niveaux de revenu et d'éducation. Le premier est formé de travailleurs du secteur du commerce, d'ouvriers, d'artisans et des conducteurs qui perçoivent une rémunération moyenne de 3 lignes de pauvreté et présentent une scolarité de 6,5 années d'études. Le deuxième groupe est composé de travailleurs du domaine des services personnels et de travailleurs agricoles dont le revenu équivaut en moyenne à 1,8 ligne de pauvreté et qui ont une scolarité moyenne de 4,3 années d'études.

La première caractéristique de l'évolution en matière de stratification dans les années 90 est que l'importance relative des différentes catégories d'emploi n'a guère subi de modifications, ce qui témoigne d'une faible mobilité ascendante. Dans les pays où la rémunération moyenne de l'emploi a augmenté, on observe également une hausse du pourcentage de la force de travail ayant un emploi dans les niveaux supérieur et intermédiaire, alors que les pays où la rémunération moyenne de l'emploi a diminué ont connu une évolution dans le sens inverse.

La stratification du marché de l'emploi décrite ci-dessus est la structure qui prédomine, à quelques variations près, dans la plupart des pays d'Amérique latine. Il existe en effet un rapport relativement étroit entre le degré de développement économique des pays et la distribution observée aux trois niveaux de la stratification du marché de l'emploi. Par ailleurs, il existe toutefois certaines différences. Par exemple, le Chili enregistre la rémunération du travail la plus élevée, à savoir 7,3 lignes de pauvreté et, dans le même temps, le niveau inférieur le plus réduit, qui équivaut à 65,5 pour cent de sa force de travail. Au Brésil et au Mexique, le pourcentage de la force de travail située dans le niveau supérieur est respectivement de 9,3 et 10 pour cent, ce qui équivaut à celui du Guatemala et pratiquement à la moitié de celui du Chili. Le niveau moyen, dans ces même pays, atteint un pourcentage proche de celui du Chili et est plus du double de celui du Guatemala. En ce qui concerne le niveau inférieur, le Brésil enregistre encore 16 pour cent d'agriculteurs indépendants ou non salariés et le Mexique, presque 10 pour cent, pourcentage trois fois supérieur à celui du Chili.

En deuxième lieu, le degré d'inégalité en termes de rémunération de l'emploi est nettement plus grave en Amérique latine que dans les pays développés. Il faut toutefois signaler que certains pays de la région qui possèdent des niveaux de rémunération similaires affichent cependant des degrés différents d'inégalité et, à l'inverse, des pays

possédant des niveaux moyens de rémunération très distincts affichent un degré similaire d'inégalité. Ces différences sont illustrées par la proportion entre le revenu des grands et moyens employeurs agricoles et la moyenne nationale: cette proportion est deux fois plus élevée au Costa Rica et 16 fois au Guatemala, contre 6 fois au Brésil et 11 fois au Mexique.

C'est intéressant de faire la comparaison entre le Chili et le Costa Rica, pays qui possèdent les plus hauts niveaux de rémunération de l'emploi. Le premier affiche une disparité sensible dans la distribution des rémunérations de l'emploi, par rapport à la distribution beaucoup plus égalitaire du Costa Rica. Dans ce dernier pays, les rémunérations de l'emploi oscillent légèrement autour de la moyenne nationale. Par exemple, les travailleurs agricoles perçoivent 74 pour cent du revenu moyen, contre 48 pour cent seulement au Chili et les grands et moyens employeurs captent un revenu 2,2 fois supérieur à la moyenne, par rapport à 6,8 fois au Chili.

En termes de niveau éducationnel, l'ensemble de la force de travail de 10 pays présentait, en 1999, une scolarité moyenne pondérée de 6,9 années d'études. La moyenne était de 14,6 ans pour les professionnels, suivis des directeurs et des gérants (11,7), des techniciens (11,5), les employés administratifs (10,9), les employeurs (8,9), les travailleurs du commerce (7,1), les ouvriers, les artisans, les machinistes et les conducteurs (6,2), les travailleurs du secteur des services personnels et de la sécurité (5,9) et les travailleurs agricoles (3,1).

Finalement, lorsque les ménages sont classifiés en fonction du travail du principal bénéficiaire des revenus de l'emploi, le revenu moyen *per capita* des ménages reflète assez fidèlement l'ordre du revenu moyen des différents niveaux du marché de l'emploi. D'où l'importance de l'emploi du principal bénéficiaire dans la stratification des ménages. Néanmoins, le fait qu'il y ait plus d'une personne ayant un emploi dans la moitié des ménages latino-américains répercute sur le revenu par personne du ménage car il contribue à atténuer la gravité de la pauvreté ou les pourcentages de pauvreté, selon le revenu moyen du pays et la taille des ménages, en particulier dans le cas des emplois relativement peu rémunérés. Au niveau supérieur, l'existence de plus d'une personne ayant un emploi dans un ménage est moins significative que dans le cas antérieur car le revenu du principal bénéficiaire est généralement assez élevé. C'est au niveau intermédiaire et dans la partie supérieure du niveau le plus bas que l'influence de ce facteur est la plus déterminante car les ménages où plus d'une personne a un emploi perçoivent, d'une manière générale, des revenus moyens qui les différencient des ménages où ne travaille qu'une seule personne.

5. Transmission intergénérationnelle des chances de bien-être

Malgré les efforts consentis dans la région pour massifier l'accès au système formel d'éducation, l'acquisition du capital éducatif reste conditionnée par des dynamiques intergénérationnelles. Le fait que les opportunités d'éducation et, partant, l'accès à des emplois plus stables et mieux rémunérés soient dans une large mesure héritées constitue un facteur décisif dans la reproduction à l'infini des disparités socio-économiques actuelles au fil des générations.

En effet, la probabilité de recevoir un minimum adéquat d'éducation est fortement déterminée par le niveau de formation des parents et par la capacité économique de la famille d'origine: vers la fin des années 90, près de 75 pour cent des jeunes de zones urbaines provenaient de foyers où les parents possédaient un niveau éducationnel insuffisant de moins de 10 ans d'études et, en moyenne, plus de 45 pour cent n'avaient pas terminé l'enseignement secondaire qui dans la plupart des pays équivaut à 12 ans d'études et qui est aujourd'hui considéré comme le seuil éducationnel minimum, dans les zones urbaines, pour avoir accès au bien-être.

Les possibilités sont encore plus restreintes pour les jeunes des zones rurales car 80 pour cent environ n'atteignent même pas le niveau considéré comme le seuil minimum dans les zones rurales, à savoir l'enseignement primaire. Le pourcentage de jeunes qui finissent l'enseignement primaire varie également de manière importante en fonction du climat éducationnel régnant dans la famille, bien que ces disparités soient moins marquées que les inégalités entre les jeunes qui terminent l'enseignement secondaire déterminées par ce même facteur.

Les disparités en termes de scolarité se ne sont toutefois pas la seule source d'inégalité en matière de capital scolaire. Il existe, en effet, d'importantes différences entre les établissements publics et les privés sur le plan du niveau d'apprentissage. La qualité de l'éducation prodiguée aux jeunes des différentes couches sociales renforce également les inégalités existant dans ce domaine, ceux dont la scolarité est la plus longue recevant, de surcroît une meilleure formation.

La majorité des jeunes dont le capital éducatif est lacunaire va se heurter à des difficultés pour trouver un emploi et n'en trouveront que quelques uns mal rémunérés qui ne leur permettront pas, le moment venu, de créer les conditions requises pour assurer à leurs enfants un capital éducatif minimum.

Par ailleurs, les jeunes qui possèdent actuellement un emploi et qui ont atteint un niveau de formation post-secondaire, c'est-à-dire plus de 12 ans d'études peuvent être classifiés en deux catégories. La première, qui représente environ 45 pour cent du total, est composée d'individus professionnels et techniciens ou qui assument des fonctions de direction dont le revenu moyen mensuel atteint 6,5 lignes de pauvreté dans le cas des professionnels et des techniciens et 10 lignes de pauvreté dans le cas des cadres de direction. La deuxième catégorie, qui comprend le pourcentage restant, soit 55 pour cent, est composée d'individus qui, bien qu'ayant atteint le niveau post-secondaire, ont en général une scolarité inférieure à celle du groupe antérieur. Les professions les plus facilement accessibles pour les membres de cette catégorie sont celles d'employé administratif, comptable et employé de commerce qui perçoivent en moyenne un revenu mensuel qui oscille entre 3,5 et 5,5 lignes de pauvreté.

En revanche, parmi les travailleurs urbains ne possédant que huit années d'études ou moins, près de 80 pour cent travaillent comme ouvriers, vigiles, garçons ou employés domestiques et perçoivent un revenu mensuel moyen qui oscillent entre deux et trois lignes de pauvreté, montant insuffisant pour assurer le bien-être familial. Ce pourcentage s'accroît à mesure que les pays étendent la couverture de l'enseignement secondaire; en effet, face à une offre plus importante de main d'œuvre qualifiée, les moins qualifiés tendent généralement à se concentrer dans des métiers souvent manuels, moins valorisés, de moindre qualité et moins bien rémunérés. Qui plus est, la prééminence croissante d'emplois qui engendrent un degré insuffisant de bien-être parmi ceux qui n'ont pas terminé l'enseignement secondaire rend compte du processus de dépréciation éducative qui touche également les plus jeunes générations en raison de l'extension de la couverture et des résultats des niveaux éducationnels de base.

La transmission intergénérationnelle des opportunités de bien-être est également influencée par les contacts sociaux résultant du foyer d'origine. Ce réseau de contacts que possèdent certaines familles, ainsi que leur capital culturel plus riche se traduisent par une majoration moyenne de 40 pour cent des revenus perçus par les jeunes issus de ces familles par rapport aux jeunes qui n'ont pas ce type d'avantages, même si les uns et les autres travaillent dans les mêmes groupes d'occupation et possèdent le même niveau de formation.

Finalement, le rapport étroit existant entre le profil de la structure de l'emploi et la répartition du revenu, rapport qui explique la rigidité de cette dernière, est illustré par le fait que dans 10 pour cent des ménages à revenus plus élevés, près de la moitié des personnes occupées sont des professionnels, des techniciens ou des cadres qui perçoivent des revenus

oscillant autour de 17 lignes de pauvreté par mois. Ces personnes occupées qui représentent environ 5 pour cent de l'emploi total, canalisent près de 21 pour cent du revenu total. En revanche, parmi les personnes occupées provenant des 40 pour cent des ménages à moindres revenus, un peu moins de 75 pour cent sont des machinistes, des ouvriers, des vigiles, des garçons ou des employés domestiques qui, bien que représentant 25 pour cent de l'emploi total, ne captent que 11 pour cent des revenus. Le profil professionnel de la force de travail qui continuera à l'avenir de déterminer la structure salariale et son rapport avec la répartition des revenus est donc, dans une large mesure, défini à l'avance par les caractéristiques des familles d'origine, ce qui implique par exemple, que dans 10 ans, la distribution professionnelle de la force de travail sera très similaire à l'actuelle.

Il est donc d'autant plus évident, à la lumière de ces antécédents, que les réformes de l'éducation et l'ensemble des politiques sociales doivent tendre essentiellement à améliorer l'équité en matière de niveau éducationnel des enfants et des jeunes provenant des couches sociales à moindres revenus à l'aide, par exemple, de programmes massifs de bourses, s'agissant du seul capital transmissible. L'augmentation récente du nombre d'emplois pour salariés présentant deux, trois ou quatre ans d'enseignement post-secondaire permet de penser que l'emploi correspondant à ce niveau de qualification va probablement se développer. L'atténuation de l'inégalité en matière d'éducation semble un objectif réalisable car plus les couches à faibles et à moyens revenus acquièrent un niveau éducationnel plus élevé, moins les couches à plus hauts revenus ont de possibilités de se différencier en termes de scolarité.

Une stratégie visant à atténuer l'iniquité sociale ne peut toutefois reposer uniquement sur la politique éducationnelle. Il s'est avéré, en effet, que les efforts centrés sur ce domaine ne suffisent pas à rompre les filières de transmission intergénérationnelle des opportunités. La politique éducationnelle doit d'abord être étayée par une étroite collaboration stratégique avec d'autres volets tels que l'amélioration du logement, de l'alimentation, de la santé et d'autres éléments qui ont une incidence sur les résultats scolaires. En deuxième lieu, l'atténuation de l'iniquité à court et à moyen terme dépend des politiques de revenu, du fonctionnement des différents services publics et de la création d'un capital humain et social en dehors du système éducatif formel par lequel il est possible de redistribuer différents types d'actifs productifs. En troisième lieu, la réduction des disparités en matière de revenu, qui constituent le principal facteur de reproduction de l'inégalité des chances, peut également être obtenue, moyennant d'autres mesures telles que le salaire minimum, ainsi que par des réformes juridiques garantissant aux salariés l'exercice de leurs droits durant la négociation collective.

6. Les dépenses sociales en Amérique latine

Les ressources publiques orientées vers les secteurs sociaux, concept qui, en termes de dépenses publiques, concerne la santé, l'assistance sociale, la sécurité sociale, le logement, etc., ont fait l'objet d'une forte augmentation dans les années 90. En conséquence, les dépenses sociales, conçues comme le pourcentage des dépenses publiques totales destiné aux secteurs sociaux, se sont accrues en moyenne de 360 dollars par an et par habitant à 540 dollars entre le début et la fin de la décennie, soit un bond de 50 pour cent.

Cette augmentation, observée dans la plupart des pays, a été rendue possible par la reprise de la croissance économique ainsi que par la priorité budgétaire accrue accordée aux dépenses sociales. C'est ainsi que la part du PIB destinée au secteur social est passée de 10,4 pour cent à 13,1 pour cent durant cette période, cette hausse ayant été plus marquée durant la première moitié de la décennie.

La situation des 17 pays étudiés en termes de fraction du PIB traditionnellement allouée aux dépenses sociales est très hétérogène. Parmi les pays où une hausse a été enregistrée, certains présentaient un niveau traditionnellement faible de dépenses sociales qui est resté pratiquement invariable tout au long de la décennie: en effet, les pays traditionnellement plus généreux en dépenses sociales par habitant tels que l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Panama et l'Uruguay, ont continué à destiner un pourcentage du PIB supérieur aux attentes associées à leur niveau de revenu par habitant; d'autre part, les pays dont le niveau de dépenses sociales par habitant a été traditionnellement faible ou très faible, tels que El Salvador, le Guatemala, le Paraguay, le Pérou et la République dominicaine, ont continué d'allouer au secteur social un pourcentage de leur produit nettement inférieur à la moyenne régionale.

En dépit de l'accroissement notable des dépenses sociales, les niveaux actuels restent toutefois encore insuffisants pour répondre aux besoins de vastes secteurs de la population. Cet objectif n'est pourtant pas irréalisable, la plupart des pays disposant d'une marge relativement aisée pour élargir l'assiette fiscale et accroître le budget social.

En 1999, malgré la chute du PIB, à des degrés divers, dans plusieurs pays tels que l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Honduras, l'Uruguay et le Venezuela, les ressources destinées au secteur social ont été préservées, en partie grâce à l'inertie d'un grand nombre de rubriques de dépenses courantes. Dans pratiquement tous les pays, les dépenses publiques totales ont augmenté au cours de la période biennale 1998-1999, à l'exception du Venezuela, en dépit d'une reprise des dépenses entre 1999

et 2000, période durant laquelle celles-ci ont augmenté pratiquement au même rythme qu'avant la crise.

Les pays de la région doivent, comme signalé plus haut, mieux cibler les ressources allouées au secteur social, afin de favoriser plus directement les populations vulnérables ou vivant dans la pauvreté. L'expérience a démontré que les dépenses les plus progressives, à savoir celles qui bénéficient le plus les ménages les plus pauvres, sont celles engagées dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire, suivies du secteur de la santé et de la nutrition et, en troisième lieu, celles allouées au logement et aux services de base, soit l'eau et l'assainissement.

D'une manière générale, les dépenses sociales ont été redistributives dans tous les pays, en particulier sans tenir compte de la sécurité sociale, auquel cas 20 pour cent des ménages à plus faibles revenus a reçu 28 pour cent des ressources publiques, alors que les 20 pour cent plus riches recevaient 12 pour cent. Le premier groupe a donc reçu une part des dépenses sociales, hormis la sécurité sociale, qui est en moyenne six fois plus importante que sa participation à la répartition du revenu primaire (28,2 pour cent des dépenses sociales contre 4,8 pour cent du revenu primaire total). Ce rapport se présente à l'inverse pour les 20 pour cent des ménages les plus riches et ne représente que le quart de leur participation à la répartition du revenu (12,4 pour cent des dépenses sociales contre 50,7 pour cent du revenu primaire total).

L'effet redistributif net des dépenses publiques sociales est le résultat du poids des transferts monétaires et de biens et services gratuits ou subventionnés dans le revenu total des ménages. Celui-ci a été nettement plus marqué dans le cas de ménages à plus faibles revenus, à savoir de 43 pour cent de leur revenu. Pour les couches à revenus plus élevés, il n'a représenté respectivement que 13 et 7 pour cent dans les cas du quatrième et du cinquième quintiles. Bien que s'agissant de pourcentages assez faibles, les dépenses sociales allouées à la catégorie la plus riche a toutefois impliqué un volume important de ressources qui, dans plusieurs pays, a dépassé, voire doublé celui attribué à la catégorie la plus pauvre, phénomène qui s'explique par le montant des transferts effectués au titre de la sécurité sociale.

L'accroissement des dépenses sociales a exercé un effet redistributif dans les pays à plus faible revenu par habitant en raison de la forte progression des dépenses publiques en matière d'éducation et de santé. Cet effet a été moindre, au contraire, dans les pays à revenu par habitant plus élevé, vu que près de 50 pour cent de l'accroissement des dépenses publiques sociales correspond à la sécurité sociale qui en est la composante la moins progressive.

7. Considérations finales

Cette section est consacrée à l'analyse des résultats des sondages décrivant les réactions de la population latino-américaine face au cours des événements des années 90. Les sondages rendent compte d'un désenchantement vers la fin de la période quant aux résultats obtenus, de griefs face à l'inégalité qui semble être au cœur des préoccupations, plus même que la pauvreté, et d'un malaise vis-à-vis de nombreuses institutions fondamentales de la société, en particulier à l'égard de la politique, des partis politiques et des politiciens. Il importe de tenir compte de ces sentiments au moment d'aborder les enjeux futurs en matière de développement social. Cette nouvelle tâche, qui est peut-être la première en termes de priorité, parce qu'indispensable pour réconcilier les sociétés et le rôle qui leur incombe, consiste à forger un nouveau type d'engagement civique en termes de participation politique qui est le canal par lequel seront adoptées les décisions d'action publique visant à la réalisation des objectifs de croissance et d'équité.

La construction de sociétés de consommation et la promotion de filières permettant la mobilité sociale, restent également à l'ordre du jour, de même que les efforts de réduction de la pauvreté et d'éradication de l'indigence.

Il s'agit sans nul doute d'un ensemble très vaste d'enjeux qui, de par leur étroite interdépendance, doivent être abordées de concert.

Chapitre I

Pauvreté

Ce chapitre se penche sur diverses caractéristiques de la pauvreté en Amérique latine dans les années 90, notamment son évolution, l'asymétrie des effets de la croissance économique en périodes d'essor et de récession, les facteurs qui ont le plus influencé son évolution et la vulnérabilité qui l'accompagne habituellement ainsi que les particularités de la pauvreté rurale.

1. Ampleur et profil de la pauvreté

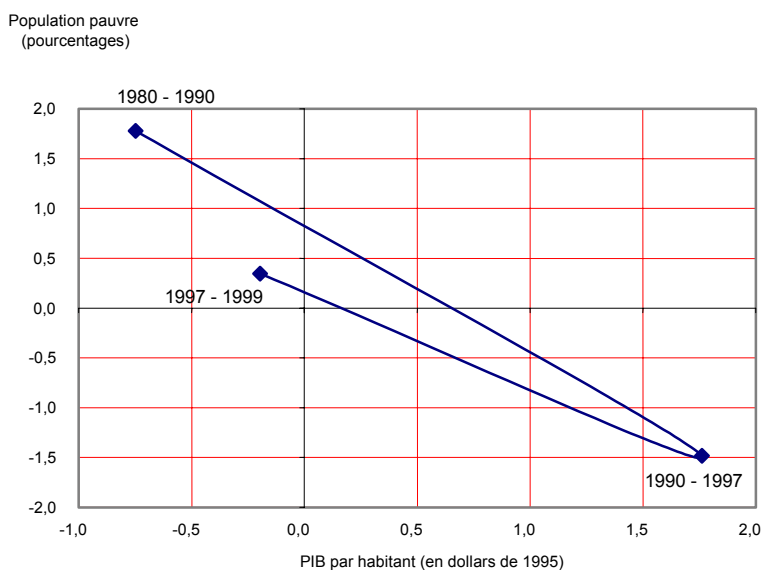
a) Évolution de la pauvreté dans les années 90

Les phases de récession, d'essor et de stagnation économiques qu'ont traversées les pays d'Amérique latine dans les années 80 et 90 ont eu une incidence considérable sur les degrés de pauvreté et d'indigence. Bien que, comme le montrera la partie suivante, le dynamisme économique ne soit pas le seul facteur influençant la pauvreté et l'intensité relative de ses variations, il existe un lien évident entre la tendance économique générale et les manifestations du phénomène.

Le graphique I.1 montre l'évolution de la situation de pauvreté dans les années 80 et 90 par rapport aux variations de la croissance économique. Dans les années 90, en particulier, la croissance de la période 1990-1997 et la réduction correspondante de la pauvreté contrastent avec

les tendances observées en 1998 et 1999, période caractérisée par une quasi-stagnation économique et une légère aggravation de la pauvreté.

Graphique I.1
AMÉRIQUE LATINE: TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
(PIB) ET DE LA POPULATION PAUVRE, 1980-1999
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

La relation entre la croissance économique et les variations des pourcentages de pauvreté affiche une nette dissymétrie au cours des deux décennies: dans les années 1980, le produit par habitant a connu une baisse moyenne légèrement inférieure à 1 pour cent par an, tandis que la pauvreté augmentait, progression qui n'a pas été entièrement contrecarrée dans les années 90, malgré une croissance du produit proche de 2 pour cent au cours de cette période. En effet, la proportion de population pauvre s'élevait à 40,5 pour cent en 1980, 48,3 pour cent en 1990 et 43,5 pour cent en 1997, pour atteindre 43,8 pour cent en 1999. Sachant que le produit par habitant, à la valeur de 1995, est passé de 3.654 dollars en 1980 à 3.342 en 1990 et à 3.807 dollars en 1999, on constate que

le recul enregistré dans les années 80 n'a été que partiellement récupéré dans les années 1990 (voir graphique I.1 et tableau I.1).

Tableau I.1
AMÉRIQUE LATINE: MÉNAGES ET PERSONNES PAUVRES ET INDIGENTES,^a
1980-1999
(Millions de ménages et de personnes, et pourcentages)

	Pauvres ^b						Indigents ^c					
	Total		Urbains		Ruraux		Total		Urbains		Ruraux	
	Millions	%	Millions	%	Millions	%	Millions	%	Millions	%	Millions	%
Ménages												
1980	24,2	34,7	11,8	25,3	12,4	53,9	10,4	15,0	4,1	8,8	6,3	27,5
1990	39,1	41,0	24,7	35,0	14,4	58,2	16,9	17,7	8,5	12,0	8,4	34,1
1994	38,5	37,5	25,0	31,8	13,5	56,1	16,4	15,9	8,3	10,5	8,1	33,5
1997	39,4	35,5	25,1	29,7	14,3	54,0	16,0	14,4	8,0	9,5	8,0	30,3
1999	41,3	35,3	27,1	29,8	14,2	54,3	16,3	13,9	8,3	9,1	8,0	30,7
Personnes												
1980	135,9	40,5	62,9	29,8	73,0	59,9	62,4	18,6	22,5	10,6	39,9	32,7
1990	200,2	48,3	121,7	41,4	78,5	65,4	93,4	22,5	45,0	15,3	48,4	40,4
1994	201,5	45,7	125,9	38,7	75,6	65,1	91,6	20,8	44,3	13,6	47,4	40,8
1997	203,8	43,5	125,7	36,5	78,2	63,0	88,8	19,0	42,2	12,3	46,6	37,6
1999	211,4	43,8	134,2	37,1	77,2	63,7	89,4	18,5	43,0	11,9	46,4	38,3

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Estimation correspondant à 19 pays de la région.

^b Ménages et personnes en situation de pauvreté. Comprend les ménages (personnes) en situation d'indigence.

^c Ménages et personnes en situation d'indigence.

Malgré l'évolution observée en 1998-1999, le bilan des années 1990 est positif, puisque la pauvreté a reculé dans onze pays au moins, où habite la majorité de la population pauvre de la région (voir tableau I.2. Pour plus d'informations, voir tableaux A.1 et A.2 de l'annexe statistique).

Tableau I.2
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): INDICATEURS DE PAUVRETÉ ET D'INDIGENCE,
1990-1999
(Pourcentages)

Pays	Années	Ménages et population en dessous du seuil de pauvreté ^a		Ménages et population en dessous du seuil d'indigence	
		Ménages	Population	Ménages	Population
Argentine ^b	1990	16,2	21,2	16,2	21,2
	1999	13,1	19,7	13,1	19,7
Bolivie	1989 ^c	49,4	53,1	49,4	53,1
	1999	54,7	60,6	54,7	60,6
Brésil	1990	41,4	48,0	41,4	48,0
	1999	29,9	37,5	29,9	37,5
Chili	1990	33,3	38,6	33,3	38,6
	2000	16,6	20,6	16,6	20,6
Colombie	1991	50,5	56,1	50,5	56,1
	1999	48,7	54,9	48,7	54,9
Costa Rica	1990	23,7	26,2	23,7	26,2
	1999	18,2	20,3	18,2	20,3
Équateur ^d	1990	55,8	62,1	55,8	62,1
	1999	58,0	63,6	58,0	63,6
El Salvador	1999	43,5	49,8	43,5	49,8
Guatemala	1989	63,0	69,1	63,0	69,1
	1998	53,5	60,5	53,5	60,5
Honduras	1990	75,2	80,5	75,2	80,5
	1999	74,3	79,7	74,3	79,7
Mexique	1989	39,0	47,8	39,0	47,8
	2000	33,3	41,1	33,3	41,1
Nicaragua	1993	68,1	73,6	68,1	73,6
	1998	65,1	69,9	65,1	69,9
Panama	1991	36,3	42,8	36,3	42,8
	1999	24,2	30,2	24,2	30,2
Paraguay	1990 ^e	36,8	42,2	36,8	42,2
	1999	51,7	60,6	51,7	60,6
Pérou	1999	42,3	48,6	42,3	48,6
République dominicaine	1998	25,7	30,2	25,7	30,2
Uruguay ^d	1990	11,8	17,8	11,8	17,8
	1999	5,6	9,4	5,6	9,4
Venezuela	1990	34,2	40,0	34,2	40,0
	1999	44,0	49,4	44,0	49,4
Amérique latine ^f	1990	41,0	48,3	41,0	48,3
	1999	35,3	43,8	35,3	43,8

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays. En ce qui concerne la définition de chaque indicateur, voir CEPALC, *Panorama social de América Latina, 2000-2001* (LC/G.2138-P), Santiago du Chili, octobre 2001. Publication des Nations Unies, n° de référence: S.01.II.G.141, encadré I.1.

^a Comprend les ménages (personnes) en situation d'indigence ou d'extrême pauvreté.

^b Grand Buenos Aires.

^c Huit capitales départementales et la ville d'El Alto.

^d Zones urbaines.

^e Zone métropolitaine d'Asunción.

^f Estimation pour 19 pays de la région.

D'importants progrès ont été accomplis au Brésil, au Chili et au Panama, où la pauvreté a reculé de plus de 10 points de pourcentage. Il faut signaler que, entre 1991 et 2000, le produit par habitant a connu une croissance annuelle moyenne de 1,2 pour cent, 5 pour cent et 2,6 pour cent respectivement dans ces pays. La pauvreté a régressé de 5 à 10 points de pourcentage aussi au Costa Rica, au Guatemala et en Uruguay.

Au Venezuela, en revanche, la proportion de ménages pauvres est passée de 22 pour cent en 1981 à 34 pour cent en 1990 et s'élève actuellement à 44 pour cent. Durant la dernière décennie, l'Équateur, la Colombie et le Paraguay n'ont pas non plus enregistré de progrès significatifs en matière d'atténuation de la pauvreté.

b) Répartition spatiale de la pauvreté

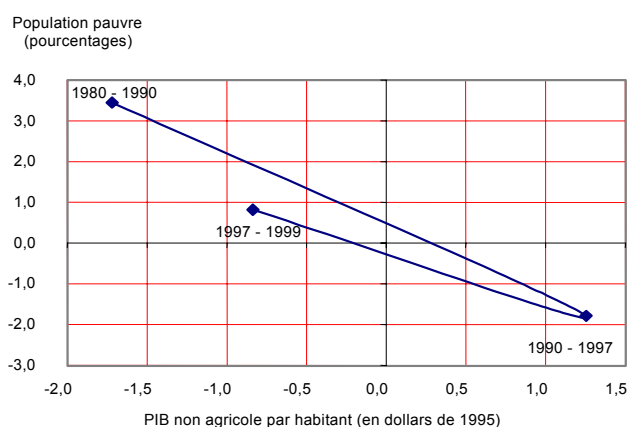
La distribution spatiale de la population a considérablement changé et, de ce fait, la pauvreté est aujourd'hui un phénomène essentiellement urbain. Sur 211 millions de pauvres en 1999, 134 millions vivaient dans les zones urbaines et 77 millions dans les régions rurales. Toutefois, l'incidence de la pauvreté est nettement plus grande dans le contexte rural que dans le cadre urbain (64 pour cent contre 37 pour cent). En outre, comme l'indique le tableau I.2, la pauvreté est plus profonde à la campagne. En réalité, la plupart des pauvres ruraux sont indigents (46 millions), tandis que les pauvres urbains sont en majorité non indigents (91 millions).

L'exode des campagnes vers les villes a entraîné un accroissement de la proportion des pauvres urbains dans le total des pauvres. En conséquence du flux migratoire, l'économie urbaine a dû relever le défi d'une population en âge de travailler plus nombreuse et d'une plus forte demande de services sociaux. Malgré cela, elle a montré qu'elle pouvait absorber les migrants ruraux dans des travaux plus productifs que ceux de leur lieu d'origine.

L'évolution de la pauvreté urbaine cadre assez bien avec le comportement de la pauvreté totale. Le graphique I.2 montre que, dans les années 80 et 90, la pauvreté urbaine a évolué, de même que la pauvreté totale, conformément aux cycles de récession (1980-1989), d'essor (1990-1997) et de stagnation (1998-1999) décrits ci-dessus. Les changements de la pauvreté urbaine et du produit non agricole ont toutefois été plus marqués que ceux de l'ensemble de la pauvreté et du produit. En fait, le coefficient de pauvreté urbaine a augmenté de dix points dans les années 80 et baissé de cinq points dans les années 90 (voir tableau I.1), ce qui indique que les effets de la croissance économique se sont fait sentir de

façon plus asymétrique dans le cas de la pauvreté urbaine que dans celui de la pauvreté totale.

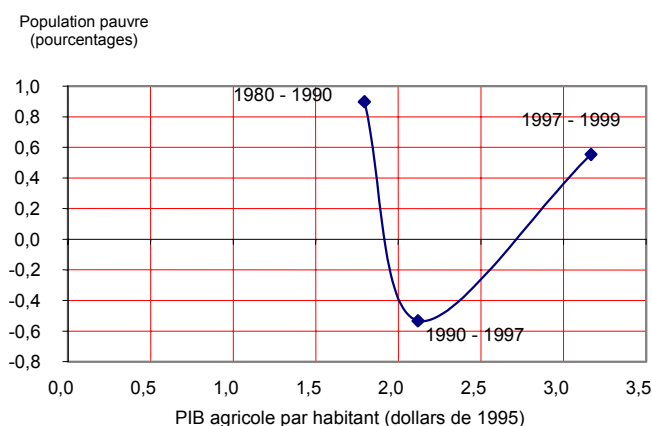
Graphique I.2
AMÉRIQUE LATINE: TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) ET DE LA POPULATION PAUVRE, ZONES URBAINES, 1980-1999
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

Dans le milieu rural, la situation est différente. Le produit agricole n'a pas suivi la même courbe que le produit total. En fait, il a augmenté pendant les trois sous-périodes analysées, en particulier durant la période biennale 1998-1999. Les pourcentages de la pauvreté rurale, quant à eux, ont augmenté entre 1980 et 1990, baissé de 1990 à 1997 et recommencé à grimper en 1998-1999 (voir graphique I.3), ce qui indique que l'évolution de la pauvreté rurale était plus étroitement corrélée avec la croissance de l'économie globale qu'avec celle du produit agricole. Plus loin, nous analyserons les particularités de la pauvreté rurale et du phénomène migratoire qui a contribué à accentuer les différences de productivité entre diverses classes du milieu rural.

Graphique I.3
AMÉRIQUE LATINE: TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
(PIB) ET DE LA POPULATION PAUVRE, ZONES RURALES, 1980-1999
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

c) Le profil des ménages pauvres

Sur 211 millions de Latino-américains en situation de pauvreté en 1999, quelque 22 millions vivaient dans des ménages dont les revenus par habitant n'étaient pas inférieurs à 90 pour cent du seuil monétaire minimum requis pour satisfaire les besoins fondamentaux. En d'autres termes, près de 10 pour cent des pauvres se trouvaient dans des conditions relativement favorables pour franchir le seuil de pauvreté, puisque leurs revenus ordinaires étaient à peine inférieurs au niveau nécessaire à la satisfaction des besoins minimaux de consommation. Sans doute leur meilleure position par rapport au reste des pauvres leur donne-t-elle une plus grande capacité de réagir à l'application de politiques économiques et sociales destinées à atténuer la pauvreté. D'autre part, 45 millions de personnes faisaient partie du groupe des non-pauvres ayant un risque accru de tomber dans la pauvreté, puisque leurs revenus ne dépassaient pas le seuil de pauvreté de plus de 25 pour cent. Ces personnes sont très sensibles aux aléas économiques, dans la mesure où tout impact négatif sur leurs revenus, si petit soit-il, peut compromettre gravement leur qualité de vie (voir tableau I.3).

Tableau I.3
AMÉRIQUE LATINE: CARACTÉRISTIQUES CHOISIES DU PROFIL DE LA PAUVRETÉ, 1999

Population des ménages particuliers	Nombres de personnes (milliers)	Proportion par rapport à la population totale ^a (%)	Probabilité de ^b	
			Pauvreté	Indigence
Totale	482 727	100,0	43,1	18,4
Urbaine	361 619	74,9	36,6	11,9
Rurale	121 108	25,1	62,7	37,8
Pauvre	211 392	100,0	-	-
Urbaine	134 229	63,5	-	-
Rurale	77 163	36,5	-	-
Indigente	89 368	100,0	-	-
Urbaine	43 033	48,2	-	-
Rurale	46 334	51,8	-	-
Ayant des revenus entre 0,9 et 1,0 ligne de pauvreté par habitant	21 668	4,5	100,0	-
Ayant des revenus entre 1,0 et 1,25 ligne de pauvreté par habitant	44 897	9,3	-	-
Ayant moins d'un dollar par habitant par jour ^c	76 415	15,8	100,0	88,1
Ayant moins d'un dollar par habitant par jour ^c	175 189	36,3	95,1	50,0
Dans des logements surpeuplés ^d	76 605	15,9	79,6	46,4
Dans des logements sans accès à l'eau potable ^e	164 506	34,1	66,7	34,9
Des ménages à taux élevé de dépendance démographique ^f	68 381	14,2	68,1	41,2
Des ménages à faible densité de travail ^g	109 995	22,8	65,1	35,9
Des ménages dont les chefs sont des:				
Femmes	90 677	18,8	43,1	17,5
A faible scolarisation				
- Moins de 3 ans d'études	130 465	27,0	63,3	31,8
- Moins de 10 ans d'études	375 636	77,8	51,7	22,3
Chômeurs	15 825	3,3	71,2	43,6
Travaillant dans des secteurs à faible productivité ^h	152 615	31,6	48,7	23,4
Salariés travaillant dans l'agriculture ⁱ	100 696	20,9	65,1	36,8
Travaillant dans des établissements de:				
- 5 travailleurs ou moins	37 879	7,8	(17,8)	39,0
- de 6 à 10 travailleurs	12 575	2,6	(5,9)	8,2
Travaillant sans qualification professionnelle ou technique	165 443	34,3	(86,4)	38,5
Enfants qui ne fréquentent pas l'école ^j	5 972	1,2	(7,9)	76,5
Enfants de ménages à faible niveau d'éducation ^k	83 661	17,3	(56,0)	74,0
Jeunes de 15 à 19 ans qui travaillent	18 655	3,9	(36,6)	46,9
Jeunes de 15 à 24 ans qui ne font pas d'études et ne travaillent pas	21 823	4,5	(23,2)	58,1
			24,7	

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Le pourcentage des personnes présentant la caractéristique indiquée par rapport au total de personnes du groupe (exemple: enfants de 6 à 12 ans qui ne fréquentent pas l'école, en tant que proportion du total d'enfants de cet âge) est repris entre parenthèses.

^b Pourcentage de pauvres et indigents sur le total des personnes de chaque catégorie.

^c Calculé par la méthode du cours de clôture dans chaque pays.

^d Sont dits «surpeuplés», les logements occupés par trois personnes ou plus par pièce (à l'exclusion de la cuisine et de la salle de bains).

^e Ménages ne disposant pas d'eau potable par canalisation à l'intérieur du logement.

^f Ménages où le rapport de personnes de moins de 15 ans et de plus de 64 ans par rapport aux 15 à 64 ans est supérieur à 0,75.

^g Ménages où la proportion de travailleurs par rapport au nombre membres est inférieure à 0,25.

^h Patrons et salariés des établissements de cinq personnes ou moins, gens de maison, travailleurs indépendants et membres de la famille non rémunérés sans qualification professionnelle ou technique.

ⁱ Comprend les travailleurs de l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche.

^j Il s'agit des enfants de 6 à 12 ans.

^k Enfants de moins de 15 ans dans les ménages dont les membres adultes (de 25 ans et plus) comptent en moyenne de 0 à 5,99 années d'études.

Il est possible de lier à la vulnérabilité des ménages pauvres, certains éléments indissociables du phénomène de la pauvreté, qui vont généralement de pair avec l'insuffisance des revenus et impliquent une caractérisation plus vaste des conditions de vie des pauvres de la région. Parmi ces facteurs, il faut citer le fait d'habiter dans un logement surpeuplé, le chômage du chef de ménage et le faible niveau d'études des ménages, aspects qui entraînent une haute probabilité de pauvreté.

En effet, près de 77 millions de Latino-américains habitent dans des logements surpeuplés (trois personnes ou plus par pièce). Parmi les caractéristiques sélectionnées pour l'analyse, cette variable est celle qui permet de faire la distinction la plus nette entre les groupes pauvres et non pauvres; en ce sens que le surpeuplement constitue un puissant indice de l'insuffisance des revenus pour couvrir les besoins fondamentaux. Le fait de résider dans un logement surpeuplé caractérise 29 pour cent des pauvres, alors que cette situation ne touche que 6 pour cent seulement des non-pauvres.

Un autre indicateur de logement caractéristique de l'insuffisance de ressources, bien que sans doute moins symptomatique de la pauvreté, est l'absence d'accès à l'eau potable, ce qui est le cas de 165 millions de personnes, dont plus de 109 millions de pauvres (66,7 pour cent). Néanmoins, la difficulté d'accéder à l'eau potable ne concerne seulement les pauvres — à hauteur de 52 pour cent — mais touche également 20 pour cent de la population non pauvre de la région.

Certaines caractéristiques démographiques des ménages sont également en forte corrélation avec la pauvreté, surtout quand elles sont en étroite relation avec leur capacité à générer des revenus. L'une d'entre elles est le taux élevé de dépendance démographique: plus la proportion de personnes en âge de travailler est faible par rapport au nombre d'enfants et de personnes âgées composant le ménage, plus il est difficile d'obtenir les ressources nécessaires pour subsister. Par ailleurs, la faible densité de travail, c'est-à-dire la présence d'un travailleur par quatre membres du ménage ou plus, est également une caractéristique associée à une probabilité de pauvreté supérieure à la moyenne. Bien que les deux facteurs soient représentatifs de la pauvreté — avec une probabilité de 68,1 pour cent et de 65,1 pour cent respectivement — le deuxième est plus répandu dans la région et concerne un tiers des pauvres.

Le risque de pauvreté dépend en outre de la situation professionnelle et éducative du chef de famille, qui est généralement le principal pourvoyeur de ressources. Dès lors, le chômage du chef de famille apparaît comme l'une des caractéristiques indicatives d'une plus grande probabilité de pauvreté (71 pour cent) pour les membres du ménage en question. Néanmoins, la proportion de pauvres qui se

trouvent dans cette situation est très faible (5,3 pour cent) et cette caractéristique n'a donc pas une grande incidence quantitative sur la caractérisation agrégée de la pauvreté. On peut conclure, dès lors, que les programmes de création d'emplois, bien qu'axés sur les groupes pauvres, n'ont qu'une capacité limitée à modifier de manière significative les résultats globaux de la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, il faut donc plutôt des actions qui contribuent à augmenter la rémunération des salariés, à l'aide de politiques salariales ou de programmes de formation et de spécialisation. Ce dernier élément est corroboré par le fait que près de 39 pour cent des pauvres vivent dans un ménage dont le chef compte moins de trois années d'études, même si cette particularité caractérise aussi 18 pour cent des non-pauvres.

Il convient de signaler aussi deux autres caractéristiques importantes des chefs de famille. La première est que le risque de pauvreté des quelque 91 millions de personnes appartenant à des ménages dirigés par une femme est identique à la probabilité moyenne, ce qui indique que cette propriété ne constitue pas en soi un facteur déterminant typique de la pauvreté. De même, on constate que le travail agricole des chefs de ménage, généralement caractérisé par des revenus précaires, ne va pas de pair avec une plus grande probabilité de pauvreté des membres de ces ménages par rapport à la simple résidence dans les régions rurales.

Par ailleurs, la pauvreté entraîne généralement de graves conséquences en matière d'éducation des mineurs, notamment la non-fréquentation des cours par les enfants et l'abandon scolaire des jeunes, pour entrer sur le marché du travail. En effet, selon les données analysées, les enfants qui ne fréquentent pas l'école courent un grand risque de pauvreté (76,5 pour cent). Néanmoins, la non-fréquentation de l'école est de moins en moins courante parmi les groupes pauvres et non pauvres, et ne concerne actuellement que 1,2 pour cent de la population et 7,9 pour cent des enfants de 6 à 12 ans. En revanche, le nombre de moins de 15 ans qui vivent dans des ménages à faible niveau d'éducation – où les adultes comptent, en moyenne, moins de six années d'études – s'élève à plus de 83 millions (56 pour cent des enfants de cet âge) en Amérique latine, dont 74 pour cent sont pauvres. Le niveau d'éducation du ménage est un facteur primordial pour la poursuite des études et l'obtention de niveaux d'éducation supérieurs pour les enfants et les jeunes. En outre, la présence dans le ménage de jeunes qui travaillent et de jeunes qui ne font pas d'études et ne travaillent pas va également de pair avec des probabilités de pauvreté supérieures à la moyenne. La région compte un peu plus de 18 millions de jeunes de 15 à 19 ans qui travaillent et près de 22 millions de jeunes de 15 à 24 ans qui ne font pas d'études et ne travaillent pas, soit environ un quart des personnes de ce groupe d'âge (voir tableau I.3).

En résumé et de façon très générale, la caractérisation des conditions de vie des pauvres d'Amérique latine permet de dégager les principales particularités suivantes: ils résident dans des logements qui n'ont pas accès à l'eau potable et, dans une moindre mesure, dans des logements comptant plus de trois personnes par pièce (surpeuplés). Ils appartiennent à des ménages ayant un taux élevé de dépendance démographique et une faible densité de travail, le chef de ménage a terminé moins de trois années d'études et, dans certains cas, il est chômeur. Parmi les enfants de moins de 15 ans, la faible scolarisation des adultes du ménage est aussi une caractéristique imputable à la pauvreté.

2. Facteurs associés à la réduction de la pauvreté

Le degré de pauvreté est influencé tant par des facteurs économiques que par des facteurs démographiques et sociaux. Parmi les premiers, il convient de signaler la croissance économique, les transferts publics et les prix relatifs. Parmi les seconds, il faut citer la taille, la composition et la localisation géographique du ménage, ainsi que la scolarisation de ses membres. Le marché du travail lie l'effet de la croissance économique aux caractéristiques des ménages qui fournissent la force de travail.

Il convient d'ajouter que ces facteurs interviennent différemment dans les divers pays latino-américains, ce qui indique qu'il existe des différences structurelles entre eux, ainsi que certaines marges de manœuvre pour mener à bien, dans le cadre de modalités de développement similaires, les politiques publiques appropriées. En outre, leur influence dans l'environnement urbain et le milieu rural peut être très disparate. Comme indiqué plus haut, les effets de la croissance économique globale se font sentir avec une intensité dissemblable sur la pauvreté rurale et urbaine. Il en va de même pour les migrations. Les considérations de cette partie sur le marché du travail concernent essentiellement le milieu urbain et les particularités du milieu rural seront abordées dans une autre section. De même, les conséquences éducationnelles de la pauvreté seront examinées plus longuement au chapitre V.

a) Croissance économique

Dans l'ensemble, l'Amérique latine a connu une croissance modérée sans récession jusqu'en 1997, à l'exception de l'Argentine, du Mexique et de l'Uruguay, touchés par la crise de 1994-1995. Après 1997, les pays sud-américains ont traversé une période de croissance lente, avec

une récession dans plusieurs d'entre eux. En revanche, le Mexique, les pays d'Amérique centrale et quelques États des Caraïbes ont connu une expansion considérable de 1996 à 2000. Cette évolution montre que la réduction de la pauvreté n'a pas suivi une courbe identique dans les différents pays au fil du temps et que, dans certains, le processus d'atténuation a inversé la tendance vers la fin des années 90, comme en témoigne le tableau I.2.

L'examen de la situation tout au long de la décennie 1990 fait ressortir plus clairement le lien étroit entre l'atténuation de la pauvreté et la croissance. Comme l'illustre le graphique I.4, les plus fortes hausses et les baisses du revenu par habitant les plus prononcées sont liées, corrélativement, à des réductions et augmentations de l'incidence de la pauvreté. Ceci est particulièrement notable dans les cas extrêmes – le Chili et le Venezuela – mais des écarts significatifs par rapport à une relation linéaire sont également observés.

Des taux de croissance similaires ont eu des impacts différents sur les niveaux de pauvreté. Au Chili, par exemple, le produit intérieur brut (PIB) par habitant a enregistré une hausse de 55 pour cent entre 1990 et 2000, ce qui s'est traduit par une réduction de 50 pour cent de la pauvreté (16 points de pourcentage). En Uruguay, une hausse nettement plus modeste du produit par habitant (28 pour cent) a entraîné, pour la même période, une plus grande réduction relative de la pauvreté (53 pour cent), avec une diminution de 6 points de pourcentage. En Bolivie et au Panama, le produit par habitant a connu une croissance comparable, d'environ 16 pour cent et 20 pour cent cumulés au cours de la période, mais dans les deux cas, l'atténuation de la pauvreté urbaine fut très différente: 14 pour cent et 25 pour cent respectivement. Par ailleurs, le PIB par habitant a augmenté de 9 pour cent au Brésil, donnant lieu à une baisse de 28 pour cent de l'incidence de la pauvreté (voir tableau I.4 et graphique I.4). Une part importante des disparités du rythme d'atténuation de la pauvreté peut être attribuée aux degrés divers de l'accès des classes à faibles revenus des différents pays aux fruits de la croissance économique, ce qui dépend non seulement de leur importance, mais aussi de leur qualité et des caractéristiques particulières de la transformation économique, sociale et démographique survenue dans chaque pays, qui sont à leur tour l'expression des facteurs décrits ci-après.

Tableau I.4
AMÉRIQUE LATINE (14 PAYS): ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
PAR HABITANT ET DU POURCENTAGE DE POPULATION EN SITUATION
DE PAUVRETÉ ET D'INDIGENCE, 1990-1999

Pays	Année	PIB par habitant (dollars de 1995)	Pourcentage de population		Variation au cours de la période (moyenne annuelle)		Coefficient d'élasticité		
			Pauvre	Indigent	PIB ^a	Coefficient de			
							Pauvreté (P)	Indigence (I)	(P)/PIB ^a (I)/PIB ^a
Argentine ^b	1990	5 545	21,2	5,2					
	1999	7 435	19,7	4,8	3,3	-0,8	-0,9	-0,21	-0,23
Brésil	1990	3 859	48,0	23,4					
	1999	4 204	37,5	12,9	1,0	-2,7	-6,4	-2,45	-5,03
Chili	1990	3 425	38,6	12,9					
	2000	5 309	20,6	5,7	4,5	-6,1	-7,8	-0,85	-1,01
Colombie	1991	2 158	56,1	26,1					
	1999	2 271	54,9	26,8	0,6	-0,3	0,3	-0,41	0,51
Costa Rica	1990	2 994	26,2	9,8					
	1999	3 693	20,4	7,8	2,4	-2,7	-2,5	-0,95	-0,87
Équateur ^c	1990	1 472	62,1	26,2					
	1999	1 404	63,5	31,3	-0,5	0,2	2,0	-0,49	-4,27
El Salvador	1995	1 675	54,2	21,7					
	1999	1 750	49,8	21,9	1,1	-2,1	0,2	-1,81	0,21
Guatemala	1989	1 347	69,1	41,8					
	1998	1 534	60,5	34,1	1,5	-1,5	-2,2	-0,90	-1,33
Honduras	1990	686	80,5	60,6					
	1999	694	79,7	56,8	0,1	-0,1	-0,7	-	-
Mexique	1989	3 925	47,8	18,8					
	1998	4 489	46,9	18,5	1,5	-0,2	-0,2	-0,13	-0,11
Nicaragua	1993	416	73,6	48,4					
	1998	453	69,9	44,6	1,7	-1,0	-1,6	-0,57	-0,89
Panama	1991	2 700	42,8	19,2					
	1999	3 264	30,2	10,7	2,4	-4,3	-7,0	-1,41	-2,12
Uruguay ^c	1990	4 707	17,8	3,4					
	1999	5 982	9,4	1,8	2,7	-6,8	-6,8	-1,74	-1,74
Venezuela	1990	3 030	40,0	14,6					
	1999	3 037	49,4	21,7	0,0	2,4	4,5	-	-
Amérique latine	1990	3 349	48,3	22,5					
	1999	3 804	43,8	18,5	1,4	-1,1	-2,2	-0,69	-1,31

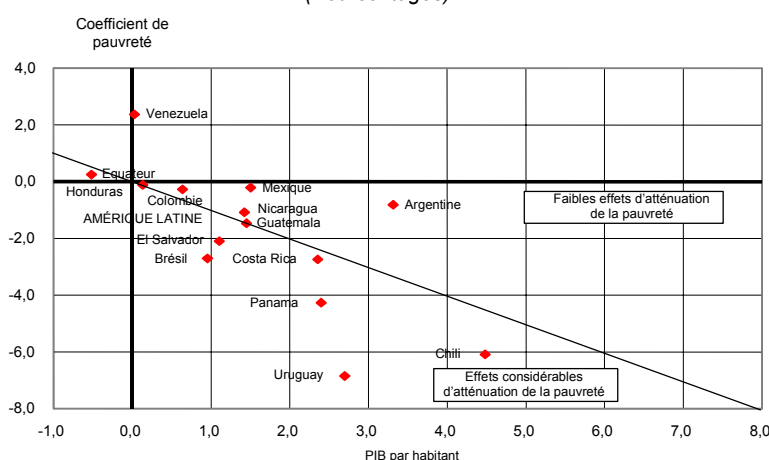
Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a p/c: à prix constants de 1995.

^b Zone de Buenos Aires.

^c Total urbain.

Graphique I.4
AMÉRIQUE LATINE (14 PAYS): VARIATION MOYENNE ANNUELLE DU PIB PAR
HABITANT ET DU COEFFICIENT DE PAUVRETÉ, 1990-1999
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

b) Emploi et rémunérations

Dans les années 90, la croissance économique a été assortie de changements significatifs du marché du travail. En général, le rythme de croissance accru était dû à des augmentations dissemblables de la productivité du travail entre les secteurs, les branches et les entreprises de différente taille et à l'intégration des entreprises, à des degrés divers également, dans l'économie internationale. Les gains de productivité, particulièrement dans le milieu urbain, se sont concentrés dans les emplois exigeant une plus grande qualification et payant de meilleurs salaires. De ce fait, l'effet de la croissance sur la pauvreté, par l'intermédiaire de l'emploi, n'a pas été aussi sensible qu'on aurait pu l'espérer. Les pays se différencient aussi par la capacité économique distincte de multiplier les emplois à faible productivité et par les comportements sociaux associés à cette fin. Ces emplois sont en majorité informels et, de ce fait, l'important taux de chômage visible n'illustre pas en soi les effets du marché du travail sur la pauvreté.

Le nombre de travailleurs et de chômeurs d'un ménage, le nombre de ses membres et le niveau des revenus du travail – mesurés en seuils de pauvreté – influencent évidemment le risque de pauvreté de ce ménage. Il faut remarquer à cet égard, que la nature du marché du travail est très

disparate dans les pays latino-américains. Le chômage visible et la densité de travail des ménages diffèrent considérablement d'un pays à l'autre. Ainsi, le Brésil et le Mexique enregistrent de faibles taux de chômage relativement ouvert et parallèlement, une grande densité professionnelle. En revanche, l'Argentine connaît des taux de chômage élevés et une faible densité de travail dans les ménages aux revenus inférieurs, mais les revenus du travail sont plus élevés. La combinaison de ces dimensions donne lieu à des profils très différenciés en ce qui concerne la perception de revenus du travail des ménages pauvres.

En 1999, la densité professionnelle du décile où se situait le seuil de pauvreté affichait des variations allant de 0,24 en Argentine et de 0,27 à 0,28 au Chili, au Costa Rica et en Uruguay, à un peu plus de 0,40 au Brésil et en Colombie, et 0,48 au Honduras. Dans les années 90, la densité de travail de ce décile a augmenté dans la grande majorité des pays, mais plus fortement au Brésil, en Équateur, au Honduras, au Mexique, au Panama et au Venezuela (voir tableau I.5). Au Chili, où la croissance économique fut nettement supérieure, la densité professionnelle moyenne des ménages autour du seuil de pauvreté a augmenté de 0,24 à 0,27, tandis qu'au Brésil, elle est passée de 0,38 à 0,43. Néanmoins, les revenus réels ont progressé davantage au Chili qu'au Brésil. À l'échelon régional, dans la majorité des pays, les degrés et l'intensité de l'atténuation de la pauvreté furent déterminés moins par la hausse des revenus réels que par l'accroissement de la densité de travail moyenne, qui a augmenté de 0,02 à 0,06 pratiquement partout, à l'exception de la Colombie, du Paraguay et de l'Uruguay, où l'indicateur n'a pratiquement pas varié. Dans la majorité des pays, les ménages pauvres ont remédié à leur situation en insérant un plus grand nombre de membres dans des emplois à faible productivité.

Comme exposé plus en détail au chapitre III, le chômage visible a augmenté dans les années 90 et joué un rôle négatif dans l'évolution de la pauvreté. Pendant quelques années de cette décennie, la baisse du chômage urbain en Bolivie, au Chili et au Costa Rica a fait reculer la pauvreté urbaine légèrement plus dans ces pays que dans les autres. Dans les trois pays cités, le nombre de personnes occupées a augmenté dans les ménages à faibles revenus et le chômage visible a baissé dans la population active composant le quintile le plus pauvre, fait particulièrement perceptible dans les zones urbaines de Bolivie et du Costa Rica.

Tableau I.5
AMÉRIQUE LATINE (12 PAYS): DENSITÉ DE TRAVAIL DANS CERTAINES
COUCHES DE LA POPULATION,^a 1990-1999

Pays/Année	Densité de travail			
	Total	Décile 1	Décile 10	Ménages autour du seuil de pauvreté ^b
Argentine (Grand Buenos Aires)				
1990	0,40	0,13	0,71	0,23
1999	0,42	0,19	0,72	0,24
Brésil				
1990	0,45	0,27	0,59	0,38
1999	0,47	0,33	0,55	0,43
Chili				
1990	0,36	0,17	0,52	0,24
2000	0,39	0,20	0,58	0,27
Colombie				
1990 ^c	0,41	0,25	0,59	0,41
1999	0,41	0,24	0,56	0,41
Costa Rica				
1990	0,38	0,16	0,59	0,26
1999	0,41	0,15	0,63	0,27
Équateur (zones urbaines)				
1990	0,41	0,21	0,61	0,42
1999	0,43	0,21	0,60	0,46
EL Salvador				
1995	0,39	0,23	0,59	0,37
1999	0,41	0,24	0,60	0,38
Honduras				
1990	0,35	0,27	0,53	0,43
1999	0,41	0,25	0,59	0,48
Mexique				
1989	0,37	0,25	0,52	0,33
2000	0,44	0,32	0,59	0,39
Panama				
1991	0,36	0,15	0,54	0,29
1999	0,42	0,20	0,62	0,33
Uruguay (zones urbaines)				
1990	0,40	0,25	0,52	0,25
1999	0,41	0,28	0,53	0,28
Venezuela				
1990	0,36	0,12	0,63	0,29
1999	0,41	0,14	0,65	0,39

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Densité professionnelle: nombre de travailleurs par rapport au nombre de membres du ménage. Le décile 1 se compose des 10 pour cent des ménages ayant le revenu le plus faible et le décile 10 comprend les 10 pour cent ayant le revenu le plus élevé par habitant du ménage.

^b Selon le degré de pauvreté du pays la dernière année.

^c Pour les 8 villes principales uniquement.

Une très grande proportion des ressources des ménages provient des rétributions du travail des membres économiquement actifs.¹ Les bas revenus professionnels expliquent une grande part des cas de pauvreté. Il convient dès lors d'examiner les modalités d'emploi qui procurent plus fréquemment de faibles rémunérations.

On sait, et les chiffres des années 90 le confirment, que le risque d'être en situation de pauvreté est moins grand pour les professionnels et les techniciens que les autres, pour les fonctionnaires publics que les salariés privés, et pour les travailleurs du secteur formel que pour ceux du secteur informel. Comme on le verra dans le chapitre sur l'emploi, la participation à l'emploi privé et informel a augmenté dans les années 80 et 90. Compte tenu des écarts salariaux, ce phénomène a eu tendance, à lui seul, à aggraver la pauvreté. En effet, à la fin des années 90 et dans l'environnement urbain, l'incidence de la pauvreté était moindre parmi les fonctionnaires publics que les salariés des entreprises privées de plus de cinq personnes. Par ailleurs, l'incidence de la pauvreté était plus forte parmi les travailleurs des établissements de moins de cinq personnes que parmi les personnes travaillant dans des entreprises de plus de cinq personnes. Les pourcentages les plus élevés étaient enregistrés parmi les salariés des petites entreprises et les gens de maison (voir tableau I.6). Dans la majorité des pays, l'incidence de la pauvreté était légèrement inférieure parmi les travailleurs indépendants.

L'incidence de la pauvreté parmi les salariés des entreprises de plus de cinq travailleurs du secteur formel de l'économie retient l'attention. Dans la majorité des pays, elle était très comparable à celle de la moyenne des travailleurs pauvres repris dans le tableau I.6 —qui exclut les employeurs, les professionnels et les techniciens— et la différence d'incidence de la pauvreté parmi les travailleurs du secteur formel et ceux du secteur informel était moins grande que celle que mentionnent de nombreuses études qualitatives. Qui plus est, les travailleurs du secteur formel vivant dans les ménages pauvres représentent, en moyenne, plus de 25 pour cent du total des pauvres, tandis qu'au Chili, par exemple, ils dépassent 50 pour cent.

¹ Près de 70 pour cent des revenus des ménages urbains des différentes classes sont générés sur le marché du travail. Par ailleurs, deux tiers des revenus familiaux qui proviennent du travail correspondent à des traitements et salaires (voir chapitre IV).

Tableau I.6
AMÉRIQUE LATINE: POURCENTAGE DE TRAVAILLEURS PAUVRES DANS CHAQUE
INSERTION PROFESSIONNELLE ET RÉPARTITION EN POURCENTAGE DU TOTAL
DES PAUVRES,^{a,b} ZONES URBAINES, 1999
(Pourcentages)

Pays	Total travailleurs ^c	Travailleurs du secteur public ^d	Salariés du secteur privé non professionnels ni techniciens		Gens de maison	Travailleurs indépendants non professionnels ni techniciens
			Dans les établissements			
			De plus de cinq travailleurs	De cinq travailleurs ou moins		
Argentine	10	6	9	17	22	9
(Grand Buenos Aires)	100	7	36	25	12	21
Bolivie	41	23	41	53	27	50
	90	6	15	15	2	52
Brésil	24	14	26	32	39	28
	85	7	28	11	14	25
Chili	14	6	16	22	17	13
	98	7	52	15	9	15
Colombie ^d	38	12	38	...	35	55
(8 villes principales)	95	3	38	...	5	49
Costa Rica	10	3	9	14	27	16
	94	6	28	17	15	28
Équateur	53	30	55	70	61	63
	87	6	23	18	6	34
El Salvador	29	9	26	44	41	37
	88	4	23	21	6	34
Guatemala	40	19	41	53	46	48
	77	4	19	24	8	23
Honduras	64	41	64	81	58	74
	85	6	27	14	4	34
Mexique	25	11	26	44	38	26
	94	6	36	27	5	20
Nicaragua ^d	54	...	54	68	74	53
	83	...	25	18	9	30
Panama	15	5	12	24	20	25
	82	6	26	11	8	31
Paraguay	26	11	27	40	27	33
(Asunción)	91	6	26	21	10	28
Pérou	28	14	21	32	23	38
	84	5	12	15	5	47
Rép. Dominicaine	21	21	18	25	26	24
	88	12	27	10	6	32
Uruguay	5	2	5	9	12	10
	98	5	26	15	17	35
Venezuela	35	28	37	52	50	34
	90	12	26	18	3	30

Source: CEPALC, *Panorama social de América Latina, 2001-2002*, (LC/G.2183-P), Santiago du Chili, octobre 2002. Publication des Nations Unies, n° de référence: S.02.II.G.65.

^a La ligne supérieure reprend le pourcentage de travailleurs de chaque insertion professionnelle qui réside dans des ménages dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté.

^b La ligne inférieure reprend le pourcentage de travailleurs pauvres de chaque catégorie par rapport à l'ensemble des travailleurs dans cette situation.

^c Le total n'atteint pas 100 parce que les employeurs ainsi que les professionnels et techniciens sont exclus.

^d Au Nicaragua, les travailleurs du service public sont repris parmi les salariés des entreprises de plus de 5 personnes. En Colombie les salariés des micro-entreprises sont également inclus dans cette catégorie.

Cela explique que, dans certains pays, les salariés du secteur structuré constituent une grande proportion du total des travailleurs pauvres. Au Brésil, au Chili, au Mexique, en République dominicaine et au Venezuela, ainsi que dans des zones urbaines représentatives mais non totales d'Argentine et de Colombie, cette proportion dépasse 35 pour cent. Pour la même raison, de 30 pour cent à 60 pour cent des salariés du secteur privé vivent dans des ménages pauvres dans 10 des 16 pays analysés. On constate cependant une grande hétérogénéité en la matière: le pourcentage fluctue de moins de 10 pour cent en Uruguay à plus de 50 pour cent en Équateur, au Honduras et au Nicaragua. En Argentine, au Chili, au Costa Rica et au Panama, il se situe entre 10 pour cent et 20 pour cent, tandis qu'en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Salvador, au Mexique, au Paraguay et au Venezuela, il varie de 30 pour cent à 50 pour cent² (voir tableau I.6).

Bien que l'incidence de la pauvreté soit relativement faible parmi les fonctionnaires publics, elle atteint des proportions significatives dans quelques pays. En Bolivie, en Équateur, en République dominicaine et au Venezuela, elle dépasse 20 pour cent. Dans la majorité des pays, les pauvres travaillant dans le secteur public représentent de 3 pour cent à 7 pour cent du total.

Les salariés des micro-entreprises et les gens de maison constituent ensemble de 20 pour cent à 35 pour cent du total des travailleurs pauvres. Dans les pays qui comptent un grand nombre de travailleurs indépendants à faible qualification (voir tableau I.6), les salariés pauvres du groupe analysé représentent entre 17 pour cent et 27 pour cent du total. Certes, ce profil de la pauvreté parmi les travailleurs urbains est étroitement lié à leurs faibles revenus professionnels. Les salariés non professionnels ni techniciens des entreprises de plus de cinq travailleurs percevaient en moyenne un revenu variant de 2,5 à 3,6 seuils de pauvreté par habitant, montant qui dans la majorité des pays était d'environ 20 pour cent inférieur au revenu moyen de la population active et pas toujours supérieur à celui des travailleurs indépendants non professionnels ni techniciens (CEPALC, 2001a).

Les travailleurs des micro-entreprises, quant à eux, percevaient un revenu mensuel moyen oscillant entre 1,6 et 2,7 seuils de pauvreté, ce qui, dans beaucoup de pays, est inférieur au minimum nécessaire pour avoir une grande chance de se maintenir en dehors de la pauvreté. Les gens de maison, qui représentaient entre 4 pour cent et 7 pour cent de l'emploi

² Cet examen de la relation entre emploi et pauvreté ne tient pas compte des groupes où l'incidence de la pauvreté est plus grande que parmi les travailleurs, à savoir les inactifs rémunérés (retraités et pensionnés) et les chômeurs. Cela explique que le pourcentage de pauvreté parmi les travailleurs reste inférieur à celui de l'ensemble de la population.

urbain, touchaient un revenu moyen oscillant entre 1,4 et 2,2 seuils de pauvreté.

Ce qui précède permet de conclure que l'insertion professionnelle d'un grand nombre de salariés privés ne leur assure toujours pas de dépasser le seuil de pauvreté, même s'ils travaillent dans des entreprises moyennes ou grandes. De même, la pauvreté touche une grande part des fonctionnaires publics dans certains pays, ce qui constitue un obstacle au processus de réforme et de modernisation de l'État.

c) Fléchissement de l'inflation

Le ralentissement de l'inflation a également contribué à atténuer la pauvreté, particulièrement dans les pays où son taux, très élevé au départ, a baissé rapidement, comme en Argentine, au Pérou et au Brésil et, dans une moindre mesure, au Chili, au Mexique et en Uruguay. La plus grande stabilité des prix à la consommation a atténué ou évité l'érosion des salaires moyens réels, surtout des plus bas, dont le pouvoir d'achat diminue plus rapidement en cas de forte inflation ou de contexte hyper-inflationniste. Dans de nombreux cas, le ralentissement de l'inflation s'est accompagné d'améliorations du salaire minimum réel. Son influence sur la pauvreté a diminué ensuite et une nouvelle fois quand le maintien de l'inflation à des niveaux très bas est devenu l'un des objectifs de la politique économique.

d) Évolution des prix relatifs

Dans la majorité des pays, l'évolution des prix relatifs des biens et services a entraîné une diminution du prix du panier de la ménagère des classes populaires. Pour diverses raisons, dont les bouleversements de la structure productive et du commerce, les processus d'ouverture commerciale, les politiques de taux de change et les caractéristiques du secteur agricole, des différences appréciables ont été observées, dans certains pays, entre la variation moyenne du prix au détail des produits utilisés pour évaluer l'inflation et celle des produits faisant partie du panier de consommation des groupes pauvres. Dans l'ensemble, le prix des produits de consommation populaire, particulièrement les denrées alimentaires, a augmenté plus lentement que celui des autres biens et services de consommation interne, ce qui s'est traduit par une hausse du pouvoir d'achat des classes à faibles revenus.³

³ Dans certains pays, l'effet favorable de cette tendance a été partiellement réduit à néant par une hausse importante des tarifs des services de base (eau, électricité, transport urbain), qui ont augmenté plus que la moyenne de l'indice des prix à la consommation correspondant.

Ce phénomène se vérifie clairement lorsque l'on compare l'évolution du prix des denrées alimentaires, qui ont une plus grande incidence sur le budget des ménages à faibles revenus, avec l'évolution des prix des autres biens intervenant dans l'indice des prix à la consommation. Comme on peut le voir dans le tableau I.7, le prix des denrées alimentaires a augmenté, entre 1990 et 1999, d'un pourcentage inférieur à celui des autres biens, dans 10 des 13 pays. Dans cinq d'entre eux, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela, ce pourcentage était d'environ 80 pour cent voire inférieur. Il en a été de même, mais dans une moindre mesure, en Argentine, en Bolivie, au Chili, au Mexique et en République dominicaine. Au Costa Rica, au Honduras et au Panama, le prix des denrées alimentaires a augmenté à un rythme plus soutenu que celui des autres biens.

e) Augmentation des transferts

Les transferts publics et privés, constitués surtout des retraites et des pensions, ont joué un rôle prépondérant dans l'atténuation de la pauvreté au cours de la décennie. Bien qu'ils soient généralement mal distribués, ces transferts constituent parfois un apport significatif pour les ménages pauvres. Leur importance relative dans le revenu des ménages change considérablement selon le pays examiné. Leur degré de concentration sur les ménages pauvres varie aussi. Dans certains pays, dont l'Argentine, le Costa Rica, le Panama et l'Uruguay, les transferts représentaient plus de 20 pour cent du revenu total des ménages urbains, tandis qu'au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Venezuela, ils oscillaient autour de 10 pour cent. Il faut épingler, à cet égard, le cas du Brésil, où une politique de transferts massifs vers les catégories à faibles revenus des régions urbaines et rurales, particulièrement de 1990 à 1993, a grandement contribué à atténuer la pauvreté. L'Uruguay est parvenu à faire encore reculer la pauvreté grâce en partie au maintien d'un taux élevé de transferts et à une forte augmentation des passifs durant les premières années de la décennie. Au Chili aussi, bien que dans une moindre mesure, l'augmentation des transferts de l'État, par le biais de subventions financières — prestations d'aide et allocations familiales — et non financières versées aux ménages ayant les revenus les plus bas, a contribué à atténuer la pauvreté et l'indigence à partir de 1990.

Tableau I.7
AMÉRIQUE LATINE: VARIATION RELATIVE DES PRIX À LA CONSOMMATION DES
DENRÉES ALIMENTAIRES PAR RAPPORT AUX AUTRES BIENS
ET SERVICES, 1990-1999
(Pourcentages)

Pays	Date de référence ^a	IPC ^b denrées alimentaires	IPC ^b reste	Rapport IPC ^b denrées alimentaires/IPC ^b reste
Argentine	Septembre 1990	100,0	100,0	1,00
	Septembre 1999	270,5	304,5	0,89
Bolivie	Août 1990	100,0	100,0	1,00
	Octobre-novembre 1999	225,6	233,9	0,96
Colombie	Août 1990	100,0	100,0	1,00
	Août 1999	475,8	587,2	0,81
Costa Rica	Juin 1990	100,0	100,0	1,00
	Juin 1999	404,7	392,5	1,03
Chili	Novembre 1990	100,0	100,0	1,00
	Novembre 2000	207,3	233,2	0,89
Équateur	Octobre 1990	100,0	100,0	1,00
	Octobre 1999	1 506,3	1 901,6	0,79
Honduras	Août 1990	100,0	100,0	1,00
	Août 1999	489,3	461,2	1,06
Mexique	3e trimestre 1990	100,0	100,0	1,00
	3e trimestre 2000	503,4	551,7	0,91
Panama	Août 1989	100,0	100,0	1,00
	Juillet 1999	114,1	111,7	1,02
Paraguay	Juin-août 1990	100,0	100,0	1,00
	Juillet-décembre 1999	265,9	335,4	0,79
République dominicaine	Mars 1990	100,0	100,0	1,00
	Mars 1997	256,7	282,6	0,91
Uruguay	2e semestre 1990	100,0	100,0	1,00
	1999	1 222,5	1 837,2	0,67
Venezuela	2e semestre 1990	100,0	100,0	1,00
	2e semestre 1999	2 559,9	4 164,3	0,61

Source: CEPALC, Division des statistiques et des projections économiques.

^a Correspond au mois de référence de mesure des revenus des enquêtes sur les ménages utilisées pour évaluer la pauvreté de chaque pays.

^b IPC: indice des prix à la consommation.

f) Migrations

L'historique de l'évolution de la pauvreté rurale et urbaine exposé ci-dessus souligne l'importance des migrations pour la répartition de la pauvreté dans les deux milieux et partant, pour la pauvreté totale.

Les effets de la migration sur les niveaux nationaux de pauvreté mentionnés plus haut sont liés aussi à la composition d'âge et d'éducation des groupes qui migrent et de ceux qui restent. La migration a eu une incidence considérable sur la structure par sexe et âge de la population urbaine et rurale. Alors que la pyramide s'élargit aux âges productifs dans les zones urbaines et présente une évolution dans le sens contraire en région rurale. Au Brésil, par exemple, les 15 à 64 ans constituent 67,5 pour cent de la population urbaine, tandis que 60,4 pour cent seulement de la population rurale se situent dans cette tranche d'âge. D'autre part, la population rurale présente une proportion d'adultes âgés supérieure à ce que l'on pourrait attendre à la lumière des taux de fécondité et de mortalité. En Bolivie, 3,4 pour cent seulement de la population urbaine sont âgés de 65 ans ou plus, tandis que ce groupe d'âge constitue 5,1 pour cent de la population rurale.⁴ Tant le renflement de la pyramide urbaine aux âges centraux que le vieillissement rural sont dus principalement à la migration sélective – et à son effet cumulatif dans le temps – de jeunes qui quittent la campagne pour s'établir en ville.

Ces observations correspondent au taux de migration net rural-urbain, plus élevé dans les tranches de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans. D'autre part, dans beaucoup de pays, le taux de migration des femmes est supérieur à celui des hommes (CEPALC, 2000a). Au Brésil, dans les années 1990, le taux annuel moyen de migration nette rurale-urbaine était de 13 sur 1.000 parmi les hommes de 20 à 24 ans et de 14 sur 1.000 chez les femmes du même âge. En définitive, cela signifie que près de 50 pour cent de l'expansion de la population urbaine de 20 à 24 ans était imputable à la migration. Dans la tranche d'âge de 40 à 60 ans, le taux était de 5 pour 1.000 et représentait moins de 20 pour cent de la croissance de la population urbaine de cet âge. Cela fait apparaître clairement deux phénomènes: premièrement, que les migrants sont en général ceux qui ont les meilleures chances de s'intégrer dans le milieu urbain et, deuxièmement, que le milieu rural garde donc, en même temps, la classe relativement moins scolarisée de sa population d'origine.

De même, les processus de migration internationale gagnent en importance. Quand ils s'amplifient à cause de la récession, la relation entre la croissance et la pauvreté peut présenter des caractéristiques

⁴ Voir www.eclac.cl/celade/proyecciones.

particulières, qui deviendront plus spécifiques encore si les émigrants envoient de l'argent dans leur pays d'origine. Comme signalé précédemment, il convient de signaler que la composition d'âge, familiale et éducationnelle des ménages joue un rôle important dans l'ampleur et la fréquence des transferts, ainsi que dans le changement des revenus des ménages de ceux qui restent dans leur milieu d'origine.

En résumé, certains facteurs déterminants de la pauvreté s'avèrent donc difficilement modifiables à court terme. Fondamentalement, la croissance économique agit sur la pauvreté par le biais du marché du travail, qui est la source de la majorité des revenus autonomes des ménages. Tout indique, à cet égard, que la structure de l'emploi régional génère un nombre insuffisant de postes de travail avec une productivité et des salaires adéquats, ce qui oblige de nombreux Latino-américains à travailler dans des activités à faible productivité, avec un salaire insuffisant pour échapper à la pauvreté.

Dans ces conditions, le rôle joué par d'autres instruments dans l'atténuation de la pauvreté apparaît clairement aussi, notamment celui des transferts publics –correctement ciblés– et des politiques destinées à juguler l'inflation ou à modifier les prix relatifs, de telle façon qu'ils s'avèrent favorables pour les groupes aux revenus les plus faibles.

3. Caractéristiques de la pauvreté rurale

a) Ampleur de la pauvreté rurale et tendances récentes

Bien que la majorité des pauvres vivent dans les villes, l'incidence de la pauvreté continue à être plus élevée dans les zones rurales. Au Brésil, en Colombie, au Mexique et au Venezuela, près de la moitié de la population rurale est pauvre, tandis qu'au Honduras, celle-ci atteint 80 pour cent.

Par ailleurs, en Bolivie, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Paraguay et au Pérou, la pauvreté est essentiellement rurale, tandis qu'en Colombie, au Mexique et en République dominicaine, quelque 45 pour cent des pauvres résident dans un environnement rural (voir tableau I.8). De même, près de la moitié des indigents habite dans les zones rurales.⁵

⁵ On peut voir que l'indigence rurale est plus deux fois supérieure à l'indigence urbaine dans les pays qui ont le plus faible produit par habitant de la région, où l'indigence est un phénomène plus répandu (voir tableaux A.1 et A.2 de l'annexe statistique).

Tableau I.8
AMÉRIQUE LATINE: AMPLEUR ET IMPORTANCE RELATIVE DE LA
PAUVRETÉ RURALE, VERS 1999
(Pourcentages)

Ménages ruraux sous le seuil de pauvreté	Ménages pauvres ruraux sur le total des ménages pauvres		
	Moins de 35%	De 35% à 49%	50% et plus
Plus de 65%			Guatemala Honduras Nicaragua
De 51% à 65%		Colombie Équateur Mexique	Bolivie El Salvador Paraguay Pérou
De 31% à 50%	Brésil Panama Venezuela	République dominicaine	
Moins de 30%	Argentine Chili Uruguay		Costa Rica

Source: Elaboré sur la base de CEPALC, *Panorama social de América Latina, 1998* (LC/G.2050-P), Santiago du Chili, mai 1999. Publication des Nations Unies, n° de référence: S.99.II.G.4, tableau 16 de l'annexe statistique.

La pauvreté est essentiellement urbaine et son atténuation a progressé, mais la pauvreté rurale persiste. Dans la majorité des pays, cette dernière a diminué très légèrement, elle est restée identique ou a même augmenté, bien que certains pays —Brésil, Chili et Panama— aient enregistré des progrès considérables. La pauvreté rurale est de nature structurelle: elle est plus intense que la pauvreté urbaine et moins directement liée à la croissance économique agricole.⁶ Ces caractéristiques sont tributaires des faibles niveaux de productivité de la population qui travaille dans le secteur agricole, ainsi que du rythme accéléré de croissance démographique propre aux des étapes retardataires de la transition démographique.

L'exode rural vers les villes renforce le maintien de la faible productivité des pauvres ruraux, puisque, comme nous l'avons déjà dit, ce sont en général les jeunes les plus scolarisés qui émigrent et les adultes les moins scolarisés qui restent dans le milieu rural.

⁶ Dans la première moitié des années 1990, l'augmentation du produit par habitant était plus corrélée à la diminution de la pauvreté urbaine qu'à celle de la pauvreté rurale. Certes, celle-ci fluctue aussi en fonction des cycles économiques, des phénomènes naturels et des politiques publiques en matière, entre autres, de prix agricoles ou de transferts de revenus.

Dans les pays comme la Bolivie, la Colombie, le Honduras et le Mexique, où le gros de la population rurale reste pauvre, celle-ci est en majorité indigente. En revanche, quand la pauvreté rurale est moindre, notamment au Chili, au Costa Rica et au Panama, la proportion de pauvres non indigents est supérieure à celle des indigents. Ces différences entre pays semblent correspondre à une dynamique généralisée de mobilité structurelle associée au développement économique rural.

Là où la pauvreté rurale a baissé, la diminution de l'indigence est proportionnellement plus grande, indiquant que les améliorations ont bénéficié non seulement à la population pauvre non indigente, mais aussi, et pas dans une mesure non négligeable, aux indigents. Ces résultats démontrent que la croissance et les politiques de lutte contre la pauvreté rurale ont profité à une grande partie du noyau dur de la pauvreté et pas seulement aux ménages dont les revenus étaient moins éloignés du seuil d'indigence. Comme l'indique le tableau I.9, cette affirmation est étayée par l'augmentation du revenu moyen des ménages du groupe indigent, entre 1990 et 1997.

Au cours de la dernière décennie, la pauvreté rurale a cependant reculé dans six des huit pays pour lesquels une information est disponible, à savoir le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Panama. Des ménages sont parvenus à dépasser le seuil de pauvreté, tandis que d'autres sont sortis de l'indigence pour devenir des ménages pauvres non indigents. Cela indique que, outre les facteurs mentionnés comme les politiques de lutte contre la pauvreté rurale, l'amélioration des revenus a profité aussi au noyau dur de la pauvreté.

L'accroissement du revenu rural a favorisé toutes les catégories de revenus, dans des mesures différentes, à la suite de la croissance générale du produit agricole et de l'intensification des activités rurales non agricoles (commerce et services). Dans presque tous les cas examinés, l'atténuation de l'indigence et de la pauvreté s'est accompagnée d'une augmentation du revenu moyen réel.⁷

Au Chili, la moyenne des revenus du travail et celle des revenus autonomes des ménages ruraux ont diminué entre 1990 et 1998. Le maintien du revenu monétaire moyen de ces ménages et la diminution corollaire de la pauvreté rurale doivent dès lors être attribués à l'augmentation des revenus provenant des subventions monétaires de l'État (voir MIDEPLAN, 1999).

⁷ Si cela n'avait pas été le cas et si, au contraire, la réduction du pourcentage de ménages indigents avait été assortie d'une baisse de leur revenu moyen, le noyau dur de la pauvreté rurale n'aurait pas bénéficié de l'augmentation du produit dans les zones rurales.

Tableau I.9
AMÉRIQUE LATINE: ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ ET DES REVENUS MOYENS ^a
DANS LES ZONES RURALES, ANNÉES 90
(Pourcentages)

Pays	Période	Incidence en pourcentage			Incidence en pourcentage			Revenu moyen des ménages en situation de:			
		Indigence année initiale	Pauvreté non indigente année initiale	Pauvreté totale année initiale	Indigence année finale	Pauvreté non indigente année finale	Pauvreté totale année finale	Indigence année initiale	Pauvreté non indigente année initiale	Indigence année finale	Pauvreté non indigente année finale
Bolivie	1997-1999	53,8	18,2	72,0	59,6	16,0	75,6	0,24	0,75	0,2	0,76
Brésil	1990-1999	37,9	26,0	63,9	20,5	24,7	45,2	0,34	0,74	0,29	0,71
Chili	1990-2000	12,1	21,4	33,5	6,7	12,6	19,3	0,37	0,79	0,37	0,81
Colombie	1991-1999	30,6	24,8	55,4	31,1	24,7	55,8	0,34	0,77	0,32	0,77
Costa Rica	1990-1999	12,3	12,6	24,9	9,4	11,1	20,5	0,31	0,79	0,31	0,79
El Salvador	1995-1999	26,5	31,7	58,2	29,3	29,7	59,0	0,32	0,75	0,27	0,73
Guatemala	1989-1998	45,2	26,9	72,1	39,6	25,1	64,7	0,32	0,76	0,37	0,76
Honduras	1990-1999	66,4	17,1	83,5	63,2	19,1	82,3	0,26	0,75	0,27	0,74
Mexique	1989-1998	22,6	26,1	48,7	23,0	26,0	49,0	0,39	0,78	0,4	0,75
Nicaragua	1993-1998	58,3	20,4	78,7	52,6	20,1	72,7	0,27	0,77	0,26	0,76
Panama	1989-1999	21,1	21,4	42,5	12,6	20,0	32,6	0,35	0,76	0,39	0,78
Venezuela	1990-1994	16,5	21,9	38,4	22,9	24,8	47,7	0,39	0,78	0,38	0,77

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a En multiples de la valeur du seuil de pauvreté par habitant.

b) Facteurs ayant une incidence sur la pauvreté rurale

La persistance de la pauvreté rurale est due à des facteurs relativement plus rigides que ceux qui affectent la pauvreté urbaine. Dans le milieu rural, les éléments de nature démographique et éducative affichent des caractéristiques propres à des étapes déjà franchies dans le milieu urbain, tandis que les facteurs de nature géographique, comme l'isolement, le manque d'accès aux communications et la difficulté d'accès aux services de base, défavorisent nettement les populations rurales par rapport à celles des régions urbaines. L'activité agricole, principal moyen de subsistance de la majorité des travailleurs ruraux, présente une série de déficiences, dont le retard technologique, le degré élevé de risque et le faible potentiel productif. D'autre part, on assiste également à la dégradation environnementale des terres qu'exploitent les pauvres, pour qui il est également difficile d'accéder à l'eau, au crédit et, surtout, à la terre, ce qui est une cause essentielle de la pauvreté rurale dans de nombreux pays, en raison de son impact sur la capacité à générer des

revenus et de l'effet qu'exerce la structure foncière sur le potentiel productif des campagnes.

Dans les pays où la pauvreté rurale est prédominante et touche plus de la moitié des habitants qui y résident, le taux de croissance végétatif de la population constitue un problème crucial. Ces pays traversent une phase de transition démographique naissante ou modérée, avec des taux de fécondité élevés. Il y a donc une sorte de piège démographique: la division de la terre entre de nombreux héritiers contribue à l'épuisement du sol et à la prolifération de la micro-exploitation ou *minifundio*, qui s'accompagne d'une augmentation du nombre de familles pauvres sans terres et, parallèlement, de la nécessité croissante de recourir à des stratégies de subsistance basées sur l'exploitation de la main d'œuvre familiale.

Toutefois, d'après des projections de la Division de la population de la CEPALC - Centre de démographie d'Amérique latine et des Caraïbes (CELADE), le nombre de pays latino-américains où la population rurale croît en termes absolus passera de 14 dans les années 1990-1995 à 10 à la fin de la décennie 2000, en raison du phénomène universel de fléchissement progressif des taux de fécondité et de la persistance de l'exode rural vers les villes.⁸

c) **Pauvreté rurale, structure productive et de l'emploi**

La nature saisonnière, les emplois multiples, la production pour l'autoconsommation et le travail familial non rémunéré qui caractérisent les activités agricoles de beaucoup de zones de la région compliquent l'examen des tendances de l'emploi rural. Il est possible, pourtant, de dégager quelques traits généraux. En premier lieu, d'après les estimations, la part de l'emploi rural salarié n'a guère changé dans les années 90, puisqu'elle semble s'être maintenue ou avoir diminué légèrement seulement dans plusieurs pays, dont le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Honduras et le Mexique. Elle a cependant fortement baissé en République dominicaine et augmenté au Guatemala, au Panama et au Venezuela. En même temps, la classe paysanne⁹ s'est maintenue ou a décliné légèrement au Chili et au Venezuela. Elle a augmenté au Brésil, en Colombie et en République dominicaine uniquement et, d'après les

⁸ D'après les estimations, la croissance démographique rurale fléchira avant 2010, tendant à diminuer en termes absolus en Colombie, en Équateur, au Mexique et en République dominicaine, pays qui s'ajouteront à huit autres où la baisse a déjà commencé (voir CEPALC, 1999a).

⁹ La terminologie des enquêtes sur les ménages entend par classe paysanne, les travailleurs indépendants et les membres de leur famille non rémunérés qui se consacrent à des activités agricoles.

estimations, elle a diminué dans les autres pays. Il faut rappeler que dans la majorité des pays, le travail indépendant non agricole a eu tendance à augmenter, confirmant les tendances disparates de la participation des employeurs (voir tableau I.10).

En outre, en vertu des données disponibles, l'incidence de la pauvreté est plus grande dans la classe paysanne que dans les autres secteurs professionnels, bien que, comme l'indique le tableau I.10, il existe en cette matière de grands écarts entre les pays: de 20 pour cent de pauvres parmi les paysans chiliens à 89 pour cent en Bolivie. Le processus de salarisation, dans les activités tant agricoles que non agricoles, a contribué à atténuer la pauvreté. Néanmoins, dans quelques rares cas, ces changements ont entraîné des degrés de pauvreté supérieurs dans les activités salariées, y compris dans les entreprises privées qui emploient plus de cinq personnes (voir tableau I.11).

L'agriculture est le secteur économique qui compte la plus grande proportion d'emplois précaires. Les salariés agricoles présentent les taux les plus élevés de travailleurs sans contrat ni prévoyance sociale. En outre, la sous-traitance ne cesse de gagner du terrain.

Sept des huit pays latino-américains pour lesquels des chiffres récents sont disponibles ont enregistré un accroissement de l'emploi rural masculin non agricole (voir tableau I.12). Dans ces sept pays, la part de la population rurale masculine dont l'activité principale était le travail non agricole allait de 22 pour cent à 57 pour cent. Parmi les femmes rurales actives, la proportion correspondante dépassait 65 pour cent dans huit pays sur dix. En fait, près d'un quart de la diminution de l'emploi agricole a été neutralisé par le passage à des activités non agricoles.

L'importance croissante de l'emploi non agricole résulte de la combinaison de divers facteurs, dont les progrès technologiques dans la production agricole, les investissements dans l'infrastructure routière, qui facilite le déplacement quotidien vers les zones urbaines, les restrictions concernant l'affermage et l'achat de terres agricoles, et les insuffisances des marchés du crédit et des assurances des cultures. D'autre part, vu les risques propres à l'activité agricole, les familles tendent à diversifier la production pour les réduire (voir CEPALC/FAO/BID/RIMISP, 2003 et CEPALC/GTZ, 2003).

Tableau I.10
AMÉRIQUE LATINE (16 PAYS): DISTRIBUTION DE LA POPULATION
ÉCONOMIQUEMENT ACTIVE OCCUPÉE PAR INSERTION
PROFESSIONNELLE, ZONES RURALES, 1990-2000
(Pourcentages)

Pays	Année	Total	Employeurs	Salariés			Travailleurs indépendants et membres de la famille non rémunérés	
				Total	Secteur public	Secteur privé ^a	Total	Agriculture
Bolivie	2000	100,0	0,5	8,6	2,8	5,8	90,9	83,0
Brésil	1990	100,0	3,0	44,3	-	44,3	52,7	44,3
	1999	100,0	2,0	34,3	5,2	29,1	63,7	56,4
Chili ^b	1990	100,0	2,8	64,9	-	64,9	32,3	25,0
	2000	100,0	2,5	65,1	4,9	60,2	32,5	24,3
Colombie	1991	100,0	6,3	48,6	-	48,6	45,0	25,5
	1999	100,0	3,7	47,2	3,7	43,5	49,2	27,9
Costa Rica	1990	100,0	5,1	66,2	10,5	55,7	28,7	16,8
	2000	100,0	5,8	66,9	9,6	57,3	27,3	12,3
Équateur	2000	100,0	3,2	42,4	3,9	38,5	54,3	40,7
El Salvador	2000	99,8	4,6	47,2	3,9	43,3	48,1	26,7
Guatemala	1989	100,0	0,6	38,7	2,9	35,8	60,7	47,5
	1998	100,0	2,0	42,9	1,7	41,2	55,1	34,8
Honduras	1990	100,0	0,6	34,9	4,0	30,9	64,6	47,6
	1999	100,0	3,1	33,4	3,7	29,7	63,5	41,3
Mexique ^c	1989	100,0	2,5	50,2	-	50,2	47,3	34,6
	2000	100,0	5,0	51,0	6,6	44,4	44,0	25,1
Nicaragua	1993	100,0	0,2	38,4	6,6	31,8	61,3	45,8
	1998	100,0	3,3	43,7	-	43,7	53,0	39,7
Panama	1991	100,0	2,9	39,1	12,5	26,6	58,0	45,5
	1999	100,0	3,2	44,9	10,1	34,8	51,9	31,6
Paraguay	1999	100,0	3,4	27,0	3,4	23,6	69,7	54,0
Pérou	1999	100,0	6,3	19,9	2,3	17,6	73,9	61,9
Rép. dominicaine	1992	100,0	4,0	52,4	13,2	39,2	43,7	21,6
	2000	100,0	1,8	40,3	8,1	32,2	57,8	32,6
Venezuela	1990	100,0	6,9	46,6	8,3	38,3	46,5	33,3
	1997	100,0	5,4	49,6	5,4	44,2	44,9	33,1

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Comprend les gens de maison. Au Brésil (1990), au Chili (1990), au Mexique (1989) et au Nicaragua (1998), les salariés du secteur public sont inclus.

^b Données provenant des enquêtes de caractérisation socioéconomique nationale (CASEN).

^c Données provenant des enquêtes nationales sur les revenus et les dépenses des ménages (ENIG).

Tableau I.11
AMÉRIQUE LATINE (15 PAYS): INCIDENCE DE LA PAUVRETÉ SUR CERTAINES
CATÉGORIES PROFESSIONNELLES,^a ZONES RURALES, 1990-2000
(Pourcentages)

Pays	Année	Total population	Total employés	Travailleurs du secteur public	Salariés du secteur privé non professionnels ni techniciens		Travailleurs indépendants non professionnels ni techniciens	
					Dans des établissements qui emploient plus de 5 personnes	Dans des établissements qui emploient 5 personnes ou moins ^b	Gens de maison	Dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche
Bolivie	1999	81	80	14	25	58	37	86
Brésil ^c	1990	71	64	-	45	72	61	74
	1999	55	49	39	47	40	41	55
Chili	1990	40	27	-	28	36	23	24
	2000	24	16	9	16	20	10	21
Colombie	1991	60	53	-	42 ^d	-	54	73
	1999	62	50	12	41 ^e	-	45	66
Costa Rica	1990	27	17	-	13	23	22	24
	1999	22	12	3	7	21	22	21
El Salvador	1995	64	53	24	43	56	50	72
	1999	65	55	16	42	56	47	80
Guatemala	1989	78	70	42	72	76	61	76
	1998	70	66	40	63	77	60	69
Honduras	1990	88	83	-	71	90	72	90
	1999	86	81	38	79	89	75	89
Mexique	1989	57	49	-	53 ^f	-	50	47
	1998	55	46	16	44	59	64	61
Nicaragua	1993	83	75	71	64	77	59	89
	1998	77	70	-	61	69	49	87
Panama	1991	51	40	10	25	43	43	57
	1999	42	29	5	19	39	30	42
Paraguay	1999	74	65	10	47	57	43	79
Pérou	1999	73	66	33	42	54	38	78
République dominicaine	1997	39	25	17	14	26	40	42
Venezuela	1990	47	31	22	35	36	44	36
	1994	56	42	27	50	50	53	44

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Il s'agit du pourcentage de travailleurs de chaque catégorie résidant dans des ménages aux revenus inférieurs au seuil de pauvreté.

^b Dans le cas de la Bolivie (1999), du Chili (1996), du Salvador, du Panama, de la République dominicaine et du Venezuela, seules les entreprises de quatre employés ou moins sont prises en considération.

^c En 1990, les salariés ayant un contrat de travail (*carteira*) étaient repris dans la colonne des entreprises qui emploient plus de cinq personnes. Ceux qui n'avaient pas de contrat de travail étaient repris dans la colonne des entreprises employant cinq personnes ou moins.

^d Comprend les agents du secteur public.

^e Comprend les salariés des entreprises qui emploient cinq personnes ou moins.

^f Comprend les agents du secteur public et les salariés des entreprises qui emploient cinq personnes ou moins.

Tableau I.12
AMÉRIQUE LATINE: POPULATION EMPLOYÉE DANS LES ACTIVITÉS NON
AGRICILES EN TANT QUE POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE
DANS LES ZONES RURALES, 1990-1999
(Pourcentages)

Pays	Hommes				Femmes			
	1990	1994	1997	1999	1990	1994	1997	1999
Bolivie	...	...	18,2	16,5	...	...	15,6	16,8
Brésil	26	21,3	23,7	25,8	47,1	28	30,1	31,6
Chili	19,2	26,6	25,9	27,6	67,2	70,7	65,1	63,3
Colombie	30,9	35,7	32,9	31,2	71,4	77,4	78,4	77,4
Costa Rica	47,8	55,4	57,3	57,4	86,8	89,2	88,3	90,3
El Salvador	...	...	32,7	36,1	...	...	81,4	86,5
Guatemala	21,4	...	...	27,2	69,2	...	...	67,7
Honduras	18,6	24,7	21,5	23,4	88	87	83,7	87,9
Mexique	34,7	42	44,9	46,8	69,1	64,7	67,4	74,8
Nicaragua	...	25,9	...	24,5	...	80	...	73,6
Panama	25	36,6	39,3	40,3	86,1	91,5	90,3	91,9
Paraguay	...	...	...	29,9	...	...	...	57,8
Pérou	...	...	18,9	18,7	...	...	32,7	27,9
République dominicaine	...	...	54,8	...	...	...	92,4	...
Venezuela	33,9	35,4	...	...	78,2	87,2	...	...

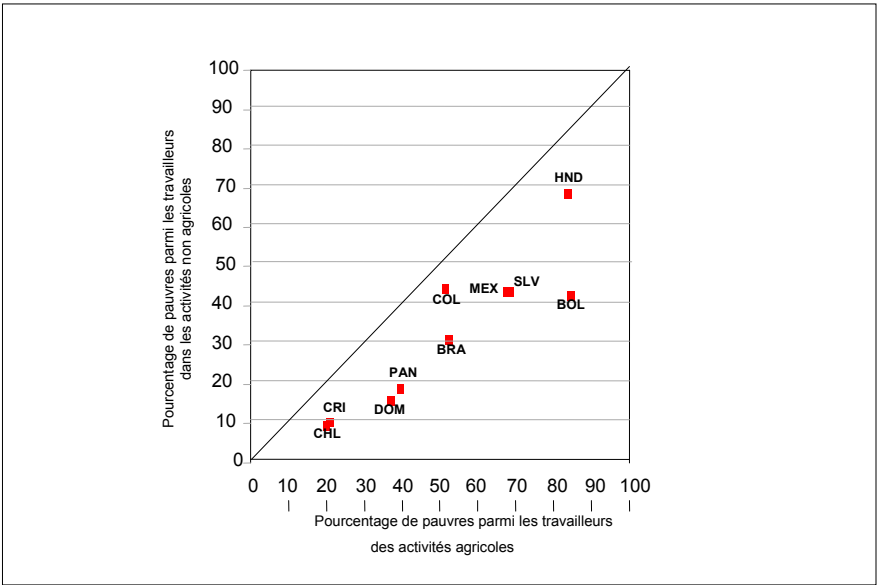
Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

Cette augmentation de la proportion de l'emploi rural non agricole est cependant très hétérogène: dans les régions plus pauvres, par exemple, on constate une première phase d'apparition de l'emploi rural non agricole, caractérisée par la production de biens dans la même propriété, à petite échelle et avec des technologies traditionnelles, qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre. Dans un deuxième temps, toujours dans les zones plus pauvres, d'autres activités s'ajoutent, également liées à l'agriculture. Ce sont surtout des activités agroalimentaires, de distribution et de commercialisation, stimulées par l'augmentation du revenu dans le milieu agricole et urbain. Dans les régions rurales plus riches, une troisième phase comprend des éléments de transformation et donne lieu à une interpénétration rurale-urbaine. Au cours de cette troisième étape, les entreprises manufacturières se déplacent vers les villages et les centres intermédiaires. Le travail est sous-traité aux travailleurs ruraux pour la production de biens intermédiaires durables et de services ruraux associés à l'augmentation des revenus

urbains. Les services touristiques et de villégiature, notamment, se développent. Par ailleurs, l’emploi non agricole dans le domaine des services de santé et d’éducation et d’autres services sociaux pour la population rurale augmente, de même que dans la construction et le transport.

Beaucoup de membres des ménages ruraux pauvres s’engagent dans les activités non agricoles pour survivre. Une grande partie de la population rurale employée dans les activités non agricoles se trouve néanmoins en situation de pauvreté ou d’extrême pauvreté, selon le stade de développement rural non agricole du pays (Reardon, Cruz et Berdegúé, 1999). Dans la majorité des pays, comme le montre le graphique I.5, la pauvreté touche nettement moins (50 pour cent) les travailleurs des activités non agricoles que ceux des activités agricoles.

Graphique I.5
AMÉRIQUE LATINE: INCIDENCE DE LA PAUVRETÉ POUR LES TRAVAILLEURS
DES ACTIVITÉS AGRICOLES ET NON AGRICOLES
DANS LES ZONES RURALES, 1997-1998
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

d) L'accès à la terre

Les indices de concentration de la terre étaient toujours élevés en 2000, ce qui situe l'Amérique latine parmi les régions du monde ayant la plus grande concentration de propriété foncière. A cet égard, il est possible de distinguer trois groupes de pays: dans le premier, composé du Chili, du Mexique et du Paraguay, les indices de Gini s'élèvent à plus de 0,90. Dans le deuxième, qui regroupe l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, le Panama et le Venezuela, les indices de Gini vont de 0,79 à 0,85. Dans le troisième, qui comprend le Honduras, la Jamaïque, Porto Rico, la République dominicaine et l'Uruguay, les indices oscillent autour de 0,75.

Parmi les pays pour lesquels des informations sont disponibles, seul le Honduras, mentionné dans le troisième groupe, a enregistré une réduction encore plus marquée de l'indice de Gini passant, vers le milieu des années 90, de 0,71 à environ 0,65 (voir tableau I.13).¹⁰

Ces degrés de concentration, alliés à d'autres facteurs, expliquent les nombreux conflits des années 90 concernant la propriété des terres.¹¹ Au Brésil, par exemple, le nombre de familles concernées par les occupations de terres n'a cessé d'augmenter, passant de 8.000 en 1990 à 63.000 en 1997. En République dominicaine, des paysans pauvres occupent de 15 pour cent à 17 pour cent de la superficie territoriale, propriété privée ou de l'État. Au Chili, la demande de terres des communautés autochtones n'a cessé de croître.

Les actions gouvernementales pour faire face au problème de la distribution des terres varient suivant les époques. Les années 1960 et 1970 ont été caractérisées par diverses tentatives de réforme agraire, mais ces politiques ont été abandonnées ensuite pour laisser la place à d'autres modalités de distribution. Dans les années 90, l'officialisation de la propriété rurale a pris de l'importance dans l'agenda politique, par des programmes de délivrance de titres et de registre foncier.

¹⁰ Il faut souligner que les indices de Gini prennent en considération uniquement la dimension des propriétés et non leur qualité. Ils ne tiennent donc pas compte, notamment, de l'éloignement des exploitations par rapport aux centres de commercialisation, des conditions climatiques, de l'accès aux systèmes d'irrigation ni, en général, du rendement des cultures en fonction de la qualité du sol. La considération de ces facteurs pourrait donner lieu, dans le cas de certains pays, à des tendances différentes de la répartition du potentiel agricole.

¹¹ Au Paraguay, par exemple, plus de 200 occupations de terres ont été enregistrées entre 1989 et 1996, portant sur plus de 600.000 hectares et concernant près de 40.000 familles paysannes. Entre 1989 et 1991, il y eut plus de 3.000 arrestations liées à l'occupation des terres et des groupes armés se sont organisés pour dissuader les paysans d'y participer (voir Molinas, 1999).

Tableau I.13
AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (16 PAYS): INDICES DE GINI DE
CONCENTRATION DE LA TERRE, 1970-1994
(Pourcentages)

Groupes de pays ^a	Indice de Gini		
	Vers 1970	Vers 1985	Vers 1994
Chili	0,92	...	0,92
Mexique	0,93	...	...
Paraguay	...	0,93	0,93
Brésil	0,84	0,85	0,81
Colombie	0,86	0,79	0,79
Costa Rica	0,81	0,80	...
Équateur	0,81	...	...
El Salvador	0,80	0,83	...
Panama	0,77	...	0,85
Pérou	0,88	0,83	0,86
Venezuela	0,90	0,89	...
Honduras	0,71	...	0,66
Jamaïque	0,79	...	...
Porto Rico	0,76	0,77	...
République dominicaine	0,78	0,73	...
Uruguay	0,81	0,80	0,76

Source: CEPALC, Unité de développement agricole, sur la base des recensements agricoles des différents pays.

^a Les pays sont répartis en trois groupes selon la valeur de l'indice de Gini.

D'après des études récentes,¹² les transactions sur le marché foncier agricole s'effectuent essentiellement entre une même catégorie de producteurs, raison pour laquelle elles ne modifient pas la structure inégale de la propriété. D'autre part, les marchés plus dynamiques se situent autour des villes et dans les zones de colonisation récente, où ne vivent pas habituellement les paysans les plus pauvres. De ce fait, les changements de la structure foncière ont été de faible envergure et n'ont pas favorisé les familles les plus marginalisées.

On observe, en outre, l'existence de marchés de crédit imparfaits et le manque de ressources des paysans les plus pauvres pour acquérir des terres. Cela a donné lieu à la création de programmes spéciaux d'accès au crédit, dans certains cas subventionnés jusqu'à 75 pour cent. Toutefois, un

¹² Projet conjoint CEPALC/GTZ "Políticas para promover los mercados de tierras rurales en América Latina", 1999.

marché foncier officiel coexiste dans la région avec un autre, où prévaut la propriété informelle, ce qui limite l'accès au crédit pour le capital de travail et les investissements.

Etant donné la spécificité de la terre en tant qu'actif immobilisé et facteur de production —il s'agit, en effet, d'un bien immobilier, géographiquement dispersé et dont la valeur économique est intimement liée à des facteurs climatiques, d'emplacement, d'accès à l'eau, etc.—, les marchés fonciers agricoles sont très différents des marchés de biens produits massivement. En raison de leurs caractéristiques distinctives, les marchés fonciers sont extrêmement imparfaits et segmentés, avec des coûts de transaction élevés et souvent fixes (Muñoz, 1999).

Dans la majorité des pays de la région, vient se greffer à cette situation l'absence d'un des éléments primordiaux pour le développement d'un marché foncier rural, à savoir un système souple, fiable et fonctionnel d'informations cadastrales, permettant aux usagers de disposer des informations économiques et juridiques nécessaires pour participer au marché (Tejada et Peralta, 1999). Tout cela a contribué à perpétuer la forte concentration du marché foncier et les imperfections du marché du crédit, ce qui lèse les petits producteurs et les familles paysannes.

4. Vulnérabilité et pauvreté

a) Notion de vulnérabilité sociale

Les termes vulnérabilité et groupes vulnérables s'utilisent pour désigner un phénomène social aux multiples dimensions, qui se manifeste par les sentiments de risque, d'insécurité et de vulnérabilité qu'exprime une partie de la population quand elle est consultée à l'occasion de sondages d'opinion. La vulnérabilité plus ou moins prononcée est directement liée au contrôle plus ou moins grand que certains individus et familles exercent sur les ressources ou les actifs de tous genres, dont la mobilisation permet de mettre à profit les structures des possibilités existantes à un moment donné, soit pour accroître le niveau de bien-être ou pour le maintenir face à des situations qui le mettent en péril (Katzman, 1999).

Parmi les ressources des ménages et des personnes, il convient de mentionner tous les biens corporels et incorporels qu'ils contrôlent, notamment la capacité de travail, le capital humain, les ressources de production et les relations sociales et familiales. Le travail, qui est la principale ressource des groupes à revenus moyens et faibles, a été touché

par l'ouverture à l'extérieur, les exigences de la compétitivité et la flexibilisation du marché du travail.¹³ Dans ce contexte, la tendance séculaire au chômage structurel et à la déstructuration a grandi et s'est accompagnée de la précarisation de l'emploi, de l'affaiblissement des organisations syndicales et de la diminution de leur capacité de négociation. En ce qui concerne le capital humain, des problèmes subsistent pour doter les nouvelles générations du capital humain nécessaire pour une époque comme celle d'aujourd'hui, où les connaissances sont un facteur de production essentiel. D'autre part, se pose également le problème du capital humain dévalorisé des personnes qui, après avoir travaillé dans des entreprises ayant cessé leurs activités par manque de compétitivité, n'ont pu se réinsérer dans des entreprises en activité qui ont réussi à s'adapter aux changements à l'aide de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes d'organisation du travail. La vulnérabilité sociale procède aussi du manque d'accès aux ressources de production des secteurs à faible productivité, confrontés à l'ouverture à l'extérieur et à la perte de marchés traditionnels, en raison de l'arrivée de biens et services qui remplacent ceux qu'ils produisaient, à quoi il faut ajouter, dans la majorité des cas, l'absence de politiques adéquates de protection et d'incitation. La vulnérabilité est encore accentuée par la faiblesse des relations sociales, qui sont un élément fondamental du capital social des personnes et des familles. Les liens et les réseaux qu'elles forment sont décisifs pour leurs possibilités d'accéder à des opportunités de travail, à l'information et aux postes de pouvoir. Les transformations actuelles touchent les modes traditionnels de représentation politique, d'organisation et de participation sociale, affaiblissant dans de nombreux pays la cohésion sociale. Les relations familiales, qui servent d'appui et d'aide pour les individus, se sont détériorées aussi en raison des échecs matrimoniaux de plus en plus nombreux et de l'émergence de nouveaux types d'unions, moins stables que les précédentes.

b) Mesure de la vulnérabilité

La rotation des familles qui vivent dans la pauvreté peut constituer un bon indicateur de la population en situation vulnérable. En raison des fluctuations du revenu des ménages selon les années, il n'est pas inhabituel que le nombre de familles vivant sous le seuil de pauvreté

¹³ D'après les affirmations du PNUD (2002, p. 29), on distingue plusieurs secteurs de chefs d'entreprises et de travailleurs qui parviennent à résister à la flexibilisation. Et un groupe de travailleurs à faibles qualifications est flexibilisé depuis toujours. La discussion relative à la flexibilisation concerne les autres. Dès lors, le problème est la flexibilité asymétrique, qui implique la répartition inégale entre la population des coûts de l'adaptation.

augmente — mais il peut également diminuer. Bien qu'il n'y ait pas, en Amérique latine, d'enquêtes longitudinales permettant d'assurer un suivi systématique de ce phénomène, il est possible d'identifier les ménages dont le revenu par habitant se situe entre 1 et 1,25 ligne de pauvreté et ceux pour lesquels l'indicateur se situe entre 1,25 et 2 seuils de pauvreté. De 7 pour cent à 11 pour cent des ménages de la région — dans divers pays et à des périodes différentes — sont dans le premier cas et une moyenne d'environ 20 pour cent dans le deuxième. Comme le revenu national des divers pays a beaucoup fluctué dans les années 1980 et 1990 et qu'un pourcentage appréciable de la population a perdu son emploi au moins une fois au cours de ces périodes, on peut penser qu'il y a eu une plus grande rotation des ménages en situation de pauvreté. En définitive, ces chiffres permettent d'estimer que quelque 30 pour cent des ménages sont en condition de vulnérabilité.

c) Politiques face à la vulnérabilité

L'intégration progressive à la politique publique de l'objectif d'atténuer la vulnérabilité, en complément à la lutte contre la pauvreté, fixe de nouvelles tâches sur le plan de la politique économique et sociale. L'objectif de réduire la vulnérabilité est donc une raison supplémentaire de concevoir une politique économique qui s'efforce de réaliser une croissance plus dynamique et stable, et oblige en même temps à faire des efforts tendant à accroître nettement la productivité des micro-entreprises et des petites entreprises, dont le caractère non transitoire est devenu évident. La politique sociale, quant à elle, doit élargir sa couverture, sa portée et son efficacité. Ce dernier point implique, entre autres, de reprendre comme groupes cibles les classes populaires et moyennes qui sont aujourd'hui sans défense face aux fréquentes récessions économiques.

La variabilité des revenus familiaux lèse un grand nombre de ménages et les oblige souvent à liquider des actifs ou à faire appel à des prêts extrêmement coûteux. Elle touche particulièrement les classes populaires et moyennes qui, sans être tombées dans la pauvreté, voient s'amenuiser leur bien-être et éprouvent un sentiment d'insécurité. De même, ces baisses de revenus peuvent entraver leur accès aux services sociaux, ce qui aggrave la dégradation des niveaux de vie et la perte de stabilité.

La réduction de la vulnérabilité sociale et la persévérance dans la lutte contre la pauvreté s'avèrent particulièrement difficiles dans un contexte d'intense concurrence internationale, qui exige une discipline macroéconomique, une ouverture commerciale et une flexibilité professionnelle. Il faut donc élaborer une politique sociale renouvée, qui ne

peut être conçue en marge de la politique économique et doit, au contraire, être en étroite liaison et coordination avec celle-ci (CEPALC, 2000a).

Dans ce contexte de convergence des deux politiques, il est essentiel aussi d'adopter des mesures liées au marché du travail qui visent à réduire la vulnérabilité. Parmi celles-ci, il convient de distinguer comme essentielle toute action visant à promouvoir et protéger l'emploi, ce qui requiert une macroéconomie qui maintient des prix relatifs n'attendant pas à l'emploi, celles qui tendent à la formation permanente de la main-d'œuvre en vue de préparer les travailleurs à utiliser les nouvelles technologies et à mieux affronter ainsi les restructurations de la production, et celles qui tendent au perfectionnement de la législation du travail, afin de protéger les droits des travailleurs et de veiller au développement de relations harmonieuses et équitables dans l'entreprise. Il convient également d'assurer l'éducation formelle des jeunes, pour éviter leur intégration précoce au marché du travail, il faut favoriser l'accès des femmes au marché du travail, sans discrimination par rapport aux hommes et, enfin, concevoir des formules de financement permettant de créer des assurances chômage, afin d'offrir au travailleur une protection effective durant les phases de récession et les processus de réajustement de la production. L'adaptabilité professionnelle pourrait ainsi réaliser son objectif de favoriser la compétitivité systématique, accroître la qualification technique et professionnelle des travailleurs et atténuer leur vulnérabilité.

On sait en outre que les secteurs à faible productivité se composent, en grande majorité, de micro-entreprises et de petites entreprises à faible niveau technologique, dont les travailleurs manquent de qualification professionnelle ou technique, et de travailleurs indépendants peu qualifiés également. Dans pratiquement tous les pays de la région, ces secteurs représentent la moitié des emplois ou plus. Dès lors, les politiques visant à garantir à ces entreprises et aux travailleurs indépendants un accès aisé au crédit, à la technologie et aux marchés, en plus de leur offrir une aide en matière d'information, de développement de produits, de filières de commercialisation et de gestion d'entreprise, s'avèrent indispensables pour assurer la viabilité de ces unités de production. Parallèlement, ces politiques devraient contribuer à augmenter la productivité et à assurer une plus grande stabilité aux activités de ces secteurs, de sorte que leur application améliore leurs revenus et atténue la pauvreté et la vulnérabilité.

Certes, la mise en œuvre de telles politiques n'est pas une tâche aisée. Premièrement, il est difficile de localiser les micro-entreprises, tant en raison de l'absence d'inscription légale de beaucoup d'entre elles que

par leur fréquent déménagement ou la cessation de leurs activités. En outre, elles ne remplissent généralement pas les conditions requises par les institutions, surtout en matière financière. Dès lors, si le secteur ne parvient pas à atteindre un certain degré d'organisation propre, les actions tendant à la favoriser pourraient coûter très cher.

Deuxièmement, dans le cadre de l'accès aux services sociaux, il faut compléter les mesures spécifiquement destinées à lutter contre la pauvreté, en particulier la pauvreté extrême, par des mesures qui aident les classes populaires ou moyennes confrontées à une plus grande variabilité et, parfois, à une diminution de leurs revenus. Cela suppose d'assurer l'accès à des services – d'éducation et de santé par exemple – de qualité. Comme mentionné précédemment, les groupes vulnérables voient diminuer leur accès à ces services pendant les crises économiques, parce qu'ils ont du mal à payer les cotisations des programmes de santé ou les services d'éducation de plus en plus souvent organisés par le secteur privé. Même en période d'essor, la qualité des services dont bénéficient les secteurs les moins protégés est loin d'être optimale et elle se détériore encore davantage en cas de récession. Assurément, une politique garantissant des minimums sociaux déterminés ne devrait pas exclure la possibilité que les personnes ayant des ressources supérieures paient elles-mêmes leur consommation, pour que les moins protégées puissent ainsi être favorisées par des prestations supérieures au titre des politiques publiques.

En particulier, l'accès permanent à une éducation de qualité doit être l'élément central d'une politique destinée à réduire la vulnérabilité. Les lacunes que présente à cet égard la formation de vastes groupes de la population sont apparues clairement dans les années 80 et 90, en raison de l'inadaptation croissante de l'éducation aux processus de production basés sur les nouvelles technologies. L'éducation et la formation au travail, surtout des travailleurs qui ne sont pas professionnels ni techniciens, sont peu compatibles avec les exigences des nouveaux modes de production. Ceci est particulièrement manifeste quand ceux qui perdent leur emploi tentent vainement de se réinsérer dans d'autres métiers. Les efforts destinés à recycler ce type de chômeurs ont peu de succès. Dès lors, les carences en matière de qualification, que présente actuellement une partie considérable de la population, se transforment en motifs de vulnérabilité. Une telle situation, en plus d'être une sonnette d'alarme pour le système éducatif, a conduit à la mise en oeuvre de réformes du système éducatif, qui doivent notamment permettre aux élèves de bénéficier d'une mise à jour constante de leurs connaissances.

Par ailleurs, il est également nécessaire d'assurer au moins le maintien du montant des retraites et pensions, particulièrement des plus

petites, dont le pouvoir d'achat a tendance à s'étioler en période d'inflation ou en cas de réduction des recettes fiscales.

Troisièmement, il convient d'élaborer une politique sociale destinée à satisfaire les besoins fondamentaux de tous, en combinant les ressources, les initiatives et les capacités existant dans la société civile et l'État. Les revenus monétaires, principalement issus du travail, permettent de répondre à l'aspiration de bien-être, certes, mais interviennent aussi des éléments comme le logement, l'environnement, l'infrastructure sociale – eau potable, électricité, téléphone, égouts, routes revêtues, complexes sportifs et autres –, la santé et l'éducation, les réseaux d'organisation, les instruments et outils accumulés par les familles et les initiatives de celles-ci. Il s'agit de ressources qui peuvent être utilisées, sous l'impulsion de l'initiative publique et privée, pour défendre ou promouvoir le développement social.

Quatrièmement, les États ont consenti dans les années 90, un grand effort pour accroître les dépenses sociales, si réduite qu'ait été la croissance économique dans la majorité des pays. Simultanément, la déréglementation croissante des marchés et la nécessité d'atteindre un degré élevé de compétitivité, dans des économies de plus en plus ouvertes, ont mis en évidence d'importants déficits en termes d'efficacité dans le secteur public et privé. De ce fait, la politique sociale ne peut se soustraire à une atmosphère générale qui requiert une plus grande efficacité de l'usage des ressources. En particulier, il est nécessaire de réformer les institutions publiques sociales et de mieux habilitier leurs fonctionnaires, avant de poursuivre l'accroissement des dépenses sociales.

Les améliorations de l'efficacité, quant à elles, sont intimement liées à une plus grande participation du citoyen. En d'autres termes, au bon usage des ressources fiscales et à l'adoption de modalités opérationnelles qui combinent ces ressources avec celles qui proviennent d'organisations non gouvernementales (ONG) à vocation sociale, doit s'ajouter une politique publique qui incite à l'intervention directe des citoyens. Dans ce sens, les réseaux sociaux et les ONG qui les soutiennent commencent à peser davantage dans certains domaines. L'État devrait travailler en partenariat avec ces nouvelles organisations, pour faire face ainsi au large éventail de problèmes sociaux qui occasionnent l'insécurité des citoyens et le mal-être social.

Cinquièmement, de nouvelles propositions destinées à compenser l'aggravation de la vulnérabilité résultant des crises financières internationales envisagent la création de fonds spéciaux ou de réseaux de sécurité permettant aux États de venir en aide aux groupes plus touchés par la récession interne que provoquent ces crises. Le financement de ces fonds pourrait provenir d'économies réalisées par l'État en période

d'essor ou de la coopération internationale. Bien que difficile à matérialiser, il est admis que ce type d'actions requiert d'un cadre institutionnel permanent, permettant d'agir rapidement et efficacement une fois la crise déclenchée.

Sixièmement, il est nécessaire de mettre sur pied une structure institutionnelle appropriée pour mener à bien la politique sociale, conformément aux conditions et exigences qu'impose le nouveau mode de développement que sont en train d'adopter les pays d'Amérique latine. Il convient de noter ici qu'il importe d'accorder à la question sociale le même intérêt qu'à la question économique et politique et qu'il est nécessaire, également, de faire converger la politique et les programmes de santé, d'éducation, de logement et de prévoyance – de nature sectorielle – avec la prise en charge de groupes vulnérables spécifiques, dont l'essence est la focalisation et la territorialité. De même, il est nécessaire de concerter les efforts de divers acteurs et institutions pour éradiquer la pauvreté et réduire la vulnérabilité.

En résumé, les chiffres des années 90 montrent que, dans beaucoup de pays de la région, les ressources nécessaires pour atténuer substantiellement la pauvreté et la vulnérabilité sociale pourraient atteindre des montants astronomiques. Il est dès lors indispensable d'accélérer et de stabiliser la croissance économique, tant pour ses effets directs sur la pauvreté que pour la plus grande abondance des revenus publics qu'elle suscite. En même temps, l'expansion économique devrait être axée, du moins en partie, sur l'amélioration des emplois à faible productivité. Cela permettrait d'éviter que tout le poids des conséquences d'une croissance limitée et des variations des revenus retombe sur la politique sociale. De même, une vision à moyen terme pour le budget social ainsi que la création de fonds de réserve devraient contribuer à éviter des oscillations exagérées du revenu des classes moyennes et basses.

Annexe méthodologique

a) Méthode utilisée pour mesurer la pauvreté

Les estimations de l'ampleur de la pauvreté présentées dans ce chapitre ont été élaborées moyennant la méthode du coût des besoins fondamentaux, à partir du calcul des seuils de pauvreté. Ces seuils rendent compte du revenu minimum requis pour que les membres d'un ménage puissent satisfaire leurs besoins essentiels. Pour autant que les données nécessaires soient disponibles, le seuil de pauvreté de chaque pays et zone géographique a été calculé sur la base du coût d'un panier d'aliments de base couvrant les besoins nutritionnels de la population, compte tenu de ses pratiques alimentaires, de la disponibilité effective des aliments et de leurs prix relatifs. Au coût de ce panier s'ajoute alors une estimation des ressources nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins de base non alimentaires des familles.¹⁴

Le seuil d'indigence correspond au coût du panier alimentaire, les indigents, ou personnes extrêmement pauvres, étant ceux qui résident dans des ménages dont les revenus sont insuffisants, même s'ils étaient destinés intégralement à l'achat d'aliments, pour couvrir de façon adaptée les besoins nutritionnels de tous les membres de la famille. Le seuil de pauvreté est déterminé en multipliant la valeur du seuil d'indigence par un facteur constant qui rend compte des dépenses non alimentaires de base qui, pour les zones urbaines, a une valeur de 2, alors que pour les zones rurales, cette valeur oscille autour de 1,75 (voir CEPALC, 1999c, encadré I.2).¹⁵

Le calcul des seuils d'indigence prend en ligne de compte les différences de prix des aliments entre les zones métropolitaines et les autres centres urbains et zones rurales. Dans l'ensemble, les prix considérés pour les autres centres urbains et les zones rurales sont

¹⁴ L'information relative à la structure de la consommation des ménages, tant de produits alimentaires que d'autres biens et services, a été extraite des enquêtes sur les budgets familiaux réalisées dans les différents pays. Là où il n'était pas possible d'obtenir des données récentes de ce type de sondage, il a été fait appel à d'autres mesures pertinentes de la consommation familiale.

¹⁵ La seule exception à l'utilisation de ce critère général est le Brésil, où ont été utilisés les nouveaux seuils d'indigence calculés pour différents contextes géographiques sous-nationaux, dans le cadre d'une étude menée conjointement par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), également brésilien, et la CEPALC.

respectivement inférieurs de 5 pour cent et 25 pour cent aux prix en vigueur dans les zones métropolitaines.

Pour ce qui est des sources d'information, les données relatives au revenu des familles sont extraites des enquêtes sur les ménages réalisées par les pays respectifs. Selon la technique habituelle, il est procédé à une correction de l'absence de réponse à certaines questions posées sur le montant des revenus, dans le cas des salariés, des travailleurs indépendants et des retraités, ainsi que des biais probables dus aux sous-déclarations. Pour ce faire, les postes correspondant au revenu de l'enquête sont contrastés avec le compte des entrées et des dépenses des ménages du système de comptabilité nationale de chaque pays, estimation réalisée sur la base de l'information officielle. Le concept de revenu utilisé est celui qui correspond aux revenus du travail salarié – en espèces et en nature, du travail indépendant, y compris l'auto approvisionnement et la valeur des produits élaborés au foyer, ainsi que les revenus autres que ceux du travail, les retraites et les pensions, plus d'autres transferts perçus par les ménages. Dans la plupart des pays, on ajoute au revenu des ménages une valeur ou imputation pour le loyer du logement lorsque celui-ci est habité par ses propriétaires.

Pour calculer les pourcentages de population et de ménages pauvres et indigents, la valeur mensuelle par habitant des seuils respectifs est comparée au revenu total de chaque ménage, exprimé lui aussi par habitant. Quant aux indices nationaux de pauvreté et d'indigence, ils sont calculés comme moyenne pondérée des indices correspondant à chaque zone géographique. Par conséquent, ils ne dépendent pas seulement de l'incidence de la pauvreté dans chacune d'entre elles, mais aussi du pourcentage de la pauvreté et de l'indigence dans la population totale de chaque pays.

b) Indicateurs utilisés pour mesurer la pauvreté

La pauvreté est considérée comme un concept éminemment normatif, associé au bien-être des personnes. Il n'existe donc pas de notion unique de ce phénomène ni une méthode universelle permettant de la mesurer. Il existe toutefois une convergence de vues quant au fait que cette mesure comprend au moins deux étapes: l'identification des personnes pauvres et l'agrégation de la pauvreté en une mesure synthétique.

Le premier aspect est abordé sur la base de ce qui a été défini comme seuil de pauvreté (z), qui permet de reconnaître la population dont le revenu par tête (ypc) est inférieur au coût d'un panier de biens nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux ($ypc < z$).

Par ailleurs, l'agrégation est réalisée sur la base d'un indicateur considérant les déficits de revenu des personnes par rapport à la valeur du seuil de pauvreté. Un «bon» indicateur de pauvreté doit satisfaire certains axiomes, dont les trois suivants:

- Monotonicité: une baisse de revenu d'un ménage pauvre devrait, toutes choses étant égales par ailleurs, s'exprimer par une hausse de l'indice de pauvreté.
- Transfert: un transfert de revenus d'un ménage pauvre à un autre plus riche devrait, toutes choses étant égales par ailleurs, se traduire par une hausse de la valeur de l'indice de pauvreté.
- Décomposition additive: l'indice de pauvreté d'une population devrait pouvoir être calculé comme la somme pondérée des indices des différents sous-groupes dont elle est composée.

Les mesures de pauvreté les plus utilisées proviennent de la famille d'indices paramétriques proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984):

$$FTG_{\alpha} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{z - y_i}{z} \right]^{\alpha} \quad (1)$$

où $\alpha > 0$, et q représente le nombre de personnes ayant des revenus inférieurs à z .

Lorsque $\alpha = 0$, l'expression (1) correspond à l'indice dit d'incidence la pauvreté (H), soit la proportion de personnes dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté (z):

$$H = q/n \quad (2)$$

Sa facilité de calcul et d'interprétation en fait l'indicateur le plus utilisé. Cependant, bien que permettant une décomposition additive, il ne satisfait pas les deux premiers axiomes mentionnés plus haut, ce qui implique certaines limitations dans l'analyse de la pauvreté.

Par ailleurs, lorsque $\alpha = 1$, l'indicateur obtenu mesure le déficit relatif de revenus des pauvres par rapport à la valeur de z , indicateur connu comme écart de pauvreté (PG):

$$PG = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{z - y_i}{x} \right] \quad (3)$$

Bien que satisfaisant l'axiome de la monotonie, l'écart de pauvreté (PG) ne satisfait pas celui des transferts et, partant, ne considère pas l'inégalité de la répartition du revenu parmi les pauvres.

Finalement, il est possible de parvenir, lorsque $\alpha = 2$, à un indice qui tient compte à la fois de l'écart de pauvreté et de la répartition du revenu:

$$FTG_2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{z - y_i}{z} \right]^2$$

Quoique moins intuitif que les précédents, cet indicateur est particulièrement utile pour concevoir et évaluer des politiques. Puisqu'il satisfait les trois axiomes en question, il permet de dégager des classifications concluantes de pays, d'unités géographiques ou de groupes sociaux afin de déterminer où se concentrent les situations de pauvreté les plus graves.

c) Précisions méthodologiques relatives à d'autres types d'estimations de la pauvreté

Il est possible de mesurer la pauvreté moyennant diverses méthodologies qui se traduisent par des résultats très variables, voire contradictoires. Il importe donc de connaître d'autres formes de mesure, différentes de celles employées par la CEPALC dans le *Panorama social de l'Amérique latine* afin d'adopter les précautions requises à l'heure d'interpréter et de comparer les résultats. À titre spécifique, la procédure décrite ci-après est celle qu'utilise la Banque mondiale pour effectuer des comparaisons de la pauvreté à l'échelon international, à titre d'exemple de méthodologie optionnelle de calcul des seuils de pauvreté.

Afin de comparer la pauvreté entre différents pays et dans le temps, la Banque mondiale utilise un seuil de pauvreté unique. Celui-ci, qui a pour but de refléter les niveaux de pauvreté existant dans les pays à plus faibles revenus, est calculé comme valeur médiane des dix seuils de pauvreté nationaux les plus bas à l'échelon mondial. La valeur qui en résulte correspond, pour l'an 2000, à 32,74 dollars en parité du pouvoir d'achat (PPA), soit 1,08 dollar par jour. Le seuil connu comme «d'un dollar par jour» exprime un niveau suffisamment bas pour qu'une personne soit considérée comme pauvre dans n'importe quelle région du

monde. Par ailleurs, la Banque mondiale inclut généralement dans ses tableaux un seuil de pauvreté plus élevé, obtenu en multipliant la valeur antérieure par deux, qui correspond à des niveaux de pauvreté légèrement plus élevés.

La détermination d'un seuil de pauvreté commun à tous les pays suscite inévitablement des problèmes en termes de comparaison en raison des niveaux variables des prix dans chacun des pays. Cette difficulté est résolue, du moins en partie, par le recours à des taux de change reflétant une parité du pouvoir d'achat (PPA), à savoir des taux de change corrigés de façon à ce qu'un dollar ait le même pouvoir d'achat dans n'importe quelle partie du monde. Dans le cas de la Banque mondiale (2001), le seuil de pauvreté est exprimé en "dollars PPA", valorisés aux prix de 1993.¹⁶ La dernière étape de la procédure de calcul de la pauvreté consiste à ramener les données de l'enquête à la même année de référence du seuil de pauvreté, en déflatant ces valeurs en fonction du comportement de l'indice des prix à la consommation (IPC) durant cette période.

Il importe de préciser que le seuil de pauvreté décrit ci-dessus vise à déterminer une base commune permettant d'effectuer des comparaisons internationales. Pour autant, lorsqu'il s'agit d'évaluer et de formuler des politiques ou d'analyser en détails les caractéristiques de la pauvreté, la Banque mondiale elle-même recommande d'utiliser des seuils de pauvreté correspondant à la réalité spécifique de chaque pays. Or, les seuils de pauvreté calculés par la CEPALC appartiennent précisément à cette catégorie, puisqu'ils tiennent compte des besoins caloriques et des principales caractéristiques de chaque pays.

Le tableau I.14 présente une comparaison entre les estimations de la pauvreté dans les pays latino-américains réalisées par la CEPALC sur la base de seuils nationaux de pauvreté et les estimations de pauvreté de la Banque mondiale sur la base de seuils de pauvreté internationaux, équivalant à 32,74 dollars (niveau d'indigence) et 65,48 dollars (niveau de pauvreté) par mois (PPA de 1993). Il faut noter que les estimations de pauvreté et d'indigence de la Banque mondiale sont, pratiquement dans tous les cas, inférieures à celles de la CEPALC.

¹⁶ Les taux de change PPA actuellement utilisés sont estimés par la Banque mondiale grâce au Programme de comparaison internationale (PCI), de 1993, qui couvre un total de 110 pays. Ces estimations ne sont pas comparables aux valeurs PPA utilisées les années précédentes, sur la base des Penn-World Tables, car elles peuvent varier énormément selon la méthodologie appliquée.

Tableau I.14
AMÉRIQUE LATINE: ESTIMATIONS BASÉES SUR DES SEUILS DE PAUVRETÉ
NATIONAUX ET INTERNATIONAUX
(Pourcentages de la population)

Pays	Année	Seuils nationaux (CEPALC)		Année	Seuils internationaux (Banque mondiale)	
		Indigence	Pauvreté		Moins d'1 dollar par jour ^a	Moins de 2 dollars par jour ^b
Bolivie	1989 ^c	23,3	53,2	1990	11,3	38,6
Brésil	1996	13,9	35,8	1997	5,1	17,4
Chili	1994	8,0	28,6	1994	4,2	20,3
Colombie	1997	23,5	50,9	1996	11,0	28,7
Costa Rica	1997	7,8	22,5	1996	9,6	26,3
Équateur	1994 ^d	25,5	57,9	1995	20,2	52,3
El Salvador	1997	23,3	55,5	1996	25,3	51,9
Guatemala	1989	41,8	69,1	1989	39,8	64,3
Honduras	1997	54,4	79,1	1996	40,5	68,8
Mexique	1996	21,3	52,1	1995	17,9	42,5
Panama	1997	13,0	33,2	1997	10,3	25,1
Paraguay	1994 ^d	18,8	49,9	1995	19,4	38,5
Rép. Dominicaine	1997	14,4	37,2	1996	3,2	16,0
Uruguay	1990 ^d	3,4	17,8	1989	2,0	6,6
Venezuela	1996	20,5	48,1	1996	14,7	36,4

Source: CEPALC sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs, et sur la base de la Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 2000-2001: réduire la pauvreté, New York, Oxford University Press, septembre 2001.

^a Équivalent à 32,74 dollars par personne et par mois.

^b Équivalent à 65,48 dollars par personne et par mois.

^c Huit capitales départementales plus la ville d'El Alto.

^d Zone urbaine.

d) Valeur des seuils d'indigence et de pauvreté utilisés pour effectuer les estimations

Tableau I.15
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): SEUILS D'INDIGENCE (SI) ET DE PAUVRETÉ (SP)
(Valeurs mensuelles par personne)

Pays	Année	Période de référence des revenus	Monnaie ^a	Urbain		Rural		Taux de change ^b	Urbain		Rural	
				LI	LP	LI	LP		LI	LP	LI	LP
				Monnaie courante					Dollars			
Argentine	1990 ^c	sep.	A	255 928	511 856	...	...	5 791,0	44,2	88,4	...	...
	1994	sep.	\$	72	144	...	...	1,0	72,0	143,9	...	...
	1997 ^c	sep.	\$	76	151	...	...	1,0	75,5	151,0	...	...
	1999	sep.	\$	72	143	...	...	1,0	71,6	143,3	...	...
Bolivie	1989	oct.	Bs	68	137	...	...	2,9	23,8	47,5	...	...
	1994	juin.-nov.	Bs	120	240	...	...	4,7	25,7	51,4	...	...
	1997	mai	Bs	155	309	125	219	5,3	29,4	58,8	23,9	41,8
Brésil	1999	oct.-nov.	Bs	167	333	130	228	5,9	28,0	56,1	21,9	38,3
	1990	sep.	Cr\$	3 109	6 572	2 634	4 967	75,5	41,2	87,0	34,9	65,7
	1993	sep.	Cr\$	3 400	7 391	2 864	5 466	111,2	30,6	66,5	25,8	49,2
	1996	sep.	R\$	44	104	38	76	1,0	43,6	102,3	37,2	74,9
Chili	1999	sep.	R\$	51	126	43	91	1,9	26,7	66,2	22,7	48,1
	1990	nov.	Ch\$	9 297	18 594	7 164	12 538	327,4	28,4	56,8	21,9	38,3
	1994	nov.	Ch\$	15 050	30 100	11 597	20 295	413,1	36,4	72,9	28,1	49,1
	1996	nov.	Ch\$	17 136	34 272	13 204	23 108	420,0	40,8	81,6	31,4	55,0
Colombie	1998	nov.	Ch\$	18 944	37 889	14 598	25 546	463,3	40,9	81,8	31,5	55,1
	2000	nov.	Ch\$	20 281	40 562	15 628	27 349	525,1	38,6	77,2	29,8	52,1
	1991	août	Col\$	18 093	36 186	14 915	26 102	645,6	28,0	56,1	23,1	40,4
	1994	août	Col\$	31 624	63 249	26 074	45 629	814,8	38,8	77,6	32,0	56,0
Costa Rica	1997	août.	Col\$	53 721	107 471	44 333	77 583	1 141,0	47,1	94,2	38,9	68,0
	1999	août	Col\$	69 838	139 716	57 629	100 851	1 873,7	37,3	74,6	30,8	53,8
Équateur	1990	juin	¢	2 639	5 278	2 081	3 642	89,7	29,4	58,9	23,2	40,6
	1994	juin	¢	5 264	10 528	4 153	7 268	155,6	33,8	67,7	26,7	46,7
	1997	juin	¢	8 604	17 208	6 778	11 862	232,6	37,0	74,0	29,1	51,0
	1999	juin	¢	10 708	21 415	8 463	14 811	285,3	37,5	75,1	29,7	51,9
El Salvador	1990	nov.	S/.	18 465	36 930	...	...	854,8	21,6	43,2	...	...
	1994	nov.	S/.	69 364	138 729	...	...	2 301,2	30,1	60,3	...	...
	1997	oct.	S/.	142 233	284 465	...	...	4 194,6	33,9	67,8	...	...
	1999	oct.	S/.	301 716	603 432	...	...	15 656,8	19,3	38,5	...	...
Guatemala	1995	jan.-déc.	¢	254	508	158	315	8,8	29,0	58,1	18,0	35,9
	1997	jan.-déc.	¢	290	580	187	374	8,8	33,1	66,2	21,4	42,8
	1999	jan.-déc.	¢	293	586	189	378	8,8	33,5	66,9	21,6	43,2
	1989	avr.	Q	64	127	50	88	2,7	23,6	47,1	18,7	32,7
Honduras	1998	déc. 97 - déc. 98	Q	260	520	197	344	6,4	40,7	81,5	30,8	54,0
	1990	août	L	115	229	81	141	4,3	26,5	52,9	18,6	32,6
	1994	sep.	L	257	513	181	316	9,0	28,6	57,1	20,1	35,2
	1997	août	L	481	963	339	593	13,1	36,8	73,6	25,9	45,3
Mexique	1999	août	L	561	1 122	395	691	14,3	39,3	78,6	27,7	48,4
	1989	3 ^e trimestre	\$	86 400	172 800	68 810	120 418	2 510,0	34,4	68,8	27,4	48,0
	1994	3 ^e trimestre	MN\$	213	425	151	265	3,3	63,6	127,2	45,3	79,3
	1996	3 ^e trimestre	MN\$	405	810	300	525	7,6	53,6	107,2	39,7	69,5
Nicaragua	1998	3 ^e trimestre	MN\$	537	1 074	385	674	9,5	56,8	113,6	40,7	71,3
	2000	3 ^e trimestre	MN\$	665	1 330	475	831	9,4	71,0	142,1	50,7	88,8
	1993	21 fév. -12 juin	C\$	167	334	129	225	4,6	36,6	73,3	28,2	49,4
	1997	oct.	C\$	247	493	...	...	9,8	25,3	50,5	...	...
Panama	1998	15 avr. - 31 août	C\$	275	550	212	370	10,4	26,3	52,7	20,3	35,5
	1991	août	B	35	70	27	47	1,0	35,0	70,1	27,1	47,5
	1994	août	B	40	80	31	54	1,0	40,1	80,2	31,0	54,3
	1997	août	B	41	81	31	55	1,0	40,6	81,3	31,4	55,0
Paraguay	1999	juil	B	41	81	31	55	1,0	40,7	81,4	31,5	55,1
	1990 ^d	juin-juil., août	G	43 242	86 484	...	...	1 207,8	35,8	71,6	...	...
	1994	août-sep.	G	87 894	175 789	...	...	1 916,3	45,9	91,7	...	...
	1996	juil.-nov.	G	108 572	217 143	...	...	2 081,2	52,2	104,3	...	...
Pérou	1999	juil.-déc.	G	138 915	277 831	106 608	186 565	3 311,4	42,0	83,9	32,2	56,3
	1997	4 ^e trimestre	N\$	103	192	83	128	2,7	42,1	84,3	31,6	55,3
	1999	4 ^e trimestre	N\$	109	213	89	141	3,5	31,2	61,2	25,5	40,5
	1997	avr.	RD\$	601	1 203	451	789	14,3	42,1	84,3	31,6	55,3
Rép. Dominicaine	1990	2 ^e semestre	NUR\$	41 972	83 944	...	...	1 358,0	30,9	61,8	...	...
	1994	2 ^e semestre	\$	281	563	...	...	5,4	52,1	104,1	...	...
	1997	Année	\$	528	1 056	...	...	9,4	55,9	111,9	...	...
	1999	Année	\$	640	1 280	...	...	11,3	56,4	112,9	...	...
Uruguay	1990	2 ^e semestre	Bs	1 924	3 848	1 503	2 630	49,4	38,9	77,9	30,4	53,2
	1994	2 ^e semestre	Bs	8 025	16 050	6 356	11 124	171,3	46,9	93,7	37,1	65,0
	1997 ^e	2 ^e semestre	Bs	31 711	62 316	...	...	488,6	64,9	127,5	...	...
	1999 ^e	2 ^e semestre	Bs	49 368	97 622	...	...	626,3	78,8	155,9	...	...

Source: CEPALC.

^a Monnaies nationales:

Argentine: (A) Austral; (\$) Peso

Colombie: (Col\$) Peso

Guatemala: (Q) Quetzal

Nicaragua: (C\$) Córdoba

Rép. dominicaine: (RD\$) Peso

^b Série "r" du Fonds monétaire international.^c Zone de Buenos Aires.^d Asunción.^e Total national.

Bolivie: (Bs) Boliviano

Costa Rica: (¢) Colón

Honduras: (L) Lempira

Panama: (B) Balboa

Uruguay: (Nur\$) Nouveau Peso; (\$) Peso

Brésil: (Cr\$) Cruzeiro; (R\$) Real

Équateur: (S/.) Sucre

Mexique: (\$) Peso; (MN\$) Nouveau Peso

Paraguay: (G) Guaraní

Venezuela: (Bs) Bolívar

Chapitre II

Répartition du revenu

1. La concentration du revenu à la fin des années 90

A la fin de la décennie 90, la répartition du revenu était encore caractérisée, dans la plupart des pays d'Amérique latine, par une forte concentration dont l'aspect le plus saillant est le pourcentage élevé du revenu total perçu par le décile le plus riche des ménages. Dans tous les pays de la région, le décile le plus riche accaparait plus de 30 pour cent du revenu total, voire plus 35 pour cent dans la plupart des pays, à l'exception d'El Salvador et du Venezuela (et même 45 pour cent au Brésil). Le revenu moyen correspondant à ce décile était plus de 19 fois supérieur, en moyenne, à celui des 40 pour cent des ménages à faible revenu. Ce dernier groupe percevait de 9 pour cent à 15 pour cent du revenu total, hormis en Uruguay où le groupe à moindre revenu percevait près de 22 pour cent du revenu total. Par ailleurs, dans pratiquement tous les pays, sauf le Costa Rica et l'Uruguay, entre 66 pour cent et 75 pour cent de la population, selon le pays, percevait un revenu par habitant inférieur à la moyenne générale (voir tableau II.1).

Tableau II.1
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): RÉPARTITION DU REVENU DES MÉNAGES, ^a 1990-1999
(Pourcentages)

Pays	Années	Revenu moyen %	Participation au revenu total des:				Rapport du revenu moyen par tête %	
			40% les plus pauvres	30% suivants	20% antérieurs aux 10% les plus riches	10% les plus riches	D ¹⁰ /D ^(1 a 4)	Q ⁵ /Q ¹
Argentine ^d	1990	10,6	14,9	23,6	26,7	34,8	13,5	13,5
	1997	12,4	14,9	22,3	27,1	35,8	16,4	16,4
Bolivie	1999	12,5	15,4	21,6	26,1	37,0	16,4	16,5
	1989 ^e	7,7	12,1	22,0	27,9	38,2	17,1	21,4
	1997	5,8	9,4	22,0	27,9	40,7	25,9	34,6
Brésil	1999	5,7	9,2	24,0	29,6	37,2	26,7	48,1
	1990	9,3	9,5	18,6	28,0	43,9	31,2	35,0
	1996	12,3	9,9	17,7	26,5	46,0	32,2	38,0
Chili	1999	11,3	10,1	17,3	25,5	47,1	32,0	35,6
	1990	9,4	13,2	20,8	25,4	40,7	18,2	18,4
	1996	12,9	13,1	20,5	26,2	40,2	18,3	18,6
Colombie	2000	13,6	13,8	20,8	25,1	40,3	18,7	19,0
	1994	8,4	10,0	21,3	26,9	41,8	26,8	35,2
	1997	7,3	12,5	21,7	25,7	40,1	21,4	24,1
Costa Rica	1999	6,7	12,3	21,6	26,0	40,1	22,3	25,6
	1990	9,5	16,7	27,4	30,2	25,6	10,1	13,1
	1997	10,0	16,5	26,8	29,4	27,3	10,8	13,0
Équateur ^f	1999	11,4	15,3	25,7	29,7	29,4	12,6	15,3
	1990	5,5	17,1	25,4	27,0	30,5	11,4	12,3
El Salvador	1997	6,0	17,0	24,7	26,4	31,9	11,5	12,2
	1999	5,6	14,1	22,8	26,5	36,6	17,2	18,4
	1995	6,2	15,4	24,8	26,9	32,9	14,1	16,9
Guatemala	1997	6,1	15,3	24,5	27,3	33,0	14,8	15,9
	1999	6,6	13,8	25,0	29,1	32,1	15,2	19,6
	1989	6,0	11,8	20,9	26,8	40,6	23,5	27,3
1998	7,3	12,8	20,9	26,1	40,3	23,6	22,9	

(Suite)

(Suite)

Tableau II.1 (fin)

Pays	Années	Revenu moyen ^b	Participation au revenu total des:				Rapport du revenu moyen par tête ^c		
			40% les plus pauvres	30% suivants	20% antérieurs aux 10% les plus riches	10% les plus riches	D ¹⁰ /D ^{1 a 4}	D ⁵ /Q ¹	Q ⁵ /Q ¹
Honduras	1990	4,3	10,1	19,7	27,0	43,1	27,4	21,1	30,7
	1997	4,1	12,6	22,5	27,3	37,7	21,1	23,7	23,7
Mexique	1999	3,9	11,8	22,9	28,9	36,5	22,3	22,3	26,5
	1989	8,6	15,8	22,5	25,1	36,6	17,2	17,2	16,9
	1994	8,5	15,3	22,9	26,1	35,6	17,3	17,3	17,4
	1998	7,7	15,1	22,7	25,6	36,7	18,4	18,4	18,5
Nicaragua	1993	5,2	10,4	22,8	28,4	38,4	26,1	37,7	37,7
	1998	5,6	10,4	22,1	27,1	40,5	25,3	33,1	33,1
Panama	1991	8,9	12,5	22,9	28,8	35,9	20,0	24,3	24,3
	1997	11,0	12,4	21,5	27,5	38,6	21,5	23,8	23,8
	1999	11,1	12,9	22,4	27,7	37,1	19,5	21,6	21,6
Paraguay	1990 ^g	7,7	18,6	25,7	26,9	28,9	10,2	10,6	10,6
	1996 ^f	7,4	16,7	24,6	25,3	33,4	13,0	13,4	13,4
	1999	6,2	13,1	23,0	27,8	36,2	19,3	22,6	22,6
République dominicaine	1997	8,5	14,5	23,6	26,0	36,0	16,0	17,6	17,6
Uruguay ^f	1990	9,3	20,1	24,6	24,1	31,2	9,4	9,4	9,4
	1997	11,2	22,0	26,1	26,1	25,8	8,5	9,1	9,1
	1999	11,9	21,6	25,5	25,9	27,0	8,8	9,5	9,5
Venezuela	1990	8,9	16,7	25,7	28,9	28,7	12,1	13,4	13,4
	1997	7,8	14,7	24,0	28,6	32,8	14,9	16,1	16,1
	1999	7,2	14,6	25,1	29,0	31,4	15,0	18,0	18,0

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Ménages de tous les pays classifiés selon leur revenu par tête.^b Revenu moyen mensuel des ménages, en multiples du seuil de pauvreté par tête.^c D(1 a 4) représente les 40% des ménages à plus faible revenu, alors que D10 correspond aux 10% des ménages à plus haut revenu. La même notation est utilisée dans le cas des quintiles (Q), qui représentent des groupes de 20% des ménages.^d Zone de Buenos Aires.^e Huit villes principales et El Alto.^f Total urbain.^g Zone métropolitaine d'Asunción.

D'autre part, la seule comparaison entre les revenus moyens des différentes catégories de ménages illustre l'ampleur de l'iniquité régnante en Amérique latine. La situation de la Bolivie, du Brésil et du Nicaragua est particulièrement frappante: les revenus par habitant du quintile le plus riche (20 pour cent des ménages) sont plus de 30 fois supérieurs à ceux du quintile le plus pauvre. Dans les autres pays, la moyenne est également élevée (près de 23 fois). Dans le même temps, le rapport entre le revenu du décile le plus riche et celui des quatre déciles les plus pauvres rend compte, lui aussi, d'une forte concentration. L'écart le plus profond est celui enregistré au Brésil où le revenu du décile le plus riche est 32 fois plus élevé que le revenu commun des quatre déciles les plus démunis. Sur le plan régional, cet écart est, en moyenne, de 19,3 fois, ce qui est particulièrement élevé comparé, par exemple, au rapport existant en Uruguay (8,8 fois) ou du Costa Rica (12,6), pays qui présentent la meilleure répartition du revenu de toute la région.¹

La forte concentration du revenu existant en Amérique latine est également illustrée par le coefficient de Gini qui permet de comparer la situation globale de la répartition entre différents pays ou sur différentes périodes. Le classement des pays en fonction de cet indicateur, calculé sur la base de la répartition du revenu par habitant des personnes,² confirme que, vers la fin de la décennie 90, la plus forte concentration était celle enregistrée au Brésil, avec 0,64, suivi, dans l'ordre, de la Bolivie, du Nicaragua et du Guatemala, avec des valeurs oscillant autour de 0,60; à l'autre extrême, l'Uruguay et le Costa Rica, également dans cet ordre, sont toujours les pays qui présentent le degré moindre d'inégalité, avec des coefficients de Gini inférieurs à 0,48 (voir tableau II.2).

¹ En l'absence de chiffres comparables avec ceux du reste de la région, il est probable que Cuba présente une répartition du revenu moins régressive que dans les autres pays, même en dépit du ralentissement économique qu'a connu ce pays au cours de la dernière décennie.

² Il faut signaler que cette façon de calculer le coefficient de Gini n'est pas la même que celle utilisée dans le *Panorama social de l'Amérique latine* pour lequel les valeurs étaient traditionnellement basées sur la répartition du revenu des ménages.

Tableau II.2
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): INDICATEURS DE CONCENTRATION DU REVENU, ^a 1990-1999

Pays	Années	Pourcentage de personnes ayant un revenu par tête inférieur à:		Indices de concentration		
		La moyenne	50% de la moyenne	Gini ^b	Variance des logarithmes	Theil
Argentine ^c	1990	70,6	39,1	0,501	0,982	0,555
	1997	72,1	43,4	0,530	1,143	0,601
	1999	72,5	44,2	0,542	1,183	0,623
Bolivie	1989 ^d	71,9	44,1	0,538	1,528	0,574
	1997	73,1	47,7	0,595	2,024	0,728
	1999	70,4	45,5	0,586	2,548	0,867
Brésil	1990	75,2	53,9	0,627	1,938	0,816
	1996	76,3	54,4	0,638	1,962	0,871
	1999	77,1	54,8	0,640	1,913	0,914
Chili	1990	74,6	46,5	0,554	1,258	0,644
	1996	73,9	46,9	0,553	1,261	0,630
	2000	75,0	46,4	0,559	1,278	0,666
Colombie	1994	73,6	48,9	0,601	2,042	0,794
	1997	74,2	46,4	0,569	1,399	0,857
	1999	74,5	46,6	0,572	1,456	0,734
Costa Rica	1990	65,0	31,6	0,438	0,833	0,328
	1997	66,6	33,0	0,450	0,860	0,356
	1999	67,6	36,1	0,473	0,974	0,395
Équateur ^e	1990	69,6	33,8	0,461	0,823	0,403
	1997	68,9	34,8	0,469	0,832	0,409
	1999	72,1	42,0	0,521	1,075	0,567
El Salvador	1995	69,7	38,4	0,507	1,192	0,502
	1997	69,9	40,2	0,510	1,083	0,512
	1999	68,5	40,6	0,518	1,548	0,496
Guatemala	1989	74,9	47,9	0,582	1,477	0,736
	1998	75,0	49,5	0,582	1,331	0,795

(Suite)

Tableau II.2 (fin)

Pays	Années	Pourcentage de personnes ayant un revenu par tête inférieur à:		Indices de concentration			
		La moyenne	50% de la moyenne	Gini ^b	Variance des logarithmes	Theil	Atkinson
Honduras	1990	75,1	52,3	0,615	1,842	0,817	0,746
	1997	72,5	45,4	0,558	1,388	0,652	0,697
	1999	71,8	46,4	0,564	1,560	0,636	0,746
Mexique	1989	74,2	43,5	0,536	1,096	0,680	0,598
	1994	73,1	44,7	0,539	1,130	0,606	0,592
	1998	72,8	43,1	0,539	1,142	0,634	0,599
Nicaragua	1993	71,5	45,9	0,582	1,598	0,671	0,802
	1998	73,1	45,9	0,584	1,800	0,731	0,822
	1991	71,3	46,4	0,560	1,373	0,628	0,661
Panama	1997	72,6	47,6	0,570	1,464	0,681	0,686
	1999	72,1	46,4	0,557	1,363	0,629	0,658
	1990 ^f	69,2	33,4	0,447	0,737	0,365	0,468
Paraguay	1996 ^e	72,9	37,9	0,493	0,916	0,515	0,544
	1999	72,3	46,3	0,565	1,555	0,668	0,716
	1997	71,4	39,8	0,517	1,075	0,557	0,603
République dominicaine	1997	73,2	36,8	0,492	0,812	0,699	0,519
	1990	66,8	31,3	0,430	0,730	0,336	0,475
	1997	67,1	32,2	0,440	0,764	0,354	0,483
Venezuela	1999	68,0	35,5	0,471	0,930	0,416	0,545
	1997	70,8	40,7	0,507	1,223	0,508	0,985
	1999	69,4	38,6	0,498	1,134	0,464	0,664

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Calculés sur la base de la répartition du revenu par tête des personnes de l'ensemble du pays.^b Comprend les personnes ayant un revenu égal à zéro.^c Zone de Buenos Aires.^d Huit villes principales et El Alto.^e Total urbain.^f Zone métropolitaine d'Asunción.

Les disparités nationales ne se manifestent pas nécessairement de la même manière dans les zones urbaines et les zones rurales,³ les premières tendant à présenter une situation plus inéquitable que les secondes, et ce, dans la plupart des pays. C'est ainsi que, dans 7 pays sur 13, le coefficient de Gini correspondant aux zones urbaines est supérieur à celui des zones rurales. Les exemples les plus notables à cet égard sont le Brésil, le Chili et la Colombie où la différence entre les deux indices était, vers 1999, de 0,049 points dans le premier pays et de 0,042 points dans les deux autres. Certains pays affichent toutefois un comportement nettement divergent de celui décrit plus haut, avec un degré de concentration dans les zones rurales supérieur à celui des zones urbaines. Les différences les plus marquées entre les coefficients de Gini urbains et ruraux sont observées en Bolivie et au Paraguay, où ils atteignent, respectivement, 0,136 et 0,073.⁴

Cette situation de concentration du revenu est confirmée par un autre indicateur, à savoir le pourcentage de personnes dont les revenus par habitant sont inférieurs à la moyenne générale. En Amérique latine, le revenu par habitant se situe, en moyenne, entre le septième et le huitième décile, ce qui implique que de 67 pour cent à 77 pour cent de la population perçoit un revenu inférieur à ce plancher. Dans la plupart des pays, ce pourcentage était moins significatif au début des années 80. En d'autres termes, près de 75 pour cent des ménages reçoit actuellement un revenu inférieur au niveau moyen. De surcroît, en raison de cette tendance, les augmentations du produit par habitant ont été plus largement captées par les 25 pour cent de ménages à revenus plus élevés. L'Uruguay et le Costa Rica sont, dans cet ordre, les pays où le pourcentage de personnes situées en dessous du revenu moyen par habitant est le plus faible, alors que le Brésil et le Guatemala enregistrent le pourcentage le plus élevé (voir tableau II.2).

Une variante de cet indicateur est le pourcentage de personnes dont les revenus par habitant sont inférieurs à la moitié de la moyenne. Cette variante semble encore plus pertinente pour illustrer l'hétérogénéité

³ Les niveaux moyens de revenu sont, on le sait, différents dans les deux régions et sont, dans tous les cas, supérieurs dans les zones urbaines. Si ces disparités sont relativement peu importantes dans plusieurs pays, comme au Costa Rica, elles sont significatives dans un certain nombre de cas. En Bolivie, le revenu moyen dans les zones urbaines double largement celui des zones rurales.

⁴ Une autre caractéristique commune à la plupart des pays de la région est que l'inégalité nationale est supérieure à celle existant, séparément, dans les zones urbaines et rurales, à la seule exception de la Bolivie et du Paraguay où le coefficient rural est plus élevé que le coefficient national. La présence de niveaux d'inégalité supérieurs à l'échelon national à ceux observés dans les sous-groupes urbain et rural indique que les disparités en matière de répartition entre ces différentes zones peuvent s'avérer déterminantes dans la configuration de la situation en matière de répartition.

régnant dans la région en matière de répartition car elle permet de décrire une tranche plus irrégulière de la répartition des revenus. A titre d'exemple, comme il ressort du tableau II.2, l'Uruguay et le Costa Rica affichent pratiquement le même pourcentage de personnes ayant des revenus inférieurs à la moyenne mais présentent une différence de quatre points de pourcentage lorsque le seuil correspond à la moitié de cette valeur.

Selon ce dernier indicateur, la grande majorité des pays d'Amérique latine se situe à un niveau intermédiaire (de 40 pour cent à 50 pour cent), en fonction du pourcentage de la population percevant des revenus inférieurs à la moitié de la moyenne. L'Uruguay, le Costa Rica, le Venezuela et la République dominicaine composent, dans cet ordre, le groupe qui présente la moins forte concentration, le pourcentage analysé correspondant à moins de 40 pour cent. Le Brésil est le seul pays de la région où plus de la moitié de la population reçoit un revenu inférieur à 50 pour cent de la moyenne (voir tableau II.2).

Il faut souligner que cet indicateur a été utilisé dans d'autres pays pour mesurer la pauvreté dite relative, à savoir lorsque les revenus sont insuffisants pour accéder à un niveau de consommation conforme aux normes prédominantes dans la société en question. L'indicateur est alors utilisé d'une manière similaire à un seuil de pauvreté traditionnel, à la différence qu'il épouse les fluctuations du revenu moyen.

2. Évolution tout au long de la décennie

Au cours de la dernière décennie, la part prise au revenu total par les 10 pour cent des ménages à revenus plus élevés a continué de croître, confirmant ainsi la tendance à la dégradation de la répartition en Amérique latine. En effet, le pourcentage du revenu capté à l'échelon national par les ménages du décile supérieur a, durant cette période, augmenté dans huit pays, s'est réduite dans cinq autres, bien que cette baisse n'ait été significative que dans deux pays seulement, le Honduras⁵ et l'Uruguay, et est restée invariable dans un seul pays, le Mexique. Certains pays ayant enregistré une hausse de la participation des plus

⁵ Il faut cependant faire remarquer que les données correspondant au Honduras pour les années 90 présentent certains problèmes de comparabilité en raison des modifications apportées à la méthodologie de mesure des revenus et entrées en vigueur à partir de l'enquête sur les ménages de 1994. Ces modifications qui portent notamment sur la portée du concept de revenu analysé peuvent avoir eu une incidence, bien que difficile à préciser, sur le profil de la répartition des revenus familiaux enregistré en 1990 par rapport à celui des années ultérieures et, partant, sur l'étude de l'évolution affichée tout au long de la décennie.

riches se caractérisaient par une meilleure répartition du revenu. Cette participation a augmenté de 35 pour cent à 37 pour cent en Argentine, de 26 pour cent à 29 pour cent au Costa Rica et de 29 pour cent à 31 pour cent au Venezuela. Au Chili, elle est restée légèrement supérieure à 40 pour cent et en Uruguay, la participation de cette couche est, malgré une diminution au début et à la fin de la décennie, passée de 26 pour cent à 27 pour cent entre 1997 et 1999. Au Brésil, en Équateur, au Nicaragua et au Panama, la participation du décile supérieur a également augmenté, respectivement, de 44 pour cent à 47 pour cent, de 31 pour cent à 37 pour cent, de 38 pour cent à 41 pour cent et de 36 pour cent à 37 pour cent au cours de la décennie. En revanche, dans certains pays comme la Colombie (durant la période 1994-1999), El Salvador et le Honduras, la participation du groupe à revenu plus élevé a diminué, bien que cette diminution n'ait pas dépassé les deux points de pourcentage en Colombie et à El Salvador, alors qu'elle a été plus significative au Honduras (voir tableau II.1).

La participation des 40 pour cent des ménages à plus faibles revenus, a présenté un comportement hétérogène tout au long de la décennie. Elle a baissé dans cinq pays, a augmenté dans huit autres et est restée sans variation dans un seul cas (le Nicaragua). Les reculs les plus marqués sont associés à de graves crises (Équateur et Venezuela) mais la participation des 40 pour cent à plus faibles revenus a également diminué au Costa Rica, El Salvador et au Mexique. Par ailleurs, les améliorations enregistrées ont été relativement modestes et n'ont dépassé les deux points de pourcentage que dans un seul pays, à savoir la Colombie, où une légère détérioration a été observée entre 1997 et 1999; trois pays, le Honduras, le Guatemala et l'Uruguay, ont connu une progression d'un seul point de pourcentage, alors qu'elle n'a été que de l'ordre de 0,5 pour cent en Argentine, au Brésil, au Chili et au Panama.

Les couches moyennes, soit 50 pour cent des ménages situés entre les 40 pour cent les plus pauvres et les 10 pour cent à revenus plus élevés, ont présenté un comportement qu'il convient de distinguer de celui des groupes extrêmes. Dans sept pays au moins, les variations vers le haut ou vers le bas en termes de participation n'ont pas dépassé deux points de pourcentage. La part du revenu accaparée par ce groupe n'a pratiquement pas varié du début à la fin de la décennie au Chili, en Colombie (entre 1994 et 1999), au Guatemala, au Mexique et au Venezuela. Ce dernier pays constitue le cas le plus frappant, la participation des couches moyennes n'ayant subi aucune variation en dépit de la profonde crise qui a sévi dans le pays au cours du dernier quinquennat. Seuls El Salvador (entre 1995 et 1999), le Honduras et l'Uruguay ont enregistré une hausse significative du revenu relatif capté par les groupes à revenu intermédiaire. Dans ces deux derniers pays, cette amélioration s'est produite au détriment de la participation du décile supérieur. Le Brésil et

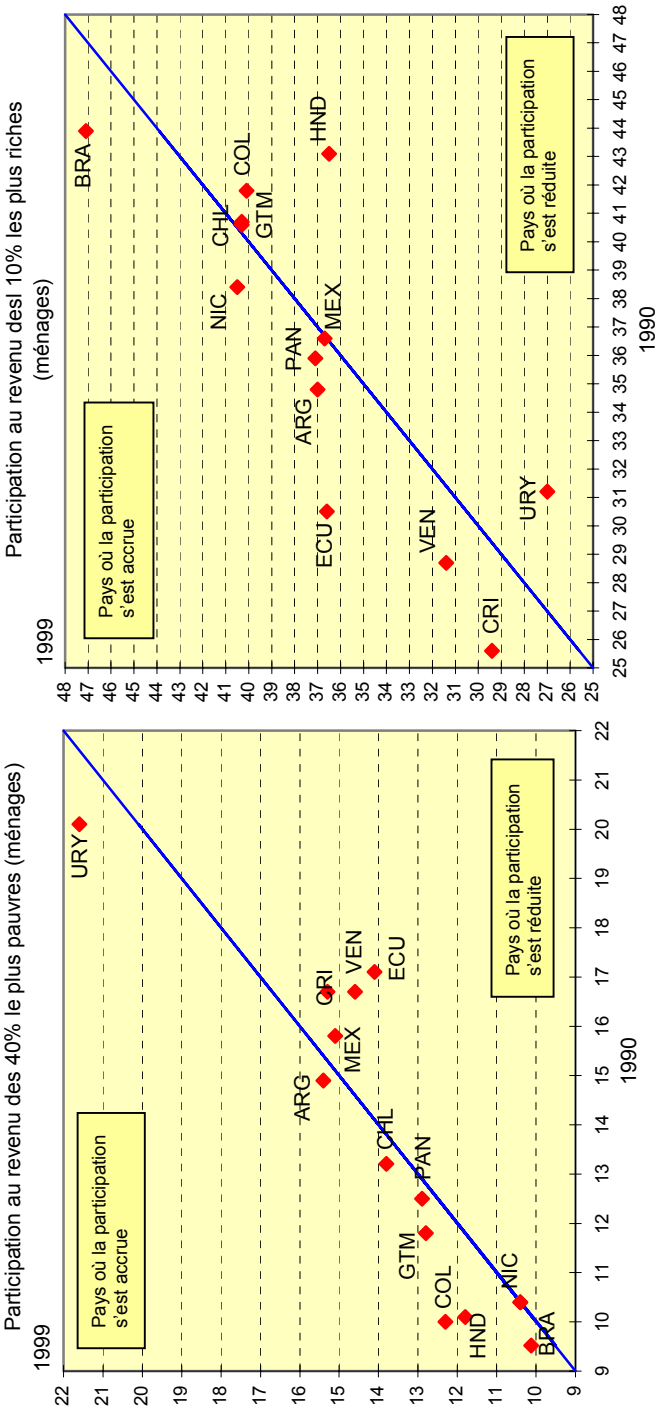
l'Équateur sont les seuls pays où le recul des couches moyennes a dépassé les trois points de pourcentage, en raison des gains substantiels des couches à revenu élevé. Une situation spéciale à cet égard est celle de l'Argentine où la participation des groupes à revenu intermédiaire a enregistré une détérioration soutenue de 2,6 points de pourcentage tout au long de la décennie. Au Chili, leur participation s'est réduite de 0,8 points entre 1996 et 2000, annulant de la sorte les augmentations accumulées durant la première moitié de la décennie. En Uruguay, la participation des groupes à revenu intermédiaire a également reculé de 0,8 points entre 1977 et 1999, sans pour autant contrecarrer la forte progression enregistrée au cours des années précédentes. Nonobstant les fluctuations mentionnées plus haut, le comportement du revenu relatif de ces groupes rend compte du fait que, dans plusieurs pays, ceux-ci disposent de mécanismes relativement efficaces pour défendre leur participation au revenu total.

Ces derniers éléments contribuent à renforcer le sentiment d'une détérioration en termes de répartition. Sur les 13 pays pour lesquels une information à l'échelle nationale est disponible, le rapport des revenus du décile supérieur par rapport aux 40 pour cent les plus démunis a augmenté dans 8 pays, n'a diminué que dans 4 pays et est resté invariable dans 1 pays. Les pays où cet écart s'est le plus creusé sont, dans l'ordre, l'Équateur (zone urbaine), le Costa Rica, le Venezuela et l'Argentine et ceux qui ont accusé les plus fortes diminutions sont la Colombie (entre 1994 et 1997) et, probablement, le Honduras (voir graphique II.1).

L'analyse du pourcentage de la population ayant un revenu par habitant inférieur à la moitié de la moyenne conduit à des résultats similaires. Deux pays seulement, le Honduras et l'Uruguay, font état d'une réduction significative de cet indicateur de l'inégalité.⁶ Par ailleurs, ce pourcentage a fortement augmenté dans plusieurs autres pays, dont ceux où, comme mentionné plus haut, l'écart entre les revenus s'est le plus creusé, alors qu'il n'a enregistré pratiquement aucune variation au Chili, au Nicaragua et au Panama (voir graphique II.1)

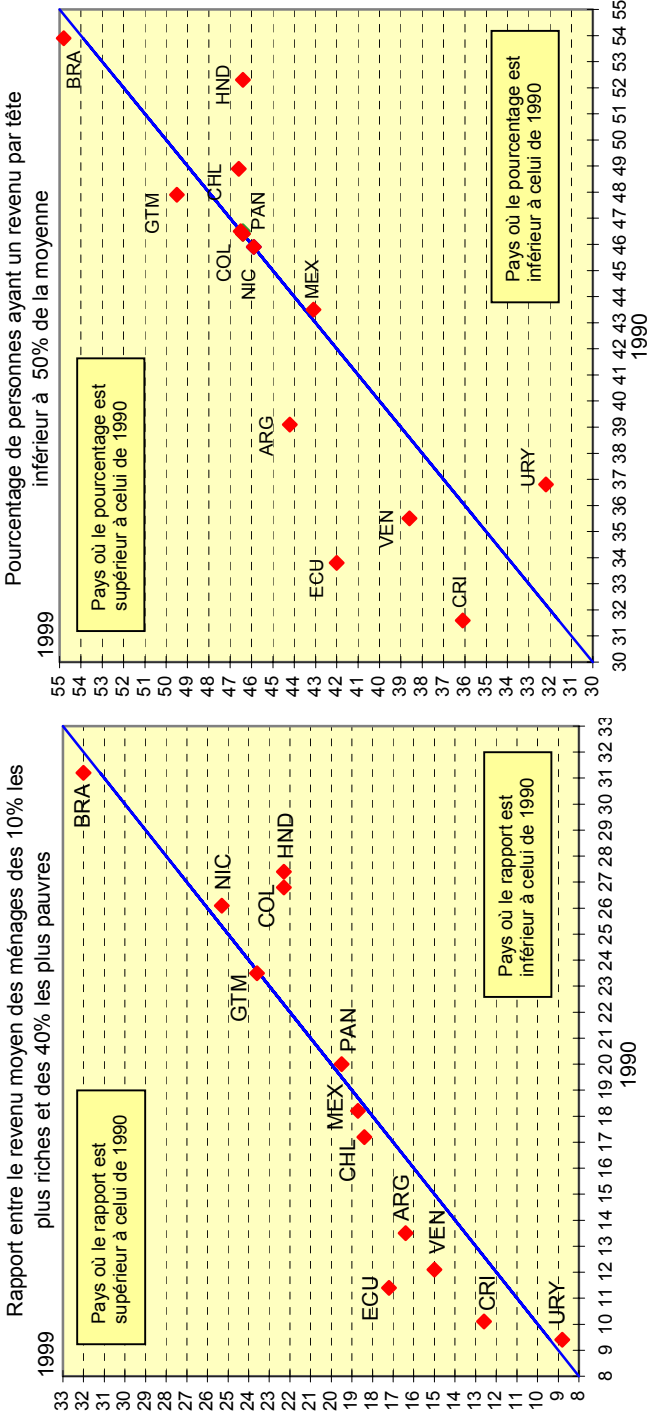
⁶ Cet indicateur peut, rappelons-le, s'interpréter également comme une mesure de l'ampleur de ladite pauvreté relative.

Graphique II.1
AMÉRIQUE LATINE (13 PAYS): ÉVOLUTION DE LA CONCENTRATION DU REVENU,^a TOTAL NACIONAL, 1990-1999
(Pourcentages)



(Suite)

Graphique II.1 (fin)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Calculée sur la base de la répartition des ménages classifiés selon le revenu par tête. Pour l'Argentine, les chiffres correspondent à la Zone de Buenos Aires, alors que pour l'Équateur et l'Uruguay, ils correspondent à la zone urbaine.

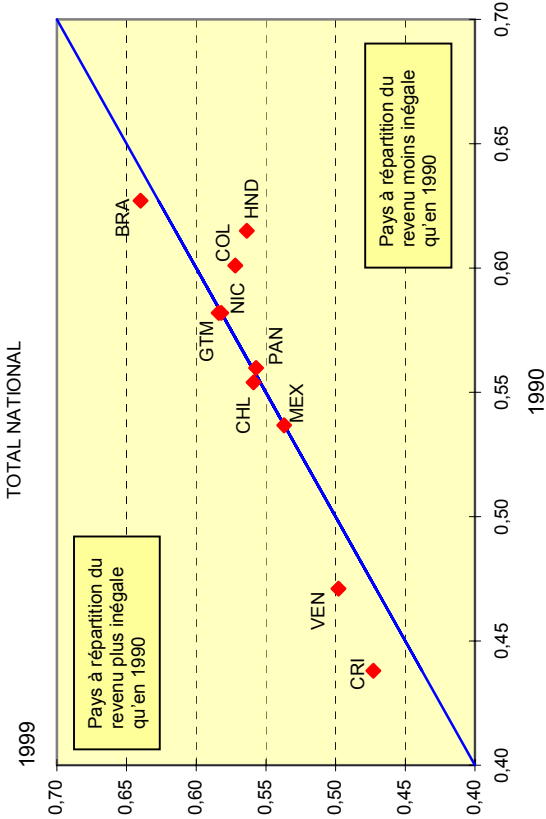
En termes de valeur du coefficient de Gini, les plus fortes augmentations au cours de la décennie à l'échelon national ont été relevées au Costa Rica et au Venezuela. Cet indicateur a également fait état d'une détérioration en Argentine (zone de Buenos Aires) et en Équateur (zones urbaines). Le Brésil et El Salvador se sont caractérisés, bien qu'à des degrés divers, par une inégalité distributive légèrement plus importante à la fin de la décennie qu'au début, alors que le Chili, le Guatemala, le Mexique, le Nicaragua et le Panama ont connu une situation relativement stable. Par ailleurs, les seuls pays de la région qui aient réussi à atténuer la concentration du revenu au cours de cette période, telle qu'elle est mesurée par le coefficient de Gini, ont été l'Uruguay (zones urbaines) et le Honduras, ainsi que la Colombie entre 1994 et 1999 (voir graphique II.2).

Parmi les pays mentionnés, il faut souligner que le Brésil est confronté au défi important de renverser la légère tendance à la hausse enregistrée par l'inégalité du revenu durant la décennie 90. Le Brésil est actuellement le pays qui présente le degré de concentration le plus élevé de la région, exprimé par un coefficient de Gini de 0,64. A l'autre bout de l'échelle se situe l'Uruguay où se sont nettement consolidés les progrès accomplis en matière de réduction des inégalités. En effet, outre les faibles niveaux des indicateurs de pauvreté, malgré une évolution en dents de scie durant la période 1997-1999, ce pays a continué d'enregistrer une amélioration progressive de la répartition du revenu qui le situe, une nouvelle fois, à la tête de la région en matière de diminution de la concentration, avec une valeur de 0,44 de l'indice de Gini dans les zones urbaines.

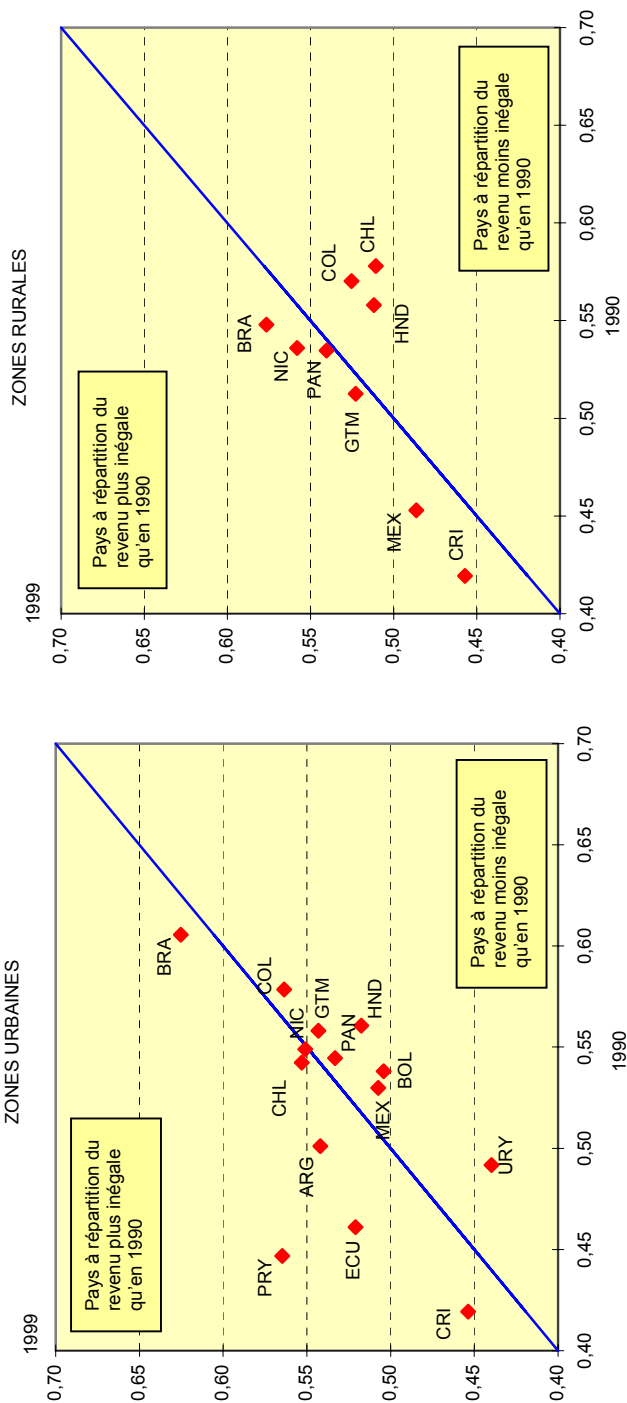
D'autres pays ont également réussi à abaisser le niveau des indicateurs d'inégalité dans les zones urbaines au cours de la décennie, à savoir la Bolivie, le Honduras, le Guatemala, le Mexique et le Panama. Dans certains d'entre eux, les niveaux relevés en 1999 restent toutefois parmi les plus élevés de la région. Par ailleurs, l'inégalité rurale a, dans les cas observables, enregistré une augmentation dans six pays, en particulier au Costa Rica et au Mexique et, à un degré moindre, au Brésil, au Guatemala, au Nicaragua et au Panama, alors qu'elle a fléchi dans trois autres, à savoir le Chili, la Colombie et le Honduras (voir graphique II.2).

AMÉRIQUE LATINE (14 PAYS): ÉVOLUTION DU COEFFICIENT DE GINI DE LA RÉPARTITION DU REVENU,^a 1990-1999

Graphique II.2



Graphique II.2 (fin)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Calculée sur la base de la répartition des ménages classifiés selon le revenu par tête. Pour ce qui est des zones urbaines, les chiffres correspondent, dans le cas de l'Argentine, à la zone de Buenos Aires; dans celui de la Bolivie (1990), à huit villes principales et, pour le Paraguay (1990 et 1997), à la Zone métropolitaine d'Asunción.

L'analyse globale permet de dégager certaines spécificités des économies et des sociétés latino-américaines. D'une manière générale, la répartition du revenu ne semble pas présenter un rapport net avec le degré de développement des pays. C'est ainsi, par exemple, que l'Argentine et l'Uruguay, pays qui, dans le contexte régional, se caractérisaient par un niveau élevé de revenu présentaient, à la fin de la décennie, des structures et des tendances fortement distinctes en matière de répartition. Il en va de même pour les économies à revenus intermédiaires qui correspondent indistinctement à des pays où l'inégalité peut être profonde, moyenne ou faible (voir tableaux II.3 et II.4). Il est également pertinent de signaler que durant les décennies 80 et 90, certains pays ont conservé les mêmes caractéristiques distributives, alors que d'autres connaissaient de fortes variations. L'Argentine et le Chili qui, dans les années 60, présentaient une répartition relative du revenu relativement satisfaisante se situent aujourd'hui autour de la moyenne régionale, voire au-delà dans certains indicateurs de l'inégalité. En revanche, le Costa Rica et l'Uruguay restent dotés d'une structure sociale et politique propice à une répartition plus équitable du revenu, indépendamment des changements économiques intérieurs et des nouveaux rapports économiques extérieurs intervenus au cours de ces dernières années. Il n'est pas sans intérêt de noter que le Venezuela, malgré la forte crise qui a sévi dans ce pays durant la deuxième partie de la décennie 90 et la détérioration évidente affichée en matière de répartition tout au long de la décennie, reste moins inéquitable que la plupart des pays de la région.

En résumé, le développement économique et l'accroissement notable des dépenses sociales dans de nombreux pays ne sont pas parvenus à modifier la répartition du revenu au niveau de l'ensemble de l'Amérique latine. S'il est vrai que la croissance économique a permis d'atténuer la pauvreté absolue, l'expansion de la production n'a provoqué aucune variation de la répartition des bénéfices de la croissance. Cette tendance ne montre aujourd'hui aucun signe qui permette d'envisager une évolution significative de cette tendance à courte et à moyenne échéance.

Comme mentionné plus haut, 2 pays seulement des 17 analysés, à savoir l'Uruguay et probablement le Honduras affichaient à la fin de la décennie une plus grande égalité en matière de répartition. Même là où le taux de croissance est resté élevé et soutenu, comme au Chili, la répartition du revenu a fait preuve d'une rigidité considérable et les disparités se sont maintenues.

Tableau II.3
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): REVENU PAR TÊTE ET DEGRÉ DE CONCENTRATION
DU REVENU DANS LES ZONES URBAINES, 1999

Revenu par tête		Concentration du revenu ^a
Élevé		
(Plus de 4.000 dollars)	Argentine	Forte
	Uruguay	Faible
	Chili	Forte
	Mexique	Moyenne
	Brésil	Forte
Moyen		
(Entre 2.000 et 4.000 dollars)	Costa Rica	Faible
	Panama	Moyenne
	Venezuela	Faible
	République dominicaine	Moyenne
	Colombie	Forte
Faible		
(Moins de 2.000 dollars)	EL Salvador	Faible
	Paraguay	Moyenne
	Guatemala	Forte
	Équateur	Moyenne
	Bolivie	Moyenne
	Honduras	Forte
	Nicaragua	Forte

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Coefficient de Gini faible (inférieur à 0,48), moyen (de 0,48 à 0,54) et élevé (supérieur à 0,54).

Tableau II.4
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DU REVENU DANS
LES ZONES URBAINES, 1990-1999

Accroissement du PIB par habitant dans les années 1990 ^a	Rapport $D^{10}/D^{(1 \text{ à } 4)} \text{ }^b$	Indice de Gini
Élevé (plus de 4%)		
Chili	En hausse	En hausse
République dominicaine	-	-
Moyen (2% à 4%)		
Argentine ^c	En hausse	En hausse
Panama	En baisse	En baisse
El Salvador	-	-
Pérou	-	-
Uruguay	En baisse	En baisse
Costa Rica	En hausse	En hausse
Faible (1% à 2%)		
Mexique	En baisse	En baisse
Bolivie	-	-
Guatemala	En baisse	En baisse
Brésil	En hausse	En hausse
Nul ou négatif (-1% à 1%)		
Colombie ^d	En baisse	En baisse
Nicaragua	En hausse	Stable
Honduras	En baisse	En baisse
Venezuela ^e	En hausse	En hausse
Équateur	En hausse	En hausse
Paraguay	-	-

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Taux moyen annuel de variation du produit intérieur brut (PIB) par habitant, sur la base de valeurs aux prix de 1995.

^b $D^{(1 \text{ à } 4)}$ représente les 40% de ménages à plus faible revenu et D^{10} représente les 10% de ménages à revenu plus élevé.

^c Zone de Buenos Aires.

^d L'année de départ correspond à 1994.

^e Concerne le total national.

Un signe encourageant dans ce contexte est le fait que certains pays d'Amérique centrale ont réussi, à des degrés divers d'intensité et d'ampleur, certains progrès en matière de répartition dans les zones urbaines, sans préjudice du degré élevé de concentration qui continue de caractériser cette sous-région. La stabilité économique, l'atténuation des fluctuations financières, les retombées de l'essor des pays d'Amérique du nord, la réduction de la pression démographique résultant des migrations internationales, ainsi que l'augmentation des fonds envoyés par les ressortissants de ces pays vivant à l'étranger sont autant de facteurs qui contribuent à expliquer ce résultat.

3. Facteurs qui conditionnent la répartition du revenu

Les études réalisées au cours de ces dernières années indiquent que, bien qu'ayant réussi à récupérer un certain dynamisme économique, à juguler l'inflation, à améliorer les niveaux d'emploi de la main d'œuvre et à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces, les pays de la région ont malgré tout été incapables d'améliorer la situation de la répartition. C'est pourquoi il a été affirmé qu'il ne suffit pas de relancer la croissance économique et l'emploi de la main d'œuvre mais qu'il faut, en outre, appliquer des mesures portant sur d'autres volets tels que l'aspect éducationnel et le domaine fiscal.⁷ Qui plus est, la solution à ce problème a souvent été évoquée comme une entreprise de longue haleine.

A la lumière de ce qui précède, il semble opportun d'analyser plus en profondeur les politiques économiques et sociales, ainsi que les différents aspects de leur incidence sur la pauvreté et la répartition du revenu, même si le rapport entre ces deux phénomènes reste flou et s'il n'est pas non plus évident qu'ils puissent être abordés efficacement de façon simultanée.

Le point de départ de l'analyse de l'information pertinente est le classement des ménages en fonction de leur revenu par personne, lequel permet non seulement de faire la distinction entre les ménages indigents, pauvres non indigents et non pauvres, mais aussi de décrire la répartition du revenu, la qualifier et ensuite la mettre en rapport avec d'autres variables connexes (voir graphique II.3).

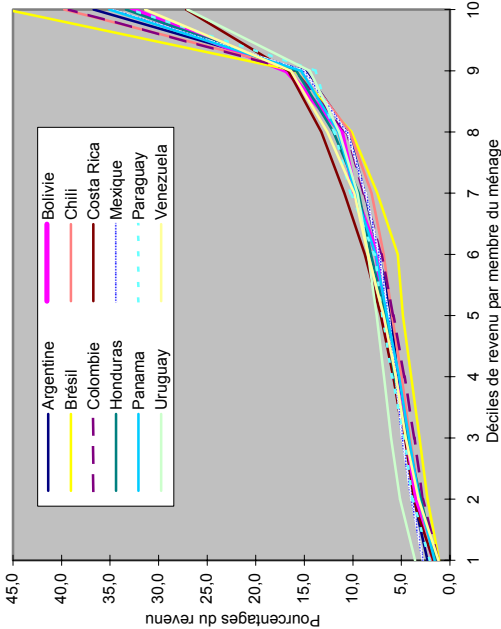
En premier lieu, l'étude de la scolarisation moyenne du chef de famille ainsi que de l'ensemble des membres occupés de la famille permet de détecter un degré élevé de correspondance entre la répartition du revenu et la répartition de l'éducation. L'importance de parvenir à l'égalité des chances et le rôle fondamental de l'éducation dans la croissance économique sont aujourd'hui généralement admis. C'est pourquoi les gouvernements latino-américains ont orienté leurs efforts sur l'amélioration de la couverture éducationnelle et la réduction de l'abandon. Ces efforts se sont traduits par des progrès substantiels sur le plan de l'enseignement primaire et secondaire.

⁷ Ce dernier élément est applicable du moins dans les pays où la pression fiscale est relativement faible.

Graphique II.3
AMÉRIQUE LATINE (12 PAYS): INDICATEURS DU REVENU, DE LA SCOLARISATION ET DU REVENU FONCIER SELON LES DÉCILES DE REVENU, ZONES URBAINES^a

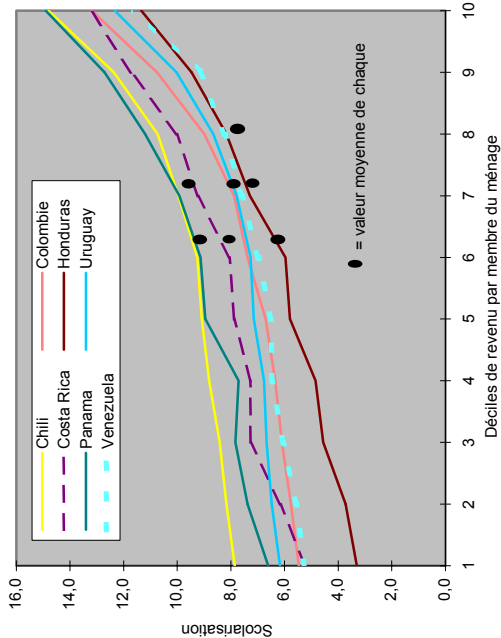
Graphique II.3a

RÉPARTITION DU REVENU DES MÉNAGES



Graphique II.3b

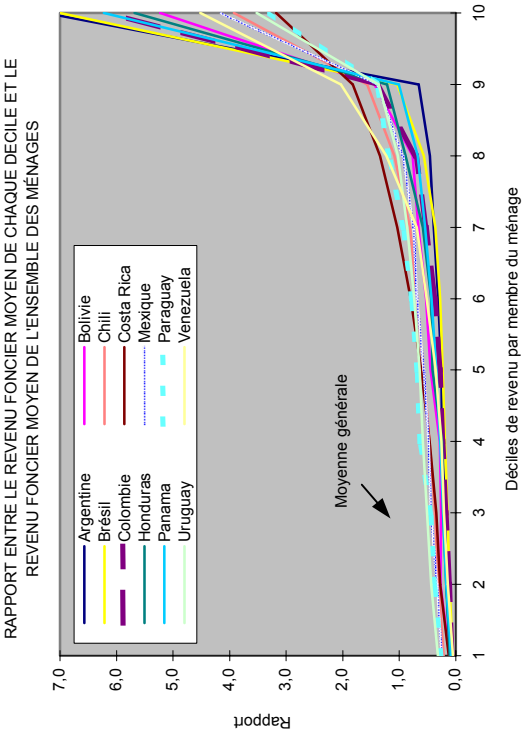
SCOLARISATION DU CHEF DE MÉNAGE



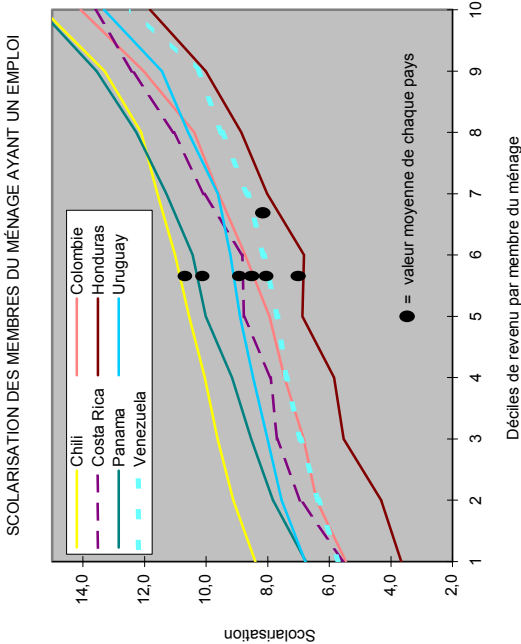
(Suite)

Graphique II.3 (fin)

Graphique II.3d



Graphique II.3c



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.
a Les données correspondent à 1994, sauf dans les cas du Brésil (1993) et du Chili (1996).

Les chiffres indiquent entre le début de la décennie 80 et la moitié des années 90, que la scolarisation moyenne de la population a suivi systématiquement une courbe ascendante, alors que diminuait le degré d'hétérogénéité en termes de scolarisation des chefs de famille et des membres occupés dans les ménages appartenant aux six ou sept déciles à plus faible revenu. Mais dans le même temps, l'écart éducationnel entre ces derniers et les déciles supérieurs s'est également creusé. Dans la plupart des pays, la scolarisation moyenne de la main d'œuvre correspond environ à celle des membres occupés des ménages du septième décile, alors qu'à partir du huitième décile, et en particulier du neuvième et du dixième, la scolarisation est nettement supérieure à la moyenne (voir graphiques II.3b et II.3c). A titre illustratif, il faut signaler que la différence par rapport à la moyenne générale, située aux environs du septième décile, et le décile à plus faible revenu est de près de deux ans d'études, alors que la différence par rapport au dixième décile est généralement de l'ordre de quatre ans. Ces données rendent compte du degré élevé de concentration éducationnelle, mesuré par le nombre d'années d'études, ainsi que du fait que certains groupes sociaux ont réussi à accéder à des niveaux d'enseignement formel post secondaire. A l'autre extrême, dans certains pays, de vastes secteurs de la population ne parviennent pas encore, en moyenne, à terminer le cycle primaire. Compte tenu du fait que, de surcroît, les stratégies de développement de la production appliquées dans la région requièrent une formation répondant aux modèles en vigueur dans les pays les plus avancés, c'est-à-dire ceux qui sont à l'avant-garde de l'innovation technologique, la conclusion évidente est que cette concentration de l'éducation contribue à ce que ceux qui sont capables d'occuper des emplois à forte teneur technologique sont également les mieux rémunérés, ce qui accentue le caractère concentré de la répartition. Par ailleurs, c'est précisément ce type d'emploi que favorisent les réformes macroéconomiques et institutionnelles.⁸

En deuxième lieu, le rendement courant de l'actif rend également compte d'une répartition conforme à celle du revenu total. Les enquêtes sur les ménages ne saisissent qu'une partie seulement des revenus provenant du patrimoine. L'opinion générale est qu'elles sous-estiment très probablement le recouvrement de ce type de revenu, en particulier dans le cas des personnes des couches les plus nanties. Et ce, en raison de difficultés non seulement conceptuelles mais aussi de mesure, pour autant qu'une partie substantielle de ces ressources circule au sein des entreprises sous la forme de réinvestissement de capitaux, tout en

⁸ Il est intéressant de relever que, dans de nombreux pays, le degré de concentration serait sans doute plus élevé encore s'il était tenu compte, outre des différences en termes de scolarisation, des disparités existantes sur le plan de la qualité des services éducationnels auxquels les différentes couches de la population ont accès.

enrichissant le patrimoine individuel.⁹ Les enquêtes sur les ménages, de même que la comptabilité nationale apportent toutefois une information qui permet d'estimer la partie des revenus provenant de la propriété de logements et d'entreprises qui est écoulee dans les ménages.

Ces informations permettent d'établir (voir graphique II.3d) que la répartition parmi les ménages des revenus issus du patrimoine est extrêmement concentrée, à tel point que la moyenne générale coïncide avec la valeur observée, selon les cas, dans les cas du septième au dixième décile. Au-delà des disparités entre pays en terme de l'importance relative de cette source de revenus dans la formation du revenu total,¹⁰ il ressort de ce qui précède que la concentration du patrimoine et, partant, des revenus qui en dérive, joue un rôle de premier plan dans le caractère régressif de la répartition des revenus des ménages. En termes prospectifs, cet élément peut constituer un facteur déterminant dans la reproduction des inégalités et dans les différences qui s'installent entre les individus en termes d'opportunités futures d'accéder au bien-être.

En troisième lieu, il est également possible de dégager, cette fois sur le plan démographique, certaines caractéristiques des ménages qui présentent un rapport étroit avec le profil de répartition du revenu. Du point de vue, par exemple, de la taille du ménage, les ménages composés par un plus grand nombre de membres ont souvent tendance à se concentrer nettement dans les déciles à plus faible revenu.¹¹ Ceci coïncide avec le fait que les ménages de petite taille, c'est-à-dire composé de peu de membres, représentent généralement un part très importante des ménages appartenant aux déciles à revenus plus élevés. En effet, dans le décile supérieur de la répartition du revenu, les ménages composés de trois personnes ou moins accaparent souvent plus de la moitié du total. Par ailleurs, étant donné que les ménages de grande taille sont également composés d'un grand nombre d'enfants et que, par conséquent, le taux de dépendance démographique interne est très élevé, ces ménages possèdent une capacité limitée de création de revenus par rapport à la taille de la famille. Cette situation est encore aggravée par le fait que les familles les

⁹ Il faut également tenir compte, à cet égard, du fait qu'une part des revenus primaires déclarés par les travailleurs indépendants, en particulier lorsqu'ils sont employeurs, devrait être enregistrée non pas comme revenu du travail mais comme rente sur le capital.

¹⁰ La part du revenu total des ménages représenté par le revenu foncier dérivé varie énormément d'un pays à l'autre. Le pourcentage oscille entre 10% et 25%, variation minimale compte tenu du fait que les enquêtes sur les ménages sous-estiment traditionnellement cette variable de façon beaucoup plus nette que d'autres composantes du revenu.

¹¹ Cet état de choses est généralement reflété par les classements des ménages en fonction de leur revenu par personne, mais aussi, dans une moindre mesure, lorsqu'ils sont classifiés en fonction de leur niveau de revenu total.

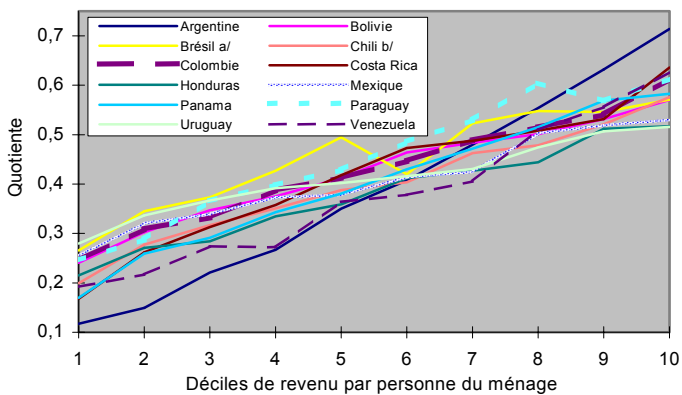
plus nombreuses des couches pauvres rencontrent également plus de difficultés économiques pour se subdiviser que les ménages situés à l'autre extrême de la répartition.

En quatrième lieu, l'étude des aspects liés à l'emploi dans les différents types de ménages fait apparaître que, sur les éléments éducationnels, patrimoniaux et démographiques, viennent se greffer, dans le cas des ménages pauvres, d'autres contraintes qui conspirent contre une meilleure équité. En effet, tout comme le facteur éducationnel peut constituer une source de disparités en termes de revenu des personnes, le nombre de personnes occupées parmi les membres d'un ménage conditionne la capacité familiale de création de revenus. L'examen du nombre moyen de personnes occupées par ménage dans les différents déciles de la répartition fait ressortir que ce nombre est, dans les ménages les plus pauvres, nettement inférieur à celui des déciles plus élevés. D'autre part, le rapport entre le nombre de personnes occupées et le nombre de membres du ménage est, dans les ménages pauvres, deux fois moindre que dans les ménages du décile supérieur (voir graphique II.4). En d'autres termes, aux différences mentionnées plus haut entre les ménages appartenant aux différents niveaux de la répartition s'ajoute une capacité très inégale de création de revenus par le biais de l'emploi.

Il est donc raisonnable de conclure que dans un contexte historique et structurel comme celui qui prime en Amérique latine, la répartition du revenu est intimement associée aux caractéristiques des ménages exposées dans cette étude. Par ailleurs, ces facteurs sont étroitement interdépendants. Par conséquent, il ne semble pas plausible, dans une perspective temporelle, de postuler que la seule amélioration de l'un de ces volets suffise, dans le cadre des changements qui pourraient intervenir au fil du temps dans l'échelle de la répartition, à déclencher et à alimenter des processus vertueux susceptibles de rompre les cercles de la pauvreté et de l'iniquité, alors que s'impose une action simultanée sur tous les plans.

L'éducation est, par exemple, souvent considérée comme l'instrument le plus apte à modifier, à moyen et à long terme, les conditions qui déterminent la reproduction des inégalités et l'équité en matière d'éducation est parfois évoquée comme une condition suffisante pour produire un tel changement. S'il est indispensable de progresser en ce sens, il n'en est pas moins évident que les ménages à revenus élevés ont traditionnellement joui de conditions socio-économiques, politiques et culturelles qui garantissent certains avantages à leurs enfants en termes de quantité et de qualité de l'éducation qui leur est fournie, ainsi que d'une réserve patrimoniale qui permet le transfert intergénérationnel d'un important potentiel différenciateur.

Graphique II.4
AMÉRIQUE LATINE (12 PAYS): QUOTIENT ENTRE LE NOMBRE DE PERSONNES
OCCUPÉES ET LE NOMBRE DE MEMBRES DU MÉNAGE, ZONES URBAINES



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Chiffres correspondant à 1993.

^b Chiffres correspondant à 1996.

L'analyse du comportement affiché au cours des dix dernières années par certains indicateurs tels que le degré de scolarisation des chefs de famille et de l'ensemble des membres occupés du ménage¹² aux différents niveaux de la répartition de la répartition du revenu fait apparaître, en premier lieu, une augmentation généralisée de la scolarisation moyenne du chef et des membres occupés de la famille, augmentation qui a été de l'ordre de six mois à un an (voir tableau II.5). Cette progression n'a toutefois pas donné lieu à un processus susceptible d'influencer de façon significative les autres variables étudiées et ne s'est pas non plus traduite par une amélioration de la répartition du revenu.

¹² L'importance de la qualité de l'éducation en tant qu'indicateur qui doit également être pris en compte dans l'étude de la scolarisation est, certes, reconnue mais le fait est que ceux qui accumulent plus d'années d'étude ont généralement accès à une éducation de meilleure qualité. Pour autant, il est possible que la concentration éducationnelle ait été sous-estimée.

Tableau II.5
AMÉRIQUE LATINE (7 PAYS): ÉVOLUTION DE LA SCOLARISATION MOYENNE DES
CHEFS ET DES MEMBRES OCCUPÉS DU MÉNAGE
(Zones urbaines)

Pays		Déciles de ménages selon le revenu par tête										
		Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Chili												
Chefs	1987	8,6	6,4	6,5	6,8	7,2	7,4	7,9	8,9	9,7	11,7	13,7
	1996	9,6	7,5	7,8	7,9	8,7	8,5	9,1	9,6	10,8	11,9	14,1
Occupés	1987	9,9	7,1	7,6	8,2	8,7	9,1	9,6	10,3	11,1	12,7	14,2
	1996	10,8	8,1	8,7	9,3	10,1	10,2	10,7	11,0	11,8	12,9	14,5
Colombie												
Chefs	1986	7,2	5,0	5,2	5,7	6,0	6,5	6,6	7,2	8,2	9,6	12,0
	1994	7,6	5,4	5,8	6,0	6,3	6,5	6,9	7,8	8,8	10,2	12,6
Occupés	1986	8,1	5,2	5,8	6,5	6,8	7,4	7,7	8,3	9,2	10,5	12,6
	1994	8,6	5,6	6,3	6,9	7,2	7,7	8,3	9,2	10,1	11,6	13,3
Costa Rica												
Chefs	1984	8,1	5,2	6,4	6,6	7,0	7,6	8,3	8,4	9,2	10,4	12,2
	1994	8,5	5,3	6,4	6,6	7,2	7,8	7,8	9,3	10,0	11,0	13,2
Occupés	1984	9,1	6,1	6,8	7,5	8,0	8,5	9,2	9,3	10,3	11,1	12,9
	1994	9,4	6,3	7,0	7,6	8,1	8,8	9,0	10,2	10,8	11,8	13,4
Honduras												
Chefs	1984	6,2	3,1	4,0	3,9	4,4	4,9	5,7	6,3	7,7	9,6	12,8
	1994	6,4	3,6	3,6	4,6	4,9	5,5	6,2	7,0	8,2	9,1	11,7
Occupés	1984	7,1	3,3	4,2	4,5	4,9	5,8	6,7	7,3	8,5	10,3	12,9
	1994	7,2	3,8	4,3	5,3	5,7	6,5	7,2	7,8	8,8	9,6	11,7
Panama												
Chefs	1986	8,2	4,8	5,4	6,4	6,8	7,2	8,0	8,1	9,7	11,4	13,6
	1994	9,1	6,2	6,7	7,5	7,6	8,3	9,0	9,7	10,6	11,5	14,0
Occupés	1986	9,2	4,8	6,0	7,2	7,6	8,3	9,1	9,6	11,1	12,4	14,4
	1994	10,1	6,2	7,4	8,2	8,6	9,5	10,2	10,8	11,7	12,5	14,6
Uruguay												
Chefs	1986	7,0	4,8	5,5	5,6	5,9	6,4	6,7	7,3	8,0	9,0	10,4
	1994	7,3	5,6	5,8	6,1	6,1	6,4	6,7	7,0	8,3	9,4	11,5
Occupés	1986	8,2	5,6	6,5	7,0	7,5	7,9	8,2	8,7	9,1	9,8	10,8
	1994	8,8	6,4	7,2	7,6	8,0	8,3	8,8	9,0	10,0	11,0	12,4
Venezuela												
Chefs	1986	7,0	5,0	5,3	5,5	5,6	6,1	6,6	7,0	7,8	9,3	11,9
	1994	7,2	5,2	5,9	6,5	6,7	7,0	6,9	6,7	7,8	8,5	10,9
Occupés	1986	7,9	5,2	5,9	6,3	6,6	7,0	7,5	8,0	8,7	10,0	12,3
	1994	8,3	6,0	6,8	7,3	7,8	8,1	7,9	8,3	9,0	9,5	11,4

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

En deuxième lieu, la répartition de la scolarisation dans les ménages appartenant aux différents déciles de revenu a suivi des tendances diverses selon les pays. Là où la répartition de l'éducation des chefs et des membres occupés de la famille était légèrement plus équitable, la tendance a été d'évoluer vers des structures éducationnelles distributives qui se rapprochent de celles des pays caractérisés par une plus grande inégalité en termes de répartition du revenu. C'est ainsi que, par exemple, la répartition de l'éducation au Costa Rica et en Uruguay semble aujourd'hui plus concentrée que dans le passé, en particulier dans le décile supérieur. La répartition du revenu s'est toutefois maintenue dans le premier pays et s'est sensiblement améliorée dans le second. Dans les autres pays, en revanche, la répartition du revenu a enregistré des oscillations diverses qui, dans la plupart des cas, ont été très significatives, parallèlement à quelques petites variations dans la répartition de l'éducation. Le Chili constitue un cas particulier pour trois grandes raisons au moins: les réformes économiques y sont plus consolidées; le pays a connu une croissance dynamique durant la période analysée et il affiche la scolarisation moyenne la plus élevée de la région. La comparaison entre la répartition de l'éducation en 1987 et 1996 indique que la scolarisation moyenne a augmenté de près d'un an et que l'éducation est mieux répartie qu'au milieu des années 80. Qui plus est, l'emploi a fait un bond important durant la période 1987-1996 et la structure de l'emploi a fait l'objet de modifications. La répartition du revenu est malgré tout restée pratiquement invariable, en dépit de la croissance économique et d'une répartition plus équitable de l'éducation mesurée en termes d'années d'études.

Certains pourraient argumenter que les pays ont amorcé leurs processus de réforme économique à différents moments. Dans ce contexte, les pays où la répartition de l'éducation s'est concentrée pourraient correspondre à ceux où les changements intervenus dans la structure économique et de l'emploi ont donné lieu à une redistribution des revenus du travail, dans le cadre de laquelle les personnes dotées d'un plus haut niveau éducationnel ont commencé à percevoir des rémunérations plus élevées qu'auparavant. On assisterait donc, d'une part, à une consolidation du rapport entre l'éducation et les revenus dans les secteurs les plus dynamiques qui embauchent des personnes ayant un niveau de formation très supérieur à la moyenne et, d'autre part, à une réduction de la dispersion du revenu parmi ceux dont la scolarisation est inférieure à la moyenne. Le cas du Chili en est d'autant plus intéressant: en effet, au regard de la plus longue trajectoire des réformes économiques et du dynamisme de la croissance, ces changements illustrent avec davantage d'autorité les effets que la nouvelle modalité de développement semble exercer dans ce domaine.

Bien que ne permettant pas de dégager des conclusions définitives, les antécédents présentés ici remettent d'une certaine façon en cause l'efficacité des efforts consentis pour modifier la répartition du revenu par le biais d'une politique éducationnelle visant à améliorer la répartition des opportunités, dans la mesure où celle-ci n'est pas accompagnée d'autres mesures convergentes dans les domaines de l'emploi, de la démographie et du patrimoine. Certes, tous les pays appliquent régulièrement des politiques et des programmes dans chacun de ces domaines mais l'enjeu consiste à les intégrer et à donner plus de poids aux moins favorisées jusqu'à présent, tout en renforçant l'effet de celles qui font l'objet d'un plus grand consensus.

La mise en œuvre simultanée de diverses politiques sectorielles en matière de logement et d'équipement communautaire, de crédits à l'activité productive, d'accès à la terre, d'assistance technique, de facilitation de la participation des femmes et des jeunes sur le marché de l'emploi orientées vers les ménages des couches à plus faibles revenus ne pourra que renforcer l'incidence de l'augmentation de la scolarisation et accroître la productivité du travail.¹³ L'effet de politiques isolées s'effrite souvent en raison, essentiellement, de divers facteurs tels que les foyers surpeuplés où l'étude des enfants et des jeunes est difficilement réalisable dans des conditions adéquates, ou la pénurie de biens d'équipement ou d'autres ressources productives, comme la terre et l'eau, qui limite énormément les rendements du travail. Des mesures de soutien pour permettre aux ménages d'obtenir un certain patrimoine, tel que le logement, peuvent se traduire non seulement par une nette amélioration de leur degré de bien-être, mais aussi par des possibilités accrues d'avoir accès au crédit.

Selon le PNUD (2002), en l'absence de politiques agissant simultanément dans plusieurs domaines, les écarts salariaux croissants se déplacent à d'autres sphères de la société, ce qui renforcent les tendances à la segmentation des services et à la localisation des groupes sociaux dans l'espace urbain. Ce faisant, les établissements éducationnels perdent progressivement leur capacité de fonctionner comme sources d'actifs importants dans les stratégies élaborées par les familles pour sortir de la pauvreté.

¹³ Gerstenfedl et coll. (1995) ont démontré l'influence qu'exercent sur les résultats scolaires certains facteurs tels que le capital éducatif du ménage, sa capacité économique, l'infrastructure physique du logement et le niveau d'organisation familiale. C'est l'ensemble des politiques sociales qui évite la neutralisation des politiques éducationnelles.

Annexe méthodologique

a) Mesure de l'inégalité

Il existe, dans la littérature économique et statistique, une vaste gamme d'indicateurs permettant de mesurer l'inégalité des revenus. D'une manière générale, ces indicateurs peuvent être classés comme suit: i) les indices statistiques traditionnels (étendue absolue et relative, indices statistiques d'ordre, écart moyen relatif, variance, coefficient de variation, variance des logarithmes); ii) les mesures basées sur l'entropie (indice de Theil); iii) l'indice de Gini; iv) les fonctions de bien-être social (indices de Dalton et Atkinson), et v) la courbe de Lorenz.

Les principales propriétés que doit posséder tout bon indicateur de l'inégalité sont les suivantes:

- Principe de transfert «soft»: en cas de transfert de revenu d'un ménage riche à un ménage pauvre, toutes choses égales par ailleurs, l'indicateur doit refléter une diminution du degré d'inégalité.
- Indépendance d'échelle: l'indicateur doit rester invariable en cas de transformations proportionnelles ou de variations d'échelle (par exemple, changements dans l'unité de mesure du revenu).
- Principe de population: la concentration du revenu dans deux populations présentant des courbes de Lorenz identiques doit être la même, indépendamment de la taille de ces populations.
- Décomposition additive: la concentration du revenu pour une population doit être égale à la somme pondérée de l'inégalité de tous les sous-groupes qui la composent.
- Principe de transfert «hard»: en cas de transfert de revenu d'un ménage riche à un ménage pauvre, plus l'écart entre les revenus des deux ménages est grand, plus la réduction de l'inégalité sera prononcée.

L'existence de ces propriétés, outre certaines considérations d'ordre pratique ont déterminé le choix d'un ensemble d'indices généralement utilisés dans l'analyse de la répartition du revenu. Ainsi, la courbe de Lorenz constitue un instrument statistique de base car elle permet de déterminer la façon dont se présentent la répartition du revenu et la participation des différents groupes de population. D'autre part, la facilité

de calcul et d'interprétation de l'indice de Gini, dérivé de la courbe de Lorenz, en fait l'un des indicateurs les plus utilisés, malgré certaines limitations quant à la possibilité de décomposition additive.

Parmi les indices statistiques traditionnels, le coefficient de variation et la variance des logarithmes sont également très utiles car ils exploitent toute l'information disponible en matière de répartition. Par ailleurs, l'utilisation des indices de Theil et Atkinson est particulièrement recommandable au regard de leurs intéressantes propriétés techniques ainsi que de l'importance accrue qu'ils accordent aux revenus les plus faibles dans l'élaboration de la mesure d'inégalité.

Par ailleurs, en termes de possibilités de comparaison entre les résultats des différents indicateurs, il faut souligner qu'ils sont tous de caractère ordinal, qu'ils présentent des étendues de variation différentes et répondent à diverses propriétés, et que leurs valeurs ne sont pas assimilables. Qui plus est, chacun d'entre eux mesurant des aspects partiels de l'inégalité, il n'est pas rare que les observations qui en dérivent divergent. Pour autant, il n'est possible de parvenir à un arrangement définitif pour un groupe de répartitions que lorsque celui-ci reste invariable quel que soit l'indicateur utilisé. C'est pourquoi il convient d'utiliser les indices d'inégalité de façon complémentaire et d'en analyser les résultats en commun.

Il faut finalement mentionner que lorsqu'un même indicateur a été appliqué à des populations différentes, les valeurs obtenues sont comparables, mais uniquement dans un sens ordinal. En d'autres termes, elles ne permettent de déterminer que le type de situation où il existe une inégalité plus ou moins importante, mais pas l'ampleur des différences.

b) Mesure de la concentration du revenu et de la pauvreté

La mesure de la concentration du revenu peut être abordée à l'aide de différents instruments, de nature diverse, chacun présentant des avantages et des limitations spécifiques. Une manière simple de mesurer cette concentration consiste à calculer le pourcentage de la population qui perçoit un revenu inférieur à la moyenne ou à une fraction de la moyenne. Plus ce pourcentage sera élevé, plus grande sera la différence entre les valeurs maximales et minimales d'une répartition ou, en d'autres termes, plus l'inégalité de la répartition sera profonde.

Dans certains pays, notamment d'Europe occidentale, ce type d'indicateur est généralement utilisé pour mesurer la pauvreté relative. Comme mentionné au début de ce chapitre, le concept de pauvreté relative postule que les personnes appartenant à une société donnée se trouvent dans une situation de carence lorsqu'ils ne disposent pas de certains biens

considérés comme élémentaires dans cette même société. Dans les pays à niveau avancé de développement, par exemple, une personne qui n'est pas en mesure d'acheter un téléviseur pourrait être considéré en situation de carence, même si ses besoins fondamentaux en matière d'alimentation et de logement sont satisfaits. Dans le cadre de cette approche, il s'avère pratiquement impossible d'établir une ligne de pauvreté similaire à celle utilisée dans l'approche traditionnelle, ou normative, en matière de mesure de la pauvreté, en raison non seulement de la complexité qu'implique la définition des types, des quantités et du prix des biens à considérer, mais aussi parce que cette ligne devrait être modifiée périodiquement de façon à refléter le comportement du niveau de vie. Par conséquent, une valeur raisonnable susceptible d'être utilisée comme ligne de pauvreté relative pourrait être une fraction des revenus moyens. D'une manière générale, cette fraction oscille entre 40 pour cent et 60 pour cent des revenus représentés soit par la moyenne ou par la médiane de la répartition.

Cette méthode de mesure de la pauvreté relative présente toutefois certains inconvénients pratiques, dont deux sont souvent évoqués: le degré élevé d'arbitraire résultant du choix de l'indicateur du niveau de revenus (moyenne ou médiane) et de la fraction de référence respective et le fait que la ligne présente une élasticité unitaire par rapport au revenu moyen. Néanmoins, au-delà de ces difficultés, il faut souligner la forte corrélation existant entre les concepts et mesures de la pauvreté et la répartition du revenu et, partant, les avantages que présente l'intégration analytique de ces deux dimensions, comme cela a été le cas dans ce chapitre.

Le tableau II.6 illustre avec une plus grande précision les implications de ces considérations méthodologiques dans le cas des pays latino-américains en matière de pauvreté relative. Il faut signaler que les pays n'affichent pas, dans le domaine de la pauvreté relative, le même degré d'hétérogénéité qu'en matière de pauvreté absolue et qu'ils présentent une plus grande concordance vis-à-vis des critères de répartition.

Tableau II.6
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): DISTRIBUTION EN POURCENTAGES DE PERSONNES
DONT LES REVENUS SONT INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DE LA MOYENNE ET LA MOITIÉ
DE LA MÉDIANE

Pays	Années	50% moyenne	50% médiane
Argentine ^a	1990	39,1	20,5
	1999	44,2	21,4
Bolivie	1989 ^b	44,1	20,6
	1999	45,5	29,5
Brésil	1990	53,9	26,6
	1999	54,8	25,9
Chili	1990	46,5	20,3
	2000	46,4	20,3
Colombie	1994	48,9	26,0
	1999	46,6	21,8
Costa Rica	1990	31,6	19,4
	1999	36,1	20,7
Équateur ^c	1990	33,8	17,4
	1999	42,0	18,8
El Salvador	1995	38,4	22,0
	1999	40,6	24,3
Guatemala	1989	47,9	22,7
	1998	49,5	21,7
Honduras	1990	52,3	26,1
	1999	46,4	25,7
Mexique	1989	43,5	19,7
	1998	43,1	22,9
Nicaragua	1993	45,9	27,4
	1998	45,9	26,7
Panama	1991	46,4	24,1
	1999	46,4	23,7
Paraguay ^d	1990	33,4	16,4
	1999	34,2	15,8
République dominicaine	1997	39,8	20,8
Uruguay ^c	1990	36,8	17,4
	1999	32,2	19,0
Venezuela	1990	35,5	20,2
	1999	38,6	21,6

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Note: Les niveaux de pauvreté présentés concernent le niveau national, à l'exception des cas suivants: ^a Zone de Buenos Aires. ^b Huit villes principales d'El Alto. ^c Zone urbaine. ^d Zone métropolitaine.

Chapitre III

L'emploi

La période finale de la décennie 90 a été le théâtre de complications croissantes dans le domaine de la création d'emplois productifs pour une main d'œuvre dont le rythme de croissance restait élevé, phénomène qui a conduit à un foisonnement d'emplois à faible productivité et à une progression du chômage visible. Ce chapitre sera consacré à l'étude des causes du dynamisme que continuait d'afficher ce taux de croissance de la population économiquement active (PEA), ainsi que des contraintes qui pèsent sur l'insertion productive de cette population dans un contexte de ralentissement économique et de modernisation technologique et administrative des entreprises. On y abordera également d'autres retombées de ce phénomène, notamment la tertiarisation, l'informalisation et la précarisation de l'emploi, ainsi que la progression du chômage visible.

1. L'offre de main d'œuvre

Au cours des années 90, la PEA d'Amérique latine a augmenté à un taux annuel moyen de 2,6 pour cent qui, bien qu'inférieur à celui des décennies précédentes, reste assez élevé pour représenter un énorme défi en termes de création d'emplois. Ce phénomène s'explique par le décalage existant entre le ralentissement du taux de croissance de la population et celui de la PEA, par la modification de la pyramide des âges et par l'entrée des femmes en nombre toujours croissant sur le marché du travail.

a) La transition démographique et la PEA

Au cours de cette période, le taux de croissance annuel moyen est resté élevé (voir tableau III.1). On se souviendra que durant la période 1900-1950, la population a augmenté à un taux annuel moyen de 1,5 pour cent.¹ Depuis lors, les taux ont suivi une tendance à la baisse tout en restant élevés: 2,7 pour cent dans les années cinquante et soixante, 2,4 pour cent dans les années soixante-dix, 2,1 pour cent dans les années quatre-vingts et, comme indiqué plus haut, 1,7 pour cent dans les années quatre-vingt-dix. La population a donc continué de croître en termes absolus pour atteindre 50 millions dans les années cinquante, 65 millions dans les années soixante, 74 millions dans les années soixante-dix, 80 millions dans les années quatre-vingts et 70 millions dans les années quatre-vingt-dix (Bajraj et Chackiel, 1995; et Bravo et Rodríguez, 1993). Par conséquent, la croissance de la population a été exceptionnellement dynamique pendant la période 1950-1999, puisqu'elle est passée de 159 millions à 500 millions, créant ainsi des enjeux économiques et sociaux d'une énorme envergure.

Diverses situations nationales peuvent être dégagées selon le degré d'avancement de la transition démographique. Dans les années quatre-vingt-dix, la Bolivie et Haïti affichaient des taux de mortalité et de fécondité élevés et une croissance moyenne de la population de 2,1 pour cent par an. Dans d'autres pays, la transition était en cours et se manifestait par un recul des taux de mortalité dans un contexte de fécondité élevée, avec pour résultat des taux moyens de croissance démographique de 2,8 pour cent. Dans plusieurs autres pays, dont les plus peuplés, la phase d'explosion démographique était déjà révolue puisque le taux de fécondité était tombé à 1,9 pour cent par an. Enfin, un dernier groupe de pays enregistrait une baisse de la fécondité suffisante pour atteindre un taux moyen de croissance de la population de 1 pour cent par an.² (Bravo et Rodríguez, 1993).

¹ À l'arrivée des espagnols, la population de la région était proche des 50 millions d'habitants; pendant la période de la Conquête, elle est tombée à 15 millions d'habitants environ, chiffre qui n'a pas changé jusqu'au début du XIX siècle. Elle a ensuite atteint 34 millions en 1850, 75 millions en 1900 et 159 millions en 1950.

² Voir point d) de cette section.

Tableau III.1
AMÉRIQUE LATINE: PRINCIPAUX AGRÉGATS DU MARCHÉ DE TRAVAIL,
1990-1999
(Millions de personnes et pourcentages)

Description	Personnes (millions)		Taux moyen annuel de variation (%)	
	1990	1999	1990-1994	1990-1999
Population totale	429,8	499,9	1,8	1,7
Urbaine	305,3	374,6	2,4	2,3
Rurale	124,5	125,3	0,1	0,1
Population de moins de 15 ans	155,2	160,2	0,4	0,3
Urbaine	102,8	112,2	1,1	1,0
Rurale	52,4	48,0	-0,9	-1,0
Population en âge de travailler	274,6	339,7	2,5	2,4
Urbaine	202,5	262,4	3,1	2,9
Rurale	72,2	77,3	0,8	0,8
Tranche 15 - 64 ans	254,6	313,2	2,4	2,3
Urbaine	188,0	242,2	3,0	2,9
Rurale	66,6	71,0	0,7	0,7
Plus de 64 ans	20,0	26,5	3,2	3,1
Urbaine	14,5	20,2	3,8	3,7
Rurale	5,6	6,3	1,5	1,4
Population économiquement active ^a	167,5	211,8	2,7	2,6
Urbaine	120,7	161,6	3,4	3,3
Rurale	46,8	50,2	0,8	0,8
Actifs occupés	159,8	193,7	2,4	2,2
Urbaine	114,1	144,2	2,9	2,6
Rurale	45,8	49,5	1,0	0,9
Sans occupation	7,6	18,1	9,1	10,1
Urbaine	6,6	17,5	11,2	11,4
Rurale	1,0	0,7	-9,4	-4,9
Chômeurs	5,9	15,4	8,8	11,2
Urbaine	5,2	15,2	11,6	12,6
Rurale	0,7	0,2	-27,4	-13,8
Nouveaux demandeurs d'emploi	1,7	2,7	10,0	5,3
Urbaine	1,4	2,3	9,8	5,6
Rurale	0,3	0,5	10,9	3,9
Population économiquement inactive ^a	107,1	127,8	2,1	2,0
Urbaine	81,8	100,7	2,5	2,3
Rurale	25,4	27,1	0,8	0,8

Source: CEPALC, sur la base des estimations de la Division de la population CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) et des tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Ayant 15 ans et plus.

b) Pyramide des âges et PEA

Le fléchissement du taux de croissance démographique ne se traduit pas immédiatement par un accroissement plus lent de la PEA en raison de son incidence différenciée sur les différents groupes d'âge. En effet, cette diminution se répercute de façon beaucoup plus rapide et intense sur le groupe des moins de 15 ans. Le taux de croissance de ce groupe était de 2,7 pour cent dans les années soixante pour tomber ensuite à 1,7 pour cent dans les années soixante-dix, à 1,1 pour cent dans les années quatre-vingts et à 0,3 pour cent dans les années quatre-vingt-dix. Dans la tranche d'âge allant de 15 à 64 ans, l'évolution a été très différente: dans les années soixante, ce groupe affichait un taux de 2,7 pour cent, égal à celui des moins de 15 ans, puis ce taux s'est élevé à 2,9 dans les années soixante-dix, pour ne diminuer à 2,6 pour cent dans les années quatre-vingts et 2,3 dans les années quatre-vingt-dix. D'autre part, le groupe des plus de 65 ans a gardé un rythme de croissance élevé pendant les quatre décennies observées, à savoir 3,5 pour cent dans les années soixante, 3,3 pour cent dans les années soixante-dix, 3 pour cent dans les années quatre-vingts et 3,1 pour cent dans les années quatre-vingt-dix. En d'autres termes, dans les années quatre-vingt-dix, le taux de croissance des plus de 15 ans était sensiblement plus élevé que celui de la population totale, concourant de la sorte à l'augmentation de la PEA (voir tableau III.1). Ceci est encore plus évident au regard de la proportion de chaque groupe d'âge dans la population totale. En effet, le fléchissement du taux de croissance dans le groupe des moins de 15 ans a réduit la part prise par ces derniers à la population totale de 40,4 pour cent en 1950 à 31,7 pour cent en 1999, tandis que la participation de la tranche des 15-64 ans augmentait de 56,1 pour cent à 62,9 pour cent et celle du groupe des plus de 65 ans passait de 3,5 pour cent à 5,4 pour cent durant la même période. Alors que, dans les années soixante, le groupe des 15-64 ans ne représentait que 45 pour cent de l'accroissement de la population, dans les années quatre-vingt-dix, il en représentait 80 pour cent, soit 56 des 70 millions supplémentaires, phénomène qui a amélioré le rapport de dépendance mais a créé un enjeu considérable en termes de création de postes de travail (Chackiel, 1999).

Selon les estimations, le taux annuel de croissance de la région de la tranche des 15-64 ans poursuivra sa courbe descendante, pour se situer autour de 0,7 pour cent vers 2020, tandis que celui des plus de 65 ans aura atteint 3,5 pour cent et celui des moins de 15 ans, sera déjà négatif. D'où les projections suivantes pour 2020: 23,7 pour cent pour les moins de 15 ans; 66,6 pour cent pour le groupe des 15-64 ans et 9,7 pour cent pour les plus de 65 ans. Selon ces mêmes projections, la proportion du groupe des 15-64 ans ne changera guère, tandis que celle des plus de 65 ans

augmentera légèrement et celle des moins de 15 ans diminuera faiblement pendant les décennies postérieures. En Uruguay, par exemple, pays qui, à l'échelon régional, se trouve à un stade avancé de transition démographique, la proportion des 15-64 ans n'a varié que de quelques dixièmes depuis 1950 (Bajraj et Chackiel, 1995).

c) La participation des femmes

Le taux de participation, c'est-à-dire la proportion de la population en âge de travailler incorporée à la main d'œuvre, est l'autre facteur qui pèse sur l'évolution de la PEA. Durant la décennie 1990, le taux de participation total a augmenté de 61 pour cent à 62,4 pour cent. Cette hausse est le fait des zones urbaines et en particulier de la main d'œuvre féminine, qui est passée de 37,9 pour cent à 42 pour cent (voir tableau III.2).

Tableau III.2
AMÉRIQUE LATINE: TAUX DE PARTICIPATION, OCCUPATION ET CHÔMAGE,
PAR SEXE ET ZONES URBAINES ET RURALES,^a 1990-1999
(Pourcentages)

Description	Total national		Zones urbaines		Zones rurales	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999
Taux de participation ^b	61,0	62,4	59,6	61,6	64,8	64,9
Hommes	84,9	83,6	81,4	81,0	93,7	91,5
Femmes	37,9	42,0	39,5	43,7	33,1	35,8
Taux d'occupation ^c	58,2	57,0	56,4	55,0	63,4	64,0
Hommes	81,2	77,6	77,1	73,5	91,8	90,4
Femmes	36,0	37,3	37,3	37,9	32,2	35,2
Taux de chômage	4,6	8,6	5,5	10,8	2,2	1,3
Hommes	4,3	7,2	5,4	9,4	2,0	1,2
Femmes	5,1	11,2	5,7	13,3	2,9	1,6

Source: CEPALC, sur la base des estimations de la Division de la population CEPALC-Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) et des tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Ayant 15 ans et plus.
^b Proportion de la population économiquement active dans la population en âge de travailler.
^c Proportion d'actifs occupés dans la population en âge de travailler.

L'accroissement du taux de participation des femmes dans la PEA urbaine a été plus notable dans le groupe des 25-49 ans et parmi les femmes les plus scolarisées. D'une manière générale, le taux de participation augmente au fur et à mesure que s'accroît le niveau d'éducation formelle: parmi les femmes ayant une scolarité de 0 à 3 ans, 36 pour cent seulement travaille; ce pourcentage est de 44 pour cent pour celles dont la scolarité varie entre 4 et 6 ans; de même que pour celles

ayant suivi entre 7 et 9 ans d'études, alors qu'il atteint 54 pour cent lorsque la scolarité est de 10 à 12 ans d'études formelles, et 71 pour cent, lorsqu'elle est de 13 ans et plus.

Cette corrélation entre scolarité et travail des femmes est beaucoup plus évidente dans les pays dont le degré de développement économique est plus élevé où les femmes à faible niveau de scolarité ne participent guère au marché du travail. En Argentine, au Chili et en Uruguay, par exemple, le taux d'occupation des femmes qui ont suivi entre 0 et 3 ans d'études oscille autour de 20 pour cent, tandis que, dans les pays relativement moins avancés, comme la Bolivie, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, cette participation est beaucoup plus importante. Cette différence est probablement due au fait qu'au fur et à mesure que le niveau de développement économique et éducationnel du pays augmente, les femmes peu scolarisées rencontrent des difficultés croissantes pour obtenir un emploi en raison des exigences accrues de qualification professionnelle et d'éducation formelle. Qui plus est, compte tenu de la proportion croissante de femmes ayant un haut niveau de scolarité, les femmes moins qualifiées ont de plus en plus de difficultés pour obtenir un emploi. D'autre part, les femmes peu instruites manquent de mécanismes de soutien pour la prise en charge de leurs enfants, ce qui entrave encore davantage leur accès au marché du travail.

À longue échéance, le processus de transition démographique contribuera à réduire l'offre de travail et allégera la pression sur la création d'emplois. Il n'en va toutefois pas de même pour le rythme de croissance du taux de participation qui restera probablement élevé en raison de l'incorporation grandissante des femmes sur le marché du travail. Dans les années 90, le taux de croissance annuel de la PEA féminine a été de 3,8 pour cent contre 2,3 pour cent pour la PEA masculine. C'est pourquoi, vers la fin de la décennie, la proportion de femmes sur le marché de travail par rapport à la population féminine en âge de travailler était proche de 50 pour cent, voire plus, et, dans quelques cas, la hausse absolue de l'emploi féminin a été similaire ou même supérieure à celle de l'emploi masculin. Par conséquent, le taux de participation des femmes aura une influence sur le maintien d'un taux élevé d'accroissement de la PEA et poussera l'offre de main d'œuvre à la hausse.

d) Transition démographique et croissance de la PEA

Comme l'illustre le tableau III.3, il est possible de distinguer différentes situations nationales en termes de transition démographique

(voir CEPALC, 2000b, p. 67). La première situation concerne les pays³ qui se situaient dans la phase initiale ou la phase modérée de transition démographique, et ont enregistré une forte croissance de la population totale et un accroissement encore plus notable de la population en âge de travailler (3,2 pour cent), ce qui s'est manifesté par une participation accrue de ce dernier groupe. Cette hausse et la progression de 1,4 pour cent du taux de participation ont contribué à ce que la PEA augmente à un taux annuel de 3,5 pour cent (2,9 pour cent côté hommes et 5 pour cent côté femmes).

Tableau III.3
AMÉRIQUE LATINE: ÉVOLUTION DE LA MAIN D'OEUVRE SELON L'ÉTAPE DE
TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE DES PAYS, 1990-1999
(Pourcentages)

Type de transition	Taux de croissance de la population en âge de travailler ^a	Variation du taux global de participation ^b			Taux de croissance de la population économiquement active ^a		
	Total	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Transition initiale et modérée ^c	3,3	1,1	-2,7	4,6	3,5	2,9	4,9
	3,2	1,4	-2,3	4,9	3,5	2,9	5,0
Bolivie	2,7	2,0	-1,2	4,8	3,0	2,6	4,0
El Salvador	3,4	0,2	-5,5	4,8	3,4	2,8	4,9
Guatemala	3,1	2,5	-0,8	6,0	3,6	2,9	5,9
Honduras	3,5	1,6	-3,7	6,7	3,8	3,1	6,2
Nicaragua	3,8	-0,8	-3,5	1,8	3,6	3,4	4,2
Paraguay	3,1	1,0	-1,4	3,3	3,3	2,9	4,3
En pleine transition	2,6	2,4	-0,3	5,2	3,0	2,5	4,3
	2,5	1,2	-1,8	4,2	2,8	2,3	3,8
Brésil	2,4	-0,1	-3,1	3,1	2,3	1,9	3,2
Colombie	2,3	3,2	0,8	5,4	2,9	2,4	3,8
Costa Rica	2,8	5,3	3,6	7,1	3,8	3,3	5,4
Équateur	3,0	2,5	-1,0	6,1	3,5	2,8	5,2
Mexique	2,6	2,1	-1,3	5,5	3,0	2,4	4,5
Panama	2,4	2,7	0,4	5,3	2,9	2,4	4,2
Pérou	2,5	1,7	-0,3	4,0	2,8	2,4	3,7
République dominicaine	2,4	1,9	-0,7	4,7	2,8	2,3	3,8
Venezuela	2,8	2,3	-0,9	5,5	3,3	2,7	4,6
Transition avancée ^c	1,4	2,2	0,3	4,0	1,9	1,5	2,7
	1,7	1,7	0,0	3,3	2,1	1,7	2,8
Argentine	1,7	1,0	-0,3	2,2	1,9	1,7	2,3
Chili	1,7	3,5	0,7	6,1	2,5	1,9	3,9
Uruguay	0,8	2,2	0,4	3,8	1,2	0,9	1,8
Moyenne simple	2,6	1,9	-1,0	4,8	3,0	2,5	4,2
Moyenne pondérée	2,5	1,3	-1,5	4,1	2,8	2,3	3,8

Source: CEPALC, sur la base des projections démographiques de la Division de la population CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE).

^a Taux annuel de variation.

^b Différence en points en pourcentage entre le taux global de participation de 1990-1999.

^c La moyenne simple se présente en foncé. Les chiffres suivants correspondent aux moyennes pondérées.

³ La Bolivie, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Paraguay.

La deuxième situation est celle des pays⁴ qui avaient atteint un stade plus avancé de la transition démographique caractérisé par une diminution sensible du taux de croissance de la population, ce qui a ralenti le taux d'accroissement de la population en âge de travailler à 2,5 pour cent. Ce taux, sur lequel vient se greffer une hausse de 1,2 pour cent de la participation, s'est traduit par une augmentation annuelle de la PEA de 2,8 pour cent (2,3 pour cent côté hommes et 3,8 pour cent côté femmes).

Enfin, la troisième catégorie correspond aux pays⁵ qui se trouvent dans la dernière phase de la transition démographique, laquelle se manifeste par une réduction considérable et prolongée du taux de croissance de la population, phénomène qui devient palpable. Le taux annuel de croissance de la population en âge de travailler (1,7 pour cent) a compensé un taux élevé d'accroissement de la participation (1,7 pour cent), grâce à quoi le taux de croissance de la PEA (2,1 pour cent) a été le plus faible de la région (1,7 pour cent côté hommes et 2,8 pour cent côté femmes).

Ces taux variables d'accroissement de la PEA ont imposé divers degrés d'exigence en termes de création d'emplois.

e) La migration de la main d'œuvre

L'incidence de la migration sur l'évolution de la PEA est à souligner. L'incapacité notoire des activités agricoles à absorber l'accroissement de la main d'œuvre rurale contribue à l'intensification de l'exode rural et, partant, à l'accélération du rythme de croissance de la PEA non agricole. La PEA agricole s'est accrue à un rythme de 0,8 pour cent à peine, alors que ce pourcentage était de 3,3 pour cent la main d'œuvre non agricole.

D'autre part, durant les dernières décennies, l'émigration internationale, notamment vers les États-Unis, s'est amplifiée, servant de soupape d'échappement aux contraintes du marché de l'emploi. À partir des années 60, la mobilité temporaire, saisonnière ou cyclique ainsi que la migration des habitants au sein même de la région se sont également intensifiées. Quoi qu'il en soit, dans la plupart des pays d'Amérique latine, surtout sud-américains, il n'y a pas eu, à l'évidence, contrairement à la situation des pays européens entre 1850 et 1914, de phénomène massif d'émigration internationale susceptible d'atténuer de façon perceptible le problème de l'absorption productive de la main d'œuvre.

⁴ Le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Mexique, le Panama, le Pérou, la République dominicaine et le Venezuela.

⁵ L'Argentine, le Chili et l'Uruguay.

2. L'insertion productive de la main d'œuvre

La gageure que représentait l'absorption de ces vagues de contingents de main d'œuvre s'inscrit, dans les années 80, dans un contexte de récession économique et ensuite, dans les années 90, de ralentissement économique, entraînant une prolifération d'emplois à faible productivité et une poussée du taux de chômage visible.

a) PEA occupée et productivité du travail dans les années 90

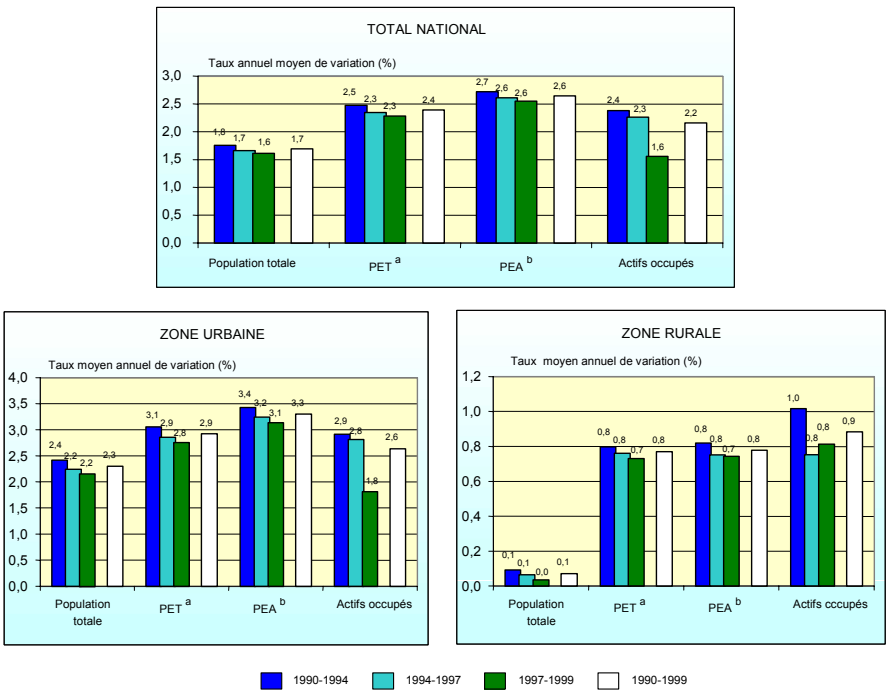
La nécessité d'incorporer la main d'œuvre aux activités productives peut être envisagée de trois points de vue: l'offre d'emplois à la main d'œuvre, l'accroissement de sa productivité moyenne et l'extension de ces gains de productivité à l'ensemble de la main d'œuvre, afin de venir à bout de l'hétérogénéité existant entre et au sein des différents secteurs et branches de la production. Ce dernier volet sera abordé plus loin dans ce chapitre. Quant aux deux premiers, il est sans aucun doute désirable que le taux d'expansion de la PEA occupée soit le plus proche possible de celui de la PEA, et que le taux d'accroissement du PIB soit relativement supérieur à celui de la PEA occupée, de façon à ce que la productivité moyenne de la main d'œuvre progresse de façon significative. Une montée de l'emploi non assortie d'un accroissement simultané et généralisé de la productivité ne pourra conduire qu'à une absorption factice de la main d'œuvre et à une concentration des gains de productivité dans certains secteurs ou branches, phénomène qui va renforcer l'hétérogénéité structurelle et freiner tout progrès dans le combat contre la pauvreté.

Dans les années 80, le PIB de la région a augmenté à un taux de 1 pour cent par an, tandis que l'expansion de la PEA et de la PEA occupée était de l'ordre de 3 pour cent. S'il est vrai qu'une forte proportion de la main d'œuvre a réussi à obtenir un emploi, il s'agissait, dans la plupart des cas, d'occupations à faible productivité, ce qui s'est traduit par une diminution de la productivité moyenne du travail qui a constitué un lourd fardeau pour la décennie suivante.

Ces tendances ont affiché une certaine amélioration dans les années 90, le PIB affichant un taux annuel de croissance de 3,2 pour cent, tandis que la PEA connaissait un taux d'expansion de 2,6 pour cent et l'emploi, de 2,2 pour cent à peine. Le début de la décennie s'annonçait prometteur mais entre 1994 et 1997, les taux de croissance du PIB et de l'emploi sont retombés, respectivement, à 3,3 pour cent et 2,3 pour cent, et ont suivi une courbe descendante entre 1997 et 1999 pour arriver à 1,3 pour cent et 1,6 pour cent (voir graphiques III.1 et III.2). Cette évolution a toutefois

montré un aspect positif, à savoir l’augmentation, certes modeste, de la productivité moyenne de la main d’œuvre par rapport à la décennie précédente. Du côté négatif, il faut signaler, d’une part, que le taux de croissance de l’emploi a été inférieur de 0,4 pour cent à celui de la PEA, malgré le ralentissement enregistré par ce dernier; et, d’autre part, que le taux d’expansion de l’emploi (1,6 pour cent) s’est à nouveau montré supérieur à celui du PIB (1,3 pour cent), ce qui s’est traduit par un taux de croissance négatif de la productivité moyenne du travail et a favorisé une absorption factice. Qui plus est, l’écart entre la PEA et la PEA occupée (0,8 pour cent) s’est encore creusé, malgré la croissance ralentie de la première, soit un taux de 2,4 pour cent. La performance économique des années 90 n’a donc pas suffi à contrecarrer de manière appréciable les tendances négatives de la décennie précédente.

Graphique III.1
AMÉRIQUE LATINE: ÉVOLUTION DE QUELQUES VARIABLES GÉNÉRALES
DU MARCHÉ DU TRAVAIL, 1990-1999
(Pourcentages)

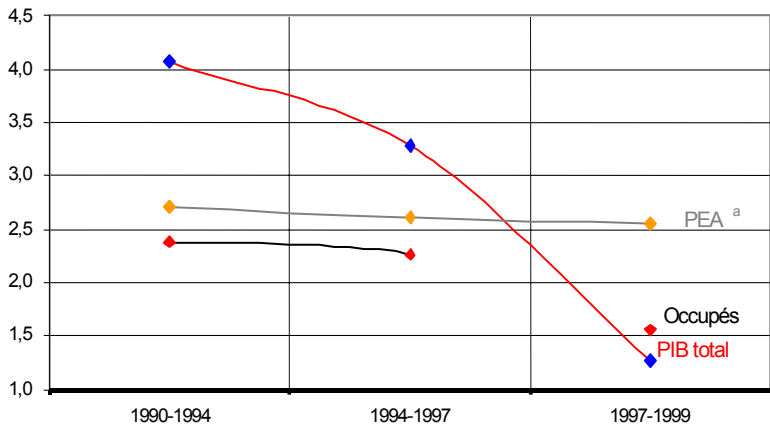


Source: CEPALC, sur la base d’estimations de la Division de la population CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE).

^a PET: Population en âge de travailler (15 ans et plus).

^b PEA: Population économiquement active (15 ans et plus).

Graphique III.2
AMÉRIQUE LATINE: ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) TOTAL
ET DU TRAVAIL, 1990-1999
(Taux moyen annuel de variation)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays concernés.

^a PEA: Population économiquement active (15 ans et plus).

b) Insuffisance dynamique dans l'environnement urbain

L'apathie de la croissance économique de l'Amérique latine dans les années 90 est particulièrement évidente à la lumière du comportement de la main d'œuvre non agricole. Compte tenu de la moyenne pondérée de 20 pays (voir tableau III.4), on peut observer que le PIB de la région a augmenté à un taux moyen annuel de 3,1 pour cent, alors que le taux d'expansion de la PEA urbaine était de 3,3 pour cent et celui de la PEA, de 2,6 pour cent. Par conséquent, le gain de productivité au cours de la décennie a été modeste, à savoir 0,5 pour cent par an, tandis que le taux d'expansion de l'emploi était retardataire de 0,7 pour cent par rapport à l'augmentation de la PEA. Comme évoqué plus haut, la PEA agricole n'a guère augmenté que de 0,8 pour cent, croissance qui a pu être absorbée en partie par les activités de ce secteur, mais le reste de la population d'origine rurale a néanmoins dû assumer, à travers la migration, les retombées de ce phénomène sur les activités de production urbaines. La productivité moyenne des activités non agricoles a affiché un taux de croissance encore plus faible que celui des activités totales (0,5 pour cent contre 1 pour cent), et leur capacité de satisfaire la demande d'emploi a, elle aussi, été inférieure (-0,7 pour cent contre -0,4 pour cent).

Tableau III.4
AMÉRIQUE LATINE: CROISSANCE DU PRODUIT, DU TRAVAIL ET DE LA
PRODUCTIVITÉ DANS LES ZONES URBAINES, 1990-1999
(Taux annuel de croissance)

Pays	Produit intérieur brut ^a	Population économiquement active urbaine ^b		Productivité
		Total	Actifs occupés	
Argentine ^c	4,6	2,3	1,2	3,4
Bolivie ^d	4,7	4,9	5,0	-0,3
Brésil	2,3	3,1	2,1	0,2
Chili	6,1	3,0	2,7	3,4
Colombie	3,8	3,8	2,3	1,4
Costa Rica	5,0	4,7	4,5	0,4
Cuba	-1,3	2,1	2,0	-3,3
Équateur ^d	2,5	4,8	3,6	-1,1
El Salvador	4,6	4,4	4,3	0,4
Guatemala	4,5	4,0	3,9	0,6
Haïti	-1,8	4,7	5,4	-6,8
Honduras	3,6	5,4	5,5	-1,8
Mexique	2,9	3,7	3,6	-0,7
Nicaragua	2,5	4,1	4,1	-1,5
Panama	4,6	3,7	4,4	0,2
Paraguay ^e	2,1	4,5	4,1	-1,9
Pérou	4,7	3,5	3,1	1,6
République dominicaine	5,9	3,9	4,6	1,2
Uruguay ^d	2,9	1,5	1,2	1,8
Venezuela	1,3	3,6	3,0	-1,7
Amérique latine	3,1	3,3	2,6	0,5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays concernés.

^a Produit non agricole.

^b Les années considérées sont les suivantes: Argentine, 1990 et 1999; Bolivie, 1989 et 1999; Brésil, 1993 et 1999; Chili, 1990 et 1998; Colombie, 1991 et 1999; Costa Rica, 1990 et 1999; Équateur, 1990 et 1999; El Salvador, 1990 et 1999; Guatemala, 1989 et 1998; Haïti, 1990 et 1999; Honduras, 1990 et 1999; Mexique, 1989 et 1998; Nicaragua, 1990 et 1998; Panama, 1989 et 1999; Paraguay, 1990 et 1999; République dominicaine, 1990 et 1997; Uruguay, 1990 et 1999, et Venezuela, 1990 et 1999. Ces chiffres correspondent aux années pour lesquelles les enquêtes sur les ménages ont pu fournir des informations relatives à l'emploi.

^c Les estimations de la population économiquement active et de l'emploi portent sur la zone de Buenos Aires.

^d Les estimations de la population économiquement active et de l'emploi correspondent au total urbain.

^e Les estimations de la population économiquement active et de l'emploi correspondent à Asunción et au Département central.

Ces processus mettent en évidence les effets antagonistes de deux puissantes tendances. D'une part, le taux de croissance de la population en âge de travailler diminue, ce qui atténue le dynamisme de l'accroissement de la PEA et, partant, la pression exercée sur la création d'emplois. D'autre part, les activités agricoles restent incapables d'absorber la main d'œuvre d'origine rurale. Cette carence favorise l'émigration qui vient grossir la PEA non agricole et exacerbe les

exigences en termes de création d'emplois dans ce secteur. Presque tous les pays d'Amérique latine ont affiché des taux de croissance de la PEA non agricole très élevés, situation qui contraste avec l'expérience, par exemple, de plusieurs pays anglophones des Caraïbes où le phénomène de l'exode rural a été beaucoup plus discret.

Ces tendances générales ont présenté des variations dans les différents pays de la région. En termes d'absorption de la main d'œuvre, mesurée par la différence entre le taux d'expansion de la PEA et celui de la PEA occupée dans des activités non agricoles, les cas les plus notables sont ceux de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et de l'Équateur où cette différence a été égale ou supérieure à 1 pour cent, ce qui met en évidence l'existence de graves problèmes de création d'emplois. Dans les autres pays, le taux de création d'emplois urbains a été similaire à celui de l'accroissement de la PEA non agricole, même là⁶ où la croissance annuelle de cette dernière a été de 4 pour cent ou plus.

En ce qui a trait au comportement de la productivité de la main d'œuvre non agricole, le taux annuel d'augmentation a été relativement important en Argentine et au Chili (3,4 pour cent). Il a été plus faible dans neuf pays (dont le Brésil avec 0,2 pour cent et l'Uruguay avec 1,8 pour cent), tandis qu'il a été négatif dans les neuf autres.

Au Chili, le taux de 3,4 pour cent d'accroissement de la productivité a été assorti d'un taux de création d'emplois non agricoles inférieur de 0,3 pour cent seulement au taux de croissance de la PEA. En Argentine, le taux élevé d'accroissement de la productivité (3,4 pour cent) a eu comme contrepartie une création d'emplois négative (-1,1 pour cent). Dans d'autres pays, les faibles gains de productivité se sont conjugués à une création d'emplois insuffisante: au Brésil, par exemple, le taux d'accroissement de la productivité a été de 0,2 pour cent, et l'absorption de -1,0 pour cent, tandis qu'en Colombie, ces chiffres ont été, respectivement, de 1,4 pour cent et -1,5 pour cent. Dans les autres pays, la tendance a été à un taux de création d'emplois relativement élevé, proche du taux d'expansion de la PEA non agricole, dans un contexte de gains de productivité très modestes, voire négatifs.

Dans les années à venir, les tendances migratoires de l'exode rural vont certainement persister dans plusieurs pays, et, partant, le taux d'expansion de la PEA urbaine restera élevé. Dans neuf pays, celui-ci a été égal ou supérieur à 4 pour cent, en vertu de l'effet combiné de la croissance de la population en âge de travailler et des taux de participation des femmes, auquel vient s'ajouter la persistance de la migration rurale-urbaine (voir tableau III.4). Dans une telle conjoncture, la

⁶ Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Paraguay.

création d'une quantité suffisante d'emplois productifs dans les activités non agricoles ne sera possible que dans le cadre d'une croissance dynamique du PIB.

3. Tertiariation de la main d'œuvre

a) Croissance de l'emploi dans le commerce et les services

Dans les années 90, le ralentissement de la croissance économique a été accompagné d'une évidente transformation de la structure de l'emploi. A cet égard, il faut d'abord distinguer les changements sectoriels de l'emploi qui, en gros, ont continué de manifester une tendance à la baisse relative dans les secteurs primaire et secondaire et, ensuite, la participation accrue de l'emploi relevant du commerce et des services.

Entre 1990 et 1999, les emplois agricoles ont augmenté à une moyenne annuelle de 0,7 pour cent, ce qui a porté leur ampleur absolue de 37.200.000 à 39.800.000, mais réduit leur participation dans l'emploi total de 23,3 pour cent à 20,5 pour cent (voir tableau III.5). Cet état de choses a attisé l'exode rural vers les villes et l'augmentation du nombre d'occupations non agricoles dans le milieu rural.

Malgré l'offre croissante d'emplois urbains, la progression de l'emploi industriel a été plus lente que la moyenne et sa participation à l'emploi total a donc diminué de 16,8 pour cent à 15,0 pour cent, tandis que l'emploi dans le domaine du bâtiment augmentait de 5,9 pour cent à 6,3 pour cent de l'emploi total. Ainsi, la participation conjointe des deux secteurs a reculé de 22,7 pour cent à 21,3 pour cent. Par voie de conséquence, en dépit d'une augmentation de 4.700.000 personnes dans l'emploi relevant de la production de biens primaires et secondaires, son importance relative dans l'emploi total a baissé de 46 pour cent à 41,8 pour cent.

En revanche, la participation à l'emploi total des occupations relevant du commerce s'est accrue de 17,4 pour cent en 1990 à 19,1 pour cent en 1999, en raison de la création de 9.200.000 postes de travail, soit le double de la somme des secteurs primaire et secondaire. La participation des services considérés dans leur ensemble a progressé de 31,9 pour cent à 33,6 pour cent au cours de la même période, grâce à l'absorption de 14.400.000 personnes. Parmi les services, l'accroissement absolu le plus notable est celui des services sociaux, auxquels se sont incorporées 6.300.000 personnes. Dans le même temps, l'emploi relevant des services financiers s'est accru à un taux annuel très élevé et a presque doublé le nombre de personnes occupées, ce qui n'empêche pas que son importance relative reste encore assez faible. La part prise par les services aux

personnes et domestiques dans l'ensemble de la main d'œuvre est restée stable, même si, dans les deux cas, l'emploi absolu ait augmenté et représente un total de 3.200.000 personnes. Enfin, la participation de l'emploi relevant des transports et des communications est passée de 4,5 pour cent à 5 pour cent et ce dernier a absorbé 2.700.000 personnes.

Tableau III.5
AMÉRIQUE LATINE: QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION
OCCUPÉE,^a 1990-1999
(Milliers de personnes et pourcentages)

Description	Personnes (milliers)		Structure en pourcentage	
	1990	1999	1990	1999
Actifs occupés				
Âge (ans)	159 841	193 714	100,0	100,0
15 - 24	42 741	45 275	26,7	23,4
25 - 44	79 612	96 042	49,8	49,6
45 - 59	27 724	38 216	17,3	19,7
60 et plus	9 764	14 181	6,1	7,3
Années d'études	159 841	193 714	100,0	100,0
0 à 5	73 387	72 505	45,9	37,4
6 à 9	41 366	59 066	25,9	30,5
10 à 12	22 046	37 783	13,8	19,5
13 et plus	23 043	24 361	14,4	12,6
Branche d'activité	159 841	193 714	100,0	100,0
Agriculture	37 227	39 789	23,3	20,5
Industrie	26 911	29 065	16,8	15,0
Bâtiment	9 499	12 284	5,9	6,3
Transports et communications	7 159	9 839	4,5	5,1
Commerce	27 747	36 968	17,4	19,1
Finances	4 581	8 932	2,9	4,6
Services sociaux	30 325	36 695	19,0	18,9
Services aux personnes	8 131	9 960	5,1	5,1
Service domestiques	7 886	9 754	4,9	5,0
Non classifiés	374	429	0,2	0,2
Taille de l'établissement ^b (entrepreneurs et employés)	100 116	113 051	100,0	100,0
1 - 5	26 538	34 621	30,7	32,3
6 - 10	9 242	11 687	10,7	10,9
11 - 49	28 267	31 572	32,7	29,4
50 et plus	22 514	29 352	26,0	27,4
Non classifiés	13 554	5 818	-	-
Actifs occupés secondaires^c	71 404	82 393	44,7	42,5

Source: CEPALC, sur la base d'estimations de la Division de la population CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE).

^a 15 ans et plus.

^b Selon le nombre de personnes occupées. La structure en pourcentage exclut les non classifiés.

^c Se rapporte aux personnes occupées percevant des revenus inférieurs à ceux que recouvre le soutien principal du ménage.

En conclusion, des 33.800.000 nouveaux emplois créés au cours de cette décennie, l'agriculture en a absorbé 7 pour cent; l'industrie, 6,5 pour cent; le bâtiment, 8,3 pour cent; les transports et les communications, 8 pour cent; le commerce, 27,2 pour cent, et les services, 42,9 pour cent, ces derniers ventilés comme suit: services financiers, 13 pour cent; services sociaux, 18,9 pour cent; services aux personnes, 5,3 pour cent, et services domestiques, 5,7 pour cent. Plus de 78 pour cent des emplois ont été créés dans le secteur tertiaire, ce qui a contribué à renforcer encore davantage le processus de tertiarisation de la structure de l'emploi.

Ces transformations ont abouti à une distribution sectorielle de la main d'œuvre latino-américaine qui, en 1999, se présentait comme suit: agriculture, 20,5 pour cent; industrie et bâtiment, 21,3 pour cent; transports et communications, 5,1 pour cent; commerce, 19,1 pour cent, et services, 33,6 pour cent. La distribution des services était la suivante: services financiers, 4,6 pour cent; services sociaux, 18,9 pour cent; services aux personnes, 5,1 pour cent, et services domestiques, 5 pour cent.

La situation des différents pays est assez similaire en termes de la perte d'importance relative de l'emploi relevant des secteurs producteurs de biens. Tous les pays ont enregistré un recul du secteur agricole et la plupart d'entre eux, un déclin du secteur industriel. A cet égard, les réductions les plus manifestes ont été le fait de pays qui possédaient une solide base industrielle, tels que l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Uruguay et le Venezuela. Le Mexique a évolué dans le sens inverse, puisque le secteur industriel y a augmenté. Ce processus peut également être analysé à la lumière du comportement de l'emploi manufacturier, qui permet de conclure que le recul enregistré par celui-ci a été plus marqué dans les pays dont le PIB par habitant et son taux de croissance étaient plus élevés (CEPALC, 2001b, chapitre VI).

b) Insertion productive et secteurs producteurs de biens marchands et non marchands

L'étude du comportement de l'emploi dans les secteurs producteurs de biens et de services marchands et non marchands s'avère particulièrement intéressante. Dans la plupart des pays latino-américains, l'emploi relevant des secteurs producteurs de biens et de services non marchands a augmenté plus que celui correspondant aux producteurs de biens marchands, à l'exception du Brésil et du Pérou, où cette augmentation a été similaire, ainsi que du Costa Rica, de l'Équateur, du Mexique, du Nicaragua et du Venezuela, où la croissance de l'emploi relevant de la production de biens marchands a été supérieure (voir

tableau III.6).⁷ En outre, les deux secteurs se différencient également en termes de capacité d'accroître la productivité et de créer des emplois. D'une manière générale, le secteur des biens marchands absorbe peu de main d'œuvre mais affiche des gains de productivité. En revanche, le secteur des biens non marchands présente souvent une capacité supérieure en termes de création d'emplois mais au prix d'accroissements de la productivité nuls, voire négatifs.

La faible capacité de création d'emplois du secteur des biens marchands a été manifeste même dans les pays où le produit de ce secteur a connu une augmentation relativement accélérée. En Argentine, par exemple, le PIB du secteur des biens marchands s'est accru à un rythme annuel de 3,6 pour cent, tandis que l'emploi total connaissait un taux de décroissance de -1,3 pour cent. Au Brésil, ces chiffres ont été, respectivement, de 2,4 pour cent et 0,2 pour cent; au Chili, de 5,6 pour cent et -0,4 pour cent; en Colombie, de 1,7 pour cent et -0,1 pour cent; au Costa Rica, de 5,5 pour cent et 1,3 pour cent; au Mexique, de 3,4 pour cent et 1,7 pour cent; au Panama, de 3 pour cent et -0,6 pour cent; en Uruguay, de 1,1 pour cent et -1,1 pour cent, et au Venezuela, de 2,7 pour cent et 0,7 pour cent (voir tableau III.7). Il faut toutefois souligner que, dans certains petits pays relativement moins avancés, le secteur des biens marchands présente un comportement qui s'écarte de celui observé précédemment. À El Salvador, l'emploi relevant de ce secteur a enregistré un taux de croissance de 3,6 pour cent, alors que ce taux était de 3,5 pour cent pour l'emploi total. Au Honduras, les chiffres ont été, respectivement, de 3,2 pour cent et 2,9 pour cent et au Nicaragua, de 4,3 pour cent et 3,9 pour cent. Ce comportement atypique peut rendre compte de l'expansion des maquilas productrices de manufactures, à la faveur de la proximité du marché des États-Unis.

Au Mexique, la production à forte teneur technologique a été combinée à la maquila. Le produit manufacturier s'est accru à un rythme annuel de 3,9 pour cent, mais la productivité a diminué (-0,1 pour cent), en raison d'un taux d'accroissement de l'emploi total de 4 pour cent. S'agissant uniquement de l'emploi salarié, le taux d'accroissement de la productivité a été positif, quoique modeste (0,5 pour cent), ce type d'emploi ayant progressé à un taux plus réduit (3,4 pour cent). Cette convergence entre une absorption considérable de main d'œuvre et des gains faibles ou négatifs de productivité, s'explique par l'importance grandissante de la maquila. En

⁷ Dans certains pays, certains services non marchands, comme certains volets touristiques, peuvent s'avérer importants. Dans la plupart des pays, les estimations de la comptabilité nationale ne permettent pas de ventiler ces rubriques. Il est donc possible que les taux de croissance du secteur des biens marchands soient dans une certaine mesure sous-estimés, lorsqu'ils sont représentatifs et ont connu une expansion rapide.

1989, celle-ci fournissait un peu plus de 10 pour cent des emplois salariés dans le secteur manufacturier mais elle a connu une telle croissance (à une moyenne annuelle de 10,4 pour cent) qu'en 1998 elle représentait presque 19 pour cent de l'emploi correspondant.

Tableau III.6
AMÉRIQUE LATINE: ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB),
ANNÉES 1990

	Variation annuelle			
	PIB	PIB biens et services ^a	Secteurs marchand et non marchand	
			Marchand ^b	Non marchand ^c
	1991-1999	1991-1999	1991-1999	1991-1999
Argentine	4,5	4,5	3,6 (3,4)	4,8 (2,5)
Bolivie	4,1	4,4	3,4 (3,9)	5,1 (3,1)
Brésil	2,9	2,3	2,4 (2,2)	2,3 (1,9)
Chili	6,3	6,0	5,6 (4,7)	6,3 (3,7)
Colombie	3,1	3,4	1,7 (1,1)	4,3 (6,2)
Costa Rica	5,0	4,9	5,5 (6,3)	4,5 (3,0)
Cuba	-1,5	-1,5	0,4 (1,0)	-3,0 (-0,3)
Équateur	2,3	2,5	3,3 (4,1)	1,8 (-0,2)
El Salvador	4,7	4,1	3,6 (5,1)	4,4 (2,4)
Guatemala	4,2	4,2	3,0 (2,8)	4,7 (4,1)
Haïti	-1,4	-1,6	-4,0 (-6,9)	0,2 (1,9)
Honduras	3,2	3,4	3,2 (4,0)	3,4 (1,3)
Mexique	2,8	2,8	3,4 (3,9)	2,6 (1,6)
Nicaragua	3,4	3,4	4,3 (1,6)	2,5 (-1,4)
Panama	4,2	4,4	3,0 (3,4)	4,7 (2,3)
Paraguay	2,3	2,3	2,0 (0,8)	2,5 (0,1)
Pérou	4,9	4,8	4,9 (4,0)	4,8 (2,6)
République dominicaine	5,6	5,6	3,9 (4,4)	6,4 (3,1)
Uruguay	3,7	3,0	1,1 (0,1)	3,7 (1,5)
Venezuela	2,1	1,2	2,7 (0,9)	0,4 (0,7)
Total	3,3	3,0	2,9 (2,8)	3,0 (2,1)

Source: CEPALC, régressions effectuées sur la base des chiffres officiels des pays.

^a Ce total correspond à la somme du produit engendré dans le secteur producteur de biens et services marchands et dans le secteur producteur de biens et services non marchands. Il ne correspond donc pas au produit intérieur brut, car il n'inclut pas l'ajustement réalisé au titre des services bancaires, la taxe sur la valeur ajoutée ni des droits d'importation.

^b Les chiffres entre parenthèses correspondent à l'industrie manufacturière.

^c Les chiffres entre parenthèses correspondent aux services sociaux, communaux et personnels.

Tableau III.7
AMÉRIQUE LATINE (16 PAYS): COMPORTEMENT DE L'EMPLOI TOTAL ET DE
L'EMPLOI SALARIÉ, 1990-1999
(Taux annuels de variation)

	Total	Emploi total		Emploi salarié ^a		
		Secteur marchand ^b	Secteur non marchand ^c	Total	Secteur marchand ^b	Secteur non marchand ^c
	1990-1999	1990-1999	1990-1999	1990-1999	1990-1999	1990-1999
Costa Rica	3,7	1,3 (2,1)	5,2 (3,7)	4,5	3,2 (2,9)	5,2 (3,5)
El Salvador ^d	4,3	3,5 (4,1)	4,6 (2,2)	4,8	4,0 (5,2)	5,1 (3,7)
Guatemala	3,6	2,2 (6,0)	5,6 (2,3)	2,7	2,9 (4,4)	2,6 (-0,3)
Honduras	3,9	2,9 (6,6)	5,2 (4,4)	3,0	2,3 (7,3)	3,4 (3,8)
Mexique	3,0	1,7 (4,0)	3,9 (4,6)	2,6	1,7 (3,4)	2,1 (3,9)
Nicaragua	3,5	3,9 (1,2)	3,3 (1,6)	3,6	5,8 (4,0)	2,5 (3,2)
Panama	3,5	-0,6 (3,5)	5,6 (2,7)	4,1	1,7 (3,5)	4,8 (2,4)
Sous-total (moyenne pondérée)	3,2	1,8 (4,1)	4,1 (4,3)	2,8	2,0 (3,6)	2,7 (3,6)
Argentine ^d	1,2	-1,3 (-1,5)	1,7 (2,2)	1,6	-1,4 (-1,6)	2,5 (2,4)
Bolivie ^d	5,0	7,6 (8,1)	4,4 (-0,9)	3,8	3,6 (4,9)	3,9 (1,5)
Brésil	1,6	0,2 (0,3)	2,4 (2,4)	1,7	0,2 (0,2)	2,5 (2,8)
Chili	2,3	-0,4 (-0,2)	3,6 (4,6)	2,8	-0,1 (0,0)	4,3 (6,0)
Colombie	1,7	-0,1 (-0,4)	2,8 (3,1)	1,2	0,2 (-0,4)	1,9 (2,1)
Équateur ^d	3,6	2,2 (1,4)	4,1 (4,2)	3,5	1,6 (0,6)	4,1 (3,1)
Paraguay ^e	4,1	3,9 (4,5)	4,1 (3,3)	4,7	4,7 (5,6)	4,7 (3,5)
Uruguay ^d	1,2	-1,1 (-1,8)	1,8 (1,0)	1,5	-0,3 (-2,0)	2,0 (1,1)
Venezuela	2,7	0,7 (1,6)	3,4 (2,5)	1,5	0,1 (-0,3)	2,0 (1,3)
Sous-total (moyenne pondérée)	1,8	0,2 (0,2)	2,6 (2,5)	1,8	0,1 (-0,1)	2,5 (2,6)
Total (moyenne pondérée)	2,2	0,8 (1,5)	3,0 (2,9)	2,1	0,7 (0,9)	2,6 (2,9)

Source: CEPAL, estimations sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays concernés.

^a Correspond aux travailleurs salariés ayant entre 25 et 59 ans et travaillant 20 heures par semaine ou plus.

^b Les chiffres entre parenthèses correspondent à l'industrie manufacturière.

^c Les chiffres entre parenthèses correspondent aux services gouvernementaux, sociaux, communaux et personnels.

^d Total urbain.

^e Asunción et le Département central.

La maquila a apporté 46 pour cent du total de nouveaux emplois créés dans le secteur manufacturier pendant cette période. L'emploi de type manufacturier ne correspondant pas à la maquila a, au cours de cette période, augmenté à un taux beaucoup plus modeste (2 pour cent), ce qui s'est traduit par une perte de terrain de ce sous-secteur dans le total de l'emploi salarié du secteur manufacturier qui, de presque 90 pour cent en 1989, a diminué à 81 pour cent en 1998.

Il apparaît donc que, si les progrès affichés par la production de biens marchands ont certes contribué à dynamiser la croissance économique et accroître la productivité, son incidence sur l'emploi a été faible, à l'exception de l'expansion de la maquila au Mexique et dans certains pays de l'Amérique Centrale et des Caraïbes. Néanmoins, bien que générant des emplois, la maquila n'a que des effets limités ou nuls en termes de gains de productivité, raison pour laquelle il est difficilement concevable d'en faire l'assise d'une stratégie de croissance économique et de création d'emplois productifs à l'échelon régional.

C'est, d'une manière générale, au secteur des biens non marchands qu'il revient de créer des emplois, bien qu'il ait fait preuve, en Argentine, Colombie et Uruguay, d'une capacité insuffisante pour créer des postes de travail qui a inévitablement entraîné une montée du chômage visible. De même, dans certains pays, les services marchands, tels que les transports et une partie du tourisme, ont connu des taux d'expansion élevés et ont eu une forte incidence sur le produit et l'emploi.

Cette asymétrie entre les secteurs producteurs de biens marchands et non marchands, hormis les exceptions mentionnées plus haut, n'a pas seulement accentué l'hétérogénéité des économies latino-américaines mais s'est aussi répercutée sur le marché de travail et s'est vue en outre renforcée par l'écart grandissant entre les revenus des salariés qui possède un plus haut niveau de scolarité et ceux que perçoivent les travailleurs peu scolarisés.

4. Modernisation et informalisation de la main d'œuvre

Un autre trait saillant des modifications structurelles de l'emploi dans les années 90 est le contraste grandissant entre les rares branches et secteurs affichant des gains spectaculaires de productivité et les autres branches et secteurs, qui sont majoritaires, où les gains de productivité ont été insignifiants ou nuls. En d'autres termes, la modernisation d'une partie des emplois a coexisté avec une informalisation de plus en plus évidente de la main d'œuvre.

Dans des contextes de croissance faible ou modérée, une partie importante de la main d'œuvre est confrontée à l'alternative de rester sans

emploi ou de se tourner vers des emplois à faible productivité. La protection contre le chômage est minime en Amérique latine, la plupart des personnes préfèrent échapper au chômage et exercer des emplois à faible productivité. Tel a été le cas dans les années 80 et 90, tendance qui, durant cette dernière décennie, a été accompagnée d'une progression du chômage visible.

La question de savoir si la tertiarisation de la structure de l'emploi favorise ou non la modernisation a fait l'objet de controverses. La réponse dépendra de la genèse de cette tertiarisation, à savoir si elle résulte de la croissance économique ou si, au contraire, elle est la manifestation de l'atonie du contexte économique qui pousse les travailleurs à chercher refuge dans le commerce et les services. En Amérique latine, ces deux processus sont contemporains mais l'informalisation l'emporte sur la modernisation.

En effet, les années 90 ont été caractérisées par un processus intense de tertiarisation, durant lequel 66 pour cent des nouveaux emplois urbains ont été créés dans le secteur non structuré (voir tableau III.8; le détail par pays est présenté dans les tableaux A.6 et A.7 de l'annexe statistique). La participation des travailleurs indépendants non qualifiés dans le commerce et les services a augmenté (24,2 pour cent), suivie de celle des travailleurs –employeurs et salariés– de micro entreprises (18,2 pour cent), celle des travailleurs domestiques (9,4 pour cent), et celle des travailleurs indépendants non qualifiés de l'industrie et du bâtiment (8,1 pour cent) et dans des occupations primaires (6 pour cent).⁸ La plupart de ces nouveaux emplois sont, à l'évidence, d'une qualité médiocre, ce qui est le reflet de la piètre performance de l'économie urbaine en termes d'amélioration de la productivité moyenne de la main d'œuvre. Cette conclusion s'applique à la majorité des 17 pays étudiés, notamment les plus peuplés, tels que le Brésil, la Colombie et le Mexique. Par contre, en Argentine et au Chili, la plupart des nouveaux emplois sont issus du secteur formel, en dépit d'une forte progression du chômage visible dans le premier pays.

Cette évolution s'est traduite par une hausse de 41 pour cent en 1990 à 46,3 pour cent en 1999 de l'emploi informel (voir tableau III.8). Le repli du secteur formel résulte de la diminution des salariés privés qui ne sont ni professionnels ni techniciens, dont la participation s'est réduite de 35,9 pour cent à 29,1 pour cent, et de la pondération amoindrie des salariés publics, qui représentaient 16 pour cent de la main d'œuvre

⁸ Dans le secteur formel, où a été créé 34,1 pour cent des nouveaux emplois, la part du lion correspond aux professionnels et techniciens salariés (20,1 pour cent), suivis des entrepreneurs et des professionnels et techniciens indépendants (6,5 pour cent), des salariés professionnels ni techniciens (5,4 pour cent), et des fonctionnaires publics (2,1 pour cent).

urbaine en 1990 pour tomber à 12,9 pour cent en 1999. L'accroissement du nombre de professionnels et de techniciens employés dans le secteur privé (de 4,7 pour cent à 7,8 pour cent), et des employeurs et professionnels et techniciens indépendants (de 3,8 pour cent à 4,3 pour cent) n'a pas suffi pour compenser ces diminutions relatives.

Tableau III.8
AMÉRIQUE LATINE: DISTRIBUTION DE LA POPULATION OCCUPÉE DANS LES ZONES URBAINES PAR CRÉNEAU DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET CONTRIBUTION DE CHAQUE CATÉGORIE D'INSERTION À L'EMPLOI, ZONES URBAINES, 1990-1999
(Pourcentages sur le total de l'emploi urbain et milliers d'actifs occupés)

Type d'insertion à l'emploi	Composition de l'emploi urbain		Contribution de chaque catégorie entre 1990 et 1999	
	1990	1999	Pourcentages	Milliers d'actifs occupés
Total actifs occupés	100,0	100,0	100,0	26 216
Total secteur formel	58,9	53,6	34,1	8 933
Secteur public	16,0	12,9	2,1	551
Secteur privé	44,4	41,3	32,0	8 382
Employeurs, professionnels et techniciens indépendants	3,8	4,3	6,5	1 703
Salariés	40,6	36,9	25,5	6 679
Professionnels et techniciens	4,7	7,8	20,1	5 260
Ni professionnels ni techniciens	35,9	29,1	5,4	1 419
Total secteur informel	41,0	46,3	65,9	17 284
Emploi dans la micro entreprise ^a	14,7	15,5	18,2	4 784
Emploi domestique	5,4	6,3	9,4	2 466
Travailleurs indépendants non qualifiés	22,3	25,8	38,3	10 034
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	2,2	3,0	5,9	1 559
Industrie et bâtiment	4,3	5,2	8,1	2 131
Commerce et services	15,8	17,7	24,2	6 344

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays concernés.

^a Y compris employeurs et salariés dans des entreprises ayant cinq actifs occupés ou moins.

L'écart entre les rémunérations des différents segments de la main d'œuvre s'est également creusé. D'une manière générale, l'amélioration des revenus du travail a été lente, plus lente que le taux d'accroissement du revenu par habitant. De même, dans la plupart des pays, cette amélioration a été insuffisante pour récupérer les niveaux qui existaient avant la crise des années 80. En outre, elle a été, pratiquement sans exception, le résultat de l'effet combiné d'un relèvement substantiel des rémunérations des actifs occupés dans les activités les plus porteuses du secteur moderne et, d'autre part, d'une croissance plus faible, voire l'abaissement, des rémunérations correspondant au reste des actifs occupés urbains. L'écart entre les revenus du secteur formel et du secteur non structuré, et entre les actifs occupés mieux et moins qualifiés, s'est dès lors creusé (CEPALC, 2000b).

Les disparités salariales entre le secteur formel et le secteur non structuré se sont aggravées dans tous les pays pour lesquels une information est disponible (voir tableau III.9). Il en va de même pour le

revenu moyen des actifs occupés des deux secteurs, et ce dans tous les pays, sauf le Costa Rica, le Honduras et le Panama. Une augmentation de la disparité des revenus est également observable au sein de chaque secteur, entre les emplois mieux ou moins qualifiés. L'Argentine a fait exception mais dans ce cas précis, l'énorme progression du chômage visible fausse quelque peu la comparaison. Il faut aussi remarquer qu'à l'inverse, et à quelques rares exceptions près, les inégalités entre les revenus des hommes et des femmes ont eu tendance à s'estomper. La principale exception a été le Panama où l'écart entre les revenus des hommes et de femmes est moins important.

5. Précarisation des conditions de travail

Dans les années 90, divers aspects des conditions de travail ont été modifiés, tels que l'absence fréquente du contrat de travail, la prolifération d'emplois temporaires ou à temps partiel, le manque de sécurité sociale, l'introduction de nouvelles causes de licenciement, la réduction des indemnités de licenciement et les limitations imposées au droit de grève, à la négociation collective et à la syndicalisation.

Une des manifestations de la plus grande précarité de l'emploi est l'augmentation du pourcentage de travailleurs salariés ayant des emplois temporaires. Dans les zones urbaines du Chili, de la Colombie et du Costa Rica, par exemple, on a pu observer une hausse importante des emplois non permanents, notamment dans les micro entreprises, où leur proportion est le double de celle des plus grandes entreprises. La conclusion des contrats à durée déterminée temporels concerne plutôt les travailleurs du secteur tertiaire, qui est aussi le plus dynamique. De surcroît, ce phénomène touche surtout les emplois les moins qualifiés, contribuant de la sorte à creuser l'écart entre ceux-ci et les plus qualifiés.

Selon l'information disponible pour sept pays de la région, vers le milieu de la décennie, l'absence de contrats à durée illimitée touchait plus de 40 pour cent des salariés du Brésil, du Paraguay et du Pérou et plus d'un tiers en Argentine et en Colombie. Selon des données plus récentes, l'absence de contrats à durée illimitée concernait environ 20 pour cent de salariés au Chili et 33 pour cent au Mexique. Cette tendance s'est accentuée au fil de la décennie, comme le démontre l'évolution des événements en Argentine, au Brésil et au Pérou. Les plus touchés ont été les salariés de micro entreprises. En effet, les données font apparaître que l'écart entre ceux-ci et les actifs occupés dans des entreprises de plus grande taille était de 60 points au Mexique, de quelque 40 points au Chili et au Paraguay et d'un peu plus de 30 points au Brésil.

Tableau III.9
AMÉRIQUE LATINE: DISPARITÉS^a DE REVENUS DANS LES ZONES URBAINES, 1990-1999
(Pourcentages du total de l'emploi urbain)

Pays	Année	Écart salarial entre professionnels et techniciens et travailleurs ni professionnels ni techniciens privés du secteur formel	Écart salarial entre professionnels et techniciens et travailleurs ni professionnels ni techniciens privés du secteur informel	Écart salarial entre les salariés privés du secteur formel et informel	Écart salarial moyen entre le secteur formel et informel	Écart salarial entre hommes et femmes	Écart salarial entre hommes et femmes ayant suivi plus de 12 ans d'études
Argentine ^b	1990	211	211	139	93	155	161
	1999	180	174	147	115	154	152
Bolivie	1989	237	173	161	138	176	205
	1999	205	208	191	203	171	154
Brésil	1990	223	165	135	138	184	194
	1999	234	171	168	163	163	175
Chili	1990	217	200	167	136	159	183
	1998	279	237	188	138	150	159
Colombie	1991	221	...	...	...	150	148
	1999	243	...	...	...	136	135
Costa Rica	1990	218	209	146	164	145	152
	1999	215	194	148	157	145	141
Équateur	1990	221	148	147	189	165	180
	1999	175	153	184	204	162	141
El Salvador	1995	250	155	161	180	164	139
	1999	232	183	195	195	137	137
Guatemala	1989	207	229	172	152	154	...
	1998	265	216	175	209	190	161

(a suivre)

Tableau III.9 (suite)

Pays	Année	Écart salarial entre professionnels et techniciens et travailleurs ni professionnels ni techniciens privés du secteur formel	Écart salarial entre professionnels et techniciens et travailleurs ni professionnels ni techniciens privés du secteur informel	Écart salarial entre les salariés privés du secteur formel et informel	Écart salarial moyen entre le secteur formel et informel	Écart salarial entre hommes et femmes	Écart salarial entre hommes et femmes ayant suivi plus de 12 ans d'études
Honduras	1990	257	244	191	264	170	158
	1999	152	155	201	170	160	135
Mexique	1989	223	...	...	...	182	158
	1998	235	247	164	125	181	179
Nicaragua	1993	210	209	135	133	131	153
	1998	248	274	170	186	161	149
Panama	1991	234	285	168	255	115	132
	1999	236	289	200	206	122	141
Paraguay ^c	1990	189	211	153	125	183	174
	1999	208	178	162	183	137	149
République dominicaine	1997	222	213	157	121	133	134
Uruguay	1990	210	192	166	120	204	177
	1999	241	169	181	178	154	172
Venezuela	1990	186	140	162	111	155	140
	1999 ^d	230	200	166	128	131	135

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays concernés.

^a La disparité est le quotient entre le revenu moyen de la catégorie à plus haut revenu et le revenu moyen de celle à plus bas revenu multiplié par 100.^b Zone de Buenos Aires.^c Asunción et le Département central.^d Total national.

La précarité de l'emploi se traduit par une forte baisse des salaires (voir tableau III.9). Dans tous les pays étudiés, les revenus du travail des salariés temporaires ont été nettement inférieurs à ceux des salariés permanents. La situation est similaire chez les salariés avec ou sans contrat de travail. C'est au Mexique qu'ont été observés les plus grands écarts. En effet, les travailleurs sans contrat recevaient l'équivalent à 41 pour cent des revenus des travailleurs ayant un contrat.

La précarité de l'emploi se manifeste également par l'existence de travailleurs dépourvus de protection sociale ou d'assurance santé. A cet égard, les plus touchés sont les travailleurs des micro entreprises, malgré d'importantes différences entre les pays (voir tableau III.10). En Bolivie et au Paraguay, plus de 60 pour cent des salariés n'a pas accès à la sécurité sociale, tandis qu'en Argentine, au Brésil, à El Salvador, au Mexique et au Venezuela, cette situation touchait un peu plus d'un tiers des travailleurs. Les pays où la couverture est la plus vaste sont le Chili, le Costa Rica, où entre trois quarts et quatre cinquièmes de la main d'œuvre sont couverts par la sécurité sociale –et, surtout l'Uruguay, où la couverture est pratiquement universelle. Dans ce domaine aussi, la précarité est plus ostensible parmi les travailleurs des micro entreprises.

Tableau III.10
AMÉRIQUE LATINE (10 PAYS): MAIN D'OEUVRE SALARIÉE
DÉPOURVUE DE SÉCURITÉ SOCIALE
(Pourcentages)

Pays	Année	Taille de l'établissement		
		Total	Jusqu'à 5 actifs occupés	Plus de 5 actifs occupés
Argentine	1990	29,9	64,8	18,2
	1997	37,3	74,1	22,7
Bolivie	1989	57,3	88,5	40,3
	1997	61,8	90,7	46,9
Brésil	1990	26,9	-	-
	1996	34,9	68,4	22,4
Chili	1990	20,1	42,5	13,2
	1996	19,6	43,6	13,1
Costa Rica	1990	22,5	66,2	11,8
	1997	26,2	71,2	14,0
El Salvador	1997	45,6	85,2	28,4
Mexique	1989	36,3	-	-
	1996	35,6	79,1	20,3
Paraguay	1995	64,4	94,3	47,2
Uruguay	1981	2,8	5,9	1,9
	1997	3,9	7,0	2,8
Venezuela	1997	38,8	79,1	24,5

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

6. Le chômage visible

a) Croissance économique et chômage

La principale cause de la disparité entre l'offre et la demande de main d'œuvre réside probablement au recul des secteurs primaire et secondaire en termes de création d'emplois, ainsi qu'au fait que la modernisation de certains sous-secteurs —établissements financiers, télécommunications, assurances et services offerts aux entreprises— a été fondée sur l'utilisation intensive de nouvelles technologies, compromettant de la sorte leur capacité de créer de postes de travail.

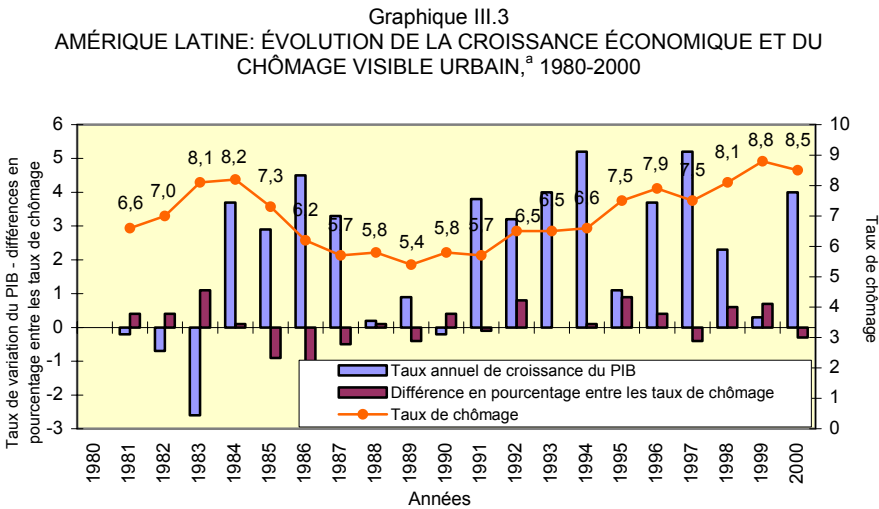
Dans les années 90, la montée du chômage, bien qu'observée dans la plupart des pays sud-américains, n'a pas été un phénomène généralisé dans la région. L'Argentine, le Brésil et la Colombie ont affiché une tendance persistante à la progression du chômage, même si les niveaux atteints au Brésil représentent la moitié de ceux des deux autres pays. Cette même tendance a été observée en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Paraguay, en Uruguay et au Venezuela.. Au Chili, cette progression ne date que de 1998, après une période de réduction systématique depuis le début de cette décennie. En revanche, le chômage a présenté une tendance à la baisse au Mexique et dans la plupart des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Au Mexique, une fois passés les effets de la crise de 1995, le chômage urbain a connu un net fléchissement pour revenir à des taux oscillant autour de 2,5 pour cent. Certains pays d'Amérique centrale, tels que El Salvador, le Honduras et le Nicaragua, ont également enregistré une tendance à la baisse, tandis qu'au Costa Rica les niveaux sont restés modérés (voir le graphique III.3 et les tableaux III.11 et III.12).

b) Chômage par couche sociale, sexe et groupes d'âge

Le chômage continue de frapper plus durement les groupes à plus faible revenu. Comme l'illustre le tableau III.13, aussi bien dans les 17 pays d'Amérique latine que dans le groupe des 8 pays qui ont affiché la plus forte progression du chômage entre le milieu et la fin de la décennie 90,⁹ le pourcentage de chômeurs dans les 40 pour cent les plus pauvres de la population (quintiles I et II), qui est resté très supérieur au taux global de chômage, a fait un bond entre 1994 et 1999. Ce phénomène est donc l'un des principaux déterminants de la pauvreté et l'inégalité. Le chômage a également augmenté pour l'autre groupe de 40 pour cent des ménages (quintiles III et IV), notamment dans les 8 pays les plus touchés par la crise. Le groupe le plus aisé n'a pas non plus été épargné par la montée

⁹ Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Uruguay et Venezuela.

du chômage urbain. A la fin de la décennie, les trois quintiles à plus haut revenu ont enregistré des taux de chômage deux fois supérieurs aux niveaux de la moitié de la décennie, voire trois fois supérieurs dans certains pays.



Source: CEPALC, sur la base des chiffres officiels des pays.

^a Les chiffres de la croissance économique correspondent à la moyenne pondérée des 19 pays de la région.

Tableau III.11
AMÉRIQUE LATINE: NIVEAU ET COMPOSITION DU CHÔMAGE, 1990-1999
(Milliers de personnes et pourcentages)

	Personnes (milliers)		Taux annuel de variation (%)
	1990	1999	1990-1999
Sans emploi	7 643	18 118	10,1
Zones urbaines	6 600	17 457	11,4
Zones rurales	1 043	661	-4,9
Chômeurs	5 932	15 391	11,2
Zones urbaines	5 225	15 204	12,6
Zones rurales	708	186	-13,8
En quête d'emploi pour la première fois	1 711	2 728	5,3
Zones urbaines	1 376	2 253	5,6
Zones rurales	335	475	3,9

Source: CEPALC, sur la base des estimations de la Division de la population CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) et des tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Tableau III.12
AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: CHÔMAGE URBAIN, 1990-2000
(Taux moyens annuels)

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Amérique latine et les Caraïbes											
Moyenne pondérée	5,8	5,7	6,5	6,5	6,6	7,5	7,9	7,5	8,1	8,8	8,5
Moyenne simple	9,5	9,6	9,8	10,0	9,5	10,1	10,5	9,9	9,7	10,6	10,8
Argentine ^b	7,4	6,5	7,0	9,6	11,5	17,5	17,2	14,9	12,9	14,3	15,1
Barbade ^c	14,7	17,3	23,0	24,3	21,9	19,7	15,6	14,5	12,3	10,4	9,2
Bolivie ^b	7,3	5,8	5,4	5,8	3,1	3,6	3,8	4,4	6,1	8,0	7,6
Brésil ^b	4,3	4,8	5,8	5,4	5,1	4,6	5,4	5,7	7,6	7,6	7,1
Chili ^d	9,2	8,2	6,7	6,5	7,8	7,4	6,4	6,1	6,4	9,8	9,2
Colombie ^{b e}	10,5	10,2	10,2	8,6	8,9	8,8	11,2	12,4	15,3	19,4	20,2
Costa Rica	5,4	6,0	4,3	4,0	4,3	5,7	6,6	5,9	5,4	6,2	5,3
Cuba ^c	...	7,7	6,1	6,2	6,7	7,9	7,6	7,0	6,6	6,0	5,5
Équateur ^e	6,1	7,7	8,9	8,9	7,8	7,7	10,4	9,3	11,5	15,1	14,1
El Salvador	10,0	7,9	8,2	8,1	7,0	7,0	7,5	7,5	7,6	6,9	6,5
Guatemala	6,0	4,2	1,6	2,6	3,5	3,9	5,2	5,1	3,8	...	...
Honduras ^c	7,8	7,4	6,0	7,0	4,0	5,6	6,5	5,8	5,2	5,3	...
Jamaïque ^c	15,3	15,4	15,7	16,3	15,4	16,2	16,0	16,5	15,5	15,7	15,5
Mexique	2,7	2,7	2,8	3,4	3,7	6,2	5,5	3,7	3,2	2,5	2,2
Nicaragua	7,6	11,5	14,4	17,8	17,1	16,9	16,0	14,3	13,2	10,7	9,8
Panama ^{d e}	20,0	19,3	17,5	15,6	16,0	16,6	16,9	15,5	15,2	14,0	15,2
Paraguay	6,6	5,1	5,3	5,1	4,4	5,3	8,2	7,1	6,6	9,4	10,7
Pérou ^f	8,3	5,9	9,4	9,9	8,8	8,2	8,0	9,2	8,5	9,2	8,5
République dominicaine	...	19,6	20,3	19,9	16,0	15,8	16,5	15,9	14,3	13,8	13,9
Trinité-et-Tobago ^{c e}	20,1	18,5	19,6	19,8	18,4	17,2	16,2	15,0	14,2	13,1	12,5
Uruguay ^f	9,2	8,9	9,0	8,3	9,2	10,3	11,9	11,5	10,1	11,3	13,6
Venezuela	11,0	9,5	7,8	6,6	8,7	10,3	11,8	11,4	11,3	14,9	14,0

Source: CEPALC, réalisé sur la base de CEPALC, *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe, 2000* (LC/G.2118-P), Santiago du Chili, février 2001. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.00.II.G.1; et sur la base de CEPALC, *Situación y perspectivas: estudio económico de América Latina y el Caribe 2000-2001* (LC/G.2142-P), Santiago du Chili, août 2001. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.01.II.G.121.

^a Chiffres préliminaires.

^b Principales zones urbaines.

^c National.

^d Région métropolitaine.

^e Y compris le chômage déguisé.

^f Capitale.

Par ailleurs, les jeunes de 15 à 24 ans, qui représentent entre le quart et le cinquième de la main d'œuvre latino-américaine, restent les principales victimes du chômage. Jusqu'avant la crise asiatique, le chômage qui sévissait dans ce groupe représentait pratiquement le double du taux moyen de la région et dans la plupart des pays, ces jeunes représentaient près de la moitié du total des chômeurs. De 1994 à 1999, leur taux de chômage est passé de 14 pour cent à 20 pour cent, atteignant 24,8 pour cent dans les 8 pays les plus touchés par la crise. Le poids relatif de ce groupe dans le total des chômeurs urbains a quelque peu diminué en raison de la hausse du chômage de la main d'œuvre primaire.

Finalement, les disparités entre les hommes et les femmes dans le domaine du chômage se sont accentuées. Dans les zones urbaines de 17 pays de la région, le chômage féminin a augmenté, en moyenne, de 7,7 pour cent à 12,3 pour cent, et celui des hommes est passé de 6,7 pour cent à 9,4 pour cent. Cet écart s'est encore creusé davantage, au détriment des femmes, dans les 8 pays les plus touchés par la crise asiatique.

Tableau III.13
AMÉRIQUE LATINE: TAUX DE CHÔMAGE URBAIN DANS 17 PAYS ET DANS 8 PAYS
TOUCHÉS PAR UN CHÔMAGE GALOPANT, 1994-1999

	Amérique latine (17 pays)		Huit pays touchés par le chômage galopant ^a	
	1994	1999	1994	1999
Taux de chômage:				
Les deux sexes	7,1	10,6	6,6	13,1
Hommes	6,7	9,4	5,8	11,3
Femmes	7,7	12,3	7,8	15,5
Jeunes de 15 à 24 ans	14,0	20,0	14,0	24,8
Quintile I (20% à plus faible revenu)	14,8	22,3	15,8	27,8
Quintile II	8,1	12,7	8,3	15,6
Quintile III	5,6	9,4	5,5	11,2
Quintile IV	3,9	6,5	3,7	8,0
Quintile V (20% à plus haut revenu)	2,3	4,3	2,0	4,6

Source: CEPALC, tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Pays enregistrant des taux croissants de chômage, proches de ou supérieurs à 10% durant la période: Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Uruguay et Venezuela.

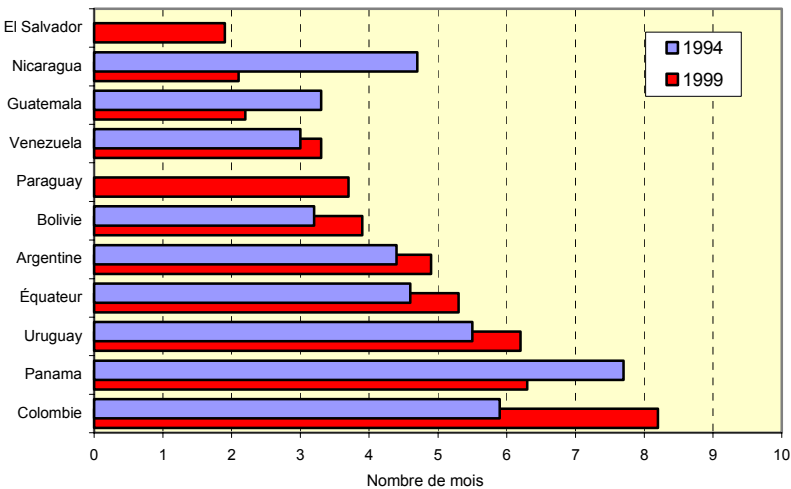
c) Chômage et bien-être

L'incidence du chômage sur le bien-être des différents groupes dépend non seulement du taux de chômage, mais aussi de la durée moyenne des épisodes de chômage et des pertes salariales subies par ceux

qui parviennent à se réinsérer ultérieurement dans les postes de travail disponibles (voir graphique III. 4).

Dans les économies qui connaissent des taux de chômage élevés, la prolongation de la période de chômage a des retombées néfastes à trois différents niveaux: celui des victimes elles-mêmes, en raison de la perte de capital humain ou d’une réinsertion à la population active à un plus bas salaire plus bas; celui du bien-être des membres du groupe familial, en raison de la liquidation du patrimoine, du travail des enfants et de l’abandon scolaire: et celui de l’ensemble de l’économie, en raison de la diminution du salaire moyen, la contraction de la demande de biens et les effets récessifs qu’elle entraîne. Au regard de la situation des six pays de la région où l’emploi a presque doublé, il est possible d’observer que la période de chômage s’est prolongée, en moyenne, de 4,4 à 5,3 mois chez les hommes et, un peu plus, de 4,7 à 5,7 mois chez les femmes. L’augmentation de la durée du chômage a été du même ordre, à savoir près d’un mois, pour les chefs de famille et les autres membres du ménage.

Graphique III.4
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): DURÉE DE LA RECHERCHE D'EMPLOI DE LA PART
DES DEMANDEURS,^a 1994-1999
(Moyenne en mois)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Sont exclus les chômeurs qui sont à la recherche d’un emploi depuis plus de deux ans.

Bien que le salaire de réserve puisse expliquer, en grande partie, les profondes différences existant entre les chômeurs présentant différents niveaux de scolarité en ce qui concerne la durée moyenne du chômage, le fait que la période de recherche d'un emploi soit plus longue parmi les moins qualifiés semble également refléter problèmes d'offre et de destruction des postes de travail que rencontrent les économies de la région. Certes, dans les onze pays pour lesquels il existe des données, ainsi que dans les six pays qui ont enregistré la plus forte progression du chômage, la période de chômage parmi les plus qualifiés a largement dépassé celle des chômeurs moins qualifiés. Cependant, entre 1994 et 1999, l'augmentation de la durée moyenne des épisodes de chômage a été plus nette parmi ces derniers, à savoir parmi les chômeurs ayant suivi moins de 10 années d'études.

Il faut finalement attirer l'attention sur les pertes de revenu auxquelles doivent consentir les travailleurs pour obtenir un nouvel emploi. Selon une étude de Bucheli et Furtado (2001) sur l'Uruguay, la perte salariale subie par les chômeurs de 23 à 59 ans qui sont parvenus à retrouver un emploi, représente entre 23 pour cent et 34 pour cent de leur salaire antérieur. Ce phénomène est caractéristique de marchés urbains qui présentent des niveaux élevés de salarisation de la main d'œuvre et des taux de chômage relativement élevés et persistants.

Chapitre IV

La stratification de l'emploi

La pyramide qui représente la stratification de l'emploi en Amérique latine à la fin des années 90 reflète l'inégalité existante dans la région en matière d'avoirs productifs, de qualifications et de revenus d'activité. Les différentes strates professionnelles d'emploi appréhendées selon ces critères peuvent être regroupées en trois niveaux relativement homogènes: supérieur, moyen et inférieur. Le niveau au faite de la pyramide regroupe 10,3 pour cent de la population active occupée dont les revenus sont largement supérieurs à ceux des autres niveaux, et ce de façon très marquée. Le niveau intermédiaire ne comprend que 14,5 pour cent de la population active pourvue d'un emploi, et le niveau inférieur rassemble 75 pour cent des travailleurs dont le seul revenu ne suffit pas, dans la plupart des cas, à maintenir au-dessus du seuil de pauvreté une famille type latino-américaine constituée de quatre membres.

1. Structure de base de la pyramide de l'emploi

Une profonde modification de la structure de la population active s'est produite au cours de la période de l'après-guerre en raison du développement des emplois non manuels et urbains et du recul concomitant des emplois manuels et agricoles. Ce processus s'est poursuivi pendant les deux dernières décennies sans, contrairement à ce qui produisait auparavant, impliquer de grandes modifications en termes de revenu d'activité, ce pourquoi il est nécessaire d'approfondir l'étude

sur l'insertion et les caractéristiques des différentes catégories d'emploi, en particulier celles réunissant les emplois non manuels et urbains.¹

À partir des données disponibles sur les revenus afférents aux différents emplois, il est possible de réaliser une évaluation plus réaliste de la situation de chacune des catégories, particulièrement de celles correspondant aux emplois non manuels qui représentaient entre 1950 et 1980 – du moins le croyait-on à l'époque –, l'expression la plus évidente de la mobilité sociale ascendante. Ces données mettent en avant la difficulté de beaucoup de travailleurs manuels et non manuels à augmenter leurs revenus et, partant, à s'intégrer à part entière aux strates moyennes. En raison de ces facteurs, la base de la pyramide de l'emploi qui prévaut en Amérique latine continue d'être extrêmement large, bien que ce niveau inférieur ne soit pas principalement composé, comme par le passé, d'emplois manuels et agricoles. Ce processus de diminution relative du revenu généré par les emplois non manuels du niveau moyen est lié au déplacement réalisé dans la plupart des pays, au cours des deux dernières décennies, par le revenu moyen des ménages d'un centile proche de 66 vers un centile situé aux alentours de 75, indiquant que 75 pour cent des ménages perçoivent des revenus inférieurs au revenu moyen.

Comme indiqué, les emplois occupés par une grosse partie de la population active en Amérique latine à la fin des années 90 peuvent être regroupés en trois niveaux, supérieur, moyen et inférieur, dans le cadre d'une analyse effectuée à partir de certaines variables de base telles que la propriété des avoirs productifs, le niveau de qualification, l'autorité exercée sur le lieu de travail et le revenu d'activité. Le niveau supérieur représente 10,3 pour cent de la population active employée dans les onze pays concernés, et regroupe les emplois non manuels requérant soit la propriété d'avoirs productifs (chefs d'entreprise), soit un niveau élevé de qualification professionnelle (cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures), soit l'exercice d'autorité sur le lieu de travail (dirigeants/cadres de direction). À ce niveau, le revenu moyen d'activité, envisagé comme multiple de la ligne de pauvreté, équivaut à 12,5, et ceux qui en relèvent possèdent une scolarisation d'une moyenne de 11,6 années d'études. Le niveau moyen comprend les emplois non manuels: les personnes qui les occupent possèdent un niveau intermédiaire de qualification professionnelle ou d'autorité (cadres moyens, agents de maîtrise et techniciens) ou sont employés administratifs. Ce niveau regroupe 14,5 pour cent de la population active disposant d'un revenu moyen d'activité équivalant à 4,9 seuils de pauvreté et ayant suivi 11,2

¹ L'annexe méthodologique aborde quelques-uns des aspects conceptuels relatifs à la pyramide de l'emploi.

années d'études en moyenne. Le niveau inférieur regroupe un vaste ensemble hétérogène d'emplois manuels et non manuels occupés par des travailleurs peu qualifiés n'ayant ni avoir productifs, ni pouvoir hiérarchique. Ce niveau représente 74,5 pour cent de la population active percevant un revenu moyen d'activité équivalant à 2,4 seuils de pauvreté et dont la scolarisation moyenne est de 5,5 années d'études. Au sein de ce niveau, il est possible d'identifier deux groupes d'une taille à peu près équivalente, aux niveaux de revenu et d'éducation insuffisants pour avoir accès à un niveau raisonnable de bien-être, dans des proportions cependant nettement différentes. Le premier groupe est composé par les employés de commerce, les ouvriers, les artisans et les conducteurs, ayant à leur actif en moyenne un revenu équivalent à 3 seuils de pauvreté et 6,5 années d'études; le personnel des services directs aux particuliers et les ouvriers agricoles composent le deuxième groupe avec en moyenne un revenu de 1,8 seuil de pauvreté et 4,3 années d'études (voir le tableau IV.1).

D'après ce que révèle l'analyse de la structure de base de la pyramide de l'emploi en Amérique latine, une personne active occupée sur dix est dotée des moyens adéquats pour percevoir un revenu qui lui permette de jouir d'un niveau de vie élevé. En dessous de cette élite professionnelle, un peu moins de 15 pour cent est parvenu à une position intermédiaire dans la pyramide professionnelle, essentiellement en raison de leurs acquis éducationnels, équivalents à ceux du niveau supérieur, bien que leur rémunération soit nettement moindre. En dernier lieu, la base de la pyramide est composée par les trois quarts de la population active, dont les représentants, en dépit de l'hétérogénéité de leur activité, perçoivent des rémunérations similaires mais situées très loin derrière les deux autres groupes.

Ces trois niveaux constituent la structure de base de la pyramide de l'emploi dans la région et en proposent une image générale et synthétique. Il est évident que pour mener à bien une analyse plus détaillée de cette structure, il est nécessaire d'examiner la composition interne de chacun de ces niveaux et d'étudier les variations subies par la structure tout au long des années 90 dans chacun des pays étudiés. Une analyse de cet ordre ne modifierait toutefois pas son aspect d'ensemble, pas plus que l'utilisation d'autres critères de classification des emplois, attendu les écarts de revenu d'activité existant entre les trois niveaux, en particulier entre le niveau supérieur et les deux autres, il est peu probable qu'une modification des critères de classification puisse faire varier de manière substantielle l'aspect général de cette structure de base.

Tableau IV.1
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): QUELQUES CARACTÉRISTIQUES RELATIVES AUX
CATÉGORIES PROFESSIONNELLES, 1999

Catégories professionnelles	Population active occupée		Revenu moyen	Scolarisation moyenne
	Personnes	%		
Total	148 737 944	100,0	3,8	6,9
1. Chefs d'entreprise	6 589 655	4,4	14,1	8,9
2. Dirigeants, directeurs	3 069 273	2,1	11,9	11,7
3. Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	5 676 632	3,8	11,1	14,6
1 + 2 + 3	15 335 560	10,3	12,5	11,6
4. Techniciens	12 004 237	8,1	5,7	11,5
5. Employés administratifs	9 502 927	6,4	3,8	10,9
4 + 5	21 507 164	14,5	4,9	11,2
6. Employés de commerce	18 888 087	12,7	2,8	7,1
7. Ouvriers, artisans et conducteurs	40 126 684	27,0	3,1	6,2
6 + 7	59 014 771	39,7	3,0	6,5
8. Personnel des services directs aux particuliers	22 792 347	15,3	2,1	5,9
9. Ouvriers agricoles	29 168 673	19,6	1,6	3,1
8 + 9	51 961 020	34,9	1,8	4,3
6 + 7 + 8 + 9	110 975 791	74,6	2,4	5,5
10. Forces armées	897 701	0,6	7,2	10,6
11. Non répertoriés	21 728	0,0	5,2	10,6

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des différents pays.

a) Le niveau supérieur

Le niveau supérieur est composé par trois catégories professionnelles: i) chefs d'entreprise; ii) hauts fonctionnaires et directeurs d'entreprise privée et publique, et iii) cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures. Les chefs d'entreprise représentent 4,4 pour cent de la population active et perçoivent le revenu moyen d'activité le plus élevé de toutes les catégories (14,1 seuils de pauvreté) tout en affichant une scolarisation moyenne (8,9 années d'études) inférieure à celle des catégories du niveau moyen. Deux tiers de la totalité des chefs d'entreprise sont à la tête de micro-entreprise comptant moins de 5 salariés; la plupart d'entre eux exercent des activités non agricoles, et perçoit un revenu moyen de 12,1 seuils de pauvreté, tandis que le reste exerce dans le secteur agricole et obtient un revenu moyen légèrement inférieur (8,8 seuils de pauvreté). Le dernier tiers des chefs d'entreprise

emploie six personnes ou plus et son revenu d'activité augmente évidemment en fonction du nombre d'employés. Les chefs d'entreprise occupant entre 6 et 9 personnes perçoivent un revenu moyen de 15,6 seuils de pauvreté lorsqu'ils exercent des activités non agricoles, et de 12,1 dans le cas d'activités agricoles; les chefs d'entreprise employant 10 personnes et plus parviennent à un revenu de 27,3 seuils de pauvreté (pour les activités non agricoles) et de 29,3 (pour les activités agricoles). Les chefs d'entreprise de dix salariés ou plus constituent la catégorie professionnelle dotée, de très loin, du revenu d'activité le plus élevé par rapport à l'ensemble de la population active. Néanmoins, Les chefs d'entreprises plus petites perçoivent également un revenu plus élevé que le reste de la population active, ce qui met en avant le caractère décisif du facteur propriété des avoirs productifs dans la détermination de la position occupée dans la pyramide des emplois.

Les hauts fonctionnaires et les dirigeants d'entreprises privées et publiques représentent 2,1 pour cent de la population active totale, leur grande majorité occupant des postes au sein d'entreprises dont l'effectif est supérieur ou égal à 10 personnes. Leur revenu moyen d'activité est de 11,9 seuils de pauvreté, mais varie considérablement en fonction de la taille de l'entreprise: en fait, les employés des entreprises de 10 personnes ou plus touchent un revenu correspondant à 14 seuils de pauvreté, presque le double de celui de ceux, très peu nombreux, des entreprises de plus petite taille. Certaines enquêtes ne différenciant pas les travailleurs des secteurs public et privé, il n'est pas possible de présenter des chiffres sur l'ensemble des pays. Selon les données disponibles, dans certains pays comme le Chili, El Salvador, le Guatemala et le Paraguay, les dirigeants d'entreprises privées perçoivent davantage que ceux du secteur public; la situation est inverse dans d'autres pays comme la Colombie et le Costa Rica, tandis qu'au Panama et au Venezuela, les revenus dans les deux secteurs sont presque identiques. Ces cadres dirigeants totalisent en moyenne 11,7 années d'études, ce qui n'est pas particulièrement élevé, de sorte que leur revenu est étroitement lié au degré d'autorité dont ils bénéficient au sein de l'organisation privée ou publique où ils travaillent (voir le tableau IV.1).

Les cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures constituent 3,8 pour cent de la population active et perçoivent un revenu moyen d'activité de 11,1 seuils de pauvreté, avec une moyenne de 14,6 années d'études. Comme dans le cas des cadres dirigeants, 75 pour cent d'entre eux travaillent dans des entreprises comptant 10 employés ou plus, les 25 pour cent restant représentent les professions libérales. Les rares représentants de cette catégorie travaillant dans des entreprises dont l'effectif ne dépasse pas neuf personnes touchent une rémunération bien inférieure à celles perçue par leurs pairs des entreprises plus grandes ou

par les membres des professions libérales. Il ne se dessine pas, à cet égard, de tendance précise en ce qui concerne les professions libérales, étant donné que dans certains pays, ces travailleurs disposent d'un revenu supérieur à celui des salariés des moyennes et grandes entreprises et que la situation est inverse dans d'autres pays.

b) Le niveau moyen

Il est formé par deux catégories professionnelles ne possédant pas d'avoirs productifs. L'une des catégories correspond aux personnes ayant un niveau intermédiaire de qualification professionnelle (techniciens) ou d'autorité (agents de maîtrise); l'autre catégorie concerne les employés administratifs.

Les techniciens et agents de maîtrise représentent 8,1 pour cent de la population active et perçoivent, en moyenne, une rémunération de 5,7 seuils de pauvreté pour une scolarisation de 11,5 années d'études. Comme nous l'avons indiqué auparavant, leur niveau d'instruction est semblable à celui de l'ensemble du niveau supérieur, mais leur revenu est beaucoup plus faible. Près de 75 pour cent des techniciens et agents de maîtrise travaillent dans des entreprises de 10 personnes ou plus; les autres 25 pour cent sont répartis entre les travailleurs des petites entreprises ou sont indépendants. Les revenus d'activité des techniciens et agents de maîtrise travaillant dans des entreprises dont l'effectif n'excède pas neuf personnes, sont largement inférieurs à ceux des travailleurs des entreprises plus grandes ou des indépendants.

Les employés administratifs constituent 6,4 pour cent de la population active et touchent, en moyenne, un revenu de 3,8 seuils de pauvreté pour 10,9 années d'études. Pratiquement tous les employés administratifs sont salariés, pour la plupart, au sein d'établissements dont l'effectif est supérieur ou égal à dix personnes. Dans ce dernier cas, leur rémunération est de 4,3 seuils de pauvreté, tandis que ceux salariés des micro ou petites entreprises perçoivent des revenus considérablement plus bas, entre 2,6 et 3 seuils de pauvreté, comparables à ceux des travailleurs manuels du niveau inférieur. De même que dans le cas des techniciens et agents de maîtrise, il est à noter la faible incidence de la scolarisation des employés administratifs en termes de revenu d'activité.

c) Le niveau inférieur

Comme indiqué, le niveau inférieur est composé d'un ensemble hétérogène de catégories d'emplois essentiellement manuels, regroupant les employés de commerce; les ouvriers, les artisans, les opérateurs et

conducteurs; les personnels des services directs aux particuliers et les ouvriers agricoles.

Les employés de commerce sont répartis en trois principales sous-catégories d'emplois que les enquêtes auprès des ménages ne permettent pas toujours de différencier précisément: i) commerçants indépendants n'employant pas de main-d'œuvre mais disposant d'un local qui leur est propre; ii) vendeurs salariés, et iii) vendeurs ambulants. Les données disponibles permettent d'affirmer que, dans l'ensemble, cette catégorie représente 12,7 pour cent de la population active, que ses membres ont suivi en moyenne, 7,1 années d'études et qu'ils disposent d'un revenu d'activité de 2,8 seuils de pauvreté. Cette catégorie, de même que celle des ouvriers agricoles, possède la particularité d'être composée d'une plus grande proportion de travailleurs indépendants que de salariés, et d'une part non négligeable de travailleurs non rémunérés. En effet, la totalité de la catégorie comprend 37 pour cent de salariés, 53 pour cent d'indépendants et 10 pour cent de travailleurs non rémunérés. Presque la moitié des emplois de vendeur sont proposés dans des établissements dont l'effectif ne dépasse pas cinq personnes, ce qui n'est pas sans importance, dans la mesure où le revenu moyen généré par ces emplois augmente en fonction de la taille de l'établissement: en fait, dans les établissements de moins de 5 employés, le revenu moyen d'activité est de 1,9 seuils de pauvreté; dans ceux de 6 à 9 employés, il est de 2,6, et dans ceux de 10 et plus, il est de 3,3 seuils de pauvreté. Les vendeurs indépendants disposent d'un revenu supérieur à celui des salariés (3,4 seuils de pauvreté), en raison du fait que cette catégorie réunit, comme il a été signalé, à la fois les commerçants indépendants établis et les vendeurs ambulants. Pour les pays dont les enquêtes permettent de distinguer le revenu d'activité de l'un et l'autre des groupes de professions, il est possible d'en préciser les différences: au Brésil, par exemple, le revenu moyen des commerçants établis est de 4,5 seuils de pauvreté, tandis que celui des vendeurs ambulants est de 2,3; en Colombie, il est de respectivement 2,5 et 1,8 seuils de pauvreté. Il n'est pas aisé d'évaluer le poids quantitatif des commerçants indépendants n'employant pas de main-d'œuvre, mais il est probable que dans l'ensemble de l'Amérique latine, il oscille entre 1,5 pour cent et 2 pour cent de la population active totale pour un revenu moyen plus proche du niveau moyen que du niveau inférieur.

Les actifs employés comme ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs représentent 27 pour cent de la population active et disposent, en moyenne, d'un revenu de 3,1 seuils de pauvreté pour une scolarisation de 6,2 années d'études. Plus de 40 pour cent d'entre eux travaillent dans des établissements de 10 salariés ou plus, pour un revenu

moyen d'activité de 3,5 seuils de pauvreté. Par ailleurs, presque 30 pour cent d'entre eux est indépendant et dispose d'un revenu de 3,3 seuils de pauvreté, alors que les autres travaillent dans des entreprises ne dépassant pas 9 employés et où le revenu oscille entre 2,3 et 2,6 seuils de pauvreté. Bien entendu, les travailleurs de cette catégorie possèdent différents niveaux de qualification professionnelle et occupent des postes plus ou moins élevés hiérarchiquement. Ceci n'est pas sans conséquences en termes de revenus d'activité mais il s'avère malheureusement difficile de les analyser à partir des données disponibles. Dans le peu de pays où il est possible d'examiner la question, l'on constate que les différences en matière de qualification et d'autorité influencent le revenu dans une mesure comparable à l'appartenance à un établissement de petite, moyenne ou grande taille. Quoiqu'il en soit, étant donné l'écart existant entre le revenu moyen de ce groupe de travailleurs et celui de la strate moyenne, il est très peu probable qu'il existe, au sein du premier, un groupe d'employés davantage qualifiés susceptibles de se hisser au niveau moyen.

Les personnels des services directs aux particuliers et les agents de sécurité constituent 15,3 pour cent de la population active, avec un revenu d'activité de 2,1 seuils de pauvreté et une moyenne de 5,9 années d'études. Ils sont dans leur grande majorité salariés, à peu près également répartis entre micro et petites entreprises d'une part, et moyennes et grandes entreprises d'autre part. Comme dans la plupart des autres catégories, les travailleurs des moyennes et grandes entreprises perçoivent les revenus les plus élevés, suivis par les travailleurs indépendants et, en dernier lieu, avec les revenus moyens les plus faibles, par les travailleurs des micro et petites entreprises.

Les ouvriers agricoles constituent 19,6 pour cent de population active totale et disposent, en moyenne, d'un revenu d'activité de 1,8 seuils de pauvreté pour une scolarisation de 3,1 années d'études. Environ la moitié d'entre eux travaille à son compte, 30 pour cent est salarié et le reste correspond aux membres de la famille non rémunérés. Il n'y a pas de grandes différences entre les revenus d'activité des deux premiers sous-groupes, bien que les salariés des moyennes et grandes entreprises obtiennent un revenu plus important.

La structure de base de la pyramide de l'emploi décrite souligne la très forte inégalité existante entre les revenus des différentes catégories, résultat en accord avec les indications fournies par les études précédentes menées sur la répartition du revenu dans la région. Les catégories composant le niveau supérieur, en particulier les chefs des moyennes et grandes entreprises, obtiennent un revenu largement supérieur aux autres catégories de telle sorte qu'ils forment une élite caractérisée par son niveau

de vie élevé. Bien que les travailleurs des catégories du niveau moyen reçoivent des revenus équivalant à 40 pour cent de ceux du niveau supérieur, ils atteignent un niveau de vie relativement aisé dans les pays où le revenu moyen est le plus élevé. La participation de ces catégories dans l'emploi total n'est pas aussi importante que l'on pourrait le supposer, en raison de l'affaiblissement de la capacité d'emploi du secteur public à l'origine de la réduction du nombre de techniciens et cadres moyens y travaillant, et aussi parce que la position des emplois de commerce et d'une partie des emplois administratifs sur une échelle plus basse de la pyramide les exclut désormais des catégories du niveau moyen. C'est ainsi que les revenus perçus par les employés de commerce et par la fraction des employés administratifs que nous venons d'évoquer ne leur permettent pas d'améliorer de manière substantielle leurs conditions de vie. Le niveau inférieur renferme tous les emplois qui, du fait qu'ils procurent un revenu d'activité réduit, mettent nombre des employés de cette catégorie en situation de vulnérabilité face à la pauvreté. Parmi les personnes exerçant ces activités, les commerçants indépendants, les ouvriers et les opérateurs les plus qualifiés se trouvent dans une situation un peu plus enviable. La base du système pyramidal, quant à elle, comprend quantité de vendeurs, personnels des services directs aux particuliers et ouvriers agricoles obtenant des rémunérations qui, dans plusieurs pays étudiés, leur permet difficilement d'échapper à la pauvreté.

La structure de base de la pyramide de l'emploi n'a pas subi de grandes modifications au cours des années 90. En 1999, la participation du niveau supérieur s'est réduite de 0,3 pour cent par rapport à 1990, en conséquence d'une légère réduction de la proportion représentée par les professionnels et les chefs d'entreprise. La participation du niveau intermédiaire a également diminué, de 0,2 pour cent, du fait que la baisse du pourcentage des employés administratifs (1,5 pour cent) n'a pu être compensée par la hausse du pourcentage de techniciens et agents de maîtrise. Par ailleurs, le niveau inférieur s'est élargi (2,3 pour cent): la participation des ouvriers agricoles s'y est réduite (0,6 pour cent), tandis que celle des ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs est restée quasiment la même à mesure que de plus en plus de personnes travaillaient dans le secteur du commerce (1,4 pour cent), des services directs aux particuliers et de la sécurité (1,8 pour cent). Il est certain que les changements survenus ne sont pas majeurs, peut-être en partie à cause du fait que le 1,3 pour cent de travailleurs non répertoriés figurant dans les chiffres de 1990 n'a pas été pris en compte dans ceux de 1999. En tout état de cause, les modifications ici exposées ne sont pas contradictoires avec les tendances signalées par d'autres études, telles que l'absence de mobilité professionnelle, la part toujours décroissante des ouvriers

agricoles et la montée relative des emplois urbains à faible productivité dans le secteur tertiaire.

Le revenu d'activité de l'ensemble de la population active n'a, en moyenne, baissé que de 0,1 pour cent, bien que, comme on s'en doute, il ait augmenté pour certaines catégories. Il s'est réduit sensiblement, de 0,3 seuils de pauvreté, chez les chefs d'entreprise, mais s'est gonflé chez les dirigeants et hauts fonctionnaires (0,5), les cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures (1,2), et les techniciens (0,4). À l'exception de la catégorie correspondant aux personnels des services directs aux particuliers et agents de sécurité, où s'est produite une petite hausse (0,2), le revenu d'activité a baissé pour toutes les autres catégories: employés administratifs (0,2 seuils de pauvreté); ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs (0,1); employés de commerce (0,6), et ouvriers agricoles (0,4). Ces variations, bien que modérées, révèlent l'existence d'un processus de concentration de la hausse des revenus d'activité dans les professions du niveau supérieur, dans un contexte de réduction du revenu moyen d'activité (voir le tableau IV.1).

Finalement, il convient également de souligner l'élévation du niveau d'instruction de la population active, passé d'une moyenne de 6,2 années d'études en 1990 à une moyenne de 6,9 en 1999. Ce processus, que nous aborderons plus en détails ci-après, révèle que la contradiction persiste entre, d'une part, l'amélioration du niveau d'instruction et, d'autre part, le manque relatif d'opportunités pour les emplois des niveaux moyen et supérieur et la réduction des revenus d'activité provenant de la majorité des emplois manuels et non manuels du niveau inférieur.

2. La structure de base et la situation par pays

La structure de la pyramide de l'emploi qui prévaut en Amérique latine correspond à un niveau de développement relativement bas et à forte hétérogénéité structurelle, mis en évidence lorsque l'on compare les différentes catégories professionnelles et que l'on analyse la composition de chacune d'elles. Dans les pays où le revenu moyen d'activité a progressé de manière significative au cours des années 90, la proportion de la population active occupée des niveaux supérieur et moyen de la pyramide s'est accrue, tandis que celle correspondant au niveau inférieur a accusé une baisse. Le mouvement a été inverse dans les pays où le revenu moyen d'activité a diminué. Toutefois, deux tendances se sont, en général, imposées, l'une vers la réduction de la proportion de la population active occupée dans les niveaux supérieur et moyen, l'autre, vers l'augmentation de celle employée au niveau inférieur. Les deux tendances sont consécutives à la diminution du revenu moyen d'activité, ce qui met en évidence le peu de mobilité

structurelle ascendante enregistrée pendant les années 90 dans la plupart de l'Amérique latine.

La structure de base décrite ne représente pas seulement la moyenne statistique relative à des situations nationales éventuellement très disparates, mais elle reflète exactement la réalité dans le sens où il existe une grande similitude à cet égard entre la majorité des pays, y compris les plus peuplés. En effet, si la structure générale de la population active d'Amérique latine était répartie de telle sorte que 10,3 pour cent se situait dans le niveau supérieur, 14,5 pour cent dans le niveau moyen et 74,6 pour cent dans le niveau inférieur, à la même époque, au Brésil, cette répartition était de 9,3 pour cent, 14,2 pour cent et 75,4 pour cent, respectivement; en Colombie de 9,5 pour cent, 14,4 pour cent et 76,1 pour cent et au Mexique de 10 pour cent, 16,7 pour cent et 73,1 pour cent (voir le tableau IV.2). Cette similitude est due au fait que la relation entre le niveau de développement économique des pays et la proportion des trois des différents niveaux est relativement étroite. Dans la plupart des pays de la région, le revenu moyen d'activité de la population active fluctue entre 3 et 4 seuils de pauvreté, exprimé par une moyenne générale de 3,8 seuils de pauvreté. Cette moyenne coïncide avec la susmentionnée répartition en pourcentage de la population active par niveaux. Si la moyenne du revenu d'activité était plus élevée, la proportion de la population active représentée par le niveau inférieur serait moindre et, partant, celle correspondant aux niveaux moyen et supérieur serait plus grande. Ce rapport est nettement dégagé par l'analyse de la structure pyramidale des pays concernés. Le Chili, par exemple, est le pays où le niveau du revenu moyen d'activité est le plus élevé (7,3 seuils de pauvreté) et où la catégorie inférieure est la plus réduite représentant 65,5 pour cent de la population active; suivi du Costa Rica, avec 6,2 seuils de pauvreté et 68,7 pour cent; le Panama, avec 5,4 et 67,9 pour cent; le Brésil, avec 3,9 et 75,4 pour cent; le Mexique, avec 3,7 et 73,1 pour cent; le Venezuela, avec 3,6 et 72 pour cent; El Salvador, avec 3,4 et 78,2 pour cent; la Colombie, avec 3,2 et 76,1 pour cent; le Paraguay, avec 2,9 et 78,5 pour cent; le Nicaragua, avec 2,8 et 82,5 pour cent, et le Guatemala, avec 2,8 seuils de pauvreté et 84,9 pour cent. La majorité de la population active latino-américaine fait partie d'économies produisant la structure pyramidale de base, mais, lorsque l'on étudie les pays éloignés du niveau de développement le plus répandu, leurs différences sont mises en avant: dans le pays où le revenu d'activité est le plus élevé, le niveau inférieur est de presque 20 pour cent moins étendu que celui du pays au plus faible revenu d'activité. Il est évident que plusieurs facteurs influent sur la composition de la pyramide de l'emploi, mais cette composition est en rapport, très étroit, avec le revenu moyen d'activité du pays. En effet, le processus de développement et le revenu d'activité sont liés à la répartition de la population active dans les différents secteurs économiques, à son

caractère manuel ou non manuel, salarié ou indépendant, et à l'importance relative revêtue par la taille des établissements, à savoir, grands, moyens ou petits (voir le tableau IV.2).

Si l'on se penche plus avant sur la situation du Chili et du Guatemala, les pays dont les revenus moyens d'activité sont respectivement les plus élevés et les plus faibles, leurs différences à cet égard sont soulignées. Il a déjà été indiqué qu'au Guatemala, le niveau inférieur représentait une proportion de la population active presque 20 pour cent plus importante qu'au Chili, en grande raison du fait que le Guatemala compte beaucoup plus d'ouvriers agricoles que le Chili (36,2 pour cent contre 13 pour cent). En outre, le statut de ces travailleurs varie beaucoup d'un pays à l'autre. Au Guatemala, 35 pour cent d'entre eux est indépendant et plus de 20 pour cent travaille sans rémunération; le reste est salarié, mais seulement la moitié de ces derniers travaille dans des entreprises de 10 employés ou plus. Au Chili, les travailleurs indépendants ne représentent que 25 pour cent de la totalité des ouvriers agricoles, quasiment tous sont rémunérés, et les 75 pour cent restants sont salariés, la majorité étant employée dans des moyennes et grandes entreprises.

La proportion de personnes prêtant des services directs aux particuliers et d'agents de sécurité est plus grande au Chili (16,6 pour cent) qu'au Guatemala (10 pour cent), ce qui met en relief, comme on le verra plus en détails ci-après, le fait que la hausse du revenu moyen d'activité au Chili ait tendu à se concentrer sur le niveau supérieur, impliquant la nécessité d'un effectif plus large de travailleurs exerçant des tâches de sécurité et de services auprès des particuliers de ce niveau. La proportion d'ouvriers, artisans et conducteurs, varie peu entre les deux pays, 22,9 pour cent au Guatemala et 26,4 pour cent au Chili, mais leur statut n'est encore une fois pas le même, bien que dans une moindre mesure que dans le cas des ouvriers agricoles. La proportion des travailleurs indépendants est assez égale dans l'un et l'autre pays se situant entre 25 pour cent et 30 pour cent de la totalité des travailleurs; les travailleurs non rémunérés sont peu nombreux dans les deux pays. En conséquence, la proportion de salariés est quasiment la même, la grande différence résidant dans le fait qu'au Chili, la majorité des salariés travaillent dans des moyennes et grandes entreprises, alors qu'au Guatemala ils sont principalement employés au sein de micro et petites entreprises. De plus, l'on observe un net contraste entre les deux pays pour ce qui est des vendeurs qui atteignent une plus grande proportion au Guatemala (16 pour cent) qu'au Chili (9,5 pour cent), plus de 80 pour cent d'entre eux travaillant à leur compte ou n'étant pas rémunérés. Au Chili, 60 pour cent des vendeurs sont salariés et la moitié d'entre eux travaille dans des moyennes ou grandes entreprises.

Tableau IV.2
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE, 1999
(Pourcentages)

Description	Brésil	Chili	Colombie	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Mexique	Nicaragua	Panama	Paraguay	Venezuela	Total
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Chefs d'entreprise	4,22	4,13	4,11	8,20	4,51	3,43	4,77	3,86	2,92	5,42	5,20	4,43
Cadres dirigeants et hauts fonctionnaires	2,23	4,57	1,48	3,44	1,48	1,17	1,63	1,87	5,65	1,15	2,30	2,06
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	2,87	8,77	11,28	5,95	2,70	4,58	3,60	2,58	7,27	2,39	12,01	4,75
Techniciens et agents de maîtrise	8,32	7,54	-	5,85	7,51	3,01	9,94	6,53	5,82	5,86	-	7,14
Employés administratifs	5,84	8,84	7,05	7,56	5,33	2,93	6,79	2,45	10,46	6,55	8,14	6,39
Employés de commerce	11,27	9,46	15,20	10,06	16,71	15,97	13,02	14,88	10,73	15,67	17,39	12,70
Ouvriers, artisans et conducteurs	25,39	26,40	23,85	26,54	27,77	22,87	31,78	22,56	23,64	21,43	28,34	26,98
Personnels des services directs aux particuliers et agents de sécurité	16,92	16,62	16,74	16,16	14,09	9,99	12,05	14,63	17,10	12,89	16,87	15,30
Ouvriers agricoles	21,81	12,99	20,30	15,95	19,64	36,02	16,29	30,44	16,38	28,46	9,45	19,61
Forces armées	1,14	0,54	-	-	-	0,03	0,11	0,14	-	0,16	0,28	0,60
Autres	0,01	0,15	-	0,29	0,27	-	-	0,05	0,02	0,04	0,02	0,02

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays concernés.

Dans ce niveau moyen, il n'apparaît pas de différences entre les deux pays que ce soit en termes de composition interne des catégories ou au niveau de la proportion qu'elles représentent. Au Guatemala, l'ensemble des techniciens, agents de maîtrise et employés administratifs ne constituent que 5,9 pour cent de la population active, par rapport à 16,3 pour cent au Chili; toutefois, dans les deux pays, ces travailleurs sont majoritairement salariés de moyennes et grandes entreprises. Certains techniciens peuvent travailler à leur compte, mais ce n'est pas le cas des agents de maîtrise et des employés administratifs. Ce dernier type d'emploi va croissant avec l'apparition et le développement d'établissements de production et d'institutions publiques favorisant le développement économique et social et ne laissant que peu de place aux travailleurs indépendants.

Dans la tranche supérieure, l'emploi des hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprise privée ou publique est également en rapport avec la mise en place d'organismes de production et d'institutions publiques, ce qui fait que le développement de ces emplois est soumis au niveau de développement atteint par chaque pays. En effet, les hauts fonctionnaires et les dirigeants d'entreprise privée ou publique représentent au Chili 4,6 pour cent de la population active, pour 1,2 pour cent au Guatemala. Le contraste est particulièrement intéressant en ce qui concerne les chefs d'entreprise. D'abord, la proportion ne diffère pas exagérément: 4,1 pour cent au Chili et 3,4 pour cent au Guatemala, et dans les deux cas, la grande majorité des chefs d'entreprise exercent des activités non agricoles: 88 pour cent au Chili et 73 pour cent au Guatemala. Les deux pays sont aussi proches sur un autre aspect étant donné que plus de 80 pour cent des agriculteurs exploitants le sont sur micro ou petites entreprises, alors que la proportion correspondante pour les activités non agricoles est de 70 pour cent au Chili et de 90 pour cent au Guatemala. Ceci signifie que la proportion de chefs d'entreprise est un peu plus élevée au Chili et que la plupart d'entre eux exerce des activités non agricoles. Par ailleurs, il existe également au Chili une proportion plus grande de patrons d'établissements occupant dix personnes ou plus, mais les différences entre les deux pays ne sont pas très grandes à cet égard. Ces chiffres indiquent que la croissance du revenu moyen d'activité n'élève pas de façon notable la proportion de chefs d'entreprise. Les avoirs productifs augmentent avec la hausse du niveau de développement, mais leur possession se concentre, ce qui favorise l'apparition de gros employeurs qui cumulent la propriété de tels avoirs. Finalement, le nombre de cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures s'accroît avec le développement de l'économie et de l'éducation. Ils représentent en effet 8,8 pour cent de la population active au Chili et seulement 4,6 pour cent au Guatemala. Dans les deux pays, la

grande majorité des travailleurs de la catégorie des cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures est salariée de moyennes et grandes entreprises privées et publiques, de telle sorte que les membres des professions libérales ne représentent qu'environ 10 pour cent de la totalité de cette catégorie.

Il est utile de comparer les pays qui occupent les positions extrêmes en matière de revenu moyen d'activité dans le sens où cette comparaison permet de clairement visualiser l'impact du niveau de développement économique sur la répartition de la population active dans les différents niveaux et catégories, de même qu'elle permet de mieux définir quelques-uns des traits de leur composition interne. Aucun de ces traits ne reflète toutefois parfaitement la structure pyramidale prédominante dans la région. Dans la structure la plus rencontrée, proche de celle du Brésil et du Mexique, le revenu moyen d'activité est légèrement inférieur à quatre seuils de pauvreté, chiffre qui se rapproche davantage de celui du Guatemala que de celui du Chili, mais qui est ici associé à un système de production caractérisé par un niveau plus élevé d'hétérogénéité en matière de productivité, revenu et répartition de la population active entre les différentes catégories. Les pays comme le Brésil et le Mexique, par exemple, présentent un niveau d'hétérogénéité plus élevé, étant donné qu'ils renferment, au sein d'une même structure, des caractéristiques propres à deux niveaux extrêmes de développement que représentent le Guatemala et le Chili.

Au Brésil et au Mexique, la proportion de la population active située dans le niveau supérieur est respectivement de 9,3 pour cent et 10 pour cent, chiffres comparables au Guatemala et l'équivalent d'un peu moins de la moitié de ceux du Chili. En dépit du fait que le Brésil et le Mexique sont dotés de secteurs économiques très développés, avec une prédominance de grands établissements et un appareil étatique d'une taille considérable par rapport à la moyenne de la région, les cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures, dirigeants et hauts fonctionnaires pourvus d'un emploi au sein de ces établissements et des institutions gouvernementales sont proportionnellement peu nombreux par rapport au volume de la population active. De la même façon, comme nous l'avons mentionné plus haut, il ne faut pas s'attendre à ce que, indifféremment du niveau de développement atteint par les pays, la participation du niveau supérieur progresse en raison d'une hausse du nombre des employeurs qui, au Brésil et au Mexique, atteignent une proportion à peine supérieure à 4 pour cent. À l'inverse, la proportion que représentent les catégories du niveau moyen au Brésil et au Mexique est semblable à celle du Chili et est plus de deux fois celle du Guatemala, ce qui met en avant l'importance revêtue par le développement de

l'éducation dans ces pays et le nombre significatif de possibilités d'emploi que l'économie urbaine a été à même d'y créer.

La composition du niveau inférieur au Brésil et au Mexique révèle également une hétérogénéité structurelle. Au Brésil, il existe encore presque 22 pour cent d'ouvriers agricoles – proportion intermédiaire entre celle du Chili et celle du Guatemala –, parmi lesquels seulement 25 pour cent travaillent dans des moyens et petits établissements, 50 pour cent le fait à son propre compte et le 25 pour cent restant représente les travailleurs non rémunérés. En d'autres termes, au Brésil, 16 pour cent de la population active occupée est représentée par des paysans travaillant à leur compte ou non rémunérés. Cette proportion est de presque 10 pour cent au Mexique, c'est à dire qu'elle est inférieure à celle du Brésil, mais trois fois plus grande que celle du Chili. De la même manière, au Brésil et au Mexique, il existe une proportion plus élevée qu'au Chili de vendeurs travaillant à leur compte ou qui ne sont pas rémunérés, mais il n'y a pas de différence majeure entre les deux premiers pays et le Chili quant à la proportion des personnels des services directs aux particuliers et des agents de sécurité. Pour ce qui est des ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs, il n'existe pas de différence appréciable par rapport au Chili, et c'est le Mexique – parmi les 11 pays en question dans ce chapitre – qui présente la plus grande proportion d'actifs occupés de cette catégorie (31,8 pour cent), ainsi que de salariés des moyennes et grandes entreprises (14,8 pour cent). En somme, pour ce qui a trait à la répartition de la population active dans les différents niveaux et catégories, différentes situations coexistent en Amérique latine, particulièrement en raison du différent niveau de développement économique atteint par les pays.

Les effets de la croissance économique sur la répartition de la population active dans les diverses catégories et niveaux professionnels s'apprécient aussi clairement lorsque l'on examine le parcours suivi entre 1990 et 1999. Dans les pays où, comme le Chili et le Costa Rica, le revenu moyen d'activité s'est davantage accru dans cette période, la proportion représentée par le niveau inférieur s'est considérablement amenuisé et, de manière concomitante, la proportion représentée par les deux autres niveaux s'est accrue. Au Chili, qui a enregistré la plus grosse augmentation du revenu moyen d'activité au cours de la décennie, la participation de toutes les catégories des niveaux supérieur et moyen s'est élevée, de telle manière que leur représentation est dans l'ensemble passée de 15,3 pour cent à 25 pour cent de la population active totale, distinguant en cela très nettement le Chili des autres pays. Au Costa Rica, où cette progression a été plus modérée, la participation de l'ensemble des catégories des niveaux supérieur et moyen s'est élevée de 26,5 pour cent à 31,1 pour cent pendant la même période. Dans les pays, comme le Mexique, où le revenu moyen d'activité s'est très sensiblement accru au

cours des années 90, la proportion de la population active appartenant aux niveaux supérieur et moyen n'a varié que de 25,2 pour cent à 26,7 pour cent. En dernier lieu, dans les pays où le revenu d'activité a baissé, comme c'est le cas au Venezuela, la proportion de ces catégories est passé de 33,7 pour cent à 27,6 pour cent.

Quant aux catégories du niveau inférieur, la proportion des ouvriers agricoles a diminué dans l'ensemble des pays, et dans la majorité d'entre eux, celle des employés de commerces, des personnels des services directs aux particuliers et des agents de sécurité s'est étendue. La proportion des ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs, elle, n'a pas affiché de nette tendance dans la mesure où elle a augmenté dans certains pays et diminué dans d'autres. Dans tous les cas, la tendance générale dominante dans l'ensemble des huit pays sur lesquels des éléments d'information sont disponibles sur les années 1990 et 1999 a consisté en la réduction de la population active ayant un emploi dans les niveaux supérieur et moyen ainsi qu'en l'augmentation des employés du niveau inférieur, ce qui caractérise l'expression de la baisse du revenu moyen d'activité et de la faible mobilité professionnelle dont les pays ont fait preuve au cours des années quatre-vingt-dix.

3. Inégalité dans la pyramide de l'emploi

La plupart des onze pays étudiés dans ce chapitre présentent des structures de répartition des revenus d'activité largement inégales les unes par rapport aux autres. En particulier, et à la différence des pays plus développés, les strates du niveau supérieur obtiennent en moyenne des revenus beaucoup plus élevés que les autres catégories, notamment, que celles du niveau inférieur, lequel réunit, comme on le sait, la plus grande partie des travailleurs. Dans la majorité des pays, le bas niveau du revenu moyen d'activité est associé à une inégalité marquée, situation de laquelle le Costa Rica se distingue cependant, avec une répartition du revenu d'activité beaucoup plus égalitaire.

Contrairement à la répartition de la population active, la répartition des revenus d'activité dans les différents pays n'est pas déterminée par le niveau du revenu moyen d'activité, puisque certains pays aux revenus similaires enregistrent des niveaux variables d'inégalité et, qu'à l'inverse, des pays aux niveaux de revenu très différents présentent des niveaux d'inégalité semblables. Par exemple, si l'on classe les pays en fonction du revenu moyen d'activité enregistré en 1999, et que l'on considère de combien de fois le revenu des chefs des moyennes et grandes entreprises non agricoles a excédé la moyenne nationale, les valeurs obtenues fluctuent entre 2,2 et 16,1 seuils de pauvreté (voir le tableau IV.3).

Tableau IV.3
AMÉRIQUE LATINE (8 PAYS): QUELQUES CARACTÉRISTIQUES RELATIVES AUX
CATÉGORIES PROFESSIONNELLES

Catégories professionnelles		Population active occupée		Revenu moyen	Scolarisation moyenne
		Personnes	%		
1999					
	Total	142 866 679	100,0	3,9	6,9
1.	Chefs d'entreprise	6 315 967	4,4	14,3	9,0
2.	Dirigeants, directeurs	2 983 465	2,1	11,9	11,7
3.	Cadres supérieures et professions intellectuelles supérieures	5 526 415	3,9	11,1	14,5
	1 + 2 + 3	14 825 847	10,4	12,6	11,6
4.	Techniciens	11 613 214	8,1	5,8	11,5
5.	Employés administratifs	9 209 179	6,4	3,8	10,9
	4 + 5	20 822 393	14,6	4,9	11,2
6.	Employés de commerce	17 957 391	12,6	2,8	7,2
7.	Ouvriers, artisans et conducteurs	38 710 353	27,1	3,1	6,2
	6 + 7	56 667 744	39,7	3,0	6,5
8.	Personnels des services directs aux particuliers	21 981 791	15,4	2,1	5,9
9.	Ouvriers agricoles	27 662 488	19,4	1,6	3,1
	8 + 9	49 644 279	34,7	1,8	4,3
	6 + 7 + 8 + 9	106 312 023	74,4	2,5	5,5
10.	Forces armées	886 257	0,6	7,2	10,6
11.	Inconnus	20 159	0,0	5,5	10,7
1990					
	Total	109 709 636	100,0	4,0	6,2
1.	Chefs d'entreprise	4 941 431	4,5	14,6	7,8
2.	Dirigeants, directeurs	2 262 655	2,1	11,4	11,1
3.	Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	4 313 580	3,9	10,2	14,0
	1 + 2 + 3	11 517 666	10,5	12,3	10,8
4.	Techniciens	7 851 736	7,2	5,4	11,0
5.	Employés administratifs	862 557	7,9	4,0	10,2
	4 + 5	16 473 293	15,0	4,7	10,6
6.	Employés de commerce	12 258 753	11,2	3,4	6,4
7.	Ouvriers, artisans et conducteurs	29 810 385	27,2	3,2	5,3
	6 + 7	42 069 138	38,3	3,3	5,6
8.	Personnel des services directs aux particuliers	14 898 839	13,6	1,9	4,5
9.	Ouvriers agricoles	22 141 485	20,2	2,0	2,6
	8 + 9	37 040 324	33,8	2,0	3,4
	6 + 7 + 8 + 9	79 109 462	72,1	2,7	4,6
10.	Forces armées	1 226 196	1,1	5,5	9,5
11.	Non répertoriés	1 383 019	1,3	3,2	6,3

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays concernés.

Parmi ces pays, la structure de répartition du Costa Rica interpelle. En premier lieu, parce que, dans ce pays, aucune catégorie ne perçoit des revenus d'activité inférieurs à 3,6 seuils de pauvreté, et, en deuxième lieu, parce que les revenus sont répartis de manière assez égalitaire, étant donné qu'en grande majorité, ils fluctuent autour de la moyenne générale. Des facteurs de diverse nature sous-tendent cette répartition, parmi lesquels la

structure de l'emploi du Costa Rica joue un rôle important, la proportion d'employeurs —agricoles et non agricoles— étant quasiment deux fois supérieure à la moyenne régionale. En outre, les ouvriers agricoles représentent un faible pourcentage par rapport à la moyenne régionale; soulignons de plus que le secteur agricole du Costa Rica se singularise, en Amérique latine, par une meilleure distribution de la terre, une importante diversification de la production et une très bonne assimilation du progrès technique. Pour ces raisons, les salariés du secteur agricole perçoivent au Costa Rica un revenu équivalent à 4,6 seuils de pauvreté, soit trois fois plus que la moyenne régionale et le plus élevé des pays étudiés. À ces facteurs, il convient, entre autres, d'ajouter que les revenus d'activité sont au Costa Rica beaucoup mieux répartis que dans d'autres pays de la région, ce qui fait qu'ils convergent beaucoup plus vers la moyenne nationale. Par ailleurs, le revenu des chefs des moyennes et grandes entreprises n'est que seulement 2,2 fois supérieur à la moyenne nationale; celui des directeurs de moyenne et grande entreprises lui est 2,1 fois supérieur; le revenu des employés administratifs est comparable à la moyenne; celui des ouvriers et artisans représente 85 pour cent de cette moyenne, et celui des ouvriers agricoles, 75 pour cent (voir le tableau IV.4).

Dans le cas du Chili, par exemple, aucune catégorie professionnelle ne dispose de revenus inférieurs à 3,3 seuils de pauvreté. Cet élément positif est néanmoins ici associé à une inégalité considérable en matière de répartition des revenus d'activité. Comme indiqué plus haut, le revenu d'activité des chefs des moyennes et grandes entreprises non agricoles est presque 7 fois plus élevé que la moyenne nationale, et celui des exploitants agricoles de moyennes et grandes propriétés est 16 fois supérieur; par ailleurs, celui des directeurs de moyenne et grande entreprises lui est 5 fois supérieur. En revanche, la rémunération des employés administratifs atteint seulement 70 pour cent de la moyenne nationale, celle des ouvriers et opérateurs 64 pour cent, et celle des personnels des services directs aux particuliers, des agents de sécurité et des ouvriers agricoles se situe au voisinage de 45 pour cent.

La comparaison entre les revenus générés par les mêmes emplois au Chili et au Costa Rica fait apparaître que le niveau d'inégalité augmente à mesure que l'on s'élève sur l'échelle de la pyramide de l'emploi. Ainsi, le revenu moyen d'activité de toutes les catégories du niveau inférieur calculé en seuils de pauvreté est, en termes absolus, plus élevé au Costa Rica qu'au Chili, et c'est également le cas pour les employés administratifs. Les techniciens et agents de maîtrise perçoivent la même rémunération dans les deux pays, mais des différences assez marquées apparaissent dans les trois catégories composant le niveau supérieur. Les directeurs et hauts fonctionnaires chiliens gagnent 25 pour cent de plus qu'au Costa Rica; les cadres supérieurs et professions

intellectuelles supérieures, 37 pour cent, et les chefs d'entreprise touchent un revenu plus que trois fois supérieur à celui de leurs homologues du Costa Rica. L'examen des raisons liées aux différents niveaux d'inégalité entre les deux structures ne relève pas de cette étude mais il est cependant probable qu'y soient associées des causes de nature technico-économique et d'autres d'ordre politique et institutionnel. Ces dernières jouent un rôle fondamental dans la répartition du pouvoir économique et politique au sein des deux sociétés, ce qui détermine finalement la capacité de chacune des catégories à défendre et accroître ses revenus.

La comparaison effectuée entre les deux pays permet, de plus, de souligner les effets de la croissance économique sur la pyramide de l'emploi. Il a déjà été précisé que la croissance influence largement la proportion représentée par chacune des catégories dans la population active ainsi que leur composition interne. Elle se répercute aussi, de façon notoire, sur le revenu d'activité absolu perçu par ces catégories, mais son impact se réduit considérablement lorsqu'il s'agit de la répartition des augmentations du revenu d'activité entre les différentes catégories. La transformation significative opérée sur la structure économique du Chili lui a permis d'enclencher un rythme de croissance accéléré sur quasiment l'ensemble des 15 dernières années. Ce processus, comme signalé plus haut, est à l'origine de la modification de la structure de l'emploi du fait de la progression des emplois des niveaux supérieur et moyen et de la réduction de ceux du niveau inférieur. Ces modifications structurelles n'ont toutefois pas débouché sur une répartition plus équitable des revenus d'activité. En effet, le niveau supérieur s'est détaché des autres, en raison de la considérable élévation du revenu d'activité des catégories le composant, pour former un groupe extrêmement privilégié. Par opposition, bien que le nombre des emplois du niveau moyen ait largement progressé, les revenus ici générés sont voisins de ceux correspondant au niveau inférieur. Dans ce dernier, la majeure partie de la population active perçoit des rémunérations équivalant à environ la moitié de la moyenne nationale. Tout bien considéré, il est indéniable que l'augmentation du revenu moyen d'activité survenue au cours des années 90 a concerné l'ensemble des catégories professionnelles, contribuant de la sorte à accroître la consommation et à réduire la pauvreté.

Malheureusement, le système, plus égalitaire, de répartition des revenus d'activité en vigueur au Costa Rica est peu répandu en Amérique latine, étant donné que l'on constate un niveau d'inégalité considérable dans la plupart des pays. Enfin, il convient de préciser que, même si la forte croissance économique chilienne ne s'est pas traduite par une répartition plus équitable du revenu entre les professions, la situation qui prévaut dans d'autres pays, où un faible revenu moyen d'activité se combine avec une inégalité marquée, est encore moins enviable.

Tableau IV.4
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): POPULATION ACTIVE OCCUPÉE PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE, 1999
(Revenu moyen en valeurs du seuil de pauvreté par tête)

Description	Brésil	Chili	Colombie	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Mexique	Nicaragua	Panama	Paraguay	Venezuela	Total
Total	3,9	7,3	3,2	6,2	3,4	2,8	3,7	2,8	5,4	2,9	3,6	3,9
Chefs d'entreprise	14,5	34,8	8,2	10,9	7,2	14,8	15,2	10,1	12,5	11,3	9,2	14,2
Directeurs et hauts fonctionnaires	11,4	14,9	8,3	12,2	11,8	8,5	14,8	8,0	11,7	8,9	7,7	11,8
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	14,8	16,2	6,3	11,8	9,9	5,1	7,4	7,9	12,8	8,0	5,3	9,6
Techniciens et agents de maîtrise	6,1	8,9	-	8,9	6,1	4,0	5,4	4,1	8,3	4,5	-	5,9
Employés administratifs	4,3	5,3	3,2	6,0	4,6	3,3	3,0	3,2	5,6	3,4	3,0	2,8
Employés de commerce	2,9	3,8	2,0	4,6	2,8	1,9	2,8	2,3	3,4	2,3	3,0	2,8
Ouvriers, artisans et conducteurs	3,1	4,7	2,5	5,3	3,0	2,1	2,9	2,6	4,6	2,6	3,3	3,0
Personnels des services directs aux particuliers et agents de sécurité	2,0	3,3	2,2	3,6	2,9	1,9	2,1	2,3	3,1	1,9	2,3	2,1
Ouvriers agricoles	1,2	3,5	2,6	4,6	1,3	2,0	1,4	1,5	2,4	1,2	2,0	1,5
Forces armées	7,5	7,1	-	-	-	15,0	4,0	5,9	-	5,0	4,6	7,2
Autres	5,1	5,6	-	6,4	4,5	-	-	1,2	2,3	1,2	3,3	5,1

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays concernés.

Au Brésil, où le revenu moyen est l'équivalent de 3,9 seuils de pauvreté, les personnels des services directs aux particuliers et les agents de sécurité percevaient en 1999, un revenu moyen de 2 seuils de pauvreté, et les ouvriers agricoles de 1,2. Ces chiffres révèlent que d'immenses contingents de travailleurs n'obtenaient pas les revenus suffisants pour faire sortir de la pauvreté une famille de taille moyenne. Cette situation va de pair avec un haut niveau d'inégalité. En effet, le revenu des patrons de moyennes et grandes entreprises non agricoles est pratiquement six fois supérieur à la moyenne de l'ensemble de la population active; celui des dirigeants et directeurs du même type d'entreprise est plus que trois fois supérieur à la moyenne nationale et au revenu moyen des cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures. Pour ce qui est du revenu des catégories du niveau moyen, il excède la moyenne nationale de près de 50 pour cent, et celui des techniciens et employés administratifs la dépasse de près de 10 pour cent, mais 75 pour cent des travailleurs appartenant au niveau inférieur obtient un revenu situé en dessous de la moyenne, parmi eux se trouvent les ouvriers agricoles, qui ne gagnent que l'équivalent de 30 pour cent du revenu moyen national (voir le tableau IV.4).

Au Mexique, où le revenu moyen d'activité était, toujours en 1999, de 3,7 seuils de pauvreté, les personnels des services directs aux particuliers, les agents de sécurité et les ouvriers agricoles percevaient également des rémunérations voisines ou inférieures à 2 seuils de pauvreté, ce qui illustre les difficultés rencontrées par ces actifs occupés pour faire échapper, par leurs propres moyens, leur famille respective de la pauvreté. Cette situation évolue aussi dans un contexte d'inégalité notoire. Le revenu moyen d'activité des employeurs de moyennes et grandes entreprises non agricoles est, au Mexique, dix fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population active; par ailleurs, celui des dirigeants et hauts fonctionnaires des moyennes et petites entreprises y est presque cinq fois supérieur. En dessous des employés administratifs, le revenu d'activité chute brutalement: ces derniers n'obtiennent que 80 pour cent de la moyenne nationale, mais les ouvriers agricoles se trouvent dans une situation pire encore, avec seulement 38 pour cent de la moyenne. Si l'on considère les extrêmes, l'on observe qu'un chef d'entreprise non agricole de moyenne ou grande taille obtient au Mexique, en moyenne, un revenu d'activité 20 fois plus important qu'un ouvrier agricole, alors qu'il est 14 fois plus grand au Chili et seulement 3 fois au Costa Rica.

En somme, il résulte de l'analyse précédente qu'un niveau élevé d'inégalité dans la répartition des rémunérations peut être constaté dans des situations très variées quant à la valeur du revenu moyen d'activité. Ceci renforce l'idée, soutenue de manière réitérée dans de nombreux

documents de la CEPALC, selon laquelle la croissance du revenu ne va pas nécessairement de pair avec davantage d'égalité en termes de répartition. Comme mentionné plus haut, l'analyse de la récente expérience chilienne laisse entrevoir deux aspects contrastés: en premier lieu, l'importante élévation du revenu moyen d'activité a permis à presque la totalité des professions du niveau inférieur d'obtenir des revenus moyens relativement élevés par rapport à la moyenne latino-américaine, ce qui a contribué de manière décisive à réduire la pauvreté. Toutefois, par opposition à ce qui a été dit plus haut, cette hausse du revenu n'a pas été répartie équitablement entre les catégories d'emploi, attendu que plus l'on s'élève dans la pyramide de l'emploi, plus l'on dispose de ressources pour accéder à un revenu d'activité élevé et plus nombreux sont les moyens offerts pour défendre ses acquis.

Quoi qu'il en soit, si une structure maintient ou renforce l'inégalité tout en augmentant parallèlement le revenu moyen d'activité, nombre de catégories du niveau inférieur sont à même de percevoir des revenus suffisants pour accéder aux biens et services considérés jusque là comme réservés au niveau moyen. De cette manière, un effet apparemment paradoxal peut se produire: d'une part, une structure pyramidale très inégale se dessine et semble favoriser la polarisation des revenus d'activité entre le niveau supérieur et l'ensemble constitué par le niveau moyen et inférieur; d'autre part, les emplois du niveau moyen et quelques-uns du niveau inférieur, manuels et non manuels, génèrent des revenus suffisants pour que bon nombre de personnes accèdent à des biens et services qui leur donnent le sentiment d'appartenir aux catégories moyennes. Si l'on observe ce processus du point de vue de la répartition relative du revenu d'activité entre les catégories, il est aisé de constater qu'il donne lieu à une structure pyramidale présentant une strate minoritaire de revenus très élevés, une base très large de revenus nettement moindres, et un niveau moyen, en augmentation, réunissant des revenus à peu près semblables à ceux du niveau inférieur. À l'inverse, si ce processus est abordé en considérant l'augmentation des revenus absolus, on observe, comme indiqué, que la pauvreté s'est réduite et qu'une partie des catégories inférieures se rend compte que son niveau de consommation s'est suffisamment amélioré pour se considérer partie intégrante des catégories moyennes.

Dans la mesure où, dans les années 90, la croissance économique a été apathique dans la grande majorité des pays de la région, ceux-ci n'ont pas été confrontés à la question de l'écart entre un revenu d'activité croissant et sa répartition peu équitable. En conséquence, le problème principal, pour la plupart des pays, ne consiste pas à déterminer s'il faut privilégier la croissance du revenu d'activité absolu ou sa répartition équitable entre les catégories, mais à définir la manière de combattre une

situation où coexistent un faible niveau de rémunération, une croissance économique très lente ou nulle, et une inégalité considérable en matière de répartition.

4. Le revenu d'activité des catégories de la base

Dans les onze pays concernés, 30 pour cent environ des emplois génère en moyenne, des revenus inférieurs au revenu minimum estimé nécessaire au maintien d'un ménage type de quatre membres au-dessus du seuil de pauvreté. La relation entre revenu d'activité et pauvreté n'est toutefois pas linéaire dans le sens où le pourcentage du chômage visible varie d'un pays à l'autre et qu'il est, en outre, possible que des revenus d'activité relativement réduits permettent à une partie des ménages de sortir de la pauvreté. Ceci est particulièrement vrai dans les pays où la moyenne des actifs occupés par ménage est élevée et où le montant des revenus autres que ceux du travail est significatif.

Une proportion importante des emplois appartenant au niveau inférieur procure des revenus d'activité qui ne permettent pas, à eux seuls, à une famille de quatre membres de se situer au-dessus du seuil de pauvreté. Plus le revenu correspondant à un emploi déterminé se trouve au-dessous d'un niveau minimum, plus forte sera la probabilité que le ménage du travailleur soit pauvre. La relation entre le revenu d'activité et l'incidence de la pauvreté dans un pays donné n'est toutefois pas aussi simple et aussi linéaire que l'on pourrait le supposer à première vue, car il existe d'autres facteurs qui aident les ménages à palier les effets négatifs d'une faible rémunération individuelle sur les conditions de vie de la famille. C'est le taux de chômage visible qui, allié au revenu moyen d'activité, influence avant tout les pourcentages nationaux de pauvreté. Un pays aux revenus d'activité relativement comparables à ceux d'un autre peut présenter une plus forte proportion de familles pauvres s'il affiche un taux de chômage visible plus élevé. Les différents ménages se distinguent aussi par le nombre de membres et d'actifs occupés qui les composent, de même que varie, dans le revenu de la famille, la proportion des revenus qui ne proviennent pas du travail. Ces facteurs modifient l'importance relative des revenus d'activité dans la définition du niveau de pauvreté des ménages. Il est de ce fait conseillé de considérer que la fixation d'un montant de revenu d'activité susceptible d'être suffisant pour permettre à un ménage, pour tous les pays, d'échapper à la pauvreté, ne peut être qu'une valeur approximative.

Il n'en reste pas moins que l'objectif d'accroître le revenu d'activité pour les emplois du niveau inférieur, doit être poursuivi dans la mesure

où ce facteur est, même s'il n'est pas le seul, prépondérant dans la détermination de la pauvreté.

Compte tenu de ces réserves, il est possible d'estimer qu'un revenu d'activité de 2,5 seuils de pauvreté est le minimum pour qu'un ménage de 4 membres se hisse au-dessus du seuil de pauvreté. Selon ce critère, au Chili et au Costa Rica, où les revenus d'activité ont respectivement atteint, en 1999, une moyenne de 7,3 et 6,2 seuils de pauvreté, tous les emplois génèrent des revenus d'activité supérieurs au minimum. Au Panama, où le revenu moyen est égal à 5,4 seuils de pauvreté, seuls les emplois agricoles (16,4 pour cent des actifs occupés) procurent des rémunérations inférieures au minimum. El Salvador, en dépit de présenter un revenu moyen assez inférieur à celui du Panama (3,4 seuils de pauvreté), se trouve presque dans la même situation puisque seulement les emplois agricoles (19,6 pour cent du total) n'assurent pas le revenu minimum fixé à 2,5 seuils de pauvreté. Au Brésil, au Mexique et au Venezuela, où les revenus d'activité moyens sont respectivement de 3,9, 3,7 et 3,6 seuils de pauvreté, les catégories situées en dessous du minimum sont les personnels des services directs aux particuliers, les agents de sécurité et les travailleurs du secteur agricole, lesquels représentent 39 pour cent des actifs occupés dans le premier pays, plus de 28 pour cent dans le deuxième et 26 pour cent dans le troisième (voir les tableaux IV.3 et IV.4).

En Colombie, avec un revenu moyen de 3,2 seuils de pauvreté, les employés de commerce, les personnels des services directs aux particuliers et les agents de sécurité représentant 32 pour cent de la population active obtiennent des revenus inférieurs au minimum, alors que les autres emplois du niveau inférieur perçoivent des rémunérations qui dépassent à peine la limite désignée. Finalement, dans les pays où le revenu moyen d'activité de la population active est inférieur à trois seuils de pauvreté, tous ou presque tous les emplois du niveau inférieur génèrent des revenus plus bas que le minimum: au Paraguay, la proportion correspondant à ces emplois s'élève à 57 pour cent de la population active, au Nicaragua à 60 pour cent, et au Guatemala à 85 pour cent.

Somme toute, comme l'on pouvait le supposer, les emplois appartenant aux niveaux moyen et supérieur assurent des revenus supérieurs au minimum fixé, ce, dans tous les pays. En outre, lorsque le revenu moyen d'activité dépasse six seuils de pauvreté (Chili et Costa Rica), tous les emplois procurent des revenus moyens suffisants, à eux seuls, pour qu'une famille type vive au-dessus du seuil de pauvreté. Dans les autres pays, où le revenu moyen d'activité est plus bas que ceux des pays susmentionnés, le revenu tiré des emplois du niveau inférieur se réduit, en général, à mesure que diminue le revenu moyen. Lorsque le

revenu moyen des pays varie entre trois et quatre seuils de pauvreté, il est fort probable que les ouvriers agricoles, les personnels des services directs aux particuliers et les agents de sécurité disposent de revenus d'activité inférieurs au minimum, et il y a également de fortes chances que les revenus correspondant aux autres emplois du niveau inférieur ne se situent pas très loin de cette limite. Dans les pays où le revenu moyen d'activité se situe en deçà de trois seuils de pauvreté, le plus vraisemblable est que tous les emplois du niveau inférieur présentent des revenus moyens insuffisants pour permettre, à eux seuls, à une famille de sortir de la pauvreté.

Entre 1990 et 1999, les économies ont présenté quelques divergences liées à une évolution différente en matière de revenu moyen d'activité. En 1990, le Costa Rica et le Venezuela ont été les seuls pays, parmi les huit sur lesquels des éléments d'information sont disponibles, où la totalité des emplois assuraient des revenus excédant le minimum. En 1999, cette situation s'est maintenue au Costa Rica en raison de l'évolution favorable suivie par le revenu moyen d'activité et du fait que sa répartition entre les différents emplois continue reste équitable. Au Venezuela, en revanche, le fléchissement du revenu moyen d'activité, de 4,5 seuils de pauvreté en 1990 à 3,6 en 1999, a fait que cette année-là les personnels des services directs aux particuliers, les agents de sécurité et les ouvriers agricoles ont perçu des revenus inférieurs à 2,5 seuils de pauvreté. Au Chili, la forte croissance du revenu moyen d'activité a permis l'élévation de la rémunération des personnels des services directs aux particuliers et des agents de sécurité, laquelle se trouvait en deçà du minimum en 1990, en même temps qu'elle éloignait un peu plus le spectre de la pauvreté pour les ouvriers agricoles. Les bonnes performances économiques réalisées par le Panama durant les années 90 ont permis que le revenu d'activité des personnels de services directs aux particuliers et des agents de sécurité dépasse le minimum, et que celui des ouvriers agricoles s'élève jusqu'au point de franchir ce seuil. En 1999, la situation au Brésil et au Mexique n'avait pas varié par rapport à 1990, les personnels des services directs aux particuliers, les revenus des agents de sécurité et des ouvriers agricoles restant inférieurs au minimum fixé. En Colombie, toutes les catégories du niveau inférieur ont continué, en 1999, à disposer de revenus situés en deçà du minimum ou le dépassant à peine, tandis que le Guatemala a connu une régression: les employés de commerce, qui gagnaient davantage que le minimum en 1990, sont passés en dessous de la limite et en 1999, tous les emplois du niveau inférieur engendraient des revenus situés en dessous de 2,5 seuils de pauvreté.

5. Revenu d'activité et niveau d'instruction

Le niveau d'instruction de la population active a poursuivi son ascension durant la décennie 90, une proportion majoritaire n'ayant toutefois pas encore atteint un nombre d'année d'études suffisant pour quitter les niveaux inférieurs de revenu d'activité, alors qu'un haut degré d'inégalité en matière d'éducation persistait entre les différentes catégories, bien que dans une moindre mesure par rapport aux inégalités de revenu.

Si l'on considère les moyennes pondérées des 10 pays, l'ensemble de la population active avait suivi 6,9 années d'études en 1999. La catégorie au niveau d'instruction le plus élevé était celle des cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures qui parvenaient à 14,6 années d'études, suivis par les dirigeants et directeurs (11,7 années), les techniciens (11,5), les employés administratifs (10,9), les chefs d'entreprise (8,9), les employés de commerce (7,1), les ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs (6,2), les personnels des services aux particuliers et agents de sécurité (5,9), et les ouvriers agricoles (3,1 années). La moyenne générale est passée de 6,2 années d'études en 1990 aux 6,9 années indiquées plus haut vers la fin de la décennie (moyennes pondérées de huit pays), et une augmentation a été constatée pour toutes les catégories: la moyenne a augmenté de 1,2 année d'études pour les chefs d'entreprise; de 0,6 pour les dirigeants et directeurs, pareillement aux cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures; de 0,5 pour les techniciens; de 0,7 pour les employés administratifs; de 0,7 pour les employés de commerce, de 0,9 pour les ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs, elle s'est élevée de 1,4 année d'études pour les personnels des services directs aux particuliers et les agents de sécurité, et de 0,5 année pour les travailleurs agricoles (voir le tableau IV.5).

Au cours des années 90, parallèlement à la croissance du niveau d'instruction de la population active, l'écart, déjà conséquent dans les années 80, s'est encore creusé entre cette croissance et la baisse du revenu d'activité, descendu de 4 à 3,8 seuils de pauvreté entre 1990 et 1999. Dans certains pays où la population active affichait une scolarisation relativement faible, un gros effort d'amélioration a été consenti, qui, ne s'est cependant pas encore traduit par une hausse du revenu moyen d'activité. Par exemple, à El Salvador et au Paraguay, la scolarisation moyenne de la population active est montée, au sortir de la décennie, à respectivement 6,6 et 7,2, chiffres voisins de ceux de pays comme le Costa Rica, dont le développement de l'éducation est plus ancien et dont la durée moyenne de la scolarité est de 8 ans. Les revenus d'activité des uns et des autres sont toujours néanmoins très disparates: ils correspondent,

respectivement, à 3,4 et 2,9 seuils de pauvreté à El Salvador et au Paraguay contre 6,2 au Costa Rica. Ceci signifie que moins de deux années d'études séparent El Salvador et le Paraguay du Costa Rica en termes de niveau d'instruction, mais que leur revenu d'activité équivaut à la moitié de celui du Costa Rica. Ce type de phénomène devrait inciter les pays à relativiser les stratégies qui considèrent le développement de l'éducation comme la panacée pour accroître le revenu d'activité.

Plusieurs études menées par la CEPALC ont attiré l'attention sur l'absence de relation linéaire entre la progression du niveau d'instruction de la population active et l'augmentation du revenu d'activité. En outre, elles ont insisté sur le fait que, dans la plupart des pays, 12 années de scolarité semblent représenter le seuil minimum pour que l'éducation puisse jouer un rôle significatif dans l'amélioration du revenu d'activité et dans la réduction de la pauvreté. Une personne ayant un niveau d'instruction inférieur à 12 années mais ne possédant pas d'avoirs productifs peut difficilement se positionner en dehors des catégories professionnelles inférieures et des revenus correspondants. Toutefois, selon les données antérieures, le fait d'atteindre une scolarisation intermédiaire ne garantit pas non plus un meilleur niveau d'emploi. Pour avoir des chances d'accéder à un niveau d'emploi intermédiaire ou supérieur, il faut au moins avoir suivi près de 12 années d'études, et, pour élever cette probabilité, il faut atteindre un niveau d'instruction plus élevé, soit une scolarité de 14 années d'études ou plus. D'où l'immense effort restant à fournir de la part des familles et des États en vue d'améliorer l'éducation de la population active.

En ce qui concerne le niveau d'instruction des catégories professionnelles, on constate surtout que les cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures ont atteint un niveau d'instruction les situant clairement au-dessus des autres catégories du niveau supérieur, formant une véritable intelligentsia, de même que les chefs des moyennes et grandes entreprises représentent une élite en termes de revenu. Ces derniers perçoivent un revenu d'activité qui se trouve bien au-delà de celui qui devrait théoriquement être le leur en fonction de leur niveau d'instruction, relativement bas, ce qui dévoile l'importance revêtue par la propriété des avoirs productifs dans l'obtention de revenus élevés, en dépit d'une scolarisation réduite. Les profonds écarts existant entre le niveau d'instruction des différents types d'employeurs doivent également être pris en compte. Les patrons d'établissement de taille moyenne et grande ont en effet généralement une scolarisation assez supérieure à celui des petits patrons et surtout à celui des chefs de petite et micro entreprise. De plus, comme on le sait, cette dernière catégorie ne distingue pas les revenus d'activité des revenus du patrimoine, ce qui dénature la valeur desdits revenus.

Un autre aspect intéressant réside en le fait que, en matière d'emploi, la pyramide de l'éducation ne coïncide pas avec celle du revenu: dans cette dernière, la principale démarcation se fait entre le niveau supérieur dont le revenu moyen est de 12,5 seuils de pauvreté – et les autres niveaux pour lesquels l'emploi le mieux rémunéré est celui des techniciens avec en moyenne 5,7 seuils de pauvreté. Par opposition, la pyramide de l'éducation établit le principal clivage entre les emplois de niveau supérieur et moyen d'une part, et d'autre part les emplois du niveau inférieur. Cette différence en termes de démarcation principale au sein des deux structures pyramidales (revenu et éducation) indique que les emplois de technicien, agent de maîtrise et employé administratif sont lésés, compte tenu du fait que ces travailleurs possèdent en moyenne une scolarisation semblable à celle des dirigeants et directeurs et bien supérieur à celui des chefs d'entreprise, alors qu'ils perçoivent un revenu beaucoup plus faible que ces deux groupes.

En dépit du fait que, ainsi que nous l'avons mentionné, dans nombre de pays, le développement de l'éducation a conduit la population active à effectuer une scolarité plus longue, et ce de façon notoire, des écarts importants persistent entre les pays, mis en évidence par exemple dans la disparité existante, en 1999, entre les 10,6 années d'études suivies en moyenne au Chili contre 4,3 au Guatemala. Il est cependant incontestable qu'il existe une tendance à la convergence des niveaux d'éducation, dans tous les pays, pour ce qui est des emplois des catégories moyenne et supérieure. Cadres supérieurs ou membres des professions intellectuelles supérieures, directeurs, techniciens ou employés administratifs tendent à afficher une scolarisation assez comparable dans l'ensemble des pays. Par exemple, même si la moyenne des années d'études suivies au Chili représente le double du Guatemala, les cadres supérieurs et membres des professions intellectuelles supérieures chiliens ont effectué, en moyenne, un cursus 35 pour cent plus long que les Guatémaltèques de la même catégorie, ce pourcentage se réduisant à 20 pour cent pour les employés administratifs. De la même façon, l'ensemble des travailleurs chiliens appartenant au niveau inférieur a suivi une scolarité plus de deux fois plus longue que les Guatémaltèques du même niveau. Cependant, malgré l'amélioration du niveau d'instruction de tous les membres dans l'ensemble des catégories de tous les pays, un écart important persiste entre les différents niveaux au sein des pays mêmes. Au Guatemala, par exemple, un cadre supérieur ou membre d'une profession intellectuelle supérieure a effectué huit ans d'études de plus qu'un ouvrier, alors qu'au Chili, cet écart est de sept ans, différence malgré tout moins grande qu'il y a plusieurs dizaines d'années.

Tableau IV.5
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): POPULATION ACTIVE OCCUPÉE PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE, 1999
(*Scolarisation moyenne*)

Description	Brésil	Chili	Colombie	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Mexique	Nicaragua	Panama	Paraguay	Venezuela	Total
Total	6,4	10,6	7,4	8,0	6,6	4,3	-	5,5	9,7	7,2	8,5	6,9
Chefs d'entreprise	9,1	12,7	8,2	8,4	6,6	6,7	-	6,4	11,0	9,0	8,9	9,0
Directeurs et hauts fonctionnaires	11,1	10,7	13,1	13,2	15,1	12,3	-	10,6	13,7	12,9	14,4	11,7
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	14,7	16,5	13,4	14,7	16,7	12,2	-	14,5	16,5	16,4	14,1	14,3
Techniciens et agents de maîtrise	10,8	13,7	-	12,5	13,0	9,5	-	11,5	13,8	12,3	-	11,1
Employés administratifs	10,6	12,6	11,0	11,0	11,6	10,4	-	10,2	12,7	11,8	11,2	10,9
Employés de commerce	6,9	10,5	7,4	7,7	5,9	4,1	-	5,7	9,4	7,1	8,0	7,1
Ouvriers, artisans et conducteurs	5,7	9,6	6,9	6,9	6,2	4,1	-	5,9	8,8	6,8	7,5	6,2
Personnels des services directs aux particuliers et agents de sécurité	5,5	9,2	6,4	6,4	5,7	4,4	-	4,7	7,9	6,6	6,8	5,9
Ouvriers agricoles	2,8	6,7	3,6	4,8	2,9	2,2	-	2,5	5,0	4,4	4,1	3,1
Forces armées	10,5	12,7	-	-	-	14,7	-	7,2	-	13,9	11,4	10,6
Autres	10,8	10,7	-	10,5	7,8	-	-	4,3	18,0	9,1	10,5	9,9

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays concernés.

6. Pyramide des emplois et stratification des ménages

Si l'on répertorie les ménages en fonction de l'emploi occupé par le bénéficiaire du revenu d'activité le plus élevé, les résultats obtenus en termes de revenu par tête moyen des familles respectent les proportions définies par le classement des revenus moyens par catégorie d'emploi. Ceci met en avant la prépondérance de l'emploi occupé par le soutien principal dans la stratification des ménages. Toutefois, le fait que près de la moitié des familles latino-américaines soient composées de plusieurs membres ayant un emploi influence le revenu par tête de la famille, selon l'emploi occupé et le pays concerné. Pour les emplois à plus faible revenu du niveau inférieur, le fait qu'un ménage comprenne plusieurs membres ayant un emploi réduit la pauvreté ou les pourcentages de pauvreté, selon le revenu moyen du pays et la taille des ménages; fait sans réelle conséquence pour le niveau supérieur, compte tenu des hauts revenus dont disposent généralement les bénéficiaires du revenu le plus élevé. La plus forte incidence à cet égard se manifeste dans le niveau moyen et dans la tranche la plus élevée du niveau inférieur, où les ménages comptant plus d'un actif occupé obtiennent généralement des revenus moyens supérieurs à ceux des familles où un seul membre est pourvu d'un emploi.

L'influence de l'emploi occupé par le bénéficiaire du revenu principal sur le revenu de la famille est suffisante pour que la classification des revenus par tête des ménages établie en fonction de cet emploi respecte, assez proportionnellement, le classement des revenus moyens des catégories professionnelles. Comme le montre en effet le tableau IV.6, les moyennes pondérées de l'ensemble de la population ayant un emploi dans les huit pays sur lesquels des éléments d'information sont disponibles pour les années 1990 et 1999, indiquent que, lorsque les personnes de référence sont chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, dirigeants, cadres supérieurs et membres des professions intellectuelles supérieures, le revenu des ménages par personne oscille entre 5,4 et 5,9 seuils de pauvreté. Ce même revenu est réparti de la façon suivante pour les emplois restants: techniciens ou agents de maîtrise, 3,1 seuils de pauvreté; employés administratifs, 2,1; employés de commerce, 1,6; ouvriers, artisans et conducteurs, 1,4; personnels des services directs aux particuliers et agents de sécurité, 1,2, et ouvriers agricoles, 0,9 seuils de pauvreté. En d'autres termes, même si les ménages sont en mesure d'augmenter leur revenu s'ils comptent davantage de membres dans la population active, leur positionnement de base continuera d'être déterminé essentiellement par l'emploi occupé par le membre générant le plus de revenus.

Pour beaucoup de familles latino-américaines, le revenu par personne a progressé grâce à l'intégration de plus d'un membre à la population active. L'entrée croissante des femmes sur le marché du travail, celle, classique, des membres de la famille non rémunérés dans le milieu rural ou l'incorporation obligée des enfants et adolescents en période de crise, sont quelques-uns des mécanismes par le biais desquels les ménages parviennent à élever leur revenu par personne. À la fin des années 90, le nombre d'actifs occupés par ménage, pour l'ensemble des ménages comptant au moins une personne occupée, atteignait une moyenne de 1,8, chiffre qui se réduit à 1,6 si les familles ne comportant pas de membre pourvu d'un emploi sont prises en compte. Ce nombre est moindre dans les pays au revenu moyen d'activité plus élevé: si la totalité des ménages est prise en considération, le chiffre est de 1,4 pour le Chili, 1,5 pour le Costa Rica et le Panama, et 1,6 pour le reste des huit pays ici concernés, à l'exception du Venezuela qui atteint 1,7 actif occupé par ménage.

Ces chiffres dissimulent des situations très inégales. En effet, pour l'ensemble des huit pays étudiés, 47,6 pour cent des ménages comptent plus d'une personne employée, tandis que 41,6 pour cent ne comptent qu'un seul actif occupé et que 10,8 pour cent n'en comptent aucun. Parmi ces derniers, 9,2 pour cent sont dirigés par des chefs de famille inactifs, et 1,6 pour cent par des chefs de famille au chômage (voir le tableau IV.7). Comme l'on pouvait s'y attendre, les pays au plus fort revenu moyen d'activité tendent à enregistrer une proportion plus grande de ménages sans personne occupée: par exemple, si l'on se penche sur la situation des deux extrêmes, on constate que tel est le cas de 14 pour cent des ménages chiliens et de 6,2 pour cent des ménages guatémaltèques. Ceci est dû au fait que dans les pays à plus fort revenu d'activité, la proportion de chefs de famille ayant 65 ans ou plus ou pouvant s'offrir le luxe de ne pas travailler, ou bien les deux à la fois, est plus élevée. La proportion de familles dont le chef est sans emploi est, bien sûr, porteuse de conséquences, mais cette proportion ne varie pas en fonction du revenu moyen d'activité le plus élevé ou le plus faible de chaque pays.

L'analyse réalisée par pays ne permet pas de définir précisément quels sont les ménages qui sont le plus amenés à faire participer davantage de membres dans la population active. Comme mentionné précédemment, dans les pays à plus haut revenu moyen d'activité, le nombre de personnes occupées par famille tend à être moindre, en raison la proportion de ménages sans actif occupé étant plus grande. Néanmoins, s'agissant des ménages comprenant des personnes occupées, les chiffres varient très peu d'un pays à l'autre. Les écarts entre le nombre de personnes ayant un emploi dans les ménages, lorsque ceux-ci sont regroupés par catégorie d'emploi du soutien principal, sont peu

appréciables, quoique la quantité correspondant aux catégories des niveaux moyen et supérieur (atteignant une moyenne simple de 1,8 dans les huit pays étudiés) ait tendance à être plus élevée que pour celles du niveau inférieur où la moyenne descend à 1,7 (voir le tableau IV.8).

Si l'on prend en compte simultanément le nombre de membres ayant un emploi au sein d'une famille et la taille de celle-ci, il est possible de préciser dans quelle mesure l'augmentation du nombre d'actifs occupés est soit un passage obligé pour répondre aux besoins d'une famille nombreuse, soit une option, contrairement à la situation forcée, un moyen choisi par les ménages pour élever leur niveau de vie lorsque le soutien principal perçoit à lui seul un revenu à même de situer le ménage dans les catégories du niveau moyen ou supérieur.

L'indicateur approprié pour déterminer l'intensité relative de l'emploi au sein des diverses catégories est celui de la densité de l'emploi, c'est-à-dire le quotient entre le nombre de membres ayant un emploi dans un ménage et le nombre total des membres le composant. Tel que l'illustre le tableau IV.8, pour l'ensemble des ménages des huit pays étudiés, la densité de l'emploi est de 0,44 mais monte à 0,49 si ne sont pris en considération que les ménages comportant au moins une personne employée. Il existe à cet égard des différences notables entre les pays, qui vont d'un maximum de 0,53, pour l'ensemble des ménages brésiliens, à un minimum de 0,44 pour El Salvador et le Venezuela, encore qu'un tel décalage résulte de causes complexes davantage en rapport avec la disposition à accepter divers types de travail, en particulier ceux à faible productivité, qu'avec le revenu moyen d'activité existant dans chaque pays.

Ces différences en termes de densité de l'emploi s'expliquent mieux si elles sont examinées à la lumière de la gradation de l'emploi des ménages, entendue comme la capacité à générer des revenus plus ou moins élevés en fonction de facteurs associés à l'éducation, au patrimoine ou d'ordre social. Il apparaît ainsi que la densité de l'emploi est plus faible dans les ménages appartenant à la couche la plus basse que dans ceux des couches moyenne et élevée, étant donné que ces derniers sont à même d'incorporer davantage de membres au marché du travail grâce à un meilleur niveau d'instruction et au fait qu'ils bénéficient d'un réseau de relations sociales favorisant considérablement les possibilités d'emploi. Dans les familles où le soutien principal possède un emploi appartenant au niveau supérieur, la densité de l'emploi est de 0,51, se réduisant à 0,49 lorsqu'il s'agit d'un emploi du niveau moyen et à 0,45 pour le niveau inférieur.

De ce fait, les ménages dont le chef relève des catégories professionnelles des niveaux supérieur et moyen sont légèrement

favorisés en ce qui concerne l'employabilité de leurs membres et sont assez nettement avantagés pour ce qui a trait à la densité de l'emploi. Ce décalage en termes de densité de l'emploi au sein des ménages variant en fonction de la catégorie du soutien principal se manifeste dans tous les pays étudiés, bien qu'il tende à se prononcer dans ceux où le revenu moyen est le plus élevé (voir le tableau IV.8).

Comme ce qui précède semble le démontrer, l'impact du nombre de personnes employées sur le revenu du ménage varie beaucoup en fonction de la catégorie professionnelle du soutien principal. Pour les catégories situées en bas de l'échelle, en particulier pour celle correspondant aux ouvriers agricoles, cet impact est relativement modeste car ces familles tendent à être plus nombreuses et à compter très peu de membres pourvus d'un emploi, d'où une densité d'emploi également faible. Bien entendu, plus une famille compte de membres occupés, plus son revenu moyen est élevé, et partant, plus ses conditions de vie s'améliorent. Dans le cas des familles très nombreuses, l'élévation du revenu par personne provenant d'un nombre majoré de membres employés sera toutefois de faible ampleur, et n'excédera souvent pas celui des familles dont un seul membre travaille mais qui sont moins nombreuses. En général, l'augmentation du nombre de personnes employées dans les familles nombreuses permet d'éviter la pauvreté extrême dans laquelle elles vivraient si elles ne comptaient qu'un seul actif occupé, mais elle n'implique pas de hausse importante du revenu par personne, surtout dans les pays où il existe une importante masse paysanne en situation de pauvreté. Au Brésil, par exemple, les ménages dont le principal pourvoyeur est ouvrier agricole présentent le nombre moyen de personnes employées le plus élevé (2,1) de toutes les catégories sur l'ensemble des pays, nonobstant, le revenu moyen de ces familles ne varie pas, quel que soit le nombre de membres occupés. Cet état de fait souligne le caractère forcé de l'incorporation de nouveaux bras dans la population active dans les familles nombreuses ou dans celles où le soutien principal gagne très peu.

À l'autre extrémité de l'échelle de stratification, les ménages dont le soutien principal possède un emploi du niveau supérieur devraient, en toute hypothèse, tirer encore plus de bénéfices de l'incorporation de nouveaux membres au marché du travail, compte tenu du fait, qu'en général, ce type de ménage est moins nombreux que ceux des catégories plus basses. Pourtant, ce n'est généralement pas le cas. Lorsque ces ménages comptent plus d'une personne occupée, leur revenu moyen ne progresse pas de manière très significative, en bonne partie à cause du fait que les autres membres obtiennent généralement des revenus assez nettement inférieurs à celui du soutien principal.

Tableau IV.6
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): REVENU D'ACTIVITÉ PAR PERSONNE DES MÉNAGES,
SELON LA CATÉGORIE PROFESSIONNELLE DU CHEF DE FAMILLE, 1999
(Multiples du seuil de pauvreté)

Description	Brésil	Chili	Colombie	Costa Rica	El Salvador	Mexique	Panama	Venezuela	Total (8 pays)	Guatemala	Nicaragua	Paraguay	Total (11 pays)
Chefs d'entreprise	6,4	13,9	3,6	4,4	2,6	5,8	5,4	3,5	5,9	4,6	4,0	4,1	5,8
Dirigeants et directeurs	5,5	6,5	4,8	5,3	4,3	6,3	5,4	3,5	5,6	3,8	2,5	3,7	5,5
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	8,0	8,1	3,0	5,8	4,7	3,6	6,4	2,6	5,4	2,4	2,8	3,6	5,3
Techniciens	3,3	4,4	-	4,0	2,6	2,6	3,9	-	3,1	2,2	1,6	2,0	3,1
Employés administratifs	2,5	2,5	1,5	2,9	2,2	1,6	2,8	1,3	2,1	1,4	1,1	1,7	2,1
Employés de commerce	1,7	1,9	1,1	2,4	1,4	1,7	1,8	1,5	1,6	1,2	1,1	1,2	1,6
Ouvriers, artisans et conducteurs	1,4	1,9	1,0	2,2	1,3	1,2	2,0	1,3	1,4	0,9	1,0	1,2	1,3
Personnels des services directs aux particuliers	1,2	1,6	1,0	1,8	1,2	1,2	1,6	1,1	1,2	1,2	0,9	1,0	1,2
Ouvriers agricoles	0,8	1,5	1,1	1,9	0,6	0,7	1,1	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,8
Forces armées	3,2	2,6	-	-	1,8	1,3	-	1,5	3,1	3,8	1,4	1,4	3,0
Non répertoriés	8,1	3,0	-	2,7	-	-	11,6	1,2	3,6	-	2,1	1,0	3,5
Total													
Ménages comptant des membres ayant un emploi	2,2	3,5	1,6	2,9	1,6	1,9	2,7	1,7	2,1	1,3	1,2	1,4	2,1
Ensemble des ménages	2,0	3,0	1,4	2,6	1,4	1,8	2,4	1,6	1,9	1,2	1,1	1,3	1,4

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays concernés.

Tableau IV.7
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LE NOMBRE DE MEMBRES AYANT UN EMPLOI,
LA SITUATION DU CHEF DE FAMILLE ET LA CONDITION DE PAUVRETE, 1999
(Pourcentages)

Pays	Répartition des ménages					Proportion de ménages pauvres dans chaque catégorie				
	Total	Sans emploi		Comptant une personne employée	Comptant plus d'une personne employée	Total	Sans emploi		Comptant une personne employée	Comptant plus d'une personne employée
		Chef de famille inactif	Chef de famille sans emploi				Chef de famille inactif	Chef de famille sans emploi		
Brésil	100,0	10,7	1,8	12,4	38,6	49,0	18,9	72,4	35,2	26,5
Chili	100,0	12,1	2,5	14,6	45,5	39,9	14,7	67,2	21,7	8,2
Colombie	100,0	7,7	3,1	10,7	43,9	45,4	48,1	81,6	57,5	38,0
Costa Rica	100,0	9,3	0,8	10,2	46,4	43,4	54,1	86,7	20,2	7,2
El Salvador	100,0	8,4	1,3	9,8	43,2	47,1	53,9	80,4	51,1	33,6
Guatemala	100,0	5,8	0,3	6,2	37,4	56,5	54,1	50,0	55,2	52,3
Mexique	100,0	7,6	0,3	7,9	45,4	46,7	29,8	44,9	37,4	29,7
Nicaragua	100,0	6,2	2,7	8,9	40,0	51,1	84,1	83,0	72,8	55,8
Panama	100,0	10,5	1,7	12,2	46,5	41,3	35,4	76,4	30,0	14,6
Paraguay	100,0	7,2	1,4	8,7	39,4	51,9	55,6	75,2	57,6	46,0
Venezuela	100,0	5,5	2,5	8,0	39,6	52,4	79,5	93,0	55,7	29,1
Total (8 pays)	100,0	9,2	1,6	10,8	41,6	47,6	26,7	74,5	38,9	27,9
Total (11 pays)	100,0	9,1	1,6	10,7	41,4	47,9	27,8	74,5	39,8	29,0

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays concernés.

Tableau IV.8
AMÉRIQUE LATINE (11 PAYS): NOMBRE DE MEMBRES AYANT UN EMPLOI ET DENSITÉ DE L'EMPLOI DES MÉNAGES, SELON LA
CATÉGORIE OU LE GROUPE PROFESSIONNEL DU SOUTIEN PRINCIPAL AU SEIN D'UN MÉNAGE, 1999

	Brésil	Chili	Colombie	Costa Rica	El Salvador	Mexique	Panama	Venezuela	Total (8 pays)		Total (11 pays)	
PEM ^a DE ^b	PEM	DE	PEM	DE	PEM	DE	PEM	DE	PEM	DE	PEM	DE
Chefs d'entreprise	2,0	0,58	1,8	0,53	2,0	0,52	1,9	0,48	1,8	0,45	1,9	0,51
Chefs d'entreprise	1,8	0,54	1,8	0,52	1,8	0,54	1,7	0,47	1,7	0,43	1,7	0,47
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	1,7	0,58	1,7	0,53	1,8	0,51	1,7	0,52	1,8	0,50	1,8	0,52
Techniciens	1,8	0,55	1,7	0,49	-	-	1,8	0,48	1,9	0,47	1,8	0,45
Employés administratifs	1,8	0,54	1,6	0,47	1,8	0,47	1,7	0,49	1,9	0,50	1,9	0,52
Employés de commerce	1,8	0,53	1,7	0,46	1,6	0,46	1,7	0,45	1,8	0,49	1,8	0,51
Personnels des services directs aux particuliers	1,8	0,48	1,6	0,41	1,7	0,42	1,7	0,43	1,8	0,44	1,8	0,45
Ouvriers, artisans et conducteurs	1,7	0,50	1,6	0,45	1,6	0,44	1,6	0,42	1,8	0,44	1,7	0,48
Ouvriers agricoles	2,1	0,57	1,5	0,42	1,8	0,44	1,5	0,41	1,5	0,37	1,8	0,44
Forces armées	1,7	0,49	1,5	0,39	-	-	-	-	2,1	0,41	1,1	0,32
Non répertoriés	1,0	0,68	1,5	0,47	-	-	1,9	0,42	-	-	2,0	0,50
Total de membres ayant un emploi	1,8	0,53	1,6	0,45	1,7	0,46	1,7	0,45	1,8	0,44	1,8	0,49
Total (y compris les ménages sans personne employée)	1,6	0,46	1,4	0,39	1,6	0,41	1,5	0,40	1,6	0,40	1,6	0,44

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays concernés.

^a PEM: Nombre de personnes employées par ménage.

^b DE: Densité de l'emploi.

En réalité, la plus forte incidence sur le revenu moyen de l'augmentation du nombre de personnes occupées ne se produit pas dans les ménages dont le soutien principal appartient aux extrêmes de la pyramide de l'emploi, mais dans ceux situés dans le niveau moyen et dans la tranche la plus élevée du niveau inférieur, tels les employés administratifs et de commerce ainsi que les travailleurs manuels urbains. Pour ces ménages, l'incorporation de nouveaux membres au marché du travail se traduit par un accroissement notoire du revenu moyen. À partir des éléments d'information disponibles, il est possible d'affirmer que de nombreux ménages dont le chef appartient à ces catégories sont parvenus à un revenu assez supérieur à celui dont ils auraient disposé avec une seule personne occupée, ce qui a contribué à leur mobilité sociale ascendante. Bien qu'il s'agisse là d'un phénomène fréquent, on ne peut le considérer comme représentatif de l'ensemble de la région, étant donné qu'il se manifeste faiblement au Brésil et n'est pas du tout observé au Mexique. De même, en raison de la différence du revenu d'activité existant entre les emplois du niveau moyen et supérieur, l'augmentation résultant d'une densité accrue de l'emploi ne suffit pas pour que les ménages des catégories moyennes accèdent aux revenus caractéristiques du niveau supérieur. Cette situation est constatée uniquement au Costa Rica et se doit à l'étroitesse de la fourchette des revenus d'activité entre les différentes catégories. Il n'est pas non plus aisé à une famille dont le soutien principal appartient au niveau inférieur d'accéder au revenu généralement réservé aux professions de niveau intermédiaire par le biais de l'augmentation du nombre de ses membres occupés, et les quelques exceptions observées ne font que confirmer la règle. En conséquence, la hausse du revenu du ménage découlant de l'augmentation du nombre de personnes employées ne permet pas, en général, de surmonter les clivages de revenu qui séparent les différents niveaux professionnels.

L'incidence de la pauvreté est bien sûr plus importante dans les ménages ne comportant aucun membre occupé, étant donné qu'elle touche 68,9 pour cent d'entre eux, suivis par les familles dont le chef est inactif (41,6 pour cent) et par celles ne comportant qu'un seul membre occupé (41,2 pour cent), et qu'elle se réduit à 31,9 pour cent pour les familles comptant plus d'une personne ayant un emploi.

Une plus forte densité de l'emploi contribue à réduire la pauvreté, particulièrement dans les ménages où l'emploi du soutien principal fait partie du niveau inférieur, car, de façon évidente, lorsque ces ménages disposent d'un revenu d'activité plus conséquent, il suffit généralement, à lui seul, à les maintenir au-dessus du seuil de pauvreté. Néanmoins, quand le revenu du soutien principal est très bas, l'incorporation de nouveaux membres au marché du travail peut atténuer la pauvreté mais ne permet pas d'y échapper. Ceci est particulièrement vrai si le soutien

principal est un ouvrier agricole, attendu que, dans ce cas, le faible niveau du revenu d'activité est associé au fait qu'une large proportion des membres supplémentaires employés sont des membres de la famille non rémunérés (voir le tableau IV.8).

Pour les ménages dont le soutien principal occupe un emploi manuel non agricole, la proportion de membres de la famille non rémunérés est généralement nettement plus réduite et la famille moins nombreuse que dans le cas antérieur, en conséquence de quoi, le fait d'intégrer un membre de plus à la population active entraîne généralement une amélioration plus significative du revenu total du ménage. Quoiqu'il en soit, les chances de sortir de la pauvreté qui en résultent dépendent du revenu d'activité obtenu par les membres du ménage ayant un emploi; revenu qui, pour certains emplois urbains comme ceux des personnels des services directs aux particuliers, est dans certains pays relativement peu élevé.

En tout état de cause, comme indiqué plus haut, le fait qu'une densité accrue de l'emploi ne suffise pas à réduire la proportion de ménages pauvres au revenu d'activité très faible, ne signifie pas que celle-ci ne contribue pas à l'amélioration des conditions de vie car elle permet, du moins, d'alléger le fardeau de la pauvreté.

Annexe méthodologique

Critères appliqués dans la définition des catégories professionnelles

Les études portant sur la pyramide de l'emploi s'appuient généralement sur diverses variables pour constituer les grands groupes professionnels ou catégories. Les principales variables retenues sont qui portent sur i) la relation existante entre les personnes et les moyens de production qui permet de distinguer les catégories de base regroupant les propriétaires ou les employeurs (à leur tour différenciés en fonction de la taille de l'entreprise) et celles réunissant les salariés et les travailleurs indépendants; ii) la nature du travail (manuel et non manuel); iii) le niveau de qualification généralement divisé en trois degrés: élevé, moyen et faible; iv) le degré d'autorité exercé au sein de l'entreprise, généralement également réparti en trois niveaux; v) le type de contrat (de service, intermédiaire et de travail, selon la classification de Goldthorpe), et, en dernier lieu, vi) les branches et secteurs d'activité dans lesquels exercent les personnes. Dans la grande majorité des études empiriques menées en la matière, la classification des catégories, ou grands groupes de professions, a été effectuée à partir de quelques-unes de ces variables, bien que l'accent ait été mis sur les unes ou sur les autres en fonction de l'orientation théorique, implicite ou explicite, choisie par chaque auteur. Par exemple, les classifications professionnelles utilisées par certains organismes officiels, tel le Registre général du Royaume-Uni, la première datant de 1911, accordent un intérêt particulier aux niveaux de qualification et d'autorité ainsi qu'à la nature des tâches réalisées; celles élaborées par les néo-marxistes, comme Wright, mettent l'accent sur la propriété des moyens de production sans pour autant laisser de côté le niveau de qualification et le degré d'autorité; alors que les sociologues dans la lignée de Weber, comme Goldthorpe, associent la relation aux moyens de production avec les niveaux de qualification et d'autorité en distinguant les rubriques agricoles et non agricoles et, en particulier, les différentes natures de contrat, critère à partir duquel ils établissent leur fameuse division entre la classe des services, la classe intermédiaire et la classe ouvrière. Le domaine d'application de l'étude revêt bien entendu une importance particulière dans la composition des catégories utilisées (par exemple, pour des raisons évidentes, les études réalisées dans les pays développés accordent beaucoup moins d'intérêt aux métiers agricoles que celles effectuées en Amérique latine) et dans l'utilisation de données directes ou extraites de recensements ou enquêtes déjà réalisés auprès des ménages. Lorsque, comme dans le cadre de la présente étude, l'on utilise des données secondaires, il est nécessaire de travailler à partir

de la classification utilisée dans l'étude originale en y apportant des modifications ou en l'adaptant toujours dans des limites raisonnables.

À partir des critères mentionnés, la classification par catégorie a été utilisée pour mener la présente étude est la suivante:

- i) Employeurs, répartis par taille en patrons de micro entreprise (jusqu'à quatre ou cinq employés selon les pays), petits patrons (de quatre ou cinq employés à neuf ou dix), et chefs de moyenne et grande entreprise (de dix ou onze salariés et plus).
- ii) Hauts fonctionnaires, directeurs et dirigeants.
- iii) Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures.
- iv) Techniciens, agents de maîtrise et autres professions intermédiaires.
- v) Employés administratifs ou de bureau.
- vi) Employés de commerce.
- vii) Ouvriers, artisans, opérateurs et conducteurs.
- viii) Personnels des services directs aux particuliers et agents de sécurité.
- ix) Ouvriers agricoles.

Ces catégories professionnelles sont en général celles utilisées dans les classifications issues des enquêtes menées auprès des ménages. Pour réaliser la présente étude, il a cependant été nécessaire, dans certains cas, d'adapter les éléments d'information existants à cette classification afin de pouvoir comparer les données correspondantes à huit pays sur la période 1989-1990 et à onze pour la période 1999-2000.

Les neuf catégories mentionnées constituent les groupes de base à partir desquels l'examen de la pyramide de l'emploi a été réalisé, bien qu'en fonction des éléments d'information disponibles, des variables supplémentaires aient dû être introduites afin d'obtenir une vision plus détaillée de chacune des catégories. L'utilisation de ces variables revêt un caractère particulièrement important dans le sens où les catégories sont de vastes conglomerats de professions qui, tout en présentant une homogénéité de base, autorisent l'identification de plusieurs sous-catégories en leur sein, déterminées par le niveau de qualification et la taille de l'entreprise où l'activité est exercée, et définies selon qu'il s'agisse d'emplois salariés ou indépendants, publics ou privés et en fonction d'autres paramètres analogues. Finalement, les catégories, et, chaque fois que possible, les sous-catégories, ont été étudiées et comparées à la lumière de trois variables principales: la proportion qu'elles représentent dans la population active, le revenu moyen d'activité provenant de chacune d'elles (envisagé en multiples du seuil de pauvreté) et la scolarisation moyenne.

Chapitre V

Transmission intergénérationnelle des chances de bien-être

Le présent chapitre, consacré à 18 pays de la région, montre comment, malgré les efforts consentis pour généraliser l'accès au système éducatif formel, l'origine socioéconomique et familiale reste un facteur décisif pour les chances actuelles et futures d'éducation et d'intégration sociale et économique. Le caractère en grande mesure héréditaire des possibilités d'éducation —et par conséquent des chances d'accès à des emplois plus stables et mieux rémunérés— constitue un élément clé de la reproduction des inégalités socioéconomiques, ce qui limite les possibilités de profiter des stratégies de compétitivité basées sur le progrès technologique et l'accumulation de connaissances.

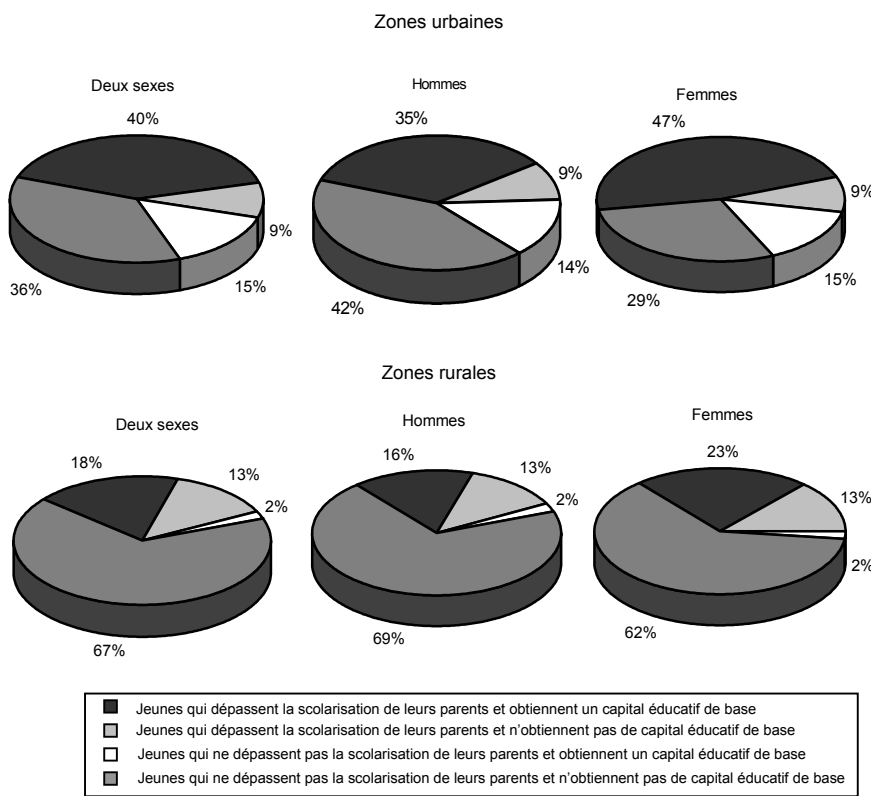
1. Transmission des chances de bien-être

Plus de la moitié des Latino-américains voient leurs chances de bien-être prématurément restreintes en raison des caractéristiques de la transmission intergénérationnelle du capital éducatif et des possibilités de travail, ce qui, avec d'autres, est un facteur déterminant de la forte inégalité socioéconomique persistante.

Quelque 75 pour cent des jeunes des villes proviennent de ménages dont les parents ont un capital éducatif insuffisant (moins de 10 ans d'études) et, plus de 45 pour cent, en moyenne, n'atteignent pas le seuil éducatif qui requiert actuellement, selon les pays, environ 12 années

d'études (voir graphique V.1 et tableau V.1) et qui est une condition pour accéder au bien-être.

Graphique V.1
AMÉRIQUE LATINE: SCOLARISATION DES JEUNES DE 20 A 24 ANS PAR RAPPORT
À CELLE DE LEURS PARENTS, 2000
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

Tableau V.1
AMÉRIQUE LATINE (GROUPES DE PAYS): DÉPASSEMENT ÉDUCATIF
INTERGÉNÉRATIONNEL DES ENFANTS DE 20 À 24 ANS,
PAR SEXE, ZONES URBAINES ET RURALES, 2000
(Pourcentage)^a

Groupe de pays ^b	Sexe	Région géographique									
		Zone urbaine					Zone rurale				
		Total	Dépassement éducatif				Total	Dépassement éducatif			
			Jeunes qui dépassent la scolarisation de leurs parents		Jeunes qui ne dépassent pas la scolarisation de leurs parents			Jeunes qui dépassent la scolarisation de leurs parents		Jeunes qui ne dépassent pas la scolarisation de leurs parents	
			Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base	Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base		Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base	Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base
Groupe inférieur	Deux sexes	100	41	9	12	37	100	13	10	0	77
	Hommes	100	37	9	12	42	100	13	11	0	76
	Femmes	100	47	10	12	31	100	13	9	0	77
Groupe moyen	Deux sexes	100	40	9	14	36	100	19	13	3	65
	Hommes	100	34	9	13	43	100	16	11	3	70
	Femmes	100	47	9	15	29	100	24	15	3	57
Groupe supérieur	Deux sexes	100	43	9	18	31	100	25	18	3	54
	Hommes	100	36	9	18	38	100	20	19	3	59
	Femmes	100	51	8	18	23	100	33	18	3	46
Total pays	Deux sexes	100	40	9	15	36	100	18	13	2	67
	Hommes	100	35	9	14	42	100	16	13	2	70
	Femmes	100	47	9	15	29	100	23	13	2	62

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Correspond à des moyennes simples des chiffres des pays.

^b Les pays sont regroupés en fonction du taux brut d'inscription dans le cycle secondaire au milieu des années 1990, selon les chiffres de l'Institut de statistiques de l'UNESCO (UIS). Le groupe inférieur se compose de la Bolivie, d'El Salvador, du Guatemala, de l'Honduras, du Paraguay et du Venezuela; le groupe moyen comprend le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Mexique, le Nicaragua et la République dominicaine; et le groupe supérieur réunit l'Argentine, le Chili, le Panama, le Pérou et l'Uruguay.

Les possibilités des jeunes qui habitent dans les régions rurales sont encore plus limitées, puisque 80 pour cent d'entre eux environ ne parviennent pas à obtenir le capital éducatif minimum, même si les seuils sont inférieurs¹ (voir tableau V.2). Cette grande proportion de jeunes qui héritent d'une éducation insuffisante se traduira, pendant toute leur vie,

¹ En ce qui concerne les régions rurales, un seuil de 9 ans d'études a été fixé pour les enfants. Pour les parents, le seuil de moins de 6 ans d'études est considéré insuffisant.

par des emplois mal rémunérés réduisant leurs chances de bien-être personnelles et familiales.

Tableau V.2
AMÉRIQUE LATINE (GROUPE DE PAYS): ENFANTS DE 20 À 24 ANS QUI NE DÉPASSENT PAS LA SCOLARISATION DE LEURS PARENTS ET QUI ONT FAIT MOINS DE 12 ANS D'ÉTUDES, PAR SEXE ET SCOLARISATION DES PARENTS, ZONES URBAINES ET RURALES, 2000
(Pourcentages)^a

Groupe de pays ^b	Sexe	Région géographique											
		Zone urbaine						Zone rurale					
		Total	Scolarisation des parents					Total	Scolarisation des parents				
			0 à 2 ans	3 à 5 ans	6 à 9 ans	10 à 12 ans	13 à 15 ans		0 à 2 ans	3 à 5 ans	6 à 9 ans	10 à 12 ans	13 à 15 ans
Groupe inférieur	Deux sexes	37	55	48	31	21	10	77	82	72	58	13	16
	Hommes	42	59	55	34	25	13	76	80	70	63	11	13
	Femmes	31	48	40	27	16	7	77	84	72	52	10	18
Groupe moyen	Deux sexes	36	52	48	35	24	11	65	75	62	48	20	9
	Hommes	43	59	52	42	30	12	70	79	67	56	20	15
	Femmes	29	44	42	28	18	10	57	69	53	37	20	7
Groupe supérieur	Deux sexes	31	41	44	38	21	15	54	63	56	46	32	34
	Hommes	38	51	53	47	24	18	59	67	64	47	39	41
	Femmes	23	30	33	29	17	13	46	56	43	43	21	28
Total pays	Deux sexes	36	51	48	36	23	11	67	75	64	51	20	17
	Hommes	42	57	55	42	28	14	70	77	68	57	23	19
	Femmes	29	43	40	29	18	9	62	72	58	43	15	17

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

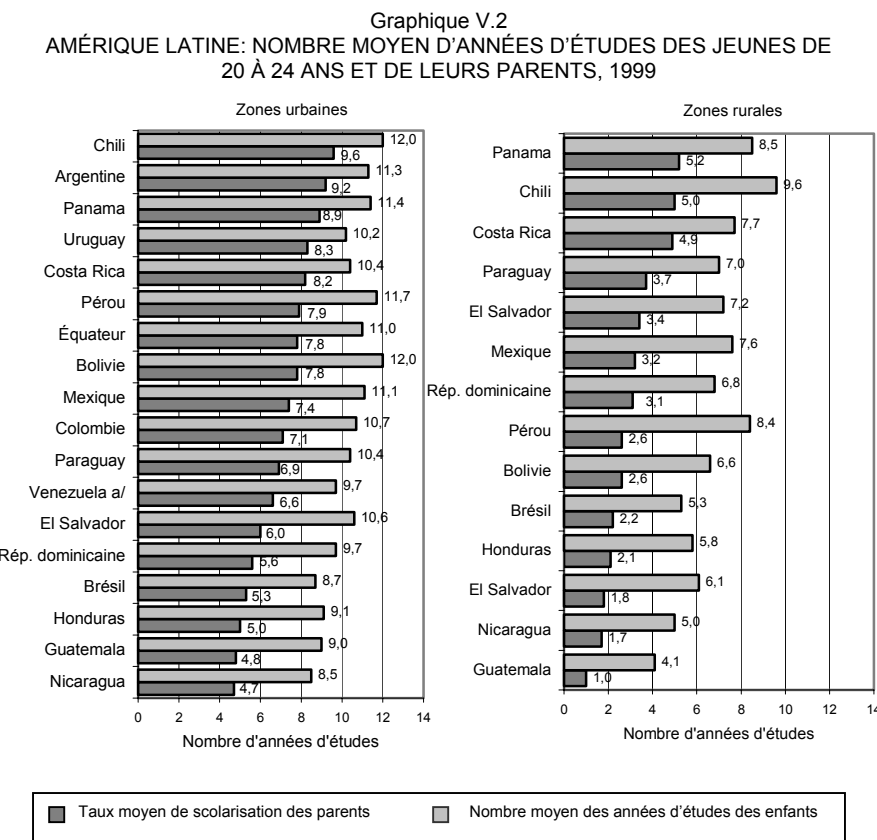
^a Correspond à des moyennes simples des chiffres des pays.

^b Les pays sont regroupés en fonction du taux brut d'inscription dans le cycle secondaire au milieu des années 1990, selon les chiffres de l'Institut de statistiques de l'UNESCO (UIS). Le groupe inférieur se compose de la Bolivie, d'El Salvador, du Guatemala, de l'Honduras, du Paraguay et du Venezuela; le groupe moyen comprend le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Mexique, le Nicaragua et la République dominicaine; et le groupe supérieur réunit l'Argentine, le Chili, le Panama, le Pérou et l'Uruguay.

Le facteur intergénérationnel apparaît encore plus clairement si l'on compare la faible proportion de jeunes qui dépassent nettement la Scolarisation de leurs parents, malgré le net élargissement de la couverture de l'enseignement entre les deux générations.²

² Sans préjudice du rôle d'autres facteurs importants, notamment la situation démographique, patrimoniale et professionnelle des ménages, le capital éducatif constitue pour la majorité des personnes le principal déterminant des possibilités de bien-être.

Le taux moyen de scolarisation des jeunes est passé de 7,1 à 10,4 dans les régions urbaines et de 3 à 6,8 dans les rurales. Néanmoins, à peine un peu plus de 33 pour cent des jeunes des villes et 20 pour cent des jeunes des campagnes ont réalisé par rapport à leurs parents une augmentation significative et suffisante en matière d'éducation (voir graphique V.2).



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Total national.

Les points suivants du présent chapitre présentent des données concernant la chaîne qui détermine les chances de bien-être en fonction de la classe sociale du ménage d'origine et des données concernant la façon dont cela se reflète dans la répartition des revenus. Dans le cas des

informations présentées par groupes, le détail des chiffres de chaque pays est repris dans l'annexe statistique.

2. La transmission du capital éducatif

Malgré l'expansion considérable de l'enseignement enregistrée dans la région ces 15 dernières années, les jeunes des classes sociales inférieures ont eu peu de chances d'atteindre une scolarisation leur permettant d'accéder ensuite à un degré minimum de bien-être. Actuellement, à peine un peu plus de 30 pour cent des jeunes dont les parents n'avaient pas achevé l'enseignement primaire parviennent à terminer le cycle secondaire. En revanche, 75 pour cent des enfants des parents qui ont fait au moins dix ans d'études terminent l'école secondaire.

La persistance de la relation entre l'accès à l'éducation et la classe sociale d'origine indique que les chances de bien-être des jeunes d'aujourd'hui sont en grande mesure façonnées par le schéma d'inégalités de la génération précédente. Cela se traduit par une structure sociale rigide et une mobilité sociale dérisoire. Cette inégalité limite même les possibilités d'améliorer la répartition des revenus à moyen terme, parce que le capital éducatif –scolarisation et qualité de l'enseignement– constitue le principal voire, pour la majorité, l'unique moyen d'obtenir un travail bien rémunéré.

L'analyse de la transmission intergénérationnelle des inégalités éducatives revêt une importance particulière par rapport aux possibilités de terminer le cycle secondaire, seuil actuel pour sortir de la pauvreté. Les dissemblances sont très marquées entre la proportion de jeunes qui font 12 ans d'études et plus, selon la scolarisation de leurs parents. En effet, dans le groupe des pays présentant les niveaux relatifs les plus bas de couverture de l'enseignement moyen pour lesquels des données sont disponibles –Bolivie, El Salvador, Guatemala, Honduras, Paraguay et Venezuela–, un jeune sur trois seulement dont les parents ont fait moins de six ans d'études parvient à terminer l'école moyenne. En revanche, trois jeunes sur quatre dont les parents ont fait plus de 12 ans d'études atteignent au moins ce niveau (voir tableau V.3).

Dans les pays ayant les taux les plus élevés d'inscription à l'école secondaire –Argentine, Chili, Panama, Pérou et Uruguay–, on constate également des différences de scolarisation entre les jeunes en fonction du capital éducatif du ménage de provenance. Dans ces pays, la proportion de jeunes des villes qui font 12 ans d'études ou plus atteint en moyenne 60 pour cent, chiffre supérieur à la moyenne correspondante du premier

groupe de pays, où elle est de 53 pour cent. Cet écart existe aussi dans les zones rurales (37 pour cent pour 11 pour cent). Néanmoins, bien que 36 pour cent seulement des enfants dont les parents ont fait moins de six ans d'études terminent l'enseignement secondaire dans ces pays, plus de 90 pour cent des enfants de parents qui ont terminé l'école secondaire atteignent ce niveau (voir graphique V.3)

Tableau V.3
AMÉRIQUE LATINE (GROUPES DE PAYS): JEUNES DE 20 À 24 ANS AYANT UN
MINIMUM DE 9, 12 ET 14 ANS D'ÉTUDES, SELON LA SCOLARISATION DE
LEURS PARENTS, ZONES URBAINES
(Moyenne simple des pays, pourcentages)

Groupe	Années d'études	Année	Total	Scolarisation des parents ^a			
				0-5	6-9	10-12	13 et plus
Groupe inférieur ^b	Au moins 9 ans	1990	65	49	81	90	96
		2000	69	51	81	94	96
	Au moins 12 ans	1990	43	28	53	74	84
		2000	53	33	63	77	91
	Au moins 14 ans	1990	19	10	21	39	57
		2000	20	8	18	31	57
Groupe moyen ^c	Au moins 9 ans	1990	62	49	76	93	96
		2000	70	51	79	89	96
	Au moins 12 ans	1990	43	29	53	75	88
		2000	54	32	59	75	92
	Au moins 14 ans	1990	16	7	20	39	60
		2000	23	7	22	36	62
Groupe supérieur ^d	Au moins 9 ans	1990	77	58	80	91	96
		2000	79	58	75	94	97
	Au moins 12 ans	1990	52	30	51	72	88
		2000	60	36	51	75	90
	Au moins 14 ans	1990	16	6	12	26	48
		2000	22	6	12	29	54

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

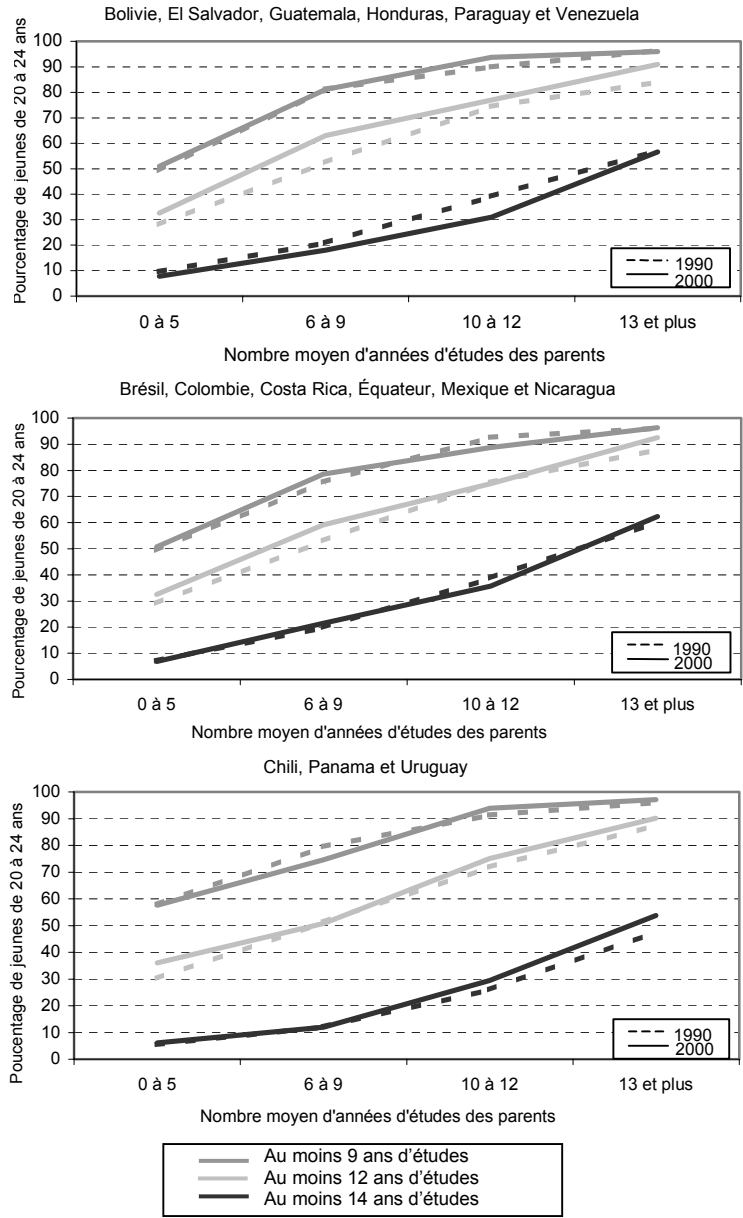
^a Taux moyen de scolarisation du chef de ménage et de son conjoint.

^b Bolivie, El Salvador, Guatemala, Honduras, Paraguay et Venezuela.

^c Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Nicaragua et Mexique. La République dominicaine est exclue en raison de l'absence de données comparables pour les deux années.

^d Chili, Panama et Uruguay. L'Argentine et le Pérou sont exclus en raison de l'absence de données comparables pour les deux années.

Graphique V.3
AMÉRIQUE LATINE: JEUNES DE 20 À 24 ANS AYANT FAIT UN MINIMUM DE 9, 12
ET 14 ANS D'ÉTUDES, SELON LA SCOLARISATION DES PARENTS,
ZONES URBAINES, 1990-2000
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

Les données relatives aux zones rurales présentent également des disparités issues du climat éducatif régnant dans le ménage. Comme dans les zones urbaines, entre le début et la fin des années quatre-vingt-dix, l'écart du pourcentage des jeunes appartenant à des ménages présentant différents niveaux de scolarisation qui font au moins neuf ans d'études s'est maintenu. On observe, entre les deux périodes, une certaine rigidité de la distribution des possibilités éducationnelles, déterminée en grande mesure par le climat éducatif du ménage (voir tableau V.4).

Tableau V.4
AMÉRIQUE LATINE (GROUPE DE PAYS): JEUNES DE 20 À 24 ANS AYANT FAIT
UN MINIMUM DE 9 ET 12 ANS D'ÉTUDES, SELON LA SCOLARISATION DE
LEURS PARENTS, ZONES RURALES
(Moyenne simple des pays, pourcentages)

Groupe	Années d'étude	Année	Total	Scolarisation des parents ^a		
				0-5	6-9	10 et plus
Groupe inférieur ^b	Au moins 9 ans	1990	14	12	64	69
		2000	21	18	59	90
	Au moins 12 ans	1990	7	6	34	58
		2000	11	9	41	65
Groupe moyen ^c	Au moins 9 ans	1990	24	20	55	90
		2000	34	28	63	94
	Au moins 12 ans	1990	13	10	32	64
		2000	22	15	44	87
Groupe supérieur ^d	Au moins 9 ans	1990	44	31	72	89
		2000	55	41	70	92
	Au moins 12 ans	1990	28	17	52	76
		2000	37	24	49	78

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Taux moyen de scolarisation du chef de ménage et de son conjoint.

^b El Salvador, Guatemala, Honduras. La Bolivie, le Paraguay et le Venezuela sont exclus pour absence de données comparables pour les deux années.

^c Brésil, Colombie, Costa Rica, Nicaragua et Mexique. L'Équateur et la République dominicaine sont exclus en raison de l'absence de données comparables pour les deux années.

^d Chili et Panama. L'Argentine, le Pérou et l'Uruguay sont exclus en raison de l'absence de données comparables pour les deux années.

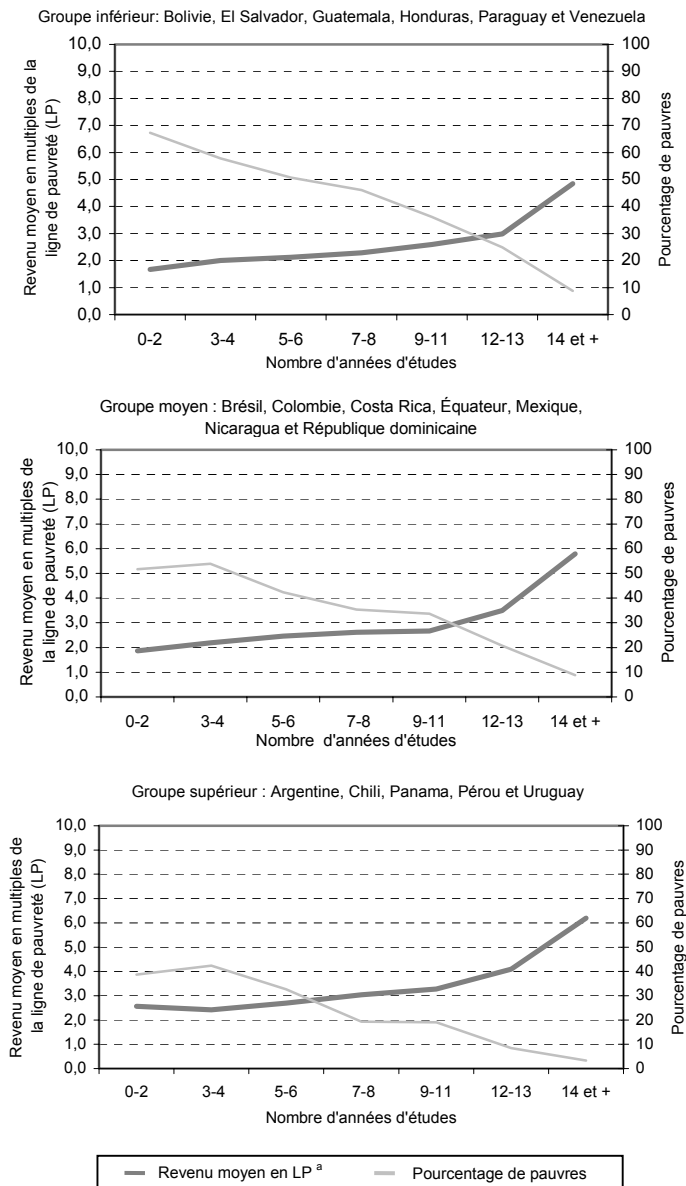
Il est inquiétant de constater que les efforts pour élargir la couverture de l'enseignement ne se sont pas traduits, au cours de la dernière décennie, par une diminution de l'écart qui sépare les jeunes provenant des diverses classes sociales. En examinant les données concernant la situation dans les zones urbaines de 15 pays au début et à la

fin des années 90, on constate que les disparités de la proportion de jeunes de 20 à 24 ans ayant fait 12 ans d'études issus de ménages au capital éducatif différent n'ont pratiquement pas varié (voir tableau V.4).

Ce qui précède permet d'affirmer que pour la majorité des jeunes de la région, le capital éducatif continue à dépendre essentiellement de l'éducation des parents et de la capacité économique du ménage d'origine. Il convient de souligner deux éléments. Premièrement, l'inégalité des chances éducatives se manifeste dès l'école primaire. Dans les zones urbaines de Bolivie, d'El Salvador, du Guatemala, de l'Honduras, du Paraguay et du Venezuela, le pourcentage de jeunes ne faisant pas plus de huit ans d'études oscillait entre 11 pour cent et 47 pour cent, la majeure partie d'entre eux provenant de ménages dont les parents n'avaient pas dépassé ce niveau non plus. Au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Nicaragua, au Mexique et en République dominicaine, ces pourcentages variaient de 20 pour cent à 49 pour cent et en Argentine, au Chili, au Panama, au Pérou et en Uruguay, de 9 pour cent à 34 pour cent (voir tableau V.4). Les jeunes qui ne font que huit ans d'études ont une grande probabilité de reproduire la pauvreté de leur ménage d'origine. L'insuffisance de capital éducatif est un des principaux écueils pour atténuer la pauvreté extrême (voir graphique V.4).

Deuxièmement, il convient de signaler que les différences de scolarisation ne sont pas la seule source d'inégalité en matière de capital éducatif. La qualité de l'éducation que reçoivent les jeunes varie selon la classe sociale d'où ils sont issus. Les mesures du niveau d'apprentissage révèlent d'importantes dissemblances entre les écoles publiques et privées. Delich (2002) soutient que la moyenne des élèves des écoles publiques atteint à peine 50 pour cent des objectifs du programme d'études officiel, tandis que ceux qui fréquentent les collèges privés atteignent facilement près de 100 pour cent. Dans la même étude, cet auteur affirme que l'analyse des réponses concernant la lecture-écriture montre que deux élèves sur cinq de quatrième ou cinquième année ne comprennent pas ce qu'ils lisent et qu'ils appartiennent précisément à des familles de niveaux socioéconomiques modestes. Bien que les données fournies par les enquêtes sur les ménages ne permettent pas d'analyser les divergences de qualité des études, des indices clairs montrent que ceux qui parviennent à faire un plus grand nombre d'années d'études reçoivent, en général, une éducation de meilleure qualité.

Graphique V.4
AMÉRIQUE LATINE: REVENU PROFESSIONNEL MOYEN ET POURCENTAGE DE
PAUVRES PARMI LES ACTIFS DE 20 À 29 ANS, ZONES URBAINES, 1999



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a LP: Lignes de pauvreté.

Beaucoup de gouvernements de la région ont encouragé les réformes éducatives, axées sur les programmes de cours, les changements institutionnels et l'attribution de ressources financières plus importantes. Il se peut que ces réformes débouchent sur un rapprochement entre le rendement et la réussite éducative des étudiants des établissements privés et ceux des établissements publics et, de ce fait, sur la diminution des inégalités éducatives entre les diverses classes socioéconomiques.³ Il n'a cependant pas été suffisamment souligné qu'une part très importante des inégalités éducatives qui se transmettent d'une génération à l'autre est toujours due à la scolarisation des jeunes issus de différentes classes sociales, indépendamment de la qualité de l'enseignement. Les améliorations en ce sens pourraient avoir peu d'effets si elles ne s'accompagnent pas de politiques assurant le maintien des jeunes des classes moyennes et inférieures dans le système scolaire. Une grande proportion d'entre eux abandonne l'école avant de terminer les 12 ans de scolarité considérés aujourd'hui comme le minimum nécessaire.

3. Le capital éducatif et les possibilités de travail

La transmission intergénérationnelle des chances de bien-être qui commence dans le ménage d'origine et se poursuit à l'école, associe la scolarisation avec les métiers auxquels l'accès est le plus probable et les revenus qui en résultent. Les personnes qui ont fait 13 ans d'études ou plus (enseignement post-secondaire)⁴ sont surtout des spécialistes, techniciens et cadres qui, dans les régions urbaines, représentent environ 45 pour cent de ce groupe (voir tableau V.5). Le revenu mensuel moyen de l'ensemble de ce groupe évolue entre 4 et 18 lignes de pauvreté (voir tableau V.6). Il s'élève à 6,5 lignes de pauvreté en moyenne pour les spécialistes et techniciens, et à 10 pour les cadres de direction.

³ L'étude citée précédemment (Delich, 2002) affirme qu'il faut analyser également les inégalités survenues dans le système éducatif, qui reposent la question de l'enseignement et qui sont plus grandes dans le secteur public que dans le privé. La différence entre un enfant qui fréquente une école du grand Buenos Aires, où il reçoit trois heures de cours dans une classe surpeuplée 50 jours par an et un autre, également à l'école publique, qui fréquente les cours toute la journée, apprend les langues, l'informatique et d'autres branches, comme cela se fait dans la capitale, est immense. Et il est facile d'imaginer quelle sera cette différence dans dix ans, en termes de revenus.

⁴ Au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, au Honduras, au Nicaragua, au Pérou et au Venezuela, la durée totale des cycles primaire et secondaire est de 11 ans (voir UIS, 2003). Dans ces pays, l'enseignement post-secondaire commence à partir de les 12 années d'études.

Tableau V.5
AMERIQUE LATINE (GROUPES DE PAYS): RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES
JEUNES DE 20 À 29 ANS QUI TRAVAILLENT 20 HEURES PAR SEMAINE OU PLUS,
SELON L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LA SCOLARISATION,
ZONES URBAINES ET RURALES, 1999

ZONES URBAINES										
Groupe de pays ^b	Scolarisation	Total	Insertion professionnelle							
			Spécialistes et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Groupe inférieur	Total	100,0	11,3	3,7	15,9	16,5	33,6	7,1	9,2	2,7
	0 à 8	100,0	1,2	1,6	5,1	16,9	43,7	11,7	15,2	4,7
	9 à 12	100,0	8,0	3,0	20,5	19,5	34,9	5,2	7,3	1,7
	13 et plus	100,0	38,1	9,2	27,1	10,1	11,2	1,0	2,3	1,0
Groupe moyen	Total	100,0	10,3	2,5	14,5	19,5	32,3	4,8	11,5	4,5
	0 à 8	100,0	0,7	0,8	3,9	17,0	42,8	9,2	17,5	8,1
	9 à 12	100,0	4,9	2,1	18,9	24,4	33,5	3,5	10,3	2,4
	13 et plus	100,0	37,4	6,8	25,6	16,7	9,7	0,4	3,0	0,4
Groupe supérieur	Total	100,0	13,9	2,5	16,2	16,4	30,9	5,4	11,6	3,2
	0 à 8	100,0	0,7	1,0	3,2	12,4	42,0	11,0	20,8	8,9
	9 à 12	100,0	3,8	1,9	17,3	20,5	36,3	5,1	12,5	2,7
	13 et plus	100,0	41,5	5,0	25,6	11,5	11,2	1,0	3,5	0,7
Total pays	Total	100,0	11,6	2,9	15,4	17,6	32,4	5,7	10,8	3,5
	0 à 8	100,0	0,9	1,1	4,1	15,7	42,9	10,5	17,6	7,2
	9 à 12	100,0	5,6	2,3	19,0	21,7	34,7	4,5	9,9	2,2
	13 et plus	100,0	38,8	7,1	26,1	13,0	10,6	0,7	2,9	0,7
ZONES RURALES										
Groupe de pays ^b	Niveau d'études	Total	Insertion professionnelle							
			Spécialistes et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Groupe inférieur	Total	100,0	4,7	1,8	1,6	7,3	18,2	12,7	4,7	49,1
	0 à 8	100,0	0,6	1,7	0,5	5,8	17,0	12,9	5,4	56,0
	9 à 12	100,0	11,4	1,1	6,7	15,2	24,9	9,4	2,9	28,6
	13 et plus	100,0	73,3	1,6	6,2	5,5	4,8	1,3	0,9	6,4
Groupe moyen	Total	100,0	3,5	1,0	3,6	10,6	24,6	4,6	7,9	44,3
	0 à 8	100,0	0,5	0,6	1,0	8,2	23,6	5,2	7,8	53,2
	9 à 12	100,0	6,0	1,3	9,4	19,7	29,4	3,5	8,9	21,7
	13 et plus	100,0	37,2	5,0	15,6	16,0	11,4	4,0	4,1	6,7
Groupe supérieur	Total	100,0	4,1	1,6	4,0	8,0	23,0	3,6	7,5	48,3
	0 à 8	100,0	0,2	0,7	0,4	6,0	19,7	3,3	7,9	61,9
	9 à 12	100,0	4,2	2,2	6,1	10,9	30,1	5,0	7,4	34,1
	13 et plus	100,0	29,4	3,7	15,2	9,5	18,2	0,9	5,7	17,4
Total pays	Total	100,0	4,1	1,4	3,0	8,9	21,9	7,3	6,7	46,9
	0 à 8	100,0	0,5	1,0	0,7	6,8	20,4	7,5	7,0	56,1
	9 à 12	100,0	7,6	1,4	7,7	16,2	27,9	5,9	6,4	26,8
	13 et plus	100,0	48,4	3,5	12,2	10,9	10,5	2,4	3,3	8,9

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Correspond à des moyennes simples des chiffres des pays.

^b Les pays sont regroupés en fonction du taux brut d'inscription dans le cycle secondaire au milieu des années 1990, selon les chiffres de l'Institut de statistiques de l'UNESCO (UIS). Le groupe inférieur se compose de la Bolivie, d'El Salvador, du Guatemala, de l'Honduras, du Paraguay et du Venezuela (uniquement dans la partie du tableau reprenant les zones urbaines); le groupe moyen comprend le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur (zones urbaines), le Mexique, le Nicaragua et la République dominicaine, et le groupe supérieur réunit l'Argentine (zones urbaines), le Chili, le Panama, le Pérou et l'Uruguay (zones urbaines).

Tableau V.6
AMÉRIQUE LATINE (GROUPE DE PAYS): REVENU MOYEN^a DES JEUNES DE
20 À 29 ANS QUI TRAVAILLENT 20 HEURES PAR SEMAINE OU PLUS,
PAR INSERTION PROFESSIONNELLE ET NIVEAU D'ÉTUDES,
ZONES URBAINES ET RURALES, 1999
(Multiples du seuil de pauvreté par habitant)

ZONES URBAINES										
Groupe de pays ^b	Niveau d'études	Total	Insertion professionnelle							
			Spécialistes et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Groupe inférieur	Total	2,8	4,3	7,4	3,2	2,4	2,5	2,5	1,6	1,8
	0 à 8	2,1	2,5	5,4	2,1	2,0	2,2	2,4	1,5	1,7
	9 à 12	2,8	2,8	6,3	3,1	2,4	2,8	2,7	1,7	1,5
	13 et plus	4,4	4,7	8,4	3,6	3,1	3,6	3,5	2,6	3,1
Groupe moyen	Total	3,3	6,7	9,5	3,5	2,9	2,9	3,1	2,0	2,4
	0 à 8	2,4	2,7	4,4	2,8	2,4	2,6	2,6	1,7	2,3
	9 à 12	3,1	3,9	10,0	3,2	2,8	3,2	3,6	2,5	2,9
	13 et plus	5,5	7,3	10,0	4,1	4,5	3,9	4,0	3,8	3,4
Groupe supérieur	Total	4,0	6,6	10,6	4,3	3,6	3,6	3,6	2,9	2,8
	0 à 8	2,9	4,1	5,4	2,9	2,8	3,0	3,2	2,6	2,4
	9 à 12	3,7	4,8	7,1	3,8	3,6	3,7	3,9	3,2	3,1
	13 et plus	5,9	7,0	12,0	4,9	4,4	4,7	4,1	3,5	5,4
Total pays	Total	3,3	5,9	9,1	3,6	2,9	3,0	3,1	2,1	2,3
	0 à 8	2,4	2,9	5,1	2,6	2,4	2,6	2,7	1,9	2,1
	9 à 12	3,2	3,7	8,0	3,3	2,9	3,2	3,3	2,4	2,5
	13 et plus	5,2	6,4	10,0	4,2	4,0	4,0	3,8	3,2	4,0
ZONES RURALES										
Groupe de pays ^b	Niveau d'études	Total	Insertion professionnelle							
			Spécialistes et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Groupe inférieur	Total	2,1	4,5	4,4	3,8	2,3	2,7	3,2	1,7	1,7
	0 à 8	1,8	3,0	3,8	2,9	2,0	2,6	2,9	1,8	1,7
	9 à 12	2,7	4,9	6,3	4,0	2,6	3,1	3,4	2,1	1,3
	13 et plus	4,3	4,7	4,1	4,6	2,8	3,6	6,0	3,0	4,5
Groupe moyen	Total	3,2	6,0	7,0	4,9	3,1	3,5	4,0	2,8	2,6
	0 à 8	2,8	3,4	4,5	4,3	2,8	3,3	3,9	2,4	2,5
	9 à 12	3,7	5,3	6,9	4,0	3,3	4,0	3,5	4,1	3,4
	13 et plus	6,4	7,5	11,2	6,1	4,2	6,1	5,0	4,9	3,9
Groupe supérieur	Total	3,2	8,4	14,0	4,2	3,2	3,9	3,7	2,4	2,4
	0 à 8	2,5	3,0	4,8	5,1	2,6	3,8	3,4	2,1	2,2
	9 à 12	3,3	5,3	10,8	4,0	3,7	3,9	3,8	2,7	2,7
	13 et plus	6,8	10,5	31,7	6,1	3,9	4,1	6,4	2,4	3,7
Total pays	Total	2,8	6,0	7,3	4,4	2,8	3,3	3,6	2,3	2,2
	0 à 8	2,4	3,2	4,3	3,9	2,5	3,2	3,4	2,1	2,2
	9 à 12	3,3	5,1	7,4	4,0	3,1	3,7	3,6	3,1	2,5
	13 et plus	5,7	7,1	14,2	5,6	3,8	5,0	5,4	3,9	4,1

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Correspond à des moyennes simples des chiffres des pays.

^b Les pays sont regroupés en fonction du taux brut d'inscription dans le cycle secondaire au milieu des années 1990, selon les chiffres de l'Institut de statistiques de l'UNESCO (UIS). Le groupe inférieur se compose de la Bolivie, d'El Salvador, du Guatemala, de l'Honduras, du Paraguay et du Venezuela (uniquement dans la partie du tableau reprenant les zones urbaines); le groupe moyen comprend le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur (zones urbaines), le Mexique, le Nicaragua et la République dominicaine, et le groupe supérieur réunit l'Argentine (zones urbaines), le Chili, le Panama, le Pérou et l'Uruguay (zones urbaines).

Dans les zones rurales, 52 pour cent de ceux qui ont ces niveaux d'études occupent des fonctions du type mentionné (voir tableau V.5). A la différence des régions urbaines, où l'offre de qualifications élevées est relativement abondante et où l'insertion professionnelle de ceux qui les réunissent est donc plus variée, on trouve dans les zones rurales une plus grande concentration de qualifications élevées dans les métiers spécialisés, techniques et de direction. Cette situation est particulièrement manifeste quand les pays sont regroupés en fonction du taux brut d'inscription secondaire: dans le groupe inférieur – Bolivie, El Salvador, Guatemala et Honduras –, le pourcentage de jeunes de 20 à 29 ans ayant une éducation post-secondaire qui travaillent dans des fonctions à caractère professionnel ou technique ou qui parviennent à occuper des postes de direction est de 75 pour cent. Dans le groupe moyen – Brésil, Colombie, Costa Rica, Nicaragua, Mexique et République dominicaine –, ce pourcentage est d'environ 42 pour cent et dans le groupe qui présente les taux d'inscription secondaire les plus élevés – Chili, Panama et Pérou –, il ne dépasse pas 35 pour cent.

Les autres fonctions auxquelles il est possible d'accéder facilement avec 13 ans d'études ou plus sont celles d'employé administratif, comptable, vendeur et commis, postes qu'occupent dans la majorité des pays environ 35 pour cent à 45 pour cent des personnes qui ont cette scolarisation dans les régions urbaines et dont le revenu mensuel moyen se situe en général entre 3,5 et 5,5 lignes de pauvreté.

D'autre part, les possibilités de ceux qui ont une scolarisation intermédiaire bien qu'insuffisante – de neuf à onze ans d'études – se concentrent généralement dans la moitié inférieure de la structure professionnelle. Dans les zones urbaines, un peu plus de 40 pour cent parviennent à exercer une fonction d'employé administratif, de comptable, vendeur ou commis, tout au plus, avec un revenu mensuel moyen d'à peine entre 2,5 et 3,5 lignes de pauvreté. Plus de 50 pour cent travaillent comme artisans, ouvriers, vigiles, serveurs ou employés de maison – 57 pour cent en moyenne dans les pays aux niveaux d'études les plus élevés –, avec un revenu mensuel moyen oscillant entre 1,5 et 3,5 lignes de pauvreté.

En revanche, près de 80 pour cent des travailleurs urbains ayant terminé huit ans d'études ou moins travaillent généralement comme ouvriers, vigiles, serveurs ou employés de maison, avec un revenu mensuel moyen allant de 2 à 2,5 lignes de pauvreté, ce qui est insuffisant pour garantir le bien-être familial (voir tableaux V.5 et V.6). A mesure de l'extension de l'enseignement secondaire, le pourcentage susmentionné augmente et atteint 75 pour cent dans le groupe inférieur de couverture secondaire et 83 pour cent dans le supérieur. Lorsqu'il y a une plus

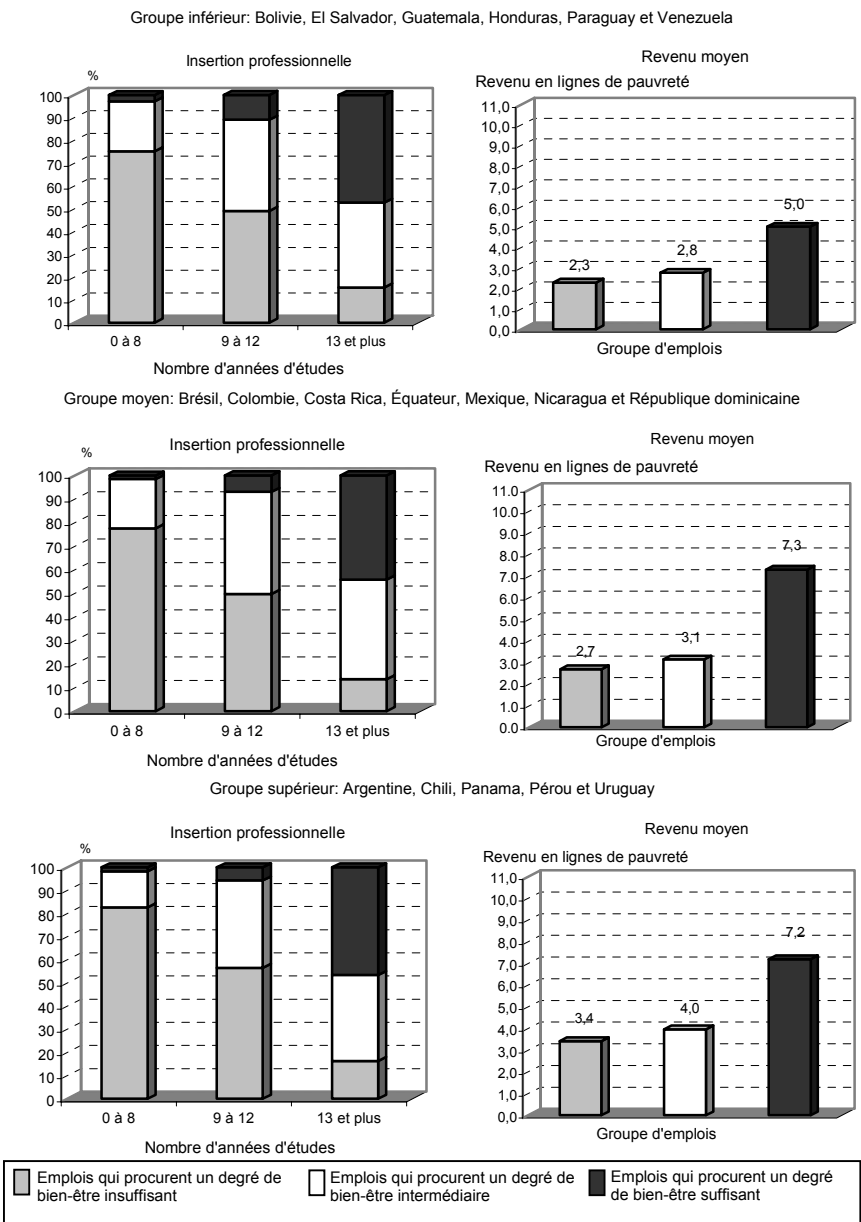
grande offre de main-d'œuvre qualifiée, les travailleurs moins qualifiés tendent à se concentrer dans des métiers inférieurs en termes de hiérarchie, de qualité et de rémunération. Par conséquent, bien que la situation soit différente dans les pays analysés, il existe une grande homogénéité du lien entre l'éducation, la profession et le revenu qui détermine la division socioéconomique dans la région.

De même, dans les régions rurales, plus de 90 pour cent de ceux qui ont fait huit ans d'études ou moins ont un emploi de travailleur agricole, ouvrier, vigile, serveur ou employé de maison, avec un revenu mensuel moyen allant en général de moins d'une à trois lignes de pauvreté. Le métier de travailleur agricole se distingue particulièrement à cet égard et occupe environ 60 pour cent des personnes ayant cette scolarisation, pour un revenu mensuel moyen de 2,2 lignes de pauvreté.

Les graphiques V.5 et V.6 illustrent la relation entre les niveaux d'études et le type d'insertion professionnelle avec le revenu probable correspondant à chacun. On observe ainsi parmi les jeunes de 20 à 29 ans qui ont fait huit ans d'études ou moins, la prédominance des métiers qui donnent un degré insuffisant de bien-être, avec un revenu mensuel moyen d'environ 2,4 lignes de pauvreté. Ces emplois et en second lieu ceux qui procurent un degré de bien-être intermédiaire – avec un revenu mensuel moyen légèrement supérieur à trois lignes de pauvreté – constituent l'horizon professionnel de ceux qui ont fait entre neuf et onze ans d'études, ce qui renforce la thèse selon laquelle cela ne suffit pas pour assurer le bien-être toute la vie.

Comme le montrent les graphiques précédents, les jeunes qui ont fait entre neuf et onze ans d'études peuvent accéder surtout aux emplois qui procurent un bien-être insuffisant. Cela témoigne en outre du processus de dévaluation éducative auquel sont exposées les générations successives à mesure que l'enseignement secondaire se généralise. D'autre part, la concentration importante dans les métiers qui procurent un bien-être suffisant des personnes qui ont fait 13 ans d'études ou plus, avec un revenu mensuel moyen proche de 7 lignes de pauvreté, montre également l'importance de ce seuil d'études et confirme ainsi le déterminisme notable que l'on observe dans ce domaine.

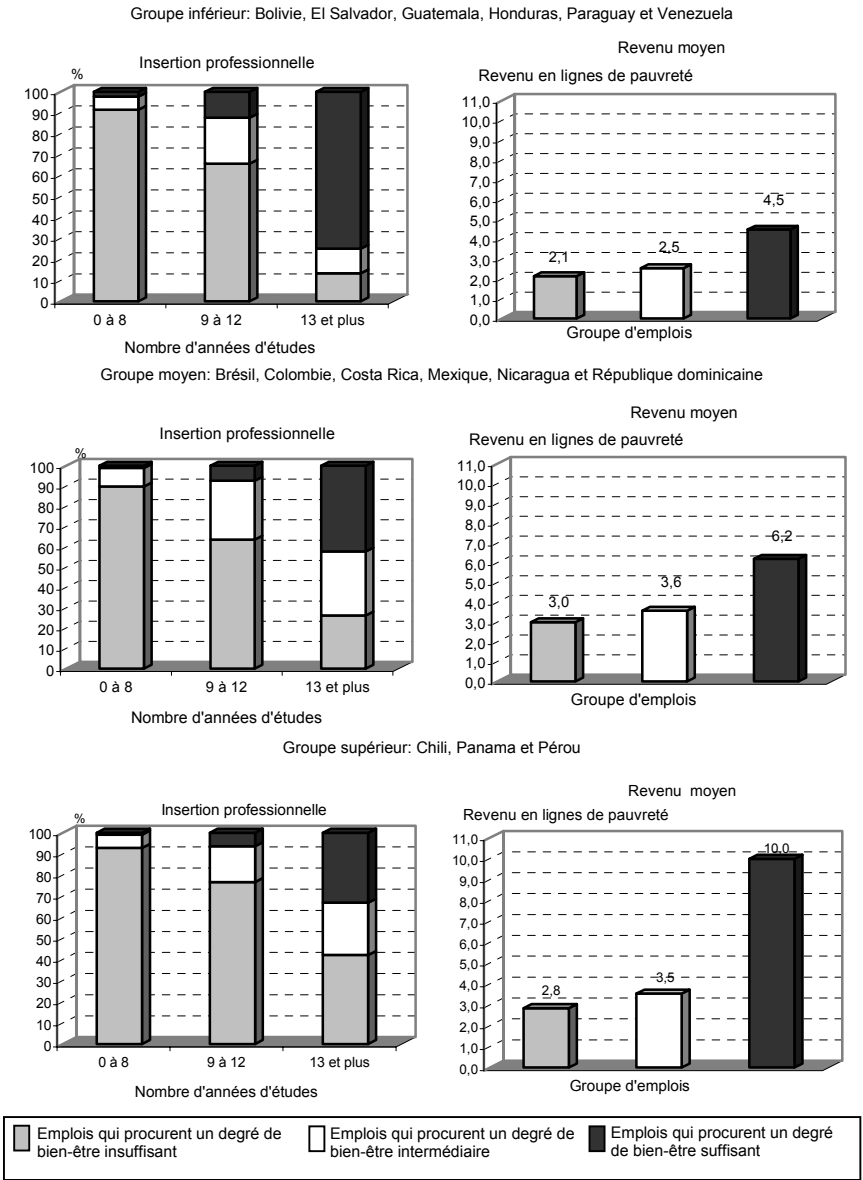
Graphique V.5
AMERIQUE LATINE: INSERTION PROFESSIONNELLE ET REVENU MOYEN DES
JEUNES DE 20 À 29 ANS PAR GROUPES DE PAYS,^a ZONES URBAINES, 1999



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Classés selon les taux bruts d'inscription secondaire.

Graphique V.6
AMERIQUE LATINE: INSERTION PROFESSIONNELLE ET REVENU MOYEN DES
JEUNES DE 20 À 29 ANS PAR GROUPES DE PAYS,^a ZONES RURALES, 1999



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Classés selon les taux bruts d'inscription secondaire.

D'autre part, les données permettent d'apprécier un autre élément qui souligne plus encore l'importance des écarts dus aux ressources du ménage d'origine et au capital éducatif hérité. En effet, outre la transmission de possibilités très divergentes d'accès à diverses catégories professionnelles, les chances d'obtenir des revenus dans chacune de ces catégories sont également très disparates. Ainsi, les vendeurs et commis ayant fait 12 ans d'études ou plus perçoivent un revenu mensuel moyen équivalent à 4 lignes de pauvreté, mais ils baissent à 2,9 s'ils ont fait entre 9 et 11 ans d'études et à 2,4 s'ils comptent moins de 9 ans d'études. On observe une situation analogue dans le cas des employés administratifs et comptables, ainsi que dans celui des ouvriers industriels, du transport et du stockage.

Tout cela permet d'apprécier plus clairement à quel point il importe que les réformes éducatives se préoccupent d'améliorer l'équité de l'enseignement pour les enfants et adolescents des classes sociales aux revenus inférieurs, dont ce sera le seul capital. Les réformes du système scolaire ne profitent pas aux 20 ans ou plus. Dans la mesure où ce groupe représentera plus de deux tiers de la force de travail dans tous les pays de la région, au cours des deux prochaines décennies, il faut inévitablement définir des politiques et programmes de formation professionnelle qui permettent d'éviter que ne s'aggravent les inégalités distributives. En plus d'être étroitement liée aux demandes changeantes du marché du travail, cette formation professionnelle doit offrir des passerelles, débouchant sur de meilleures chances de travail et de revenus. La possibilité de freiner la tendance à l'inégalité distributive et, en même temps, celle de rehausser le niveau de compétitivité dépendront en grande mesure de l'ouverture de telles passerelles.

4. Influence des contacts familiaux

A partir d'un certain niveau de scolarisation, la transmission intergénérationnelle des chances de bien-être est influencée par les contacts sociaux tissés par le ménage d'origine. Grâce au vaste réseau de contacts de certains ménages, les enfants peuvent avoir des revenus supérieurs de 40 pour cent en moyenne à ceux que perçoivent ceux qui n'ont pas cet avantage, même si tous travaillent dans les mêmes groupes d'emplois et ont une scolarisation équivalente.

Pour tenir compte de cet élément dans l'ensemble des facteurs qui influencent la transmission intergénérationnelle des chances de bien-être, il convient de se pencher brièvement sur la situation des jeunes qui ont une scolarisation de 12 ans d'études ou plus. Il est également utile d'étudier le revenu mensuel moyen des jeunes qui, bien que travaillant

dans les mêmes groupes d'emplois, se différencient par l'importance des ressources de leurs parents. Pour cette analyse, les jeunes sont divisés en deux groupes: ceux qui ont fait neuf ans d'études ou moins et ceux qui ont suivi une formation pendant dix ans ou plus. Dans les deux cas, le capital éducatif des parents est pris en considération également.

Au Brésil, par exemple, les jeunes qui travaillent comme employés administratifs et comptables et dont les parents ont fait 10 ans d'études ou plus, touchent un revenu mensuel moyen de 4,2 lignes de pauvreté, qui passe à 3,2 lignes de pauvreté seulement, pour le même travail, chez les jeunes dont les parents ont un capital de 9 ans d'études ou moins. Étant donné qu'il n'y a pas de différences appréciables entre les deux groupes de jeunes en termes de taux moyen de scolarisation, il ne devrait pas y avoir de dissemblances en termes de revenu moyen, raison pour laquelle il ne semble pas risqué d'attribuer la disparité observée à l'effet des contacts sociaux.

En Colombie, l'écart est encore plus grand chez les vendeurs et les commis: bien qu'il n'y ait pas de grandes dissimilitudes éducatives, les jeunes provenant de ménages à faible capital éducatif touchent un revenu mensuel équivalant à 2,3 lignes de pauvreté, contre 4 lignes de pauvreté pour les jeunes de ménages présentant un taux de scolarisation plus élevé.⁵ Au Costa Rica, dans le même groupe professionnel, le revenu mensuel s'élève à 5,2 lignes de pauvreté pour les jeunes issus des ménages à meilleure scolarisation et à 4,5 pour leurs collègues moins chanceux, bien que les deux groupes aient fait le même nombre d'années d'études (voir tableau V.7 et graphique V.7).

Cette tendance est systématique. Dans tous les pays, il existe des divergences de rémunération entre les jeunes d'un même groupe professionnel, qui ne peuvent être attribuées uniquement à leur scolarisation. En moyenne, les jeunes issus de ménages à faible capital éducatif perçoivent environ 70 pour cent du revenu de ceux des ménages ayant un taux supérieur de scolarisation. L'écart se maintient de façon constante dans les trois groupes professionnels analysés. Comme indiqué plus haut, ce phénomène est partiellement imputable aux plus grandes possibilités d'accéder à de meilleurs postes de travail des derniers, mais il faut tenir compte aussi du fait qu'ils possèdent un plus grand capital culturel qui peut les aider à exercer plus adéquatement les fonctions concernées.

⁵ En d'autres termes, le fait que les jeunes provenant de ménages ayant un capital éducatif supérieur comptent environ une année d'études en plus que ceux provenant des ménages ayant un capital éducatif inférieur ne suffit pas à expliquer les grandes disparités de revenus entre les uns et les autres.

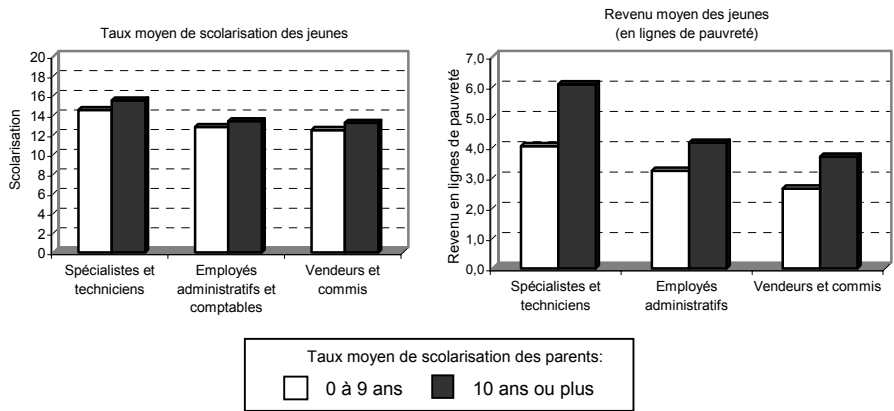
Tableau V.7
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): REVENU MOYEN ET NOMBRE MOYEN D'ANNÉES
D'ÉTUDES DES JEUNES DE 20 À 29 ANS QUI TRAVAILLENT 20 HEURES PAR
SEMAINE OU PLUS ET ONT FAIT 12 ANS D'ÉTUDES OU PLUS, PAR
SCOLARISATION DES PARENTS, ZONES URBAINES, 1999

Pays	Scolarisation	Total	Insertion professionnelle					
			Spécialistes et techniciens		Employés administratifs et comptables		Vendeurs et commis	
			Revenu moyen	Taux moyen de scolarisation	Revenu moyen	Taux moyen de scolarisation	Revenu moyen	Taux moyen de scolarisation
Argentine	1999	Total	4,7	13,8	6,0	15,7	4,2	13,2
		0 à 9	4,2	13,4	4,9	15,5	4,2	13,0
		10 et plus	5,0	14,1	6,5	15,8	4,3	13,3
Bolivie	1999	Total	3,9	14,0	4,8	15,5	4,2	13,3
		0 à 9	2,5	13,8	2,7	15,3	2,9	13,2
		10 et plus	5,3	14,2	6,4	15,6	5,8	13,5
Brésil	1999	Total	3,9	12,2	5,5	13,3	3,5	12,0
		0 à 9	3,4	11,9	4,4	12,7	3,2	11,8
		10 et plus	5,4	13,1	7,2	14,2	4,2	12,4
Chili	2000	Total	4,9	13,6	7,1	15,0	3,9	12,9
		0 à 9	4,1	12,9	5,8	14,0	3,7	12,8
		10 et plus	5,8	14,3	7,8	15,5	4,1	13,2
Colombie	1999	Total	3,5	13,1	5,1	14,9	3,0	12,4
		0 à 9	2,9	12,5	3,9	14,3	2,7	12,1
		10 et plus	4,8	14,1	6,5	15,4	3,4	13,1
Costa Rica	1999	Total	5,9	13,4	7,0	14,7	5,1	12,5
		0 à 9	5,3	12,9	6,5	14,4	4,8	12,2
		10 et plus	6,5	14,1	7,4	15,0	5,7	13,2
Équateur	1999	Total	2,5	14,0	3,1	15,8	2,4	13,4
		0 à 9	2,1	13,5	2,6	15,2	2,1	13,1
		10 et plus	3,1	14,8	3,5	16,4	2,9	13,9
El Salvador	1999	Total	3,9	13,5	4,9	15,1	4,1	12,9
		0 à 9	3,7	13,3	5,0	15,0	3,6	12,7
		10 et plus	4,5	13,9	4,8	15,2	4,9	13,2
Guatemala	1998	Total	3,0	13,0	3,3	13,2	3,3	12,9
		0 à 9	2,6	12,8	2,8	12,9	3,3	12,8
		10 et plus	3,9	13,6	4,7	14,1	3,3	13,0
Honduras	1999	Total	2,4	13,0	2,6	13,9	2,4	12,4
		0 à 9	2,0	12,5	2,2	13,1	2,2	12,2
		10 et plus	3,5	14,6	3,7	15,9	3,2	13,3
Mexique	2000	Total	3,6	14,3	3,9	15,3	3,4	13,7
		0 à 9	3,1	13,8	3,3	14,9	2,9	13,5
		10 et plus	4,2	14,8	4,4	15,7	4,2	14,0
Nicaragua	1998	Total	3,0	13,2	6,0	15,1	2,3	12,0
		0 à 9	2,5	13,0	3,5	14,6	1,5	12,0
		10 et plus	6,7	14,4	11,8	16,3	2,4	12,1
Panama	1999	Total	6,1	14,6	7,6	15,8	5,5	14,1
		0 à 9	5,1	14,1	5,5	15,2	5,4	13,8
		10 et plus	7,0	15,1	8,8	16,1	5,5	14,5
Paraguay	1999	Total	3,0	13,7	3,6	15,1	2,8	13,3
		0 à 9	2,8	13,5	3,3	15,0	2,8	13,1
		10 et plus	3,3	14,1	4,3	15,6	2,9	13,7
Pérou	1999	Total	3,4	13,4	3,4	14,7	4,6	13,2
		0 à 9	2,9	13,2	3,0	14,5	3,3	13,2
		10 et plus	4,2	13,7	3,7	14,9	6,2	13,3
République dominicaine	1997	Total	4,7	14,3	7,2	16,0	3,7	13,8
		0 à 9	4,4	14,1	5,9	15,9	3,1	13,4
		10 et plus	5,2	14,7	8,1	16,2	4,5	14,3
Uruguay	1999	Total	3,9	13,5	4,3	14,6	3,8	13,3
		0 à 9	3,5	13,0	3,8	13,9	3,5	12,8
		10 et plus	4,3	13,9	4,7	15,0	4,1	13,6
Venezuela ^a	1999	Total	3,3	13,5	4,2	15,2	2,9	12,8
		0 à 9	3,0	13,1	3,5	14,7	2,8	12,5
		10 et plus	3,8	14,3	5,1	15,8	3,1	13,4
Moyenne simple des pays	1999	Total	3,9	13,6	5,0	14,9	3,6	13,0
		0 à 8	3,3	13,2	4,0	14,5	3,2	12,8
		9 à 12	4,8	14,2	6,1	15,5	4,2	13,4

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Total national.

Graphique V.7
AMÉRIQUE LATINE: NIVEAU ÉDUCATIF ET REVENUS PROFESSIONNELS DES
JEUNES DE 20 À 29 ANS AYANT FAIT 12 ANS D'ÉTUDES OU PLUS, PAR TYPE
DE FONCTION, EN FONCTION DE LA SCOLARISATION DES PARENTS,
ZONES URBAINES, 1999
(Moyenne simple de 18 pays)



Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

5. Perspectives des inégalités

L'examen du lien existant entre la distribution du revenu et la structure générale des professions, en fonction de leur rétribution et de leur capacité à apporter le bien-être, montre qu'environ 75 pour cent des travailleurs issus des 40 pour cent de ménages à revenus inférieurs sont des artisans, ouvriers, vigiles, serveurs ou employés de maison et touchent un revenu mensuel moyen équivalant à 2,1 lignes de pauvreté. Dans les 10 pour cent des ménages aux revenus les plus élevés, près de la moitié des travailleurs sont des spécialistes et techniciens ou occupent des postes de direction et leurs revenus se situent aux alentours de 17 lignes de pauvreté par mois (voir tableau V.8).

Tableau V.8
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): EMPLOI ET REVENU DES PERSONNES DE 20 À 59 ANS
EMPLOYÉES AUX FONCTIONS LES PLUS FRÉQUENTES DANS LES QUATRE DÉCILES
INFÉRIEURS ET DANS LE DÉCILE SUPÉRIEUR DE LA DISTRIBUTION DU REVENU
DES MÉNAGES, ZONES URBAINES, 1999
(Pourcentages dans chaque catégorie de ménages)

Pays	Année	Artisans, ouvriers, serveurs, vigiles et employés de maison appartenant aux 40% de ménages aux revenus les plus bas	Spécialistes, techniciens et cadres de direction appartenant aux 10% de ménages aux revenus les plus élevés		
		Pourcentage d'emploi dans les quatre déciles inférieurs	Revenu moyen en lignes de pauvreté	Pourcentage d'emploi dans le décile supérieur	Revenu moyen en lignes de pauvreté
Argentine	1999	75,3	3,2	58,3	21,2
Bolivie	1999	66,3	1,8	46,4	14,8
Brésil	1999	75,8	1,8	58,8	20,7
Chili	2000	75,3	2,8	74,5	33,2
Colombie	1999	64,8	1,6	55,5	12,6
Costa Rica	1999	69,9	3,1	60,2	16,7
Équateur	1999	65,1	1,3	47,3	12,2
El Salvador	1999	77,1	2,1	49,8	13,9
Guatemala	1998	67,6	1,5	62,1	15,0
Honduras	1999	67,9	1,2	46,0	8,6
Mexique	2000	68,2	2,0	51,4	19,3
Nicaragua	1998	73,0	1,3	35,7	18,5
Panama	1999	74,0	2,7	58,1	19,7
Paraguay	1999	70,1	1,7	45,4	12,7
Pérou	1999	69,3	1,6	48,8	14,0
Rép. dominicaine	1997	69,3	2,4	35,7	16,2
Uruguay	1999	74,5	3,3	53,2	17,5
Venezuela ^a	1999	55,4	1,9	44,1	11,3
Moyenne simple des pays	1999	69,9	2,1	51,8	16,6

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Total national.

Comme signalé plus haut, il faut ajouter à cela que le profil professionnel de la main-d'œuvre qui continuera à définir la structure des rémunérations ainsi que sa relation avec la répartition des revenus est, pour une grande part, déjà configuré. Près de 80 pour cent de la population active actuelle, dont les caractéristiques se reflètent dans les

chiffres susmentionnés, continueront à faire partie de la population active au cours des 10 prochaines années.⁶

L'examen de la participation à l'emploi et au revenu des métiers les plus fréquents dans diverses couches de la pyramide distributive fait apparaître le lien étroit manifeste qui existe entre le profil de la structure professionnelle et la répartition des revenus, lien qui explique la rigidité de cette dernière. Ainsi, les actifs de 20 à 59 ans dont la rémunération leur apporte un degré de bien-être insuffisant – artisans, ouvriers, vigiles, serveurs ou employés de maison – et qui appartiennent aux ménages des 40 pour cent de revenus inférieurs, représentent près de 25 pour cent de l'emploi total et s'arrogent environ 11 pour cent du total des revenus. Ceux dont l'emploi leur procure un degré de bien-être suffisant – professionnels, techniciens et cadres de direction – et qui résident dans les ménages constituant les 10 pour cent de revenus les plus élevés, représentent quant à eux environ 5,5 pour cent de l'emploi total et perçoivent 21 pour cent de l'ensemble des revenus (voir tableau V.9).

Le rapport existant entre la situation des personnes dans la structure professionnelle et en termes de distribution du revenu des ménages a un poids tel que, dans la majorité des cas, il l'emporte sur les autres facteurs intervenant dans cette situation, notamment la taille et la composition du ménage ainsi que le montant des revenus monétaires ne provenant pas du travail. Ainsi, si l'on tient compte des seuls chefs de ménage, on constate que les travailleurs dont le métier procure un degré de bien-être insuffisant et qui proviennent des ménages des quatre déciles de revenus inférieurs, représentent environ 29 pour cent de l'emploi total mais ne reçoivent qu'un peu plus de 12 pour cent du revenu total. En revanche, les chefs de ménage dont l'activité procure un degré de bien-être suffisant et qui proviennent du décile des revenus supérieurs, représentent environ 6 pour cent de l'emploi et perçoivent en moyenne 23 pour cent du revenu total (voir tableau V.9).

⁶ C'est dû au fait que l'incorporation de nouveaux arrivants dans la population active des travailleurs et le départ de personnes de ce groupe modifient sa composition à un rythme annuel de 2 pour cent à 3 pour cent.

Tableau V.9
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): EMPLOI ET REVENU DES PERSONNES ET DES CHEFS
DE MÉNAGE DE 20 À 59 ANS EMPLOYÉS AUX FONCTIONS LES PLUS FRÉQUENTES
DANS LES QUATRE DÉCILES INFÉRIEURES ET LE DÉCILE SUPÉRIEUR DE LA
DISTRIBUTION DU REVENU DES MÉNAGES, ZONES URBAINES, 1999
(Pourcentages)

Pays	Année	Artisans, ouvriers, serveurs, vigiles et employés de maison appartenant aux 40% de ménages aux revenus les plus bas				Spécialistes, techniciens et cadres de direction appartenant aux 10% de ménages aux revenus les plus élevés			
		Pourcentage du total de l'emploi		Pourcentage du revenu		Pourcentage du total de l'emploi		Pourcentage du revenu	
		Personnes	Chefs	Personnes	Chefs	Personnes	Chefs	Personnes	Chefs
		de ménage	de ménage	de ménage	de ménage	de ménage	de ménage	de ménage	de ménage
Argentine	1999	25,8	30,5	12,9	14,2	6,8	7,8	22,2	24,9
Bolivie	1999	24,2	30,7	11,3	14,0	4,6	5,2	18,0	19,1
Brésil	1999	27,5	31,7	10,0	11,0	5,9	6,3	25,1	26,6
Chili	2000	27,4	32,6	10,2	10,5	8,3	9,4	37,1	42,6
Colombie	1999	21,9	27,3	10,0	11,8	5,2	5,5	18,5	20,2
Costa Rica	1999	21,7	25,6	10,8	12,3	6,7	6,9	18,0	19,4
Équateur	1999	21,2	25,3	8,5	9,2	5,5	6,4	21,2	24,6
El Salvador	1999	25,8	29,1	12,2	13,2	5,7	6,1	17,6	19,3
Guatemala	1998	25,1	29,4	10,9	11,6	6,9	7,9	29,1	31,9
Honduras	1999	27,0	30,0	12,3	12,6	4,0	4,0	12,9	13,8
Mexique	2000	25,6	29,8	11,5	12,0	4,7	5,3	20,8	23,7
Nicaragua	1998	22,6	26,2	8,4	8,6	4,1	4,9	21,1	24,9
Panama	1999	23,5	29,3	10,6	13,0	6,7	7,4	21,9	24,8
Paraguay	1999	23,6	28,3	11,4	13,7	5,5	5,5	19,3	20,1
Pérou	1999	24,9	30,4	12,1	14,3	4,7	5,4	19,4	22,9
Rép. dominicaine	1997	20,2	25,5	10,6	12,0	4,4	4,6	15,4	16,5
Uruguay	1999	31,6	35,5	18,6	20,1	4,8	5,6	15,0	17,0
Venezuela ^a	1999	16,3	20,2	8,6	9,7	5,3	5,2	16,3	17,6
Moyenne simple des pays	1999	24,2	28,7	11,2	12,4	5,5	6,1	20,5	22,8

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Total national.

Annexe méthodologique

a) Détermination du capital éducatif minimum en termes de bien-être

L'analyse du revenu professionnel de ceux qui s'intègrent sur le marché du travail montre qu'actuellement, pour qu'il leur assure le bien-être, ils doivent avoir terminé au minimum le cycle secondaire, soit 11 ans dans certains pays et 12 dans d'autres. Les chiffres relatifs à 18 pays de la région permettent de conclure que ce seuil éducatif permet d'obtenir un revenu comportant une certaine probabilité de se situer en dehors de la pauvreté. Cette probabilité est supérieure à celle d'être en situation de pauvreté de la moyenne des actifs urbains de 20 à 29 ans du pays concerné qui travaillent 20 heures par semaine ou plus (voir tableau V.10). L'examen des rémunérations de ces salariés, exprimées en lignes de pauvreté par habitant, montre que les années d'études supplémentaires au-delà du nombre initial ne profitent guère, en termes de revenu, à ceux qui n'ont pas atteint le seuil éducatif susmentionné. En d'autres termes, ces années ont un rendement inférieur, du point de vue du revenu, que pour ceux qui ont terminé le cycle secondaire. C'est-à-dire qu'en entrant sur le marché du travail sans avoir terminé le cycle secondaire, quelques années supplémentaires (insuffisantes pour obtenir le diplôme secondaire) n'influencent guère la rémunération. En d'autres termes, dans la majorité des cas, ces personnes touchent pratiquement la même chose que les salariés ayant fait six ans d'études et, par conséquent, elles ont peu de chances d'échapper à la pauvreté. En revanche, le revenu augmente à un rythme accéléré quand les personnes qui ont déjà terminé le cycle secondaire, soit 11 ou 12 ans selon le pays, y ajoutent quelques années d'études supplémentaires (voir tableau V.10).

b) Seuils de revenu professionnel nécessaires pour parvenir au bien-être

Un premier seuil identifiable en ce qui concerne la possibilité de parvenir au bien-être correspond à un revenu de 2,5 lignes de pauvreté. Il s'agit d'un montant minimum, qui permet à celui qui le perçoit de maintenir à l'abri de la pauvreté une famille de deux personnes. Si le chef de ménage et son conjoint travaillent tous les deux, ils peuvent préserver de la pauvreté une famille de quatre membres maximum, avec deux personnes à charge. S'ils avaient un troisième enfant, ils se situeraient à la limite ou en dessous du seuil de la pauvreté.

Tableau V.10
AMÉRIQUE LATINE: NOMBRE D'ANNÉES D'ÉTUDES NÉCESSAIRE POUR AVOIR UNE
CHANCE DE RESTER EN DEHORS DE LA PAUVRETÉ ÉGALE OU SUPÉRIEURE À LA
MOYENNE DE CHAQUE PAYS PARMI LES ACTIFS DE 20 À 29 ANS
(Pourcentages et multiples de lignes de pauvreté)

Pays	Niveau de pauvreté moyen des actifs (%)	Nombre minimum d'années d'études	Moyenne des revenus professionnels (lignes de pauvreté)
Argentine, 1999	11,5	11	3,7
Bolivie, 1999	38,7	13	3,4
Brésil, 1999	22,5	8	3,0
Chili, 2000	10,1	12	4,1
Colombie, 1999	33,8	11	2,7
Costa Rica, 1999	7,5	10	4,4
Équateur, 1999	51,4	12	2,4
El Salvador, 1999	25,6	10	2,9
Guatemala, 1998	34,0	9	1,9
Honduras, 1999	58,9	9	2,7
Mexique, 2000	22,5	10	3,3
Nicaragua, 1998	52,8	11	2,9
Panama, 1999	10,8	11	3,5
Paraguay, 1999	28,5	12	2,9
Pérou, 1999	22,3	11	2,5
République dominicaine, 1997	15,6	11	3,6
Uruguay, 1999	5,8	9	3,8
Venezuela, 1999 ^a	32,8	11	3,1

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Total national.

Un revenu équivalent à quatre lignes de pauvreté assure un degré de bien-être supérieur. Si une seule personne touche un revenu, elle peut préserver de la pauvreté une famille de trois personnes. Si le chef de ménage et son conjoint travaillent, ils peuvent faire face aux dépenses d'un maximum de quatre personnes qui ne travaillent pas.

c) Facteurs qui influencent la transmission du capital éducatif: le climat éducatif du ménage

Pour analyser les possibilités éducatives des jeunes et la façon dont elles se transmettent des parents aux enfants, il faut définir une variable mesurant le capital éducatif du ménage d'origine. Celle-ci doit refléter tous les facteurs qui influencent la qualité de l'enseignement et le nombre d'années d'études que parviennent à faire les personnes, notamment la disponibilité de ressources économiques et d'infrastructure matérielle, le soutien reçu, la préparation scolaire et la valeur accordée dans ce ménage à l'enseignement comme tel et comme moyen de formation.

Plusieurs variables permettent de mesurer le capital éducatif du ménage d'origine. La présente étude en a choisi une qui, en plus de rendre compte de la capacité économique du ménage, est un bon

indicateur de son climat éducatif. Celui-ci a été défini comme le taux moyen de scolarisation du chef de ménage et de son conjoint. Dans le cas des ménages sans conjoint, l'indicateur utilisé est la scolarisation déclarée par le chef de famille. Cette caractéristique a l'avantage de rester relativement invariable au long de la période où les enfants acquièrent leur capital éducatif. En même temps, elle est étroitement liée au revenu monétaire du ménage et constitue un bon indice du revenu permanent, ce qui permet de comprendre les dissimilitudes de scolarisation entre les ménages de différentes classes sociales, ainsi que la disparité de leurs ressources économiques (voir tableau V.11).

Sur la base du taux moyen de scolarisation des parents des ménages avec enfants de 20 à 24 ans, il est possible de distinguer, comme le montre le tableau V.11, quatre types de climat éducatif: très bas (moins de 6 ans), bas (de 6 à 10 ans), moyen (de 10 à 12 ans) et élevé (13 ans d'études et plus).

d) Les enquêtes, instruments d'analyse intergénérationnelle et de détermination du groupe d'âge adéquat pour l'analyse

Pour analyser les modalités de transmission du capital éducatif d'une génération à l'autre, il faut établir un lien entre le niveau d'éducation des enfants et celui de leurs parents ou d'autres caractéristiques de leur foyer. Les enquêtes sur les ménages offrent cette possibilité, mais il convient de sélectionner le groupe de population le plus adéquat pour l'analyse. Comme il s'agit d'examiner le total des années d'études des jeunes de la génération actuelle en fonction de leur classe sociale, il faut choisir un groupe d'âge composé en majorité de personnes qui ont fini leurs études et qui, par conséquent, ont terminé d'accumuler le capital éducatif avec lequel ils entament la vie active. Toutefois, à mesure qu'augmente l'âge de la cohorte sélectionnée, la proportion de jeunes qui n'habitent plus chez leurs parents grandit et, par conséquent, le nombre de cas où il est possible de comparer l'éducation des enfants à celle de leurs parents diminue. Des trois groupes d'âge qui composent la population de 15 à 29 ans, la cohorte de 20 à 24 ans est la plus adéquate pour l'analyse. Elle allie une grande proportion de jeunes qui habitent chez leurs parents et un faible pourcentage de jeunes dans le système éducatif. Le tableau V.12 résume l'information concernant ces trois groupes dans les zones urbaines de 18 pays.

Tableau V.11
AMÉRIQUE LATINE: RÉPARTITION DES ENFANTS DE 20 À 24 ANS, SELON LE TAUX
MOYEN DE SCOLARISATION DES PARENTS ET LES QUANTILES DE REVENUS DU
MÉNAGE, PAR GROUPES DE PAYS ^a
(Pourcentages)

Moyenne simple des ménages urbains de Bolivie, El Salvador, Guatemala, Honduras, Paraguay et Venezuela					
Taux moyen de scolarisation des parents	Quantiles de revenus ^b				
	Total	Quantile 1 (plus pauvre)	Quantile 2	Quantile 3	Quantile 4 (plus riche)
0 à 5	50,6	74,1	62,1	46,8	19,5
6 à 9	28,6	20,6	28,2	34,2	29,4
10 à 12	9,3	4,4	5,5	10,7	18,3
13 et plus	11,6	2,9	4,2	8,3	32,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Moyenne simple des ménages urbains du Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique, Nicaragua et République dominicaine					
Taux moyen de scolarisation des parents	Quantiles de revenus ^b				
	Total	Quantile 1 (plus pauvre)	Quantile 2	Quantile 3	Quantile 4 (plus riche)
0 à 5	45,8	65,1	56,3	44,2	18,4
6 à 9	29,8	29,0	31,3	33,9	24,5
10 à 12	11,5	4,4	8,8	13,7	18,3
13 et plus	13,0	1,7	3,6	8,2	38,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Moyenne simple des ménages urbains d'Argentine, Chili, Panama, Pérou et Uruguay					
Taux moyen de scolarisation des parents	Quantiles de revenu ^b				
	Total	Quantile 1 (plus pauvre)	Quantile 2	Quantile 3	Quantile 4 (plus riche)
0 à 5	24,5	41,4	28,8	19,0	7,0
6 à 9	39,7	46,4	47,2	42,7	17,4
10 à 12	20,5	9,6	18,8	25,3	29,7
13 et plus	15,3	2,5	5,2	13,0	45,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Les pays sont regroupés en fonction des taux brut d'inscription dans le cycle secondaire au milieu des années quatre-vingt-dix.

^b Revenu des ménages par habitant.

Tableau V.12
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): JEUNES QUI HABITENT CHEZ LEURS PARENTS ET
JEUNES QUI FONT DES ÉTUDES, ZONES URBAINES
(Pourcentages)

Pourcentage de jeunes qui vivent chez leurs parents					Pourcentage de jeunes qui font des études				
	Total	Groupes d'âge				Total	Groupes d'âge		
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans			15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans
Valeur minimale	51	69	50	25	Valeur minimale	26	47	14	8
Moyenne ^a	59	78	59	36	Moyenne ^a	37	64	29	13
Valeur maximale	67	90	69	45	Valeur maximale	51	77	43	24

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Moyenne simple de 18 pays; dans le cas du Venezuela, il s'agit du total national.

Les jeunes qui restent plus longtemps dans le ménage parental ont de plus grandes possibilités d'accroître leur capital éducatif. Dans le groupe de 20 à 24 ans, le taux de fréquentation scolaire est plus élevé parmi les jeunes qui habitent chez leurs parents (37 pour cent) que parmi les autres (18 pour cent). Ces derniers abandonnent leurs études plus tôt et, en moyenne, ils accumulent moins d'années d'études. Cette réalité introduit une distorsion de sélection dans l'analyse, puisqu'en règle générale, les jeunes qui restent plus longtemps chez leurs parents atteignent un niveau de scolarisation d'un à deux ans plus élevé que les autres. Cette distorsion n'altère cependant pas les conclusions relatives à la transmission intergénérationnelle de l'inégalité des chances. Outre le fait que les jeunes qui ne vivent plus chez leurs parents constituent une fraction moindre du total de la cohorte (environ 41 pour cent), le départ plus précoce du foyer d'origine est plus fréquent dans les ménages présentant une scolarisation inférieure (voir tableau V.13).

Tableau V.13
AMÉRIQUE LATINE: JEUNES DE 20 À 24 ANS QUI FONT DES ÉTUDES ET TAUX
MOYEN DE SCOLARISATION

Pourcentage de jeunes de 20 à 24 ans qui font des études				Taux moyen de scolarisation des jeunes de 20 à 24 ans			
	Total	Résidence			Total	Résidence	
		Vivent chez leurs parents	Ne vivent pas chez leurs parents			Vivent chez leurs parents	Ne vivent pas chez leurs parents
Valeur minimale	14	17	9	Valeur minimale	8,1	8,5	7,2
Moyenne ^a	29	37	18	Moyenne ^a	9,9	10,5	9
Valeur maximale	43	54	33	Valeur maximale	11,7	12	11,1

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales des enquêtes sur les ménages des différents pays.

^a Moyenne simple de 18 pays.

e) Approche méthodologique du dépassement éducatif intergénérationnel

On appelle «dépassement éducatif intergénérationnel» le fait que les jeunes dépassent le niveau moyen d'études de leurs parents, compte tenu de sa dévaluation. Le taux moyen de scolarisation des parents a été calculé en fonction des années d'études du chef du ménage et de son conjoint. Dans les foyers sans conjoint, la moyenne équivaut au niveau du chef du ménage.

La notion de dévaluation éducative rend compte du fait qu'à mesure de la généralisation de l'enseignement, il faut plus d'années d'études pour parvenir à une insertion professionnelle égale et un revenu égal. La dévaluation des études au cours des 25 à 30 ans qui séparent en moyenne les parents et les enfants a été calculée à partir de l'analyse des fonctions qui lient l'insertion professionnelle et le revenu pertinent à différents niveaux d'études des actifs en 1990 et 1999. Il a été conclu que plus le taux de scolarisation était élevé, plus la dévaluation était petite. En d'autres termes, plus le taux de scolarisation des parents est élevé, moins il faut d'années d'études supplémentaires pour dépasser leurs revenus.

En d'autres termes, dans le cas des jeunes de 20 à 24 ans qui ont cessé de suivre des cours et dépassent le niveau moyen de scolarisation de leurs parents, le dépassement éducatif intergénérationnel est le suivant:

- i) 7 ans ou plus quand les parents ont fait moins de 3 ans d'études;
- ii) 6 ans ou plus quand les parents ont fait de 3 à 5 ans d'études;
- iii) 5 ans ou plus quand les parents ont fait de 5 à 7 ans d'études;
- iv) 4 ans ou plus quand les parents ont fait de 7 à 10 ans d'études;
- v) 3 ans ou plus quand les parents ont fait de 10 à 11 ans d'études;
- vi) 2 ans ou plus quand les parents ont fait de 11 à 13 ans d'études et
- vii) 1 an ou plus quand les parents ont fait 13 ans d'études ou plus.

Les jeunes qui continuaient leurs études ont été scindés en deux groupes: jeunes de 20 à 22 ans et jeunes de 23 et 24 ans. Les observations permettent d'apprécier que, dans le premier cas, si les parents avaient fait moins de dix ans d'études, leurs enfants feraient une année de plus. S'ils avaient fait dix ans d'études ou plus, les jeunes en feraient deux de plus.

Dans le second groupe, on a estimé que tous les jeunes feraient une seule année de plus.

En résumé, si le jeune n'était pas aux études, on a examiné le nombre d'années d'études effectué et s'il était aux études, on a ajouté un ou deux ans, selon le cas, en fonction de son âge et de l'éducation de ses parents. De même, on a appelé non-dépassement éducatif intergénérationnel la situation des jeunes qui n'allaient pas au-delà du niveau moyen de scolarisation de leurs parents, compte tenu de la dévaluation éducative.

Ensuite, les situations de dépassement ou non-dépassement éducatif par rapport aux parents ont été classées selon que le jeune avait fait ou non 12 ans d'études ou plus, soit le capital éducatif de base pour avoir de bonnes chances d'accéder à des emplois bien rémunérés.

f) Insertion professionnelle et chances de bien-être

Le regroupement des métiers en huit catégories donne une image générale de la structure professionnelle et une bonne classification des différents niveaux de bien-être associés à cette structure. L'analyse a été basée sur la classification des professions utilisée par chaque pays pour codifier les enquêtes sur les ménages, qui sont en général des variations de la Classification internationale type des professions (CITP). Dans un premier temps, l'étude a porté sur les catégories correspondant à une désagrégation de deux et trois chiffres de la CITP.

Le groupe «spécialistes et techniciens» comprend toutes les professions universitaires et techniques, de niveau supérieur ou moyen. Les «postes de direction» comprennent à la fois les fonctions politiques et en entreprise du secteur public et privé, jusqu'aux niveaux de directeur de département, gérant régional et similaires. Les «employés administratifs et comptables» englobent aussi les travaux de secrétariat. Le groupe des «vendeurs et commis» contient toutes les professions liées aux ventes, dans le secteur commercial et celui des services. La catégorie «ouvriers industriels, du transport et de stockage» comprend les artisans et ouvriers des secteurs en question. Les ouvriers du bâtiment constituent un groupe distinct. Les «employés de maison, serveurs et vigiles» englobent toutes les professions du secteur des services qui requièrent peu de compétences voire aucune. Les «travailleurs agricoles» réunissent toutes les professions qui sont en situation de dépendance dans le secteur agricole et d'élevage.

Les «professions qui procurent un bien-être suffisant» regroupent l'ensemble des «spécialistes et techniciens» et des «postes de direction», dont le revenu mensuel moyen se situe entre cinq et dix lignes de pauvreté, tant dans les régions urbaines que rurales de la majorité des pays analysés.

Le revenu mensuel moyen du deuxième groupe, «professions qui procurent un bien-être moyen», va de 2,5 à 5,5 lignes de pauvreté. Ce groupe comprend les catégories «employés administratifs et comptables» et «vendeurs et commis». Le troisième groupe, qui réunit toutes les autres catégories, s'appelle «professions qui offrent un bien-être insuffisant» parce que le revenu mensuel moyen se situe entre 1,5 et 4 lignes de pauvreté dans la majorité des pays analysés.

Chapitre VI

Les dépenses sociales en Amérique latine

1. Évolution des dépenses publiques sociales dans les années 90

Les dépenses sociales se sont considérablement accrues au cours de la dernière décennie. Le montant des ressources par habitant alloué aux secteurs,¹ a augmenté dans la plupart des pays à la faveur de la reprise de la croissance économique et de la pression et la priorité accrues des dépenses sociales en termes budgétaires, à savoir le pourcentage des dépenses publiques totales destiné aux secteurs sociaux. Cette évolution s'est traduite par une plus forte primauté de ces dépenses à l'échelle macroéconomique, c'est à dire en termes du pourcentage du PIB consacré à l'action sociale. En effet, dans les 17 pays de la région, les dépenses publiques par habitant ont augmenté de 50 pour cent en moyenne entre les périodes biennales 1990-1991 et 1998-1999, à savoir un accroissement de 360 dollars, en moyenne, par an et par habitant au début de la décennie à 540 dollars par an et par habitant à la fin de la même décennie.²

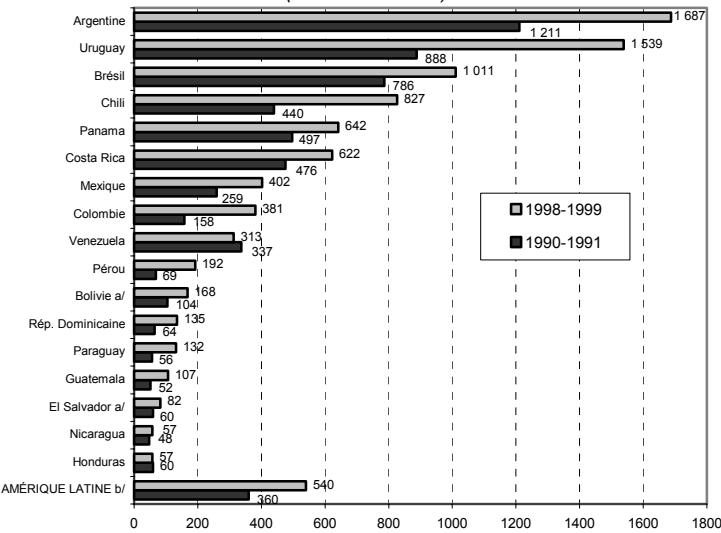
¹ Il faut rappeler que, dans le cadre de l'analyse des dépenses publiques, le concept de secteurs sociaux ne concerne pas les classes ou les groupes sociaux, mais les domaines de la santé, de l'assistance sociale, de la sécurité sociale, du logement, etc.

² Ce montant correspond à la moyenne simple des chiffres nationaux. Les chiffres des dépenses sociales sont exprimés en dollars de 1997.

La progression des dépenses sociales par habitant a été généralisée, à deux exceptions près, le Honduras et le Venezuela, où ces dépenses ont diminué en termes réels (voir tableau A.16 de l'annexe statistique). Elle n'a toutefois pas été de la même ampleur dans les différents pays et a été plus prononcée là où les niveaux de dépenses sociales étaient moyens et faibles: l'augmentation a été de plus de 100 pour cent en Colombie, au Guatemala, au Paraguay, au Pérou et en République dominicaine. Dans les pays où ces dépenses atteignaient déjà un niveau relativement élevé, tels que l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica et le Panama, cet accroissement a été nettement plus modéré, de 20 pour cent à 40 pour cent par rapport au début de la décennie.

Dans la plupart des pays, le taux d'expansion des dépenses a été plus élevé durant la première partie de la décennie, bien que la tendance à la hausse se soit maintenue durant la deuxième partie, à un degré moindre. Entre les périodes biennales 1990-1991 et 1994-1995, les dépenses par habitant ont augmenté de 30 pour cent, alors que l'accroissement n'a été que de 16 pour cent entre les périodes 1994-1995 et 1998-1999. Ce comportement a suivi de près la dynamique affichée par la croissance économique dans les années 90: dans la première moitié de la décennie, le taux annuel de croissance du PIB a été 4,1 pour cent, pour ensuite tomber à 2,5 pour cent durant les cinq dernières années. Ce phénomène confirme le rapport étroit qui existe entre le volume de ressources qui peut être alloué aux secteurs sociaux et le niveau et taux de croissance du PIB (voir graphiques VI.1 et VI.2).

Graphique VI.1
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): DÉPENSES PUBLIQUES SOCIALES PAR HABITANT
DURANT LES PÉRIODES BIENNALES 1990-1991 ET 1998-1999
(Dollars de 1997)

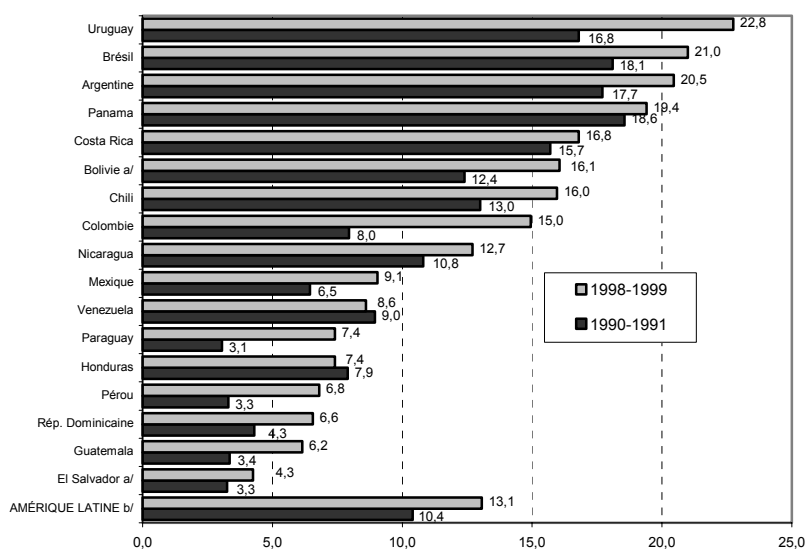


Source: CEPALC, Division du développement social. Base de données sur les dépenses sociales.

^a Le premier chiffre correspond à la moyenne de la période biennale 1994-1995.

^b Moyenne simple des pays, à l'exception de la Bolivie et d'El Salvador.

Graphique VI.2
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): DÉPENSES PUBLIQUES SOCIALES EN TANT QUE
POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) DURANT LES PÉRIODES
BIENNALES 1990-1991 ET 1998-1999



Source: CEPALC, Division du développement social. Base de données sur les dépenses sociales.

^a Le premier chiffre correspond à la moyenne de la période biennale 1994-1995.

^b Moyenne simple des pays, à l'exception de la Bolivie et d'El Salvador.

L'accroissement des dépenses sociales n'est toutefois pas seulement associé à la croissance économique, mais aussi au souci des gouvernements de consentir de plus fortes dépenses en faveur des secteurs sociaux moyennant un recouvrement accru des ressources captées par l'État et leur acheminement vers ces secteurs. La priorité budgétaire accordée au domaine social s'est accrue de près de 42 pour cent des dépenses publiques à près de 48 pour cent dans le cadre d'une tendance généralisée dans toute la région, à l'exception du Honduras et, dans une moindre mesure, au Panama, où la part des dépenses sociales a été réduite.

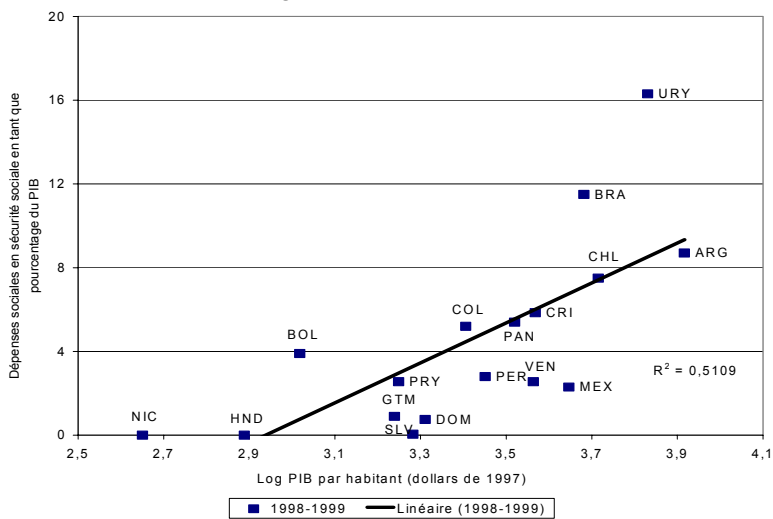
L'effet combiné de ces deux facteurs, à savoir la pression budgétaire accrue, c'est à dire le pourcentage du PIB correspondant aux dépenses publiques, et de la plus haute priorité budgétaire des dépenses sociales, c'est à dire le pourcentage des dépenses publiques correspondant à ces dernières, s'est traduit par un accroissement substantiel de la part du PIB destinée aux dépenses publiques sociales (priorité

macroéconomique). Dans l'ensemble de la région, celle-ci a augmenté de 10,4 pour cent à 13,1 pour cent entre les périodes biennales 1990-1991 et 1998-1999 (voir tableau A.17 de l'annexe statistique). Il faut souligner que ce pourcentage a poursuivi sa tendance à la hausse dans la plupart des pays entre les périodes biennales 1996-1997 et 1998-1999, en raison des efforts consentis pour soulever le niveau des dépenses sociales existant avant la crise. Cependant, cette tendance obéit également au déphasage des mesures d'ajustement budgétaire des dépenses adoptées pour faire face aux chutes du produit et, partant, des recettes publiques.

En dépit de l'accroissement sensible de la priorité économique accordée aux dépenses sociales dans 12 pays, dont plusieurs présentaient de faibles niveaux de dépenses, les différences entre les 17 pays analysés ne se sont guère estompées et la forte hétérogénéité qui primait au début de la décennie est restée inchangée. Ces différences peuvent être attribuées à deux facteurs: d'une part, au fait que le volet sécurité sociale des dépenses est caractérisé comme un bien supérieur puisque sa pondération relative s'accroît à mesure qu'augmente le revenu par habitant des pays (voir graphique VI.3a) dans le contexte de la couverture croissante des systèmes de sécurité sociale, associée à la pondération relative de la population adulte âgée. D'autre part, ces différences s'expliquent aussi par le fait qu'une très forte proportion du volume exigu de ressources que l'État réussit à canaliser dans certains pays est consacrée au fonctionnement général, à savoir le gouvernement, la défense et la justice, ainsi qu'aux fonctions économiques fondamentales.

Le graphique VI.3b indique que le panorama régional n'a guère évolué en termes des efforts consentis par les pays pour allouer des ressources aux secteurs sociaux en fonction de leur niveau de revenu par habitant. Certains pays ont continué d'accorder à ces secteurs une part du PIB supérieure à la moyenne régionale. Les pays où les dépenses sociales par habitant sont les plus élevées sont l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Panama et l'Uruguay. Seuls la Bolivie et le Nicaragua ont enregistré un niveau de dépenses supérieur à celui correspondant à leur niveau de revenu. D'une manière générale, les pays où les niveaux de dépenses sociales sont faibles ou très faibles allouent aux secteurs sociaux une part du produit très inférieure à la moyenne régionale. La seule exception est la Colombie où les dépenses sociales par habitant, jusque là inférieures à la moyenne, ont plus que doublé entre les périodes biennales 1992-1993 et 1996-1997, affichant dès lors une priorité macroéconomique accrue et dépassant la moyenne régionale.

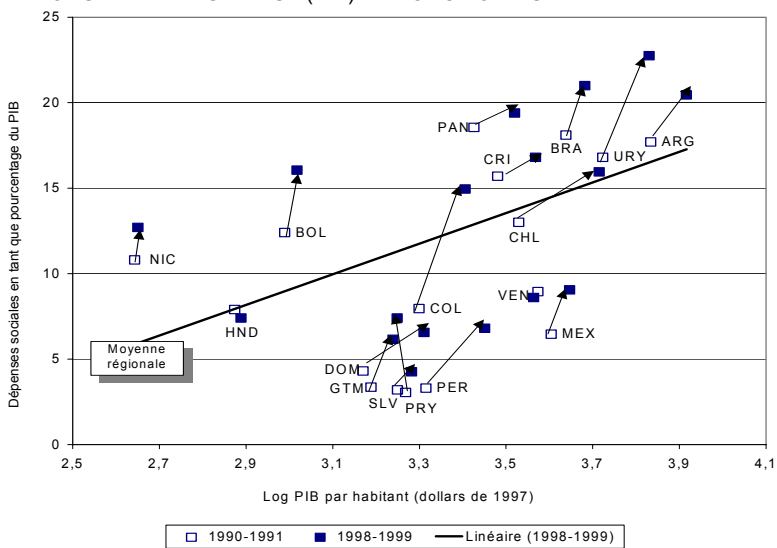
Graphique VI.3a
AMÉRIQUE LATINE: DÉPENSES SOCIALES EN SÉCURITÉ SOCIALE^a EN TANT QUE POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) EN FONCTION DU PIB PAR HABITANT



Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

^a Correspond à l'apport du budget public à ce secteur et non pas au total des fonds gérés par la sécurité sociale publique.

Graphique VI.3b
AMÉRIQUE LATINE: DÉPENSES SOCIALES EN TANT QUE POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) EN FONCTION DU PIB PAR HABITANT



Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

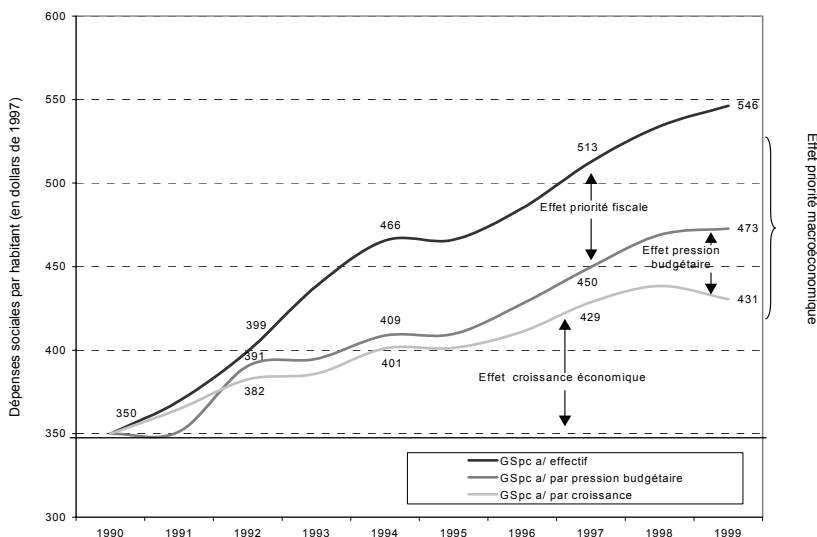
Malgré la progression très nette des dépenses sociales, il faut souligner que les ressources par habitant allouées au domaine social dans la plupart des pays se situent très en deçà des niveaux en vigueur à l'échelle internationale et que, par conséquent, les pays disposent d'une marge importante pour élargir l'assiette des recettes publiques et réorienter les dépenses à des fins sociales. Vers le milieu de la dernière décennie, les dépenses publiques par rapport au PIB étaient, dans les pays latino-américains, inférieures de neuf points de pourcentage au niveau leur correspondant en fonction de leur produit,³ ce qui limitait les possibilités des États de mettre en œuvre des politiques de répartition par le biais des dépenses sociales. Il existe donc, dans l'ensemble des pays de la région, une marge qui leur permettrait d'accroître les dépenses de 3,5 à 4,5 points de pourcentage du PIB par la seule augmentation des ressources publiques, les dépenses sociales représentant, en règle générale, de 40 à 50 pour cent du total des dépenses publiques.

L'examen des facteurs qui rendent compte de l'accroissement des dépenses sociales par habitant, à savoir l'augmentation du PIB et la priorité accrue accordée aux secteurs sociaux dans le budget public, permet de conclure que l'importance relative de la priorité macroéconomique attribuée aux dépenses sociales par rapport à la croissance du produit a augmenté tout au long de la décennie (voir graphique VI.4). De cette hausse des dépenses sociales par habitant, qui a été de 196 dollars par personne entre 1990 et 1999, 81 dollars peuvent être attribués à la croissance économique, 42 dollars à la pression budgétaire accrue et 73 dollars à l'incidence de la priorité budgétaire.

En définitive, l'éradication de la pauvreté et de l'inégalité existant dans la région passe par l'octroi de la plus haute priorité aux dépenses sociales dans les différents pays. Celles-ci doivent être considérées dans toute leur complexité en tant que composante prioritaire des dépenses publiques et sur la base de critères explicites de recherche d'une plus grande équité. Pour ce faire, il est indispensable d'identifier des domaines prioritaires pour l'investissement social, de manière à interrompre les principales filières de reproduction des inégalités.

³ Voir BID (1998, p. 200). Par ailleurs, le faible niveau des dépenses publiques par rapport au PIB est associé au fait que les niveaux de fiscalité de plusieurs pays de la région sont également inférieurs aux niveaux internationaux et même nettement inférieurs à ceux des pays des Caraïbes anglophones. Selon des estimations de la CEPALC (1998b), qui rejoignent celles d'autres organismes tels que la Banque interaméricaine de développement (BID), la part du PIB correspondant aux recettes fiscales est, dans la région, inférieure d'environ six points de pourcentage au niveau qui devrait être le sien en fonction de son mode de développement.

Graphique VI.4
AMÉRIQUE LATINE: FACTEURS DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES PUBLIQUES
SOCIALES PAR HABITANT, 1990-1999



Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

^a GSpc: Dépenses sociales par habitant.

2. L'incidence de la crise sur les dépenses sociales

L'accélération de la croissance économique a, dans la plupart des pays latino-américains, coïncidé avec un accroissement de la participation des dépenses sociales au budget public, ainsi que de leur participation par rapport au PIB. Par ailleurs, les efforts consentis pour protéger les dépenses sociales ont permis d'éviter leur réduction durant la période de ralentissement économique à la fin des années 90, ainsi que durant la période de contraintes en termes de ressources publiques résultant de ce ralentissement.

L'étude du comportement des dépenses sociales a souvent été centrée sur l'examen de leurs variations face aux fluctuations du budget public. Le volume des ressources publiques tendant à covarier avec le niveau du PIB des pays, l'évolution des dépenses sociales épousent, en règle générale, le comportement du cycle macroéconomique, à savoir qu'elles connaissent une expansion en périodes de croissance économique et une contraction lors des périodes de récession. Ce comportement est

qualifié de procyclique. Lorsque les dépenses sociales s'accroissent lors des périodes de contraction et les recettes publiques diminuent afin de contrecarrer la détérioration des conditions de vie de la population, en particulier des secteurs les plus pauvres, ce comportement est alors qualifié de contracyclique.

a) Le comportement des dépenses publiques sociales dans le cadre d'une croissance en dents de scie

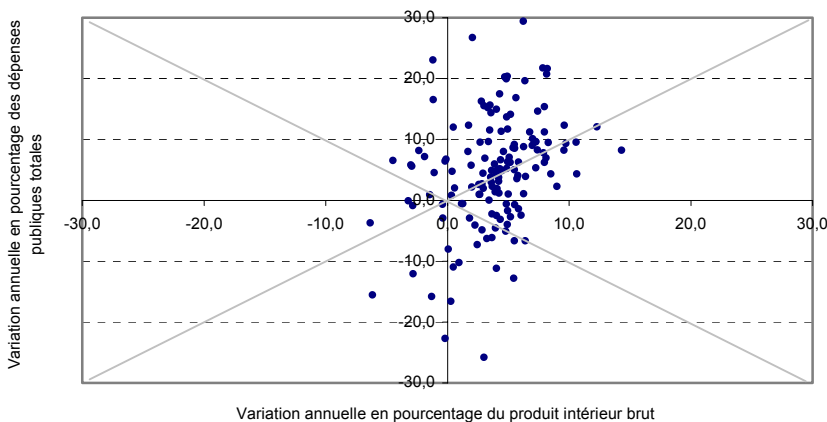
Dans le contexte d'une croissance économique de plus en plus instable, il s'avère important de garantir le financement des réseaux de protection sociale (CEPALC, 1998b). En effet, durant la dernière décennie, la région s'est caractérisée par une forte vulnérabilité économique: les graves déficits du compte des opérations courantes ont souvent été financés à l'aide de capitaux volatils, ce qui s'est traduit par des cycles courts d'expansion et d'ajustement coïncidant avec le comportement de ces capitaux.⁴ Cette situation a encore été aggravée par les effets néfastes des différentes crises internationales qui ont frappé les finances publiques.

Cette évolution en dents de scie est illustrée par les graphiques VI.5a à VI.5d qui montrent l'ensemble des épisodes de variation annuelle des dépenses sociales, des dépenses publiques et du PIB dans 17 pays latino-américains.

Le graphique VI.5a rend compte de l'étroite covariation existant entre les dépenses publiques et le PIB: la plupart des épisodes d'essor économique ont été accompagnés d'un accroissement des ressources budgétaires qui, d'une manière générale, a été supérieur à celui du produit. Lors de certains épisodes, une légère augmentation du produit a été accompagnée d'une réduction absolue des ressources financières du secteur public qui, dans certains cas, a été supérieure à l'accroissement respectif du PIB. De même, il est également arrivé que des chutes modérées du produit n'aient pas été accompagnées d'une réduction des dépenses publiques.

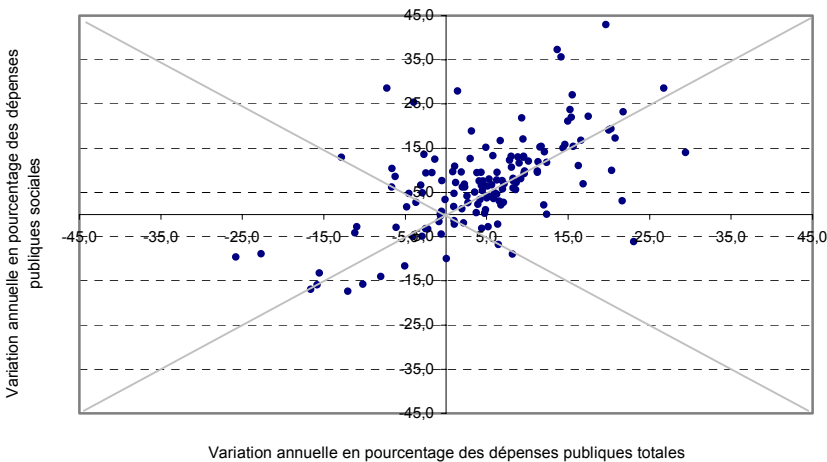
⁴ L'instabilité grandissante de la croissance économique dans la région est illustrée par la comparaison des coefficients de variabilité des taux annuels de croissance du PIB: ce coefficient était de 0,71 durant la période 1990-1997, puis de 1,1, de 1990 à 1999 (voir CEPALC, 2000c).

Graphique VI.5a
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): VARIATIONS DU POURCENTAGE DES DÉPENSES
PUBLIQUES TOTALES ET DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DURANT
LA PÉRIODE 1990-1999



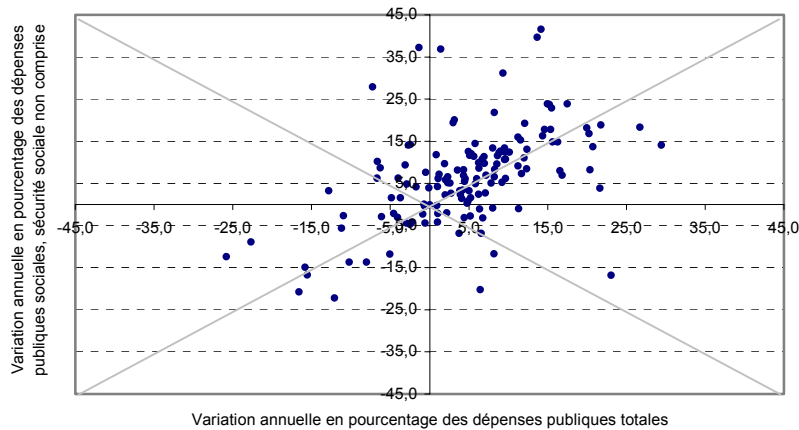
Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

Graphique VI.5b
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): VARIATIONS DU POURCENTAGE DES DÉPENSES
PUBLIQUES SOCIALES ET DES DÉPENSES PUBLIQUES TOTALES DURANT
LA PÉRIODE 1990-1999



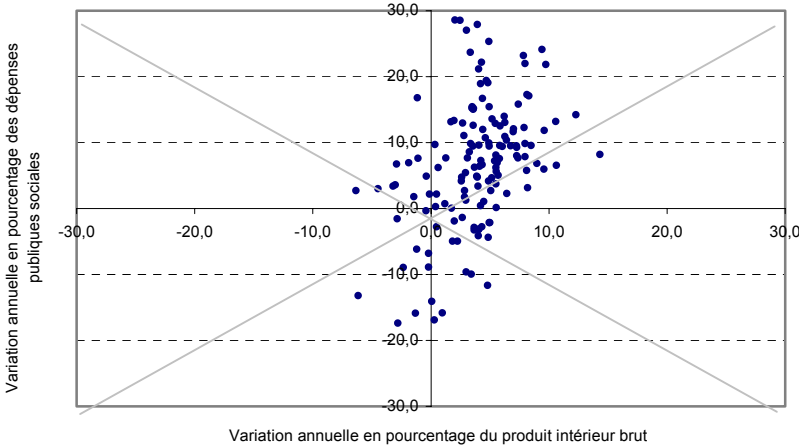
Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

Graphique VI.5c
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): VARIATIONS DU POURCENTAGE DES DÉPENSES
PUBLIQUES SOCIALES, SÉCURITÉ SOCIALE NON COMPRISE ET DES DÉPENSES
PUBLIQUES TOTALES DURANT LA PÉRIODE 1990-1999



Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

Graphique VI.5d
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): VARIATIONS DU POURCENTAGE DES DÉPENSES
PUBLIQUES SOCIALES ET DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DURANT
LA PÉRIODE 1990-1999



Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

La question qui se pose est si, entre les épisodes d'accroissement des ressources publiques totales, la tendance prédominante a été ou non au maintien ou à l'augmentation des dépenses sociales, c'est-à-dire s'il y a eu ou non une tendance à accorder la priorité aux composantes sociales.

L'examen du graphique VI.5b indique que, d'une manière générale, la réaction aux augmentations du budget public a non seulement été un accroissement des dépenses sociales mais aussi, dans bon nombre d'épisodes, à une expansion plus rapide des ressources sociales. Ceci reflète donc une tendance à privilégier les dépenses sociales. Dans de nombreux pays, il a suffi que les gouvernements justifient le besoin d'accroître les dépenses sociales pour que soit acceptée une plus forte pression budgétaire. Il est intéressant de relever que cela est également le cas lorsque la sécurité sociale est exclue et que, par conséquent, la priorité accrue accordée aux dépenses sociales se serait traduite par un bénéfice relativement plus important pour les secteurs à faibles et moyens revenus, même si la sécurité sociale a été la composante des dépenses qui a le plus augmenté durant la dernière décennie, comme le démontrera la section 3.

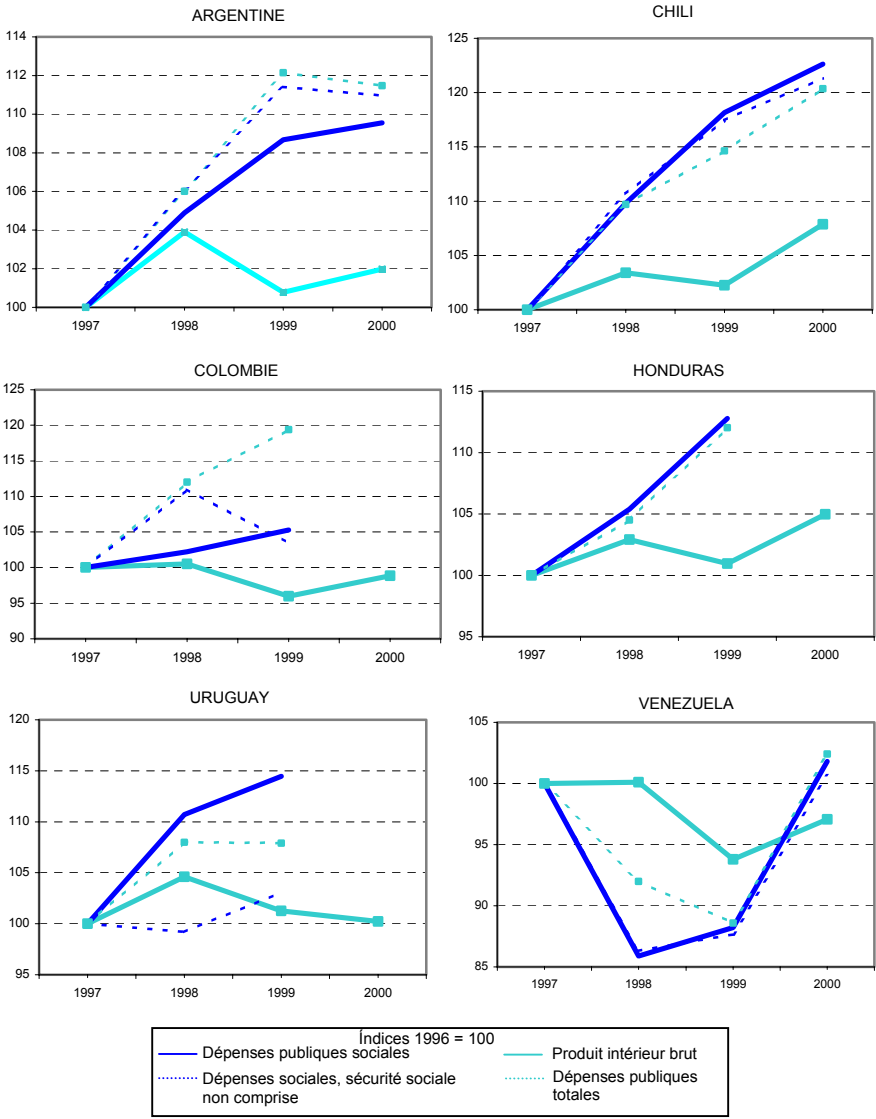
En résumé, dans le contexte d'une décennie essentiellement caractérisée par les épisodes de croissance économique, les dépenses sociales se sont accrues et ce, dans la plupart des cas, à une cadence plus rapide que le PIB (voir graphique VI.5d). Cette tendance à accorder une plus haute priorité aux secteurs sociaux ne suffit toutefois pas pour rendre compte de l'incidence des dépenses sociales en termes de répartition.

b) Le comportement des dépenses sociales durant la récession de la fin des années 90

L'étude du comportement des dépenses sociales par rapport à l'évolution des dépenses publiques totales durant la récession de la fin des années 90 a été basée sur le PIB de 1999 de six pays, à savoir l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Honduras, l'Uruguay et le Venezuela. Dans tous ces pays, la période d'essor économique a été suivie d'une chute du produit. Ils constituent donc des exemples propices à l'étude du comportement et de la vulnérabilité des dépenses sociales.

L'examen de l'évolution des dépenses publiques totales et des dépenses publiques sociales dans le contexte de l'évolution défavorable du PIB dans ces pays permet d'apprécier que les ressources destinées aux secteurs sociaux ont été préservées grâce, notamment, au caractère inertiel de certaines rubriques des dépenses sociales courantes qui avaient poursuivi leur tendance à la hausse, telles que les contributions publiques à la sécurité sociale, ce qui a endigué les tendances procycliques des dépenses plus dépendantes du volume des ressources budgétaires (voir graphique VI.6). À l'exception du Venezuela, les dépenses totales du secteur public se sont accrues, en dépit de la chute du PIB, durant la période 1998-1999.

Graphique VI.6
AMÉRIQUE LATINE: ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, DES DÉPENSES
PUBLIQUES TOTALES, DES DÉPENSES PUBLIQUES SOCIALES ET DES DÉPENSES
PUBLIQUES SOCIALES, SÉCURITÉ SOCIALE NON COMPRISE, 1996-2000
(Pourcentages; indices: 1996 = 100)



Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.
Note: L'information sectorielle disponible au Honduras ne fait pas état de dépenses en sécurité sociale.

L'Argentine, le Chili et l'Uruguay ont fait preuve d'une volonté manifeste d'allouer des ressources aux secteurs sociaux, bien que d'une façon différente selon les pays. En effet, en Argentine, le volume principal des ressources a été destiné aux dépenses sociales qui ont relativement plus favorisé les couches les plus pauvres durant la période biennale 1998-1999, alors qu'au cours de la période 1999-2000, l'accroissement le plus marqué a été celui de la composante sécurité sociale, qui représentent la part la plus élevée des dépenses sociales du pays. En ce qui concerne les dépenses consolidées, à savoir l'administration publique nationale, les gouvernements provinciaux et de Buenos Aires, ainsi que les gouvernements municipaux, la priorité accordée aux composantes sociales a évité que la chute du PIB ne se traduise par une contraction des dépenses sociales par habitant. Au Chili, en revanche, le total des dépenses sociales ainsi que les dépenses sociales, sécurité sociale non comprise, ont augmenté à des taux similaires qui, durant l'exercice budgétaire 2000, ont été légèrement inférieurs à ceux de l'année antérieure. En Uruguay, les dépenses sociales, sécurité sociale comprise ou non comprise, ont fait l'objet d'une protection manifeste jusque 1999, ces deux agrégats ayant présenté des augmentations du même ordre durant la période biennale 1998-1999, dans le contexte d'un volume de dépenses publiques inchangé.

Le cas de la Colombie est quelque peu particulier. En effet, les dépenses ont diminué, hormis la sécurité sociale, sans pour autant réduire le volume de ressources destiné aux composantes qui bénéficient plus largement les couches à revenu intermédiaire et faible, qui sont les plus gravement touchées par les épisodes de contraction de la croissance. Ceci a été rendu possible par l'élargissement de la couverture de sécurité sociale et des prestations de santé et d'assistance sociale comprises dans cette rubrique et qui favorisent avant tout les plus pauvres. La composante du budget qui a le plus augmenté en termes réels entre 198 et 1999 est celle des dépenses au titre de la sécurité sociale, de sorte que l'ensemble des dépenses sociales s'est accru à un taux nettement supérieur à celui des dépenses publiques totales, en dépit de la contraction du PIB durant cette période biennale.

La situation du Honduras permet d'illustrer le comportement des dépenses dans les pays qui destinent une part relativement exiguë de leurs ressources aux secteurs sociaux. En effet, les dépenses sociales dont la composante sécurité sociale est, au Honduras, peu significative, ainsi que les dépenses publiques se sont accrues à un taux relativement rapide avant et durant la récession de 1999. Ce comportement inertiel est toutefois moins le résultat d'une politique explicite de protection que de l'importance des ressources au titre de l'assistance internationale, acheminées par le biais du budget public.

Finalement, la situation du Venezuela a été caractérisée par l'instabilité de la croissance et, partant du volume des ressources publiques et des fonds destinés aux secteurs sociaux. L'accroissement notable des dépenses publiques et des dépenses sociales, sécurité sociale comprise et non-comprise, entre 1996 et 1997 obéit à un processus de relance consécutif à l'expansion du produit enregistrée après son effondrement en 1996. Le comportement des dépenses sociales durant la période 1998-1999 traduit malgré tout un effort manifeste de protéger les ressources destinées aux secteurs sociaux, en dépit de la réduction des ressources budgétaires totales enregistrée durant cette même période en raison de la chute du PIB. Entre 1999 et 2000, toutes les composantes des dépenses publiques ont néanmoins amorcé une récupération, pratiquement au même taux (environ 15 pour cent).

3. Évolution des dépenses sociales par secteur et leur incidence sur la répartition du revenu

Durant la décennie 1990, l'accroissement des dépenses sociales a une incidence relativement plus nette en termes de répartition dans les pays à plus faible revenu par habitant, en raison de la plus forte progression des dépenses publiques en éducation et santé. En revanche, cette incidence a été plus discrète dans les pays à revenu par habitant plus élevé, près de 50 pour cent de la hausse des dépenses publiques sociales correspondant à la sécurité sociale, qui en est la composante la moins progressive sur le plan de la répartition.

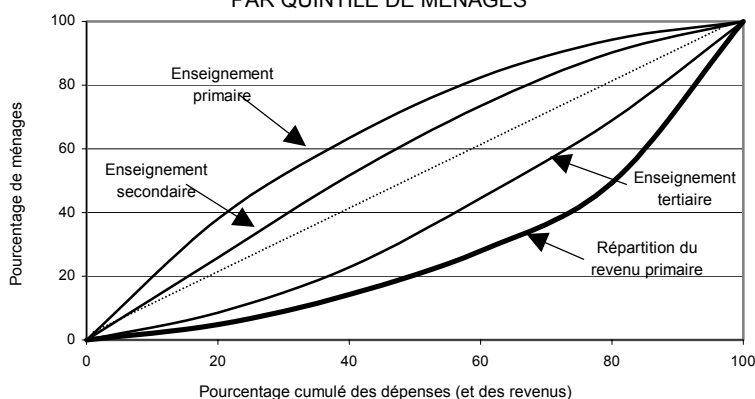
Cette section contient une série d'informations qui permettent d'analyser l'incidence des dépenses publiques sociales sur la répartition du revenu des ménages latino-américains. A cet effet, un résumé des résultats d'études menées dans huit pays est d'abord présenté pour pouvoir évaluer l'impact des dépenses publiques sectorielles sur différentes couches de la population. Vient ensuite une analyse de leur évolution sectorielle durant la décennie afin de déterminer si la hausse des dépenses publiques sociales a effectivement exercé un effet de déconcentration sur la répartition du revenu.

a) L'incidence des composantes des dépenses sociales sur la répartition

Les informations disponibles permettent d'apprécier que les différentes composantes des dépenses publiques sociales affichent d'importantes différences en termes de progressivité distributive. Le tableau A.18 figurant dans l'annexe statistique contient un résumé de

l'information relative à la proportion des dépenses reçue par les ménages de chacun des quintiles de la répartition du revenu.⁵ Comme l'illustre ce tableau, les dépenses les plus progressives, à savoir celles qui bénéficient le plus, en termes relatifs, aux ménages les plus pauvres, sont celles consenties dans l'enseignement primaire et secondaire, suivies des dépenses en santé et nutrition, puis en logement et services de base (eau et assainissement). Ces résultats confirment que les dépenses de l'enseignement primaire restent le poste le plus progressif et celui qui a la plus forte incidence en termes de déconcentration de la répartition du revenu (voir graphique VI.7). Contrairement à ce qu'indiquaient des études similaires dans les années 70 et début 80, les dépenses consacrées à l'enseignement secondaire affichent un degré de progressivité relativement élevé, comparable à celui des dépenses en santé et nutrition. Cette évolution est le résultat de l'expansion notable de l'enseignement secondaire en termes de couverture (voir CEPALC, 2000d, chapitre V), en particulier dans les deux dernières décennies, qui s'est traduite par une hausse très significative des taux d'inscription dans l'enseignement secondaire qui a, proportionnellement, plus bénéficié aux jeunes issus de catégories à revenus moyens et faibles.

Graphique VI.7
AMÉRIQUE LATINE: RÉPARTITION DU REVENU PRIMAIRE ET DES DÉPENSES DE
L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE
PAR QUINTILE DE MÉNAGES^a



Source: CEPALC, sur la base d'études des pays.

^a Moyenne simple de données correspondant à huit pays: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur y Uruguay.

⁵ Deux indices de la progressivité de ces dépenses sont également présentés ici: le coefficient de Gini et un indice qui établit une comparaison entre la proportion du total des dépenses dans chaque rubrique perçue par les 40 pour cent des ménages à plus faibles revenus et la part du revenu primaire correspondant à ces mêmes ménages (voir point c) de l'annexe méthodologique).

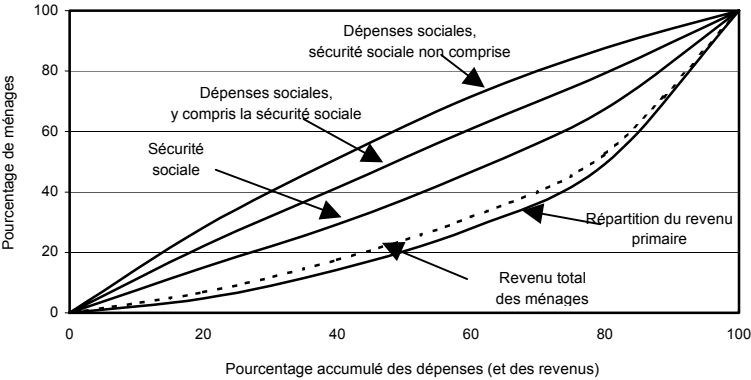
Par ailleurs, les dépenses consacrées à la sécurité sociale et à l'enseignement universitaire ont été les moins progressives, en particulier dans ce dernier secteur. Ceci rend compte du fait que les couches à revenus moyens et faibles éprouvent encore des difficultés à parvenir à ce niveau éducationnel.

Les dépenses en logement, qui affichent un degré de progressivité intermédiaire, présentent un comportement plus irrégulier dans les pays étudiés, qui obéit aux différences profondes qui existent entre les programmes et l'accès à ces derniers des ménages appartenant aux 40 pour cent à plus faibles revenus.

Dans l'ensemble, les dépenses sociales ont été fortement distributives dans tous les pays, en particulier sans tenir compte de la sécurité sociale (voir graphique VI.8). En effet, celle-ci non comprise, les ménages appartenant aux 20 pour cent à plus faibles revenus reçoivent 28 pour cent des ressources publiques, alors que les 20 pour cent les plus riches n'en reçoivent que 12 pour cent. Ces différences sont encore plus manifestes lorsque ces chiffres sont comparés à ceux de la répartition du revenu primaire des ménages, à savoir le revenu dont sont exclus les transferts monétaires de l'État et les bénéfices des dépenses sociales. Les 20 pour cent des ménages les plus démunis reçoivent une part des dépenses sociales, sécurité sociale non comprise, qui équivaut en moyenne à six fois leur participation à la répartition du revenu primaire (28,2 pour cent des dépenses sociales contre 4,8 pour cent du revenu primaire total). Ce rapport s'inverse pour les 20 pour cent les plus riches, la fraction des dépenses sociales qu'ils reçoivent ne représentant que le quart de leur participation à la répartition du revenu (12,4 pour cent des dépenses sociales contre 50,7 pour cent du revenu primaire total).

La même tendance en termes de degré de progressivité des dépenses est observée dans la valeur du coefficient de Gini. A quelques rares exceptions près, le coefficient de Gini des dépenses d'éducation tertiaire et celui des dépenses en sécurité sociale ont présenté des valeurs positives dans tous les pays, bien que plus faibles que celle correspondant à la répartition du revenu primaire (voir tableau A.18 de l'annexe statistique). Le fait que la valeur de ce coefficient dans une rubrique quelconque des dépenses soit supérieure à zéro n'implique pas que cette dépense ait une incidence nette régressive sur la répartition finale du revenu des ménages. Pour avoir une incidence progressive, la valeur du coefficient de Gini doit être inférieure à celle qui correspond à la répartition du revenu autonome. A cet égard, comme l'illustre le graphique VI.8, toutes les composantes des dépenses sociales sont progressives en termes de répartition du revenu primaire.

Graphique VI.8
AMÉRIQUE LATINE: RÉPARTITION DU REVENU PRIMAIRE, DU REVENU TOTAL ET
DES DÉPENSES SOCIALES PAR QUINTILE DE MÉNAGES ^a



Source: CEPALC, sur la base d'études des pays.

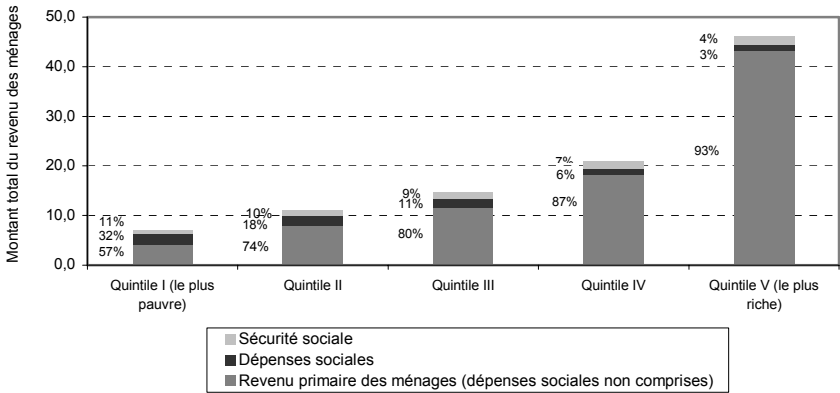
^a Moyenne simple de données correspondant à huit pays: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur y Uruguay.

Le ciblage relatif des dépenses, sécurité sociale non comprise, varie considérablement selon les pays analysés. Ainsi, le Chili et la Colombie se sont efforcés de concentrer les bénéfices des programmes sociaux sur les couches à plus faibles revenus. Dans ces deux pays, le degré le plus élevé de ciblage relatif des dépenses se concentre sur les 40 pour cent les plus pauvres, par rapport à la part du revenu capté par ces ménages. L'indice de concentration atteint, respectivement, une valeur de 4,9 et 4,2 (voir tableau A.18 de l'annexe statistique). Le Costa Rica et l'Uruguay affichent, au contraire, le degré de concentration relative le plus faible avec, respectivement, 2,6 et 2,9. Dans ces deux pays les politiques respectives ont été caractérisées par une répartition plus importante du revenu primaire et par la mise en œuvre de programmes sociaux qui bénéficient, de manière similaire, à une part substantielle du total des ménages. Par ailleurs, l'Argentine, la Bolivie et l'Équateur enregistrent des degrés intermédiaires de progressivité et des indices de concentration sur les 40 pour cent les plus pauvres avec, respectivement, des valeurs de 3,7, 3,8 et 3,5.

L'effet redistributif net des dépenses publiques sociales est illustré par le graphique VI.9 où sont combinées les estimations de la répartition sectorielle des prestations et celles de l'ampleur de ces dernières afin de déterminer le volume additionnel que représentent les transferts monétaires et les transferts de biens et de services gratuits ou subventionnés au sein du revenu total des ménages de chaque catégorie.

L'examen du graphique VI.9 démontre que l'importance relative de ces dépenses est nettement plus marquée dans les couches à plus faibles revenus, puisqu'elles en représentent 43 pour cent. En revanche, pour les couches à revenus plus élevés, elles ne représentent que 13 pour cent dans le quatrième quintile et 7 pour cent dans le cinquième quintile. Sécurité sociale non comprise, en particulier les pensions et les retraites, l'incidence des dépenses sociales diminue de façon beaucoup plus discrète dans les catégories les plus pauvres: en effet, les transferts correspondant à la sécurité sociale représentent 60 pour cent pour la couche à plus haut revenu, alors qu'ils n'atteignent que près de 25 pour cent du total pour le quintile le plus pauvre. Il faut signaler qu'en dépit de la faible incidence du total des dépenses sociales sur les revenus de la catégorie la plus riche, celui-ci n'en constitue pas moins un volume important de ressources qui, dans plusieurs pays, est proche et même supérieur au volume alloué aux ménages appartenant à la couche la plus pauvre, et ce en raison du montant des prestations effectuées au titre de la sécurité sociale. Il faut en outre souligner que ces chiffres ne rendent pas compte de l'action redistributive nette de l'État, pour autant qu'ils ne prennent pas en ligne de compte le financement des dépenses sociales issu des recettes fiscales.

Graphique VI.9
AMÉRIQUE LATINE (8 PAYS): EFFET REDISTRIBUTIF DES DÉPENSES SOCIALES
(SÉCURITÉ SOCIALE NON COMPRISE) ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE SUR
LE REVENU DES MÉNAGES
(Volume total des revenus = 100)



Source: CEPALC, sur la base d'études des pays.

L'effet redistributif important de l'ensemble des rubriques des dépenses sociales, sécurité sociale non comprise, est clairement illustré par le graphique VI.8 évoqué plus haut, où figure une comparaison entre les courbes de Lorenz des dépenses, sécurité sociale comprise et non comprise, et la courbe de répartition du revenu primaire et celle du revenu total des ménages. Dans les huit pays pour lesquels une information est disponible, les courbes respectives de répartition des dépenses et du revenu se présentent de la même manière.

b) Évolution sectorielle des dépenses sociales entre 1990 et 1999

Prenant comme base l'incidence variable en termes de répartition de chacune des composantes des dépenses publiques sociales dans les différents pays, il s'agit ici d'analyser si la forte progression des dépenses sociales par habitant a été ou non orientée vers leurs composantes les plus progressives. Pour l'ensemble de la région, les estimations indiquent que 44 pour cent de l'accroissement des dépenses correspond aux augmentations en matière d'éducation (28 pour cent) et de santé (16 pour cent), 51 pour cent à l'accroissement des dépenses en sécurité sociale, essentiellement au titre des retraites et pensions, alors que 9 pour cent correspond à d'autres dépenses telles que le logement, l'eau potable et l'assainissement. Ces variations semblent suggérer que, dans l'ensemble de la région, les dépenses allouées aux secteurs sociaux à moindre progressivité et celles destinées aux secteurs sociaux les plus progressifs ont toutes deux contribué dans un pourcentage similaire à leur accroissement.

L'incidence en termes d'équité varie selon les pays. Là où le revenu par habitant était plus faible, les composantes globalement plus progressives des dépenses, à savoir l'éducation et la santé, ont enregistré un accroissement relatif plus prononcé, avec 56 pour cent du total, alors que la sécurité sociale n'a représenté que 20 pour cent. En revanche, dans les pays où les dépenses sont plus élevées, la sécurité sociale a représenté environ la moitié de l'accroissement total.

La forte progression des dépenses en éducation est associée à la mise en œuvre de programmes de réforme, essentiellement dans les cycles primaire et secondaire, visant à améliorer la qualité et l'équité en matière d'éducation. Ces réformes prévoient, entre autres, la formation des enseignants et la majoration des rémunérations qui entraînent des dépenses qui ont une incidence considérable sur le budget de ce secteur. Cette augmentation est également le fait de l'expansion des postes budgétaires consacrés aux dépenses courantes et en capital, en particulier dans les pays qui se sont proposés d'améliorer l'infrastructure physique et technologique, d'actualiser les méthodes et le matériel pédagogiques et

de mettre en place des systèmes de mesure des résultats du processus éducationnel.

Quant à l'évolution des dépenses en matière de santé, les fortes augmentations se sont produites en Argentine, au Chili et en Colombie, où elles ont fluctué entre 76 et 109 dollars par habitant, soit des chiffres nettement supérieurs à la moyenne régionale qui a été de 28 dollars.

Finalement, pour ce qui est des dépenses en matière de sécurité sociale, l'accroissement le plus net a été enregistré précisément dans les pays où celle-ci absorbe une part plus importante des ressources publiques, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay, où les augmentations ont fluctué entre 150 et 200 dollars par habitant dans les trois premiers cas et un peu plus de 500 dollars dans ce dernier pays. Ces augmentations sont imputables au réajustement des pensions et retraites, notamment en Uruguay où un amendement constitutionnel adopté en 1989 a obligé à des réajustements trimestriels. Ce phénomène s'explique également par d'autres facteurs tels que la reconnaissance et l'amortissement des passifs accumulés par le régime et l'expansion de la couverture et de la valeur des prestations.

Tout ceci indique que l'effort majeur consenti dans les pays où la part du produit alloué aux secteurs sociaux était plus faible a exercé des effets positifs sur la répartition du bien-être, effets plus notables dans ces pays que dans ceux caractérisés par un plus grand volume de dépenses sociales par habitant où la sécurité sociale, qui s'adresse davantage aux couches à revenu intermédiaire et élevé, absorbe une part nettement plus importante des fonds publics.

Finalement, ayant eu égard à l'importance des effets des dépenses sociales en termes de répartition, il convient de mettre l'accent sur la nécessité: i) de redoubler d'efforts pour accroître les ressources allouées aux secteurs sociaux, compte tenu, en particulier, de leur faible niveau dans la plupart des pays de la région; ii) d'assurer la stabilité de leur financement pour éviter les effets néfastes de leur compression durant les phases récessives du cycle économique, et iii) affiner leur ciblage, en particulier dans le cas des programmes destinés aux populations vulnérables ou vivant dans la pauvreté, moyennant une réorientation vers les composantes à plus forte incidence. Il s'agit, en définitive, d'assurer le maintien et l'accroissement du volume de ressources, de mieux les administrer et de veiller à ce que les programmes financés à l'aide de ces ressources produisent l'effet voulu sur la population cible.

Annexe méthodologique

a) Sources des statistiques des dépenses publiques totales et des dépenses sociales

Il existe, à l'échelon régional, des différences méthodologiques, notamment en termes de couverture, en ce qui concerne les séries des dépenses publiques totales et des dépenses sociales. Les principales différences méthodologiques concernent le registre comptable des dépenses et la définition du concept de dépenses sociales. Dans ce dernier cas, les disparités portent sur les différentes caractéristiques institutionnelles des États, ainsi que sur la possibilité d'incorporer les dépenses consenties par les gouvernements locaux.

Les dépenses publiques peuvent être ventilées en différents niveaux selon les entités qui les effectuent. Une première distinction à introduire est celle qui existe entre les dépenses publiques effectuées par le secteur public financier (SPF), à savoir la banque centrale et les autres institutions financières publiques, et les dépenses publiques effectuées par le secteur public non financier (SPNF), composé par le gouvernement central (GC), les entreprises publiques (EP) et les gouvernements locaux (GL).

Dans 11 des 17 pays analysés, les séries concernent les dépenses effectuées par le gouvernement central, au sein duquel il est possible d'établir une distinction entre les entités dotées d'une organisation budgétaire autonome (EA) et celles qui relèvent directement du budget fiscal (gouvernement central budgétaire (GCP). Dans un cas, les dépenses considérées ont été celles du gouvernement central (GC) qui regroupent le GC et les GL.

Le tableau ci-après présente une classification des pays selon la couverture institutionnelle des séries de dépenses sociales.

Couverture institutionnelle	Pays
SPNF = GC + EP + GL	Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Panama
GG = GC + GL	Bolivie
GC = GCP + EA	Chili, El Salvador, Guatemala, Honduras, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela
GCP	Mexique, Nicaragua et Paraguay

Les définitions comptables des séries correspondant à ces 17 pays, ainsi que les caractéristiques du financement et de la réalisation des dépenses sociales dans chacun de ces pays permettent de conclure que les chiffres sont raisonnablement comparables dans 16 pays. En revanche, dans le cas du Mexique, la non inclusion des dépenses effectuées à l'échelon local, outre l'existence d'un certain degré de décentralisation de leur financement, se traduit par une certaine sous-estimation des dépenses publiques sociales qui limite la possibilité de comparer les chiffres du Mexique avec ceux des autres pays.

Les indicateurs de priorité –dépenses sociales/PIB et dépenses sociales/dépenses publiques totales– sont des rapports calculés sur la base des chiffres aux prix courants de chaque année. Les dépenses sociales par habitant, en dollars de 1997, sont établies à partir des dépenses sociales totales aux prix courants. Ce chiffre a été exprimé en dollars constants de 1997 moyennant le déflateur implicite du PIB et le taux de change moyen de cette même année.

Les données en monnaie courante relatives aux dépenses publiques totales et sociales, ainsi que la déconsolidation sectorielle de ces dernières correspondent aux chiffres officiels fournis par les institutions gouvernementales pertinentes de chaque pays. Le PIB aux prix courants et le déflateur implicite du PIB correspondent également à des chiffres officiels, provenant de la Base de données statistiques annuelles (BADEANU) de la CEPALC. Le taux de change utilisé est la moyenne pour 1997 de la série "rf", extraite des statistiques financières internationales du Fonds monétaire international (FMI). Les chiffres relatifs à la population correspondent aux projections de la Division de la population de la CEPALC-Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE), publiées dans le Bulletin démographique pertinent.

b) Un modèle permettant l'examen du comportement des dépenses publiques sociales

Une manière de faire le point sur le comportement des dépenses sociales dans différents contextes macroéconomiques consiste à évaluer l'élasticité des dépenses sociales par rapport au PIB, c'est-à-dire l'ampleur de l'augmentation ou la compression des dépenses sociales face à un accroissement ou une réduction du produit. Ce paramètre (ε) peut être estimé sur la base des observations des différents épisodes représentés par des pointillés dans le graphique VI.10. Ces épisodes correspondent aux variations, durant plusieurs années consécutives, du montant du budget public et des dépenses sociales dans chacun des 17 pays et

chacune des périodes biennales pour lesquels une information est disponible.

ε peut être estimé à partir de la formule suivante:

$$\frac{GS_{t+1}}{GS_t} = \alpha \left(\frac{PIB_{t+1}}{PIB_t} \right)^\varepsilon \quad \text{où } GS_{t+1} \text{ et } GS_t \text{ représentent les dépenses sociales lors d'années consécutives, et } PIB_{t+1} \text{ et } PIB_t \text{ le produit intérieur brut.}$$

Les logarithmes donnent le résultat suivant:

$$\log GS_{t+1} - \log GS_t = \alpha' + \varepsilon (\log PIB_{t+1} - \log PIB_t) + e_t$$

où α' est le logarithme de α , ε est l'élasticité des dépenses sociales par rapport au PIB et e l'erreur d'estimation.⁶

L'estimation de ε pour les 141 épisodes observés entre 1990 et 2000 a donné une valeur de $\varepsilon = 1,147$, paramètre particulièrement significatif ($t = 6,16$), avec une valeur de R^2 ajusté = 0,206 et un α' de 0,0175 (dont l'antilogarithme est 1,018). L'estimation de cette élasticité pour les épisodes d'accroissement du PIB, qui a été le cas le plus fréquent durant la décennie puisqu'il s'est présenté dans 121 épisodes sur 141 — donne comme résultat une valeur de l'élasticité des dépenses sociales par rapport au PIB plus proche de l'unité ($\varepsilon = 1,1189$, ayant une valeur de $t = 4,38$, R^2 de 0,137 et α de 1,020). Ceci rend compte du caractère procyclique des dépenses sociales, leur accroissement ayant été similaire, dans la plupart des pays, au taux d'expansion du PIB, ce qui répond à l'octroi d'une plus grande priorité sur le plan macroéconomique des dépenses sociales dans tous les pays de la région, tout au long de la décennie (voir graphique VI.2).

Ceci s'applique aussi bien aux dépenses sociales totales qu'aux dépenses sécurité sociale non comprise. Dans ce dernier cas, l'élasticité moyenne pour l'ensemble des épisodes (139) donne une valeur de $\varepsilon = 1,313$ ($t = 6,709$) et de α de 1,002, soit une élasticité supérieure à celle estimée pour les dépenses totales allouées aux secteurs sociaux qui

⁶ Voir Ravallion (2000), où le modèle a été appliqué à plus grande échelle au rapport entre les dépenses publiques sociales et les dépenses publiques totales dans le cas de l'Argentine.

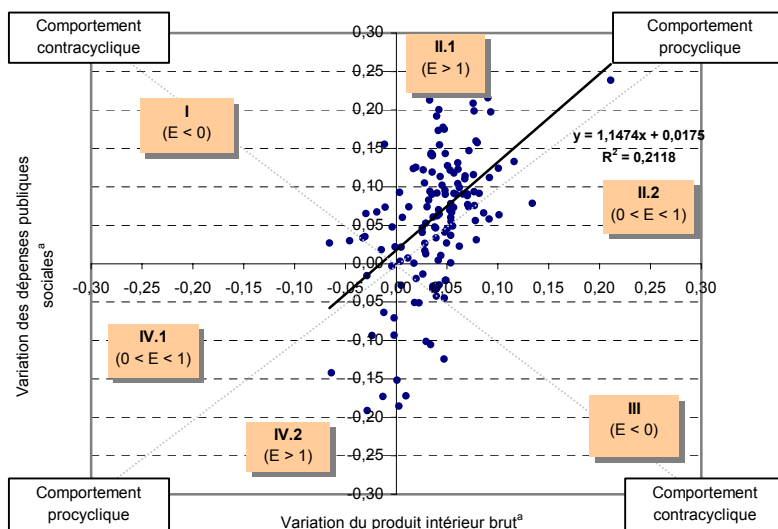
démontre, par contraposition, que la principale composante inertielle des dépenses publiques sociales est la contribution à la sécurité sociale.

Une autre application de ce modèle consiste à considérer le fait que le comportement des variations des dépenses publiques sociales répond, avec un certain décalage ou retard, aux variations du PIB, représenté comme suit:

$$\frac{GS_{t+2}}{GS_{t+1}} = \alpha \left(\frac{PIB_{t+1}}{PIB_t} \right)^\varepsilon$$

Aux fins de cette étude, plusieurs régressions tenant compte du décalage ont été appliquées, sans que soit prouvée l'existence d'un rapport significatif (l'estimation de ε pour les 126 épisodes observés entre 1990 et 2000 a donné une valeur de $\varepsilon = 0,285$, paramètre non significatif, où $t = 1,204$, et une valeur de R^2 ajusté = 0,0035).

Graphique VI.10
AMÉRIQUE LATINE: VARIATIONS DES DÉPENSES PUBLIQUES SOCIALES ET DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)^a



Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales.

^a Correspond aux différences entre les logarithmes, lors d'années consécutives, des dépenses publiques sociales et du PIB.

c) La progressivité des dépenses sociales par secteurs

Le degré de progressivité distributive des dépenses sociales dans chacun des secteurs sociaux, tels que l'éducation, la santé, le logement et la sécurité sociale a été analysé à l'aide d'un indice synthétique basé sur la part des dépenses perçue par les ménages de chaque quintile de la répartition du revenu.

L'indice a été calculé sur la base de la formule suivante:

$$I_G = \frac{N+1}{N} - \frac{2}{N} * \sum_{i=1}^N Q_i$$

Où N représente le nombre de tranches de population (cinq tranches) et Q_i correspond au pourcentage accumulé des dépenses perçue par la population de chaque quintile de la répartition du revenu autonome des ménages.

Selon le degré de progressivité des dépenses, cet indice peut présenter les valeurs suivantes:

Si $-1 \leq I_G < 0$, qui rend compte d'une répartition progressive des dépenses, c'est-à-dire que les ménages à plus faibles revenus en reçoivent une part proportionnellement plus élevée que les ménages à revenus moyens et élevés; et

Si $0 < I_G \leq 1$, qui rend compte d'une distribution régressive des dépenses, c'est-à-dire que les ménages à plus faibles revenus en reçoivent une part proportionnellement inférieure à celle des ménages à revenus moyens et élevés.

d) Décentralisation et dépenses publiques sociales

Il faut signaler les difficultés que présente cette analyse dans les pays où le degré de décentralisation du financement des dépenses publiques et des dépenses sociales est relativement élevé, auquel cas le total consolidé de la nation doit servir de base à l'analyse inter temporelle et comparative régionale des dépenses publiques totales et sociales. Cette approche permet d'éviter de sous-estimer le niveau des dépenses, ce qui est le cas lorsque l'analyse n'enregistre que les dépenses consenties par le gouvernement central.

Ce type de problème est illustré par le cas du Brésil, où le recouvrement des recettes publiques et la réalisation des dépenses

sociales sont, dans une large mesure, effectués de manière décentralisée, ainsi que par les différences qui surgissent entre les différents indicateurs relatifs aux dépenses sociales lorsqu'il est tenu compte de tous les niveaux de l'administration publique. A titre d'exemple, une analyse basée uniquement sur les dépenses fédérales, au Brésil, indique que les dépenses sociales par habitant ont été de 613 dollars en 1998 (en dollars de 1997), soit une augmentation réelle de 20,7 pour cent durant la période 1990-1998. Cependant, sur la base des dépenses consolidées effectuées aux trois niveaux de gouvernement (fédéral, de l'état et municipal), les dépenses sociales par habitant en 1998 s'élève à 1.011 dollars, soit près de 65 pour cent de plus que le chiffre correspondant aux dépenses fédérales. La variation de la période 1990-1998 a été de 21,5 pour cent.

La décentralisation des dépenses sociales au Brésil varie énormément selon le secteur en question —santé, éducation, sécurité sociale, etc.—, ce qui contribue à renforcer les différences en termes d'ampleur et les variations correspondantes durant les différentes années. C'est ainsi, par exemple, que la décentralisation marquée et progressive du financement de l'éducation s'est traduite par une réduction de 34 pour cent en 1989 à 26,1 pour cent en 1996 des dépenses fédérales dans ce domaine.

L'accès aux données consolidées sur l'ampleur des dépenses aux trois niveaux de gouvernement n'est toutefois pas systématique. C'est pourquoi l'information consolidée a dû être estimée sur la base de trois études,⁷ ce qui a permis de calculer des coefficients sectoriels d'expansion des dépenses fédérales afin d'estimer les dépenses effectuées à chaque niveau gouvernemental. C'est ainsi qu'a été obtenue la série de données relatives aux dépenses sociales consolidées entre 1990 et 1998 utilisée dans ce chapitre. Cette structure de coefficients a été extrapolée aux années les plus proches, partant de la présomption que les coefficients restent constants.

Cette présomption est fondée sur les études mentionnées, dans lesquelles il apparaît que ces coefficients n'enregistrent pas de variations substantielles lors d'années consécutives, ce qui rend compte d'une décentralisation progressive des dépenses sociales au Brésil, tel qu'il ressort des coefficients d'expansion des dépenses fédérales calculés pour estimer les dépenses consolidées; au début de la décennie 80, le coefficient était de l'ordre de 1,50; de 1984 à 1989, les coefficients ont fluctué entre 1,60 et 1,65, et tout au long des années 90, ils ont oscillé autour de 1,70.

⁷ Les sources d'information utilisées ont été les suivantes: pour la période 1990-1993, Médiçi (1994); IPEA (1995) pour la période 1994-1996, et IPEA (1996), pour la période 1997-1998.

Chapitre VII

Considérations finales

L'analyse du développement social intervenu durant la décennie 90 peut avoir deux éclairages tout à fait différents: l'un de type objectif, fondé sur l'analyse de données, d'estimations et d'indicateurs obtenus essentiellement des enquêtes sur les ménages, tel qu'il a été exposé dans les chapitres précédents de ce livre; et l'autre, basé sur la vision subjective des individus et leur perception de l'évolution économique et sociale, ainsi que la manière d'apprécier le système social dans son ensemble, le modèle économique en vigueur, et les principaux agents de ces processus. Cette information est extraite des sondages d'opinion publique.

Les thèmes actuellement à l'ordre du jour en matière de développement social de l'Amérique latine sont associés aux problèmes posés à la fois par les aspects objectifs et les sentiments ambivalents exprimés par la population à propos des changements intervenus.

Dans les premières années de la décennie, le principal souci de bon nombre de latino-américains était de se soustraire aux processus inflationnistes qui érodaient leurs revenus. Pour ce faire, ils ont, par la voie des urnes, apporté leur soutien aux gouvernements qui avaient appliqué avec succès les processus de stabilisation (Mora et Araujo 1992), misant ainsi sur l'avenir dans l'espoir, un jour ou l'autre, de profiter eux aussi des fruits de la croissance.

Seuls quelques secteurs ont eu une réaction négative, en particulier les fonctionnaires des services publics touchés par la privatisation des entreprises de l'État ou par la compression des dépenses publiques,

comme signalé dans le *Panorama social de l'Amérique latine*, 1995 (CEPALC, 1996).

En revanche, vers la fin des années 90, un sentiment de malaise s'est développé, puis généralisé, dans un climat d'incertitude généré par les crises financières internationales et l'arrêt de la croissance. Cette inquiétude s'est reflétée dans les sondages, 67 pour cent des personnes interrogées dans 16 pays de la région estimant que la répartition de la richesse était injuste, et 61 pour cent considérant que leur pays ne connaissait aucun développement.

Ces opinions étaient naturellement fortement conditionnées par l'expérience personnelle des personnes interrogées vis-à-vis des changements intervenus.

Les réponses ont également été profondément marquées par l'écart qui sépare les générations. C'est ainsi que les membres de la génération actuelle ressentent que leurs chances sont plus limitées que celles de la génération antérieure et de la génération qui les suivra (*Latinobarómetro*, 2000). Les jeunes expriment souvent leur mécontentement face aux difficultés qu'ils rencontrent pour trouver un emploi qui réponde à leurs attentes.

Même au Chili, où les réformes économiques ont une plus grande maturité que dans les autres pays et qui a connu des taux de croissance élevés durant un laps de temps prolongé, le souci croissant face à l'inégalité est un fait notable, qui tend à l'emporter sur le problème de la pauvreté, davantage conçue comme une carence de ressources. On peut en déduire que ce sont précisément les progrès accomplis dans la satisfaction d'un besoin prioritaire, à savoir la réduction de la pauvreté, qui ont donné lieu à l'émergence de nouvelles inquiétudes, comme l'exprime Manzi-Catalán (1998), et la population est très attentive à la manière inégale dont les retombées du progrès économique bénéficient à différents secteurs de la société. Les personnes interrogées issues de milieux à faibles et moyens revenus estiment que les niveaux actuels de pauvreté et d'inégalité contrastent avec les niveaux de croissance obtenus. Ces personnes considèrent que cette incohérence est le fruit de la dynamique même du système et de la politique adoptée par les opérateurs sociaux ayant un pouvoir de décision, dont elles dénoncent le manque de sensibilité. Elles condamnent également la négligence de l'État dans l'adoption de mesures qui pourraient modifier cet état de choses (Manzi-Catalán, 1998).

Nul n'ignore que dans tout processus de changement économique et social, même en présence de croissance et d'importants progrès sociaux, il n'est pas rare de voir apparaître des signes de mécontentement

qui s'expliquent en partie par les aspirations alimentées par ce même processus de changements. Maslow (1954) a démontré que la satisfaction de certains besoins primaires implique immédiatement l'émergence de nouvelles nécessités, profondément ressenties et auxquelles il est généralement difficile de répondre dans le court terme.

Ce décalage entre les attentes et les progrès accomplis est assorti d'une critique et d'une distanciation à l'endroit de l'activité politique. Cette perte de terrain de la politique dans l'esprit des personnes interrogées peut être expliquée de diverses manières. D'une part, les profondes mutations dont elle a fait l'objet ont certainement eu une influence sur cette attitude. Le rôle des moyens de communication, en particulier la télévision, dans les campagnes électorales est aujourd'hui déterminant. Dans le même temps, les manifestations massives et la relation interpersonnelle entre les candidats et leurs électeurs ont perdu de leur importance, d'où le rôle amoindri des activistes bénévoles et des articulateurs politiques qui étaient à la base de la vie partisane. Par ailleurs, les moyens de communication qui figurent, comme l'a signalé López Pintor (1999), parmi les institutions capables de se dresser contre les modalités traditionnelles de pouvoir dans le monde entier, ont assumé la fonction de dénoncer les arbitraires, les faits de corruption et les abus de pouvoir et contribuent également à résoudre les problèmes de personnes et de communautés privées d'autres canaux de revendication, se substituant ainsi aux politiciens et aux partis. Il faut toutefois admettre que les médias sont également utilisés, dans certains cas, pour promouvoir des campagnes visant à discréditer certaines personnalités publiques, contribuant de la sorte à corroder encore davantage le prestige des politiciens et de la politique.

Certes, la distanciation des citoyens vis-à-vis de la politique peut également refléter un stade de transition d'une époque caractérisée par une participation populaire intense, découlant de la place prépondérante alors occupée par l'appareil public, à une nouvelle phase durant laquelle l'hyperactivité politique est devenue superflue (Huneus, 1997). Elle peut aussi résulter de la disparition de la polarisation dans le spectre idéologique politique, davantage marqué aujourd'hui par la consolidation de consensus, laissant ainsi plus de temps aux citoyens pour se consacrer plus longuement à d'autres facettes de la vie.

Les sondages indiquent même que la démocratie perd des adeptes: elle n'est soutenue que par 37 pour cent seulement des personnes interrogées (*Latinobarómetro*, 2000). Cette situation a été interprétée, dans une optique positive, comme une critique envers l'action des gouvernements, en particulier dans le domaine économique, et non pas les institutions politiques, optique que confirme la condamnation

catégorique de l'autoritarisme exprimée majoritairement par les personnes interrogées. (Huneeus, 1997). Celles-ci manifestent également leur intérêt à être informées et à parler de politique. Par ailleurs, dans la plupart des pays, la participation aux élections présidentielles et parlementaires n'a pas diminué, ce qui peut être interprété comme une expression de soutien au régime démocratique. Les personnes interrogées restent, pour la plupart, convaincues du pouvoir transformateur du vote, sauf dans les pays où cette opinion ne pourrait être raisonnablement soutenue.

Il est toutefois évident que la légitimité de l'État ne repose pas seulement sur l'origine de ses autorités, mais sur son efficacité sur le plan économique et sa capacité de bien mener sa barque et surmonter les difficultés. À cet égard, 64 pour cent en moyenne des personnes interrogées se déclarent peu ou nullement satisfaites. Qui plus est, dans sept pays, 60 pour cent des personnes interrogées manifestent leur méfiance à l'égard des institutions publiques, pourcentage légèrement supérieur à la méfiance exprimée à l'endroit des institutions de la société civile. Cette méfiance est moindre à l'égard des Forces armées (46 pour cent) et de l'Église catholique (27 pour cent), alors qu'elle atteint 72 pour cent dans le cas des partis politiques, 65 pour cent pour les syndicats et 63 pour cent pour les associations patronales.

Face à cette perspective, le principal enjeu dans l'action à mener à l'échelon latino-américain est non seulement de continuer à progresser dans le combat contre la pauvreté, mais aussi de tenir compte de ces appréciations à l'égard d'institutions qui constituent la clef de voûte de l'organisation sociale et du fonctionnement de l'État. Il est indispensable que tous les citoyens comprennent qu'ils jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement de la démocratie et de la politique démocratique, et que leur participation à la vie publique est fondamentale du point de vue tant de la défense de leurs propres intérêts que de leur contribution à la construction d'une société idoine.

Pour progresser vers la réalisation de ces objectifs, il importe de mener simultanément des réformes dans les domaines économique et social, et perfectionner la réforme politique, au regard de leur interaction. Les principales actions à mener en ce sens sont les suivantes:

- Un premier effort consiste à améliorer le fonctionnement de la démocratie dans le respect de l'État de droit et de l'égalité devant la loi. Ceci implique de mettre fin aux pratiques politiques dépassées telles que le clientélisme et le corporatisme, qui sont étroitement liées aux profondes inégalités existant dans la région et qui reposent sur la

persistance de structures sociales coloniales et de l'esclavage. Certes, les pays de la région ont, pour la plupart, connu des transformations qui ont contribué à dissiper, sans toutefois éliminer complètement, ces modalités de contrôle social traditionnel, en particulier dans le milieu rural, favorisant de la sorte l'avènement d'une démocratie moderne. Beaucoup reste néanmoins à faire dans ce domaine.

- Une autre action à mener parallèlement à la réduction de la pauvreté et l'éradication de l'indigence est d'incorporer progressivement la population à la société de consommation. Dans un environnement où l'accent est mis sur les problèmes de consumérisme, la faiblesse de la société de consommation en Amérique latine est rarement évoquée. La plupart des ménages ne possèdent pas les revenus suffisants pour accéder à un seuil minimum de consommation massive. Cet aspect dénote non seulement le degré de bien-être matériel, mais aussi le niveau de prestige social et d'intégration qui est de plus en plus valorisé dans la société. D'une manière générale, deux et trois ménages urbains sur dix enregistrent actuellement un revenu par tête suffisant pour s'intégrer à la société de consommation correspondant au stade de développement de l'Amérique latine.¹ Une exception est l'Uruguay où environ la moitié des ménages était en mesure d'y parvenir dès les années 90, alors que dans d'autres pays, cette proportion est d'un tiers. Qui plus est, rares sont les pays de ce deuxième groupe, où le pourcentage de ménages en mesure de s'incorporer à ce niveau de consommation ait quelque chance de se hisser à 50 pour cent dans les années à venir. (Gerstenfeld, 1998).
- Par ailleurs, il convient d'attirer l'attention sur le rôle fondamental de la mobilité sociale au sein d'une société ouverte, moderne et soucieuse d'équité. Une manière de garantir un exercice correct des rôles sociaux est l'existence de possibilités et d'incitations susceptibles de favoriser l'accès à des positions mieux rémunérées ou mieux valorisées sur le

¹ Pour s'intégrer à la société de consommation, le ménage doit percevoir un revenu par tête supérieur à trois seuils de pauvreté. A ce niveau, la répartition reflète un bond marqué du niveau des dépenses. Il faut se souvenir qu'un seuil de pauvreté est précisément le niveau de pauvreté. Percevoir un revenu équivalant à un maximum de deux seuils de pauvreté constitue un signe de vulnérabilité et le risque de glisser dans la pauvreté à un moment donné de l'existence.

plan social. Dans les sociétés traditionnelles, au contraire, les positions sont essentiellement déterminées par assignation.

- Les premières phases du développement se caractérisent par une sorte de mobilité «structurelle», moyennant laquelle de nouvelles positions de plus haut niveau sont créées à la hâte et occupées indépendamment de la préparation à l'exercice de telles fonctions. A un stade plus avancé, la mobilité devient «circulaire», à savoir que les positions créées sont moins nombreuses et la rénovation s'effectue par rotation, à savoir par l'abandon, que ce soit en raison de la retraite, du décès ou du chômage, de l'un des occupants de la position la plus élevée, ce qui permet éventuellement l'accès de tous ceux qui possèdent la qualification requise pour exercer ce type de position (Pastore et Silva, 2000).
- Les études font apparaître que, dans la région, la mobilité éducative n'a concerné que deux jeunes sur quatre en milieu urbain et un jeune sur quatre en milieu rural. Par voie de conséquence, la probabilité de mobilité sociale n'a pratiquement pas varié depuis 1980 (CEPALC, 1998a). Le système éducatif doit être la cheville ouvrière de ce changement.
- Il faut souligner qu'une société méritocratique, à savoir là où les positions sont assumées par ceux qui possèdent certaines capacités, ne peut fonctionner que s'il existe une mobilité sociale et si les principes d'assignation aux positions sociales perdent progressivement de leur importance. Il faut toutefois mettre en garde contre le fait que ce type de société peut plonger dans la pauvreté tous ceux qui ne réunissent pas les conditions exigées pour occuper les positions rémunératrices et mieux valorisées par la société. Par conséquent, le souci de l'équité doit être au cœur de toute société moderne, obligeant à l'incorporation d'éléments propres à compenser ces carences et garantir un plancher minimum honorable à tous les habitants.
- Les politiques publiques constitueront inmanquablement un instrument capital dans l'abord de la plupart des thèmes actuellement à l'ordre du jour. Il ne faut pas oublier qu'une bonne politique économique exerce une incidence favorable sur le développement social. Elle engendre des conditions propices à la création d'emplois et de rémunérations

adéquates. Même lorsque les emplois créés sont à faible productivité et peu rémunérateurs, comme cela a été la tendance durant ces années, ils permettent de donner une occupation à un nombre plus important de membres de ménages pauvres, ce qui fait augmenter la densité de l'emploi des ménages et, partant, leur revenu par tête. La croissance économique facilite en outre l'expansion des dépenses publiques, permettant dès lors de financer des programmes susceptibles de contribuer à améliorer l'équité et atténuer la pauvreté.

- Pour ce qui est des politiques sociales, il faut d'abord affirmer qu'elles ne peuvent, à elles seules, assumer la tâche de parvenir à l'équité. La responsabilité du développement social est en effet partagée avec la politique économique. Dans le même temps, il faut toutefois signaler que les politiques sociales ont une incidence à la fois directe et indirecte sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie, par le biais de leurs trois fonctions de base, à savoir l'investissement en capital humain, la compensation sociale et l'intégration ou la cohésion sociale.
- L'investissement en capital humain passe essentiellement par la voie de l'éducation, censée rompre la chaîne de transmission intergénérationnelle des chances de bien-être (CEPALC, 1998a), mécanisme par lequel le ménage d'origine est associé à la quantité et à la qualité de l'éducation qui sera reçue et, ultérieurement, au type d'occupation qui déterminera, à son tour, le degré de bien-être qui pourra être atteint tout au long de l'existence. L'avenir des nouvelles générations se joue très tôt, établissant la différence entre les exclus, à savoir ceux dont la scolarisation est insuffisante pour accéder à des emplois bien rémunérés, et ceux qui parviennent à s'intégrer.
- L'offre éducative doit donc être à la portée de tous, afin de leur permettre de parvenir à un taux minimum de scolarisation, à savoir le nombre d'années qui, en tout temps, permet d'accéder à des occupations associées à une plus forte probabilité d'échapper à la pauvreté tout au long de l'existence. En Amérique latine, ce plancher se situe actuellement autour de 12 années d'éducation formelle

(CEPALC, 1999b), niveau que n'atteint qu'un tiers des jeunes dans les zones urbaines et un dixième dans les zones rurales.

- Il importe, pour ce faire, de réduire les taux de redoublement et d'abandon, ainsi que d'assurer une meilleure qualité de l'éducation. Ces mesures ne sont toutefois pas suffisantes, en raison du poids des facteurs exogènes sur les résultats scolaires. Il est donc impératif de contrebalancer les différences associées à la famille d'origine des élèves.
- Le combat contre la pauvreté et l'indigence exige également l'adoption de politiques qui dotent les personnes d'un capital humain, de filets de protection sociale, soit une série d'interventions compensatoires qui viennent étoffer le revenu et d'autres actifs par le biais de transferts ciblés conçus de manière à étayer ou accroître le bien-être des groupes pauvres ou vulnérables durant les périodes de crise, de transition économique ou de catastrophes (Graham, 1994). Ces filets doivent être stables, permanents et dotés, entre autres éléments, d'un personnel spécialisé, de mécanismes transparents d'éligibilité, de portefeuilles de projets et de pratiques établies de façon à pouvoir les évaluer. Dans le cas contraire, ils seront incapables d'apporter une réponse opportune lors des épisodes de crise (Cornia, 1999).
- A partir des années 80, la protection des pauvres en périodes de crise a été basée sur la mise en place de programmes d'emplois d'urgence, de lutte contre la pauvreté et de fonds sociaux d'urgence ou d'investissement social dont le but était de compléter les programmes traditionnels d'assistance sociale. Il importe pourtant d'appliquer d'autres mesures qui leur permettent de conserver un emploi, ce qui est possible, par exemple, en anticipant l'investissement prévu en infrastructure ou en favorisant les travaux publics au sein de communautés victimes de catastrophes naturelles ou d'une conjoncture économique néfaste (Iglesias, 2001). La pierre angulaire de ces programmes devrait être leur fonctionnement anticyclique, c'est à dire l'extension de leur couverture et des bénéfices accordés durant les périodes de récession, raison pour laquelle il importe de cerner les secteurs qui ne peuvent être amputés ou qui doivent s'accroître pendant les crises.
- Une société intégrée est celle où la population se comporte en fonction de modèles socialement acceptés et où il existe une

cohérence entre les objectifs culturels, l'éventail de possibilités offertes pour les atteindre et la formation de capacités individuelles qui permettent d'en tirer parti. Certes, il existe toujours certains comportements déviés qui peuvent conduire à une meilleure cohésion sociale ou à des processus de désintégration, généralement associés à des phénomènes d'exclusion, c'est à dire à une conjoncture dans laquelle la société n'offre pas aux individus les moyens (possibilités) adéquats pour qu'ils soient en mesure de réaliser les objectifs imposés par la culture (CEPALC, 1997).

- La cohésion n'implique pas une homogénéisation, pour autant qu'une société moderne valorise la diversité, ainsi que les contributions à la créativité que peut apporter chaque groupe culturel. Il s'agit ainsi de partager des objectifs généraux et des normes, les objectifs particuliers, qu'ils soient individuels ou de groupes, ayant leur propre espace. Ce principe revêt une importance particulière dans les sociétés multiethniques et multiculturelles.
- Aux problèmes traditionnels de faible intégration sociale existant dans la région (pauvreté, discrimination ethnique, segmentation sociale, ségrégation résidentielle), viennent aujourd'hui se greffer des phénomènes nouveaux (violence sous toutes ses formes, insécurité civile, trafic de stupéfiants, corruption).
- Le sentiment d'insécurité s'accroît plus rapidement que la violence ou les conduites délictuelles. La violence a un pouvoir d'intimidation qui augmente à mesure que les moyens de communication s'en font largement écho, ainsi qu'au regard de l'impunité dont jouissent, aux yeux de l'opinion publique, la plupart des coupables d'actes délictuels. Tous ces facteurs suscitent au sein de la population un climat de crainte et un sentiment profond de vulnérabilité.
- Les faits de violence et ces perceptions peuvent altérer les styles de vie. Les personnes tendent à moins circuler dans les espaces publics, à se reclure chez eux et à organiser leurs loisirs dans des endroits privés. Il s'ensuit une réduction de l'interaction avec des personnes d'origines sociales différentes et de la sociabilité spontanée. Les personnes s'isolent avec leurs pairs, ce qui favorise la généralisation d'un sentiment de suspicion envers les autres, ou envers ceux qui sont

«différents». Le paysage urbain se modifie également et assiste à une prolifération de grillages et de copropriétés; beaucoup préfèrent vivre en appartement plutôt que dans une maison. Les personnes dépensent davantage en assurances vols, en services de gardiennage ou en achat d'articles de sécurité physique.

- Le renforcement de l'intégration sociale est donc associé à la reconstitution de canaux de mobilité sociale répondant à l'évolution actuelle, à la matérialisation d'un développement dont les bénéfices rejaillissent sur l'ensemble de la société, à la création d'un espace public qui reconnaisse et valorise la diversité et favorise la consolidation des acteurs sociaux, ainsi qu'à la prédominance d'un système politique où soient représentés et négociés les intérêts et les revendications de tous les acteurs.

L'action future à l'échelon régional devra tenir compte de la volonté de construire des sociétés plus inclusives et égalitaires où les couches de la population qui jusqu'ici en ont été privées s'intègrent de plus en plus à la société de consommation et à la mobilité sociale.

Il convient de rehausser l'importance de la démocratie et de sa qualité. Celles-ci constituent l'ingrédient fondamental de toute bonne société. Les sociétés d'exclusion ouvrent une voie royale au clientélisme et au populisme, constituent le bouillon de culture de la violence et de l'insécurité, et finissent par compromettre le fonctionnement de la démocratie.

L'un des débats actuels en Europe concerne la société des deux tiers, à savoir celle qui n'intègre que deux personnes sur trois. L'Amérique latine est, quant à elle, dominée par des sociétés d'un tiers. L'enjeu consiste donc à élargir les canaux d'inclusion. Il ne sera possible de parvenir à des sociétés réellement compétitives que si ce processus est assorti d'un développement humain.

Comme l'a signalé Dahrendorf (1996), parvenir simultanément à la croissance, à la cohésion et à la liberté peut s'avérer une tâche très lourde et même s'apparenter à la quadrature du cercle, objectif qui, certes, ne peut jamais être pleinement atteint mais dont il est toujours possible de se rapprocher.

Bibliographie

- Bajraj, Reynaldo et Juan Chackiel (1995), "La población en América Latina y el Caribe: tendencias y percepciones", *Pensamiento iberoamericano*, N° 62, juillet-décembre.
- Banque mondiale (2001), *Informe sobre el desarrollo mundial 2000-2001: lucha contra la pobreza*, Nueva York, Oxford University Press, septembre.
- BID (Banque interaméricaine de développement) (1998), *América Latina frente a la desigualdad. Informe de progreso económico y social en América Latina*, edición 1998-1999, Washington, D.C.
- Bravo, Jorge et Jorge Rodríguez (1993), "América Latina y el Caribe: dinámica de población y desarrollo. Un perfil sintético", *Notas de población*, année 21, N° 58 (LC/DEM/G.137), Santiago du Chili, Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE), décembre.
- Bucheli, Marisa et Magdalena Furtado (2001), *Impacto del desempleo sobre el salario: una estimación de la pérdida salarial para Uruguay* (LC/MVD/R.188/Rev.1), Montevideo, Bureau de la CEPALC à Montevideo, juin.
- Cardoso, Fernando H. (2003), "Retos de la política social para la promoción de la equidad en América Latina", document présenté au cinquième Forum sur l'équité sociale, (Washington, D.C., 27 février), Banque inter-américaine de développement (BID).
- (1998), "O Presidente segundo o sociólogo", entrevue de Fernando Henrique Cardoso à Roberto Pompeu de Toledo, São Paulo, Companhia das Letras.
- CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) (2002a), *Globalización y desarrollo* (LC/G.2157(SES.29/3)), document préparé pour la vingt-neuvième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) (Brasilia, 6-10 mai), Santiago du Chili.

- (2002b), Panorama social de América Latina, 2001-2002 (LC/G.2183-P), Santiago du Chili, octobre. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.02.II.G.65.
- (2001a), Panorama social de América Latina, 2000-2001 (LC/G.2138-P), Santiago du Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.01.II.G.141.
- (2001b), Una década de luces y sombras. América Latina y el Caribe en los años noventa, Bogotá, D.C., CEPAL/Alfaomega.
- (2000a), Juventud, población y desarrollo: problemas, posibilidades y desafíos (LC/L.1424-P), Santiago du Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.00.II.G.98.
- (2000b), La brecha de la equidad: una segunda evaluación (LC/G.2096), Santiago du Chili.
- (2000c), Equidad, desarrollo y ciudadanía (LC/G.2071/Rev.1-P), Santiago du Chili, août. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.00.II.G.81.
- (2000d), Panorama social de América Latina, 1999-2000 (LC/G.2068-P), Santiago du Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.00.II.G.18.
- (1999a), "América Latina: proyecciones de población urbana y rural 1970-2025", Boletín demográfico, année 32, N° 63 (LC/G.2052; LC/DEM/G.183), Santiago du Chili, Division de la Population de la CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE)), janvier.
- (1999b), La crisis financiera internacional: una visión desde la CEPAL (LC/G.2040), Santiago du Chili, octobre.
- (1999c), Panorama Social de América Latina, 1998 (LC/G.2050-P), Santiago du Chili, mai. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.99.II.G.4.
- (1998a), Panorama social de América Latina, 1997 (LC/G.1982-P), Santiago du Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.98.II.G.3.
- (1998b), El pacto fiscal: fortalezas, debilidades, desafíos (LC/G.1997/Rev.1), Santiago du Chili, avril.
- (1997), La brecha de la equidad. América Latina, el Caribe y la Cumbre Social, série Libros de la CEPAL, N° 44 (LC/G.1954/Rev.1-P), Santiago du Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.97.II.G.11.
- (1996), Panorama Social de América Latina, 1996 (LC/G. 1946-P), Santiago du Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.97.II.G.4.
- (1995), Panorama Social de América Latina, 1995 (LC/G. 1886-P), Santiago du Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.95.II.G.17.
- (1994), Panorama Social de América Latina, 1994 (LC/G. 1844), Santiago du Chili.
- (1993), Panorama Social de América Latina, 1993 (LC/G. 1768), Santiago du Chili.
- (1991), Panorama Social de América Latina, 1991 (LC/G. 1688), Santiago du Chili.
- CEPALC/CELADE/BID (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes/ Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie/Banque interaméricaine de développement) (1996), Impacto de las tendencias demográficas sobre los sectores sociales en América Latina, (LC/DEM/161), Santiago du Chili.

- CEPALC/GTZ (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes/Office allemand de la coopération technique) (2003), "Funcionamiento del mercado de tierras en América Latina", Santiago du Chili, à paraître.
- CEPALC/UNESCO (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes/ Bureau régional de l'Unesco d'éducation pour l'Amérique latine et la région des Caraïbes) (1992), Educación y conocimiento: eje de la transformación productiva con equidad (LC/G.1702/Rev.2-P), Santiago du Chili, avril. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.92.II.G.6.
- CEPALC/FAO/BID/RIMISP (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/ Banque interaméricaine de développement/Red Internacional de Metodología de Investigación de Sistemas de Producción) (2003), "Rural non Farm Employment and Income in Latin America", à paraître.
- Chackiel, Juan (1999), "Las tendencias de la población de América Latina hacia el final de la transición demográfica. Un análisis orientado al sector salud", Las consecuencias de las transiciones demográficas y epidemiológicas en América Latina, Ken Hill, José Morelos et Rebeca Wong (coords.), Mexico, El Colegio de México/Johns Hopkins University Press.
- Cohen, Ernesto (1996), "Presentación", Educación, eficiencia y equidad, Ernesto Cohen (coord.), Santiago du Chili, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)/Organisation des États américains (OEA)/Sur.
- Cohen, Ernesto et Rolando Franco (1992), Evaluación de proyectos sociales, Mexico, Siglo XXI editores.
- Cornia, Giovanni Andrea (1999), Liberalization, Globalization and Income Distribution, Working Paper, N° 157, Helsinki, Institut mondial de recherche sur l'économie du développement (WIDER)/Université des Nations Unies.
- Dahrendorf, Ralf (1996), La cuadratura del círculo. Bienestar económico, cohesión social y libertad política, Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- Delich, Francisco (2002), "La declinación argentina", Archivos del presente, année 7, N° 27, Buenos Aires, Fundación Foro del Sur, octobre-novembre-décembre.
- Foster, James, Joel Greer et Erik Thorbecke (1984), "A class of decomposable poverty measures", Econometrica, vol. 52, N° 3, mai.
- Franco, Rolando et Ernesto Espíndola (2002), "La educación media, clave del crecimiento y la equidad", Alternativas de reforma de la educación secundaria en América Latina y el Caribe, Germán Rama (comp.), Washington, D.C., Banque interaméricaine de développement (BID), octobre.
- Gerstenfeld, Pascual (1998), "Oportunidades de bienestar y movilidad social en América Latina. Percepciones y realidades", Revista paraguaya de sociología, N° 101, Montevideo.
- Gerstenfeld, Pascual et autres (1995), "Variables extrapedagógicas y equidad en la educación media: hogar, subjetividad y cultura escolar", série Políticas sociales, N° 9 (LC/L.924), Santiago du Chili, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).
- Graham, Carol (1994), Safety Nets, Politics and the Poor, Washington, D.C., The Brookings Institution.

- Hardy, C. (2000), "Repensar la agenda progresista", Revista Rocinante, Santiago du Chili, octobre.
- Huneus, Carlos (1997), "La difícil política en América Latina. Reflexiones a la luz del Latinobarómetro", Partidos políticos y gestión estratégica, Santiago du Chili, Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES).
- Iglesias, E. V. (2001), "La crisis, el desempleo y las redes de protección social. Explorando nuevas fronteras", Sociología del desarrollo, políticas sociales y democracia, Rolando Franco (comp.), Mexico, CEPAL/Siglo XXI editores.
- IPEA (Institut de recherche économique appliquée) (1996), Gastos sociais das tres esferas de governo - 1996, Brasília.
- ____ (1995), Gastos sociais das tres esferas de governo - 1995, Brasília.
- ISU (Institut de statistique de l'UNESCO) (2003), "Education and Literacy Database" (<http://www.uis.unesco.org/en/stats/stats0.htm>).
- Kaztman, Rubén (coord.) (1999), Activos y estructuras de oportunidades: estudios sobre las raíces de la vulnerabilidad social en el Uruguay (LC/MVD/R.180), Montevideo, Bureau de la CEPALC à Montevideo.
- Latinobarómetro (2000), "Informe de prensa Latinobarómetro 1999-2000", Santiago du Chili, Corporación Latinobarómetro.
- López Pintor, Rafael (1999), Votos contra balas, Barcelone, Editorial Planeta.
- Manzi, Jorge et Carlos Catalán (1998), "Los cambios en la opinión pública", Chile en los noventa, Cristián Toloza et Eugenio Lahera (comps.), Santiago du Chili, Dolmen.
- Maslow, Abraham H. (1954), Motivation and Personality, New York, Harper & Bros.
- Médici, André A. (1994), A dinâmica do gasto social no Brasil nas tres esferas do governo: uma análise do período 1980-1992, São Paulo, Fundação do Desenvolvimento Administrativo (FUNDAP)/Instituto de Economia do Setor Público (IESP), juin.
- MIDEPLAN (Ministerio de Planificación y Cooperación) (1999), "Resultados de la VII Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional (Casen 1998)", document de travail, N° 12, Santiago du Chili.
- Molinas, José (1999), "El mercado de tierras rurales en Paraguay: situación actual y perspectivas", document préparé pour le projet conjoint CEPALC/GTZ "Políticas para promover los mercados de tierra rurales en América Latina", Santiago du Chili.
- Mora y Araujo, Manuel (1992), Ensayo y error, Buenos Aires, Sudamericana.
- Muñoz, Jorge (1999), "Los mercados de tierra rurales en Bolivia", document préparé pour le projet conjoint CEPALC/GTZ "Políticas para promover los mercados de tierra rurales en América Latina", Santiago du Chili.
- Ocampo, José Antonio (2000), "Nuestra Agenda", présentation du Secrétaire Exécutif à l'occasion du Forum commémoratif du cinquantième anniversaire de la CEPALC (Santiago du Chili, 26 octobre 1998), La CEPAL en sus 50 años. Notas de un seminario conmemorativo, série Libros de la CEPAL, N° 54 (LC/G.2103-P), Santiago du Chili, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Publication des Nations Unies, N° de vente: S.00.II.G.57.

- Pastore, José et Nelson do Valle Silva (2000), *Mobilidade social no Brasil*, São Paulo, Makron Books.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2002), *Desarrollo humano en el Uruguay*, 2001, Montevideo, mars.
- Ramos, J. (2003), "¿Ha sido efectivo en Chile el chorreo?", *El Mercurio*, Santiago du Chili, 20 mai.
- Ravallion, Martin (2000), *Are the Poor Protected from Budget Cuts? Theory and Evidence for Argentina*, Washington, D.C., Banque mondiale/Université Toulouse I Sciences Sociales.
- Reardon, Thomas, María Elena Cruz et Julio Berdegue (1999), "Los pobres en el desarrollo del empleo rural no-agrícola en América Latina: paradojas y desafíos", document présenté au Séminaire sur la décentralisation et la pauvresse rurale dans le cadre des projets d'investissement (Temuco, 25- 26 octobre).
- Sen, Amartya (1992), "Conceptos de pobreza y pobreza: identificación y agregación", *América Latina: el reto de la pobreza. Conceptos, métodos, magnitud, características y evolución*, Luis Alberto Beccaria et autres (comps.), Bogotá, D.C., Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- Solari, Aldo E. (1994), "La desigualdad educativa: problemas y políticas", série Políticas sociales, N° 4 (LC/L.851), Santiago du Chili, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).
- Stallings, Barbara et Jürgen Weller (2001), "El empleo en América Latina, base fundamental de la política social", *Revista de la CEPAL*, N° 75 (LC/G.2150-P), Santiago du Chili, décembre.
- Tejada, Ángela et Soraya Peralta (1999), "Mercados de tierras rurales en la República Dominicana", document préparé pour le projet conjoint CEPALC/GTZ "Políticas para promover los mercados de tierra rurales en América Latina", Santiago du Chili.

Note de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL)

L'examen approfondi des années quatre-vingt-dix, tel que nous le propose le présent volume de la CEPALC, nous permet de saisir d'une façon synthétique la dynamique de la région à travers les données macro-structurelles obtenues à partir des enquêtes nationales auprès des ménages dans un certain nombre de pays. Reprenant des résultats publiés au cours des années passées, l'ouvrage contribue à une meilleure appréhension comparative de l'évolution de principales caractéristiques socio-économiques de la région, inscrites dans la durée. Il nous permet également de disposer d'un puissant outil de cadrage aussi bien des enquêtes infra-nationales qu'elles soient au niveau macro, meso ou micro, que des recherches de type qualitatif par définition circonscrites sur le plan territorial.

La dernière décennie du 20ème siècle a été marquée dans la région par l'approfondissement d'un ensemble de phénomènes bien connus actuellement: un mouvement de privatisations des services publics sans précédent, l'accroissement du secteur de services, corollaire dans la plupart de cas à la baisse des activités du secteur industriel, l'expansion de l'économie dite informelle ou non-comptabilisée, et, en général, la précarisation des systèmes d'emploi et de travail selon des modalités variées. Combinés différemment selon les situations nationales, régionales et locales, tous ces éléments font que 211 millions de latino-américains vivent en situation de pauvreté aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Mais la région est également caractérisée comme étant la plus

inégalitaire. Les transformations du marché de l'emploi dues notamment à l'abandon du modèle d'industrialisation par substitution des importations, modèle d'ailleurs jamais pleinement appliqué, et à l'ouverture des économies nationales ont contribué certes à former dans plusieurs pays un groupe de professionnels de haut niveau en induisant une redéfinition des positions relatives détenues par ce groupe; elles ont néanmoins creusé l'écart entre groupes socio-professionnels en matière d'accès à l'emploi, de revenus et, en général, de conditions de vie, que le terme de polarisation utilisé pour désigner les sociétés latino-américaines met pleinement en évidence. Ces transformations sont au cœur de l'analyse du développement social en Amérique latine même si elles contrastent singulièrement avec d'autres phénomènes qui ont vu le jour pendant la décennie, telle une nouvelle conscience latino-américaine manifeste dans la volonté de coopération régionale, ou l'émergence de mouvements sociaux variés mobilisant des fractions de population jusque là absentes de l'espace public. En dépit des théories en circulation depuis plus de deux décennies sur la scène internationale qui plaident en faveur d'une relativisation du travail, celui-ci reste toujours, comme témoigne le présent ouvrage, la dimension constitutive des sociétés contemporaines et le principal attribut social des individus et des groupes.

Quelles sont les principales évolutions qui ont affecté la structure de l'emploi en Amérique latine?

En dépit de la transition démographique entamée dans plusieurs pays, différemment selon les catégories sociales d'appartenance et l'inscription géographique de celles-ci, la région a connu une relative augmentation du nombre de personnes présentes dans le marché du travail. L'insertion professionnelle des femmes dans des activités rémunérées notamment dans les zones urbaines est généralement considérée comme le facteur explicatif principal de cette situation. En effet, dans les zones urbaines le taux de participation des femmes est passée de 37,9 pour cent à 42 pour cent et vers la fin de la décennie une femme sur deux en âge de travailler était active; cette moyenne connaît des variations très importantes selon le niveau de scolarité atteint, une scolarité longue amenant les femmes beaucoup plus souvent à occuper un emploi. Mais si l'accroissement de la participation féminine dans la PEA est réelle, la chômage touche plus les femmes que les hommes dans la plupart de pays de la région, (de 7,7 pour cent à 12,3 pour cent pour les femmes contre 6,7 pour cent à 9,4 pour cent pour les hommes), quoique dans une bien moindre mesure que le chômage des jeunes de 20 à 24 ans pour les deux sexes.

Rappelons que le taux d'activité rémunérée des femmes n'est qu'un indicateur très approximatif du travail réellement accompli par elles,

notamment pour les catégories moins scolarisées susceptibles d'exercer des activités d'exécution. Si les aides familiales non rémunérées dans le secteur agricole sont comptabilisées par les enquêtes auprès de ménages, il n'en va pas de même pour les micro-entreprises, le commerce, l'artisanat et certains segments du secteur de la sous-traitance. Par ailleurs, plusieurs enquêtes nationales ont mis en évidence l'invisibilité du travail rémunéré des femmes due au caractère saisonnier, aléatoire ou intermittent de celui-ci, à leur grande présence au sein du secteur informel, et, pour les femmes mariées, aux représentations encore fortement répandues relatives au rôle prédominant des "femmes au foyer", qui amènent celles-ci à ne se définir que par ce rôle en occultant un emploi dûment accompli et rémunéré. Quant au type d'activités exercées, on peut se demander s'il n'y a pas une ligne de démarcation entre les emplois féminins et les emplois masculins pour le même niveau de qualification, même si les données agrégées par branche ne permettent pas de saisir les enjeux et les perspectives des marchés sexués du travail. En effet, des enquêtes nationales constatent que les femmes occupent des emplois bien précis, domestiques, vendeuses, secrétaires, ouvrières, etc., tandis que les femmes disposant de qualifications professionnelles de haut niveau travaillant dans le secteur public ou dans le secteur privé sont très peu nombreuses.

En général, il est convenu que trois dimensions principales influent sur la participation professionnelle des femmes: la qualification acquise, traduite sommairement par le nombre d'années de scolarité accomplie, la nouvelle structuration de la division internationale du travail (D.I.T.), principalement dans les maquiladoras, qui privilégie la construction d'une force de travail féminine bon marché ("doigts agiles"), et les stratégies familiales de mobilité collective pour les classes moyennes et celles dites de survie pour les classes populaires ou en situation de pauvreté (mais pas forcément en situation d'indigence).

Pendant les années quatre-vingt-dix, l'Amérique latine a connu une baisse relative des emplois du secteur agricole même s'il y a eu une augmentation en termes absolus. En moyenne un travailleur sur cinq y travaille. La catégorie des travailleurs agricoles inclut fort justement les petits paysans, les ouvriers agricoles et les aides familiales non rémunérées. Mais ce secteur est relativement fragmenté, soumis à des aléas aussi bien internationaux que régionaux ou nationaux en matière de prix et de conditions d'écoulement et de commercialisation des produits. La présence des petits paysans réduits à produire pour l'auto-consommation tout en étant parfois obligés de chercher des emplois salariés à titre passager ou saisonnier fait que l'on peut difficilement brosser un tableau synthétique de ce secteur. La part des ouvriers agricoles en dépit de quelques fluctuations selon les pays n'a pas varié d'une façon significative. Mais en milieu rural la tendance la plus

significative est l'accroissement de l'emploi non agricole, aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Y coexistent ainsi production des biens à petite échelle, activités agroalimentaires en liaison avec les marchés urbains environnants et installation des entreprises manufacturières de sous-traitance qui font que le milieu rural s'est considérablement transformé; une nouvelle polarisation a vu le jour qui oppose d'une part les régions riches disposant d'un potentiel local et reliées aux centres de commercialisation ou de tourisme – situation qui renforce l'accroissement des emplois non-agricoles –, et, d'autre part, les régions pauvres et déshéritées, éloignées des axes de communication, destinées à connaître une émigration permanente de leurs membres les plus jeunes, hommes et femmes, vers les centres urbains ou vers l'étranger.

En milieu urbain, les emplois ont connu, rappelons le, des transformations importantes que la dernière décennie n'a fait qu'approfondir. Le recul des emplois industriels à l'exception des pays qui ont permis l'installation des industries maquiladoras (Mexique, Amérique centrale) a été un facteur important de la reconfiguration du marché de l'emploi. Les politiques de privatisations des entreprises publiques mises en oeuvre pendant la période ont eu comme résultat le licenciement d'une part importante des travailleurs manuels d'exécution de ce secteur. Celui-ci était jusque là la référence en matière de droits de travail, de protection sociale et d'autres garanties afférentes, comme le système de retraites. Le secteur privé équivalent en termes de taille des entreprises et d'organisation du travail n'a pu absorber cette fraction de travailleurs que très partiellement, du fait que seuls 20 pour cent de nouveaux emplois reviennent à celui-ci.

D'une façon concomitante nous assistons à l'accroissement du secteur de services. Celui-ci fut longtemps considéré, du moins pour les pays les plus développés de la région, comme l'indicateur le plus important de la modernisation des sociétés latino-américaines. En même temps, le passage des emplois industriels ou agricoles à des emplois de services servait à étayer la thèse d'une mobilité professionnelle et sociale ascendante, processus certes lent mais qui aurait pu déboucher à la création ou à la consolidation d'une classe moyenne relativement large. Le secteur de services, qui a généré pour la période de référence presque neuf sur dix emplois nouveaux, est celui qui est le plus fortement pénétré par l'économie informelle ou non-comptabilisée. Combiné à l'érosion du travail salarié par les différentes formes de précarisation et à la création d'emplois communément appelés "de seconde zone", le secteur de services représente un agrégat d'occupations variées dont les caractéristiques, quoique difficiles à saisir sans un examen analytique, s'apparentent plus à celles qui définissent la mobilité sociale descendante,

que ce soit en termes de revenus, mesurés par le multiple de seuils de pauvreté, ou en perspectives de travail futur.

Les "économies souterraines, informelles" ou "non-comptabilisées", schématiquement désignées comme le secteur formel, sont caractérisées d'abord par leur opacité et par les difficultés intrinsèques que rencontrent chercheurs et responsables politiques pour en saisir les contours et en rendre compte. C'est surtout le caractère d'hétérogénéité qui est mis en avant car ce secteur englobe des occupations fort diverses allant des entreprises criminelles à des activités très respectables comme le double emploi, combinant le plus souvent salariat et auto-emploi, et l'auto-emploi, en passant par des emplois du secteur de sous-traitance et, en général, des micro-entreprises. Les branches d'activité les plus concernées sont l'alimentation, fabrication et vente au détail, la construction, le textile et l'habillement, le secteur de réparation, ainsi que certains segments des entreprises de sous-traitance et des micro-entreprises qui produisent non seulement pour les consommateurs mais encore pour les entreprises du secteur formel. Les services auprès des personnes, services domestiques et services de gardiennage et de sécurité des personnes, en font également partie.

Longtemps considéré comme un phénomène marginal, voire transitoire, qui aurait vocation à disparaître au fur et à mesure de la modernisation des économies latino-américaines, le secteur informel est en nette progression dans la région provoquant une segmentation au sein de la population que les études disponibles sur la pauvreté éclairent suffisamment. En dépit des difficultés évidentes de calcul, le secteur absorbe à la fin de la décennie presque la moitié de la population économiquement active de la région, dont la majeure partie se concentre dans les emplois d'exécution, peu rémunérés et sans protection sociale.

Ici certaines observations s'imposent: en premier lieu, il faut distinguer entre entreprises et salariés, car les premières, tout particulièrement les petites et moyennes, peuvent combiner activités "souterraines" et activités comptabilisées en employant une partie des salariés déclarés et une partie des salariés "informels"; de même, un emploi sur cinq dans les entreprises du secteur formel relève du secteur informel par les transformations survenues en matière de droit de travail et par les politiques de flexibilisation mises en œuvre. En deuxième lieu, il faut distinguer entre, d'un côté, les travailleurs informels, sans protection juridique et sociale, sans garantie de maintien dans l'emploi et sans possibilité d'une mobilité professionnelle et encore moins d'une "carrière" et, de l'autre, les entrepreneurs informels qui organisent le travail informel fréquemment pour le compte des entreprises du secteur formel. Bien évidemment ce sont les premiers qui constituent la plus grande

partie de ce secteur, mais la distinction est importante car elle renvoie à des revenus et des conditions de vie différents, voire opposés. Elle l'est aussi parce qu'elle pointe une erreur de perspective fréquente dans l'examen de ce secteur, qui consiste à le circonscrire aux seuls "petits métiers" urbains, tels que les vendeurs ambulants ou les cireurs de chaussures. En troisième lieu, il faut tenir compte du fait que les deux secteurs formels et informels ne sont pas étanches pour ce qui concerne les transactions et le mouvement de salariés. Les mouvements de transition entre les deux secteurs, quelque peu formellement définis, sont importants impliquant la mobilisation conjointe d'entreprises du secteur formel qui, selon la conjoncture, choisissent à certains moments à être "sumergidas", des ateliers qui travaillent pour ces entreprises par le biais du travail à domicile organisé, des entrepreneurs gestionnaires de services personnels et de commerce de détail, de petits producteurs d'autosubsistance, et, en dernier lieu, cette proportion, plus qu'importante dans l'ensemble du groupe, de travailleurs intermittents ou occasionnels qui forment la base pyramidale de la structure de l'emploi en Amérique latine.

Les exemples des chaînes de transition entre secteurs formel et informel, que nous livrent les enquêtes nationales, sont instructives: industrie légère formelle –intermédiaires grossistes oscillant entre les deux secteurs– revendeurs intermédiaires informels –vendeurs de rue; bureau d'architectes– entreprise(s) de construction du secteur formel –sous-traitants informels de différents corps de métiers– ouvriers de construction largement inscrits dans le secteur informel; entreprise multinationale - industrie nationale du secteur formel qui sous-traite dans le secteur informel par le travail à domicile et qui bifurque en deux directions en matière de vente des biens vers les secteurs aussi bien formel qu'informel; mais la chaîne de transition peut également partir de la base comme le montre l'industrie de récupération des déchets, dans laquelle éboueurs et ramasseurs de poubelles du secteur informel approvisionnent les acheteurs grossistes locaux du secteur informel, qui transmettent à des grossistes centraux, toujours du secteur informel, lesquels approvisionnent à leur tour les industries de recyclage du secteur formel.

Quelle est la structure sociale des emplois en Amérique latine à la fin du XXème siècle? En haut de la pyramide les propriétaires des grandes et moyennes entreprises privées (1 pour cent-2 pour cent), les cadres de direction du secteur privé et dans les administrations de l'État (1 pour cent-5 pour cent), et les professions libérales, ingénieurs et enseignants du supérieur (5 pour cent en Amérique latine quoique dans certains pays, tels que l'Argentine, le Chili et le Mexique, ils représentent jusqu'à 10 pour cent): ces trois catégories ne représentent que 10 pour cent environ dans le

continent, disposant de qualifications de haut niveau, des revenus les plus élevés et d'un patrimoine productif ou non.

Le niveau moyen comprend les techniciens et agents de maîtrise et les employés administratifs (15 pour cent environ); mais il faut y inclure les chefs de micro-entreprises ayant moins de 5 salariés, étant donné la proximité entre ces catégories en matière de qualifications acquises, même s'il y a une dissymétrie en matière de revenus. De plus, la création des micro-entreprises représentant un tiers de nouveaux emplois en milieu urbain a été en Amérique latine le refuge par excellence pour des fonctionnaires, des professionnels et des ouvriers hautement qualifiés licenciés à la suite des politiques de privatisation. Mais ce refuge peut s'avérer très précaire étant donné la fragilité des économies latino-américaines soumises aux soubresauts de la conjoncture mondiale, comme nous l'avons vu au moment de la crise asiatique.

A la base de la hiérarchie sociale se concentre les trois quarts de la population économiquement active, qui correspondent à presque 11 millions de personnes. De par son poids numérique, cette catégorie ne peut être que très hétérogène, regroupant certes des emplois manuels d'exécution dans les trois secteurs, primaire, secondaire et tertiaire. Elle réunit en effet les employés de commerce (12,7 pour cent), des ouvriers, artisans et conducteurs (27 pour cent), des personnels des services directs aux particuliers, agents de sécurité compris (15,3 pour cent) et des travailleurs agricoles (19,6 pour cent) qui incluent les petits paysans, les ouvriers agricoles et les aides familiales non rémunérées. Les rémunérations varient principalement selon les postes occupés et selon la taille de l'entreprise, tandis que le nombre d'années d'études a relativement moins d'incidence au sein de chaque sous-groupe. En effet, au sein de cette catégorie nous percevons deux pôles clairement définis par les modalités d'accès à l'emploi: ceux et celles qui travaillent dans les entreprises ou dans les administrations du secteur formel, et ceux et celles qui se consacrent à des activités de subsistance variées au sein du secteur informel. Ces derniers qui représentent en moyenne le tiers de la P.E.A. en Amérique latine perçoivent des revenus autour du seuil de pauvreté, tel qu'il est défini par la CEPALC.

Si cette structure sociale des emplois et des positions sociales dans la région ne s'est pas fondamentalement modifiée au cours de la décennie, force est de constater que le niveau supérieur et moyen s'est légèrement réduit, tandis que la base de la pyramide a connu un accroissement léger (+2,3 pour cent) qui correspond à plus de 2 millions et demi de personnes. Dès lors, la question de la relation entre éducation et emploi se pose à nouveau du moins dans le court et moyen terme. Il est généralement admis qu'une qualification de haut niveau donne une probabilité élevée

en faveur d'un emploi du secteur formel et des revenus correspondants; mais l'évolution du tissu économique peut fortement infléchir cette relation, les résultats de la décennie sont là pour nous le rappeler. De même, la relation éducation-emploi est moins linéaire que l'on ne le pense, du moins en matière de rémunérations, si l'on compare des catégories proches par le niveau d'éducation atteint, techniciens, agents de maîtrise et employés administratifs d'une part, chefs d'entreprise et dirigeants du niveau supérieur de l'autre. Les analyses actuelles ont à juste titre enrichi la problématique de l'insertion professionnelle et du positionnement social des individus en intégrant des indicateurs nouveaux, bien qu'ils soient difficilement quantifiables jusqu'à présent: il s'agit globalement de l'incidence de l'appartenance sociale et éducative de la famille d'origine sur la transmission intergénérationnelle du bien-être, qui se traduit par la détention d'un capital économique souvent à la suite d'un transfert intergénérationnel et par l'activation du capital social hérité ou acquis par les individus.

Le rôle de la famille d'origine sur le devenir professionnel et social de la génération suivante est également très important lorsqu'on aborde la question de la pauvreté, même si celle-ci est directement liée à la situation économique des pays. Mais la famille, que l'indicateur de la densité de travail de ménages n'est qu'une partie, a une incidence marquante pour les populations se situant des deux côtés du seuil de pauvreté: les 22 millions de pauvres qui vivent à 90 pour cent du seul monétaire minimum et les 45 millions de personnes qui, tout en étant considérées comme non pauvres, disposent d'un revenu à peine supérieur de 25 pour cent du seuil.

Aux inégalités de position des familles d'origine se superposent les inégalités de chances de nouvelles générations. En dépit des efforts déployés par plusieurs pays de la région en matière de lutte contre la pauvreté et par le biais des dépenses sociales et de la mise en œuvre de programmes spéciaux, l'Amérique latine débute ce troisième millénaire sans avoir accompli les projets de modernisation économique et sociale portés par les réformateurs des années 50 et 60. Ou plutôt, nous assistons à une modernisation technologique qui ne s'est pas accompagnée par un développement social intégrant l'ensemble de la population.

Polymnia Zagefka

Directrice adjointe

Institut des Hautes Études de l'Amérique latine
Université Sorbonne Nouvelle - PARIS III

Annexe statistique

Tableau A.1
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): INDICATEURS DE PAUVRETÉ, 1990-1999
(Pourcentage)

Pays	Années	Ménages et population sous le seuil de pauvreté ^a					
		Total pays		Zone urbaine		Zone rurale	
		Ménages	Population	Ménages	Population	Ménages	Population
Argentine ^b	1990	-	-	16,2	21,2	-	-
	1994	-	-	10,2	13,2	-	-
	1997	-	-	13,1	17,8	-	-
	1999	-	-	13,1	19,7	-	-
Bolivie	1989 ^c	-	-	49,4	53,1	-	-
	1994 ^c	-	-	45,6	51,6	-	-
	1997	56,7	62,1	46,8	52,3	72,0	78,5
Brésil	1999	54,7	60,6	42,3	48,7	75,6	80,7
	1990	41,4	48,0	35,6	41,2	63,9	70,6
	1993	37,1	45,3	33,3	40,3	52,9	63,0
	1996	28,6	35,8	24,6	30,6	45,6	55,6
Chili	1999	29,9	37,5	26,4	32,9	45,2	55,3
	1990	33,3	38,6	33,3	38,4	33,5	39,5
	1994	23,2	27,5	22,8	26,9	25,5	30,9
	1998	17,8	21,7	17,0	20,7	22,7	27,6
Colombie	2000	16,6	20,6	16,2	20,1	19,2	23,8
	1991	50,5	56,1	47,1	52,7	55,4	60,7
	1994	47,3	52,5	40,6	45,4	57,4	62,4
	1997	44,9	50,9	39,5	45,0	54,0	60,1
Costa Rica	1999	48,7	54,9	44,6	50,6	55,8	61,8
	1990	23,7	26,2	22,2	24,8	24,9	27,3
	1994	20,8	23,1	18,1	20,7	23,1	25,0
	1997	20,3	22,5	17,1	19,3	22,9	24,8
Équateur	1999	18,2	20,3	15,7	18,1	20,5	22,3
	1990	-	-	55,8	62,1	-	-
	1994	-	-	52,3	57,9	-	-
	1997	-	-	49,8	56,2	-	-
El Salvador	1999	-	-	58,0	63,6	-	-
	1995	47,6	54,2	40,0	45,8	58,2	64,4
	1997	48,0	55,5	38,6	44,4	61,6	69,2
	1999	43,5	49,8	34,0	38,7	59,0	65,1
Guatemala	1989	63,0	69,1	48,2	53,1	72,1	77,7
	1998	53,5	60,5	38,8	46,0	64,7	70,0
Honduras	1990	75,2	80,5	64,5	69,8	83,5	88,0
	1994	73,1	77,9	69,6	74,5	76,1	80,5
	1997	73,8	79,1	67,0	72,6	79,9	84,2
	1999	74,3	79,7	65,6	71,7	82,3	86,3
Mexique	1989	39,0	47,8	33,9	42,1	48,4	57,0
	1994	35,8	45,1	29,0	36,8	46,5	56,5
	1996	43,4	52,1	37,5	45,1	53,4	62,5
	1998	38,0	46,9	31,1	38,9	49,3	58,5
	2000	33,3	41,1	26,5	32,3	45,1	54,7
Nicaragua	1993	68,1	73,6	60,3	66,3	78,7	82,7
	1998	65,1	69,9	59,3	64,0	72,7	77,0

(Suite)

Tableau A.1 (fin)

Pays	Années	Ménages et population sous le seuil de pauvreté ^a					
		Total pays		Zone urbaine		Zone rurale	
		Ménages	Population	Ménages	Population	Ménages	Population
Panama	1991	36,3	42,8	33,6	40,9	42,5	50,6
	1994	29,7	36,1	25,2	30,8	40,6	49,2
	1997	27,3	33,2	24,6	29,7	33,5	41,9
	1999	24,2	30,2	20,8	25,7	32,6	41,5
Paraguay	1990 ^d	-	-	36,8	42,2	-	-
	1994	-	-	42,4	49,9	-	-
	1996	-	-	39,6	46,3	-	-
	1999	51,7	60,6	41,4	49,0	65,2	73,9
Pérou	1997	40,5	47,6	28,0	33,7	65,6	72,7
	1999	42,3	48,6	30,9	36,1	66,8	72,5
République dominicaine	1997	32,4	37,2	31,6	35,6	33,6	39,4
	1998	25,7	30,2	21,2	25,4	33,6	38,4
Uruguay	1990	-	-	11,8	17,8	-	-
	1994	-	-	5,8	9,7	-	-
	1997	-	-	5,7	9,5	-	-
	1999	-	-	5,6	9,4	-	-
Venezuela	1990	34,2	40,0	33,4	38,8	38,4	46,5
	1994	42,1	48,7	40,9	47,1	47,7	55,6
	1997	42,3	48,1	-	-	-	-
	1999	44,0	49,4	-	-	-	-
AMÉRIQUE LATINE ^e	1990	41,0	48,3	35,0	41,4	58,2	65,4
	1994	37,5	45,7	31,8	38,7	56,1	65,1
	1997	35,5	43,5	29,7	36,5	54,0	63,0
	1999	35,3	43,8	29,8	37,1	54,3	63,7

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs. Pour la définition de chaque indicateur, voir CEPALC, *Panorama social de l'Amérique latine, 2000-2001* (LC/G.2138-P), Santiago du Chili, octobre 2001. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.01.II.G.141, encadré I.2.

^a Comprend les ménages (personnes) vivant dans l'indigence ou l'extrême pauvreté.

^b Zone de Buenos Aires.

^c Huit capitales de département plus la ville d'El Alto.

^d Zone métropolitaine de Asunción.

^e Estimation pour 18 pays de la région.

Tableau A.2
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): INDICATEURS D'INDIGENCE, 1990-1999
(Pourcentage)

Pays	Années	Ménages et population sous le seuil d'indigence					
		Total pays		Zone urbaine		Zone rurale	
		Ménages	Population	Ménages	Population	Ménages	Population
Argentine ^a	1990	-	-	3,5	5,2	-	-
	1994	-	-	1,5	2,6	-	-
	1997	-	-	3,3	4,8	-	-
	1999	-	-	3,1	4,8	-	-
Bolivie	1989 ^b	-	-	22,1	23,3	-	-
	1994 ^b	-	-	16,8	19,8	-	-
	1997	32,7	37,2	19,2	22,6	53,8	61,5
Brésil	1999	32,6	36,5	16,4	19,8	59,6	64,7
	1990	18,3	23,4	13,3	16,7	37,9	46,1
	1993	15,3	20,2	11,6	15,0	30,2	38,8
	1996	10,5	13,9	7,6	9,6	23,1	30,2
Chili	1999	9,6	12,9	7,1	9,3	20,5	27,1
	1990	10,6	12,9	10,2	12,4	12,1	15,2
	1994	6,2	7,6	5,9	7,1	7,9	9,8
	1998	4,7	5,6	4,3	5,1	6,9	8,7
Colombie	2000	4,6	5,7	4,2	5,3	6,7	8,3
	1991	22,6	26,1	17,2	20,0	30,6	34,3
	1994	25,0	28,5	16,2	18,6	38,2	42,5
	1997	20,1	23,5	14,6	17,2	29,3	33,4
Costa Rica	1999	23,2	26,8	18,7	21,9	31,1	34,6
	1990	9,8	9,8	6,9	6,4	12,3	12,5
	1994	7,7	8,0	5,6	5,7	9,5	9,7
	1997	7,4	7,8	5,2	5,5	9,1	9,6
Équateur	1999	7,5	7,8	5,4	5,4	9,4	9,8
	1990	-	-	22,6	26,2	-	-
	1994	-	-	22,4	25,5	-	-
	1997	-	-	18,6	22,2	-	-
El Salvador	1999	-	-	27,2	31,3	-	-
	1995	18,2	21,7	12,4	14,9	26,5	29,9
	1997	18,5	23,3	12,0	14,8	27,9	33,7
	1999	18,3	21,9	11,1	13,0	29,3	34,3
Guatemala	1989	36,7	41,8	22,9	26,2	45,2	50,1
	1998	28,0	34,1	12,9	17,2	39,6	45,2
Honduras	1990						
	1994	54,0	60,6	38,0	43,2	66,4	72,8
	1997	48,5	53,9	40,8	46,0	54,9	59,8
	1999	48,3	54,4	36,8	41,5	58,7	64,0
Mexique	1989	50,6	56,8	37,1	42,9	63,2	68,0
	1994	14,0	18,8	9,3	13,1	22,4	27,9
	1996	11,8	16,8	6,2	9,0	20,4	27,5
	1998	15,6	21,3	10,0	13,8	25,0	32,4
	2000	13,2	18,5	6,9	9,7	23,5	31,1
Nicaragua	1993	10,7	15,2	4,7	6,6	21,2	28,5
	1998	43,2	48,4	32,2	36,8	58,3	62,8

(Suite)

Tableau A.2 (fin)

Pays	Années	Ménages et population sous le seuil d'indigence ^a					
		Total pays		Zone urbaine		Zone rurale	
		Ménages	Population	Ménages	Population	Ménages	Population
Panama	1991	16,0	19,2	13,9	16,0	21,1	26,7
	1994	12,0	15,7	8,7	11,4	19,8	26,2
	1997	10,2	13,0	8,6	10,7	14,1	18,8
	1999	8,3	10,7	6,6	8,1	12,6	17,2
Paraguay	1990 ^c	-	-	10,4	12,7	-	-
	1994	-	-	14,8	18,8	-	-
	1996	-	-	13,0	16,3	-	-
	1999	26,0	33,9	13,9	17,4	42,0	52,8
Pérou	1997	20,4	25,1	7,9	9,9	45,5	52,7
	1999	18,7	22,4	7,6	9,3	42,6	47,3
République dominicaine	1997	12,8	14,4	11,0	11,8	15,2	17,9
	1998	5,8	6,8	3,7	4,4	9,4	10,9
Uruguay	1990	-	-	2,0	3,4	-	-
	1994	-	-	1,1	1,9	-	-
	1997	-	-	0,9	1,7	-	-
	1999	-	-	0,9	1,8	-	-
Venezuela	1990	11,8	14,6	10,9	13,3	16,5	21,7
	1994	15,1	19,2	13,5	17,1	22,9	28,3
	1997	17,1	20,5	-	-	-	-
	1999	19,4	21,7	-	-	-	-
AMÉRIQUE LATINE ^d	1990	17,7	22,5	12,0	15,3	34,1	40,4
	1994	15,9	20,8	10,5	13,6	33,5	40,8
	1997	14,4	19,0	9,5	12,3	30,2	37,6
	1999	13,9	18,5	9,1	11,9	30,7	38,3

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs. Pour la définition de chaque indicateur, voir CEPALC, *Panorama social de l'Amérique latine, 2000-2001* (LC/G.2138-P), Santiago du Chili, octobre 2001. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.01.II.G.141, encadré I.1.

^a Zone de Buenos Aires.

^b Huit capitales de département plus la ville d'El Alto.

^c Zone métropolitaine de Asunción.

^d Estimation pour 18 pays de la région.

Tableau A.3
AMÉRIQUE LATINE (16 PAYS): REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPÉE,
SELON LE NIVEAU D'INSERTION PROFESSIONNELLE, ZONES RURALES, 1990-2000
(Pourcentage)

Pays	Année	Total	Employeurs	Salariés			Travailleurs indépendants et main d'œuvre familiale non rémunérée	
				Total	Secteur public	Secteur privé ^a	Total	Agriculture
Bolivie	1997	100,0	3,3	8,9	2,4	6,5	87,8	79,9
	1999	100,0	1,2	9,2	2,3	6,9	89,6	82,1
	2000	100,0	0,5	8,6	2,8	5,8	90,9	83,0
Brésil	1990	100,0	3,0	44,3	...	44,3	52,7	44,3
	1993	100,0	1,9	33,6	5,1	28,5	64,5	58,4
	1996	100,0	1,8	34,3	4,4	29,9	63,8	57,2
	1999	100,0	2,0	34,3	5,2	29,1	63,7	56,4
Chili ^b	1990	100,0	2,8	64,9	...	64,9	32,3	25,0
	1994	100,0	2,6	66,6	...	66,6	30,8	21,5
	1996	100,0	2,4	64,2	3,6	60,6	33,3	26,6
	1998	100,0	2,8	64,5	...	64,5	32,7	24,4
	2000	100,0	2,5	65,1	4,9	60,2	32,5	24,3
Colombie	1991	100,0	6,3	48,6	...	48,6	45,0	25,5
	1994	100,0	4,5	54,2	...	54,2	41,3	22,4
	1997	100,0	4,2	50,6	...	50,6	45,1	25,0
Costa Rica	1999	100,0	3,7	47,2	3,7	43,5	49,2	27,9
	1990	100,0	5,1	66,2	10,5	55,7	28,7	16,8
	1994	100,0	6,8	69,0	9,6	59,4	24,2	11,1
	1997	100,0	7,1	67,8	9,0	58,8	25,2	11,3
	1999	100,0	8,2	69,2	8,9	60,3	22,7	9,5
Équateur	2000	99,9	5,8	66,9	9,6	57,3	27,3	12,3
	2000	100,0	3,2	42,4	3,9	38,5	54,3	40,7
El Salvador	1995	100,0	6,0	49,6	3,2	46,4	44,3	26,8
	1997	100,0	4,0	50,9	3,1	47,8	45,1	28,1
	1999	100,0	4,1	50,8	3,9	46,9	45,2	26,3
	2000	100,0	4,6	47,2	3,9	43,3	48,1	26,7
	1989	100,0	0,6	38,7	2,9	35,8	60,7	47,5
Guatemala	1998	100,0	2,0	42,9	1,7	41,2	55,1	34,8
	1990	100,0	0,6	34,9	4,0	30,9	64,6	47,6
	1994	100,0	1,7	37,0	4,8	32,2	61,4	43,5
Honduras	1997	100,0	2,6	34,8	3,4	31,4	62,6	41,6
	1999	100,0	3,1	33,4	3,7	29,7	63,5	41,3
	1989	100,0	2,5	50,2	...	50,2	47,3	34,6
	1994	100,0	4,0	48,6	5,5	43,1	47,4	30,8
	1996	100,0	5,1	48,1	6,4	41,7	46,7	28,6
Mexique ^c	1998	100,0	4,5	45,6	6,0	39,6	49,9	29,2
	2000	100,0	5,0	51,0	6,6	44,4	44,0	25,1
	1993	100,0	0,2	38,4	6,6	31,8	61,3	45,8
	1998	100,0	3,3	43,7	...	43,7	53,0	39,7

(Suite)

Tableau A.3 (fin)

Pays	Année	Total	Employeurs	Salariés			Travailleurs indépendants et main d'œuvre familiale non rémunérée	
				Total	Secteur public	Secteur privé ^a	Total	Agriculture
Panama	1991	100,0	2,9	39,1	12,5	26,6	58,0	45,5
	1994	100,0	3,3	47,0	11,8	35,2	49,7	34,4
	1997	100,0	2,2	46,1	10,1	36,0	51,6	33,4
	1999	100,0	3,2	44,9	10,1	34,8	51,9	31,6
Paraguay	1997	100,0	2,3	24,8	3,2	21,6	72,8	57,3
	1999	100,0	3,4	27,0	3,4	23,6	69,7	54,0
Pérou	1997	100,0	5,3	19,8	3,6	16,2	74,8	61,0
	1999	100,0	6,3	19,9	2,3	17,6	73,9	61,9
République dominicaine	1992	100,0	4,0	52,4	13,2	39,2	43,7	21,6
	1995	100,0	2,1	56,1	11,5	44,6	41,9	15,7
	1997	100,0	3,4	45,6	10,3	35,3	51,0	28,5
	2000	100,0	1,8	40,3	8,1	32,2	57,8	32,6
Venezuela	1990	100,0	6,9	46,6	8,3	38,3	46,5	33,3
	1994	100,0	7,6	47,6	7,4	40,2	44,8	29,7
	1997	100,0	5,4	49,6	5,4	44,2	44,9	33,1

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Comprend le personnel de maison. Pour le Brésil (1990), le Chili (1990, 1994 y 1998), le Mexique (1989) et le Nicaragua (1998), sont également compris les salariés du secteur public.

^b Données extraites des enquêtes nationales sur la situation économique et sociale (CASEN).

^c Données extraites des enquêtes nationales sur les revenus et des dépenses des ménages (ENIGH).

Tableau A.4
AMÉRIQUE LATINE: VENTILATION DE LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER,
PAR SEXE ET ZONE URBAINE ET RURALE, ^a 1990-1999
(Millions de personnes et en pourcentage)

Description	Total national				Zone urbaine				Zone rurale			
	1990	1994	1997	1999	1990	1994	1997	1999	1990	1994	1997	1999
(Millions de personnes)												
Population en âge de travailler	274,6	302,9	324,7	339,7	202,5	228,4	248,5	262,4	72,2	74,5	76,2	77,3
Hommes	134,9	148,5	159,0	166,3	97,1	109,5	119,2	125,9	37,8	38,9	39,8	40,4
Femmes	139,7	154,4	165,7	173,4	105,3	118,8	129,3	136,5	34,4	35,6	36,4	36,9
Population active	167,5	186,4	201,4	211,8	120,7	138,1	152,0	161,6	46,8	48,3	49,4	50,2
Hommes	114,5	125,1	133,3	139,0	79,1	89,0	96,7	102,0	35,4	36,1	36,7	37,0
Femmes	53,0	61,3	68,1	72,8	41,6	49,1	55,3	59,6	11,4	12,2	12,8	13,2
Ayant un emploi	159,8	175,6	187,8	193,7	114,1	128,0	139,1	144,2	45,8	47,6	48,7	49,5
Hommes	109,5	118,7	125,7	129,0	74,8	83,1	89,5	92,5	34,7	35,5	36,1	36,5
Femmes	50,3	57,0	62,2	64,7	39,3	44,8	49,6	51,7	11,1	12,1	12,6	13,0
Sans emploi	7,6	10,8	13,6	18,1	6,6	10,1	12,9	17,5	1,0	0,7	0,7	0,7
Hommes	4,9	6,4	7,7	10,0	4,2	5,8	7,2	9,5	0,7	0,6	0,5	0,4
Femmes	2,7	4,4	5,9	8,1	2,4	4,3	5,7	7,9	0,3	0,1	0,2	0,2
(Pourcentage)												
Taux de participation ^b	61,0	61,6	62,0	62,4	59,6	60,5	61,2	61,6	64,8	64,9	64,9	64,9
Hommes	84,9	84,3	83,8	83,6	81,4	81,2	81,1	81,0	93,7	92,8	92,0	91,5
Femmes	37,9	39,7	41,1	42,0	39,5	41,4	42,8	43,7	33,1	34,3	35,2	35,8
Taux d'occupation ^c	58,2	58,0	57,8	57,0	56,4	56,0	56,0	55,0	63,4	64,0	63,9	64,0
Hommes	81,2	79,9	79,0	77,6	77,1	75,9	75,1	73,5	91,8	91,3	90,7	90,4
Femmes	36,0	36,9	37,5	37,3	37,3	37,7	38,3	37,9	32,2	34,1	34,6	35,2
Taux de chômage	4,6	5,8	6,7	8,6	5,5	7,3	8,5	10,8	2,2	1,5	1,5	1,3
Hommes	4,3	5,1	5,7	7,2	5,4	6,5	7,4	9,4	2,0	1,7	1,4	1,2
Femmes	5,1	7,2	8,7	11,2	5,7	8,7	10,3	13,3	2,9	0,8	1,6	1,6

Source: CEPALC, sur la base d'estimations de la Division de la population de la CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) et de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a De 15 ans et plus.

^b Proportion de la population active par rapport à la population en âge de travailler.

^c Proportion des personnes ayant un emploi par rapport à la population en âge de travailler.

Tableau A.5
AMÉRIQUE LATINE: CARACTÉRISTIQUES CHOISIES DE LA POPULATION OCCUPÉE,^a
1990-1999
(Milliers personnes et en pourcentage)

Description	Personnes (milliers)				Structure en pourcentage			
	1990	1994	1997	1999	1990	1994	1997	1999
Ayant un emploi								
Âge (ans)	159 841	175 632	187 824	193 714	100,0	100,0	100,0	100,0
15 – 24	42 741	44 706	45 450	45 275	26,7	25,5	24,2	23,4
25 – 44	79 612	87 609	94 515	96 042	49,8	49,9	50,3	49,6
45 – 59	27 724	31 051	34 712	38 216	17,3	17,7	18,5	19,7
60 et plus	9 764	12 266	13 147	14 181	6,1	7,0	7,0	7,3
Années d'études	159 841	175 632	187 824	193 714	100,0	100,0	100,0	100,0
0 à 5	73 387	75 771	74 746	72 505	45,9	43,1	39,8	37,4
6 à 9	41 366	47 910	56 557	59 066	25,9	27,3	30,1	30,5
10 à 12	22 046	26 314	34 095	37 783	13,8	15,0	18,2	19,5
13 et plus	23 043	25 636	22 426	24 361	14,4	14,6	11,9	12,6
Branche d'activité	159 841	175 632	187 824	193 714	100,0	100,0	100,0	100,0
Agriculture	37 227	39 540	39 424	39 789	23,3	22,5	21,0	20,5
Industrie	26 911	28 738	29 564	29 065	16,8	16,4	15,7	15,0
Bâtiment	9 499	12 119	12 057	12 284	5,9	6,9	6,4	6,3
Transports et communications	7 159	8 129	9 337	9 839	4,5	4,6	5,0	5,1
Commerce	27 747	31 211	34 824	36 968	17,4	17,8	18,5	19,1
Finances	4 581	7 359	8 273	8 932	2,9	4,2	4,4	4,6
Services sociaux	30 325	31 042	35 084	36 695	19,0	17,7	18,7	18,9
Services personnels	8 131	8 546	9 572	9 960	5,1	4,9	5,1	5,1
Service domestique	7 886	8 552	9 273	9 754	4,9	4,9	4,9	5,0
Non classifiés	374	395	418	429	0,2	0,2	0,2	0,2
Taille de l'entreprise ^b (employeurs et employés)	100 116	104 779	110 889	113 051	100,0	100,0	100,0	100,0
1 - 5	26 538	27 849	33 495	34 621	30,7	30,2	31,9	32,3
6 - 10	9 242	9 163	11 479	11 687	10,7	9,9	10,9	10,9
11 - 49	28 267	29 972	31 121	31 572	32,7	32,5	29,6	29,4
50 et plus	22 514	25 321	29 029	29 352	26,0	27,4	27,6	27,4
Non classifiés	13 554	12 474	5 764	5 818	-	-	-	-
Ayant un emploi secondaire ^c	71 404	75 031	80 626	82 393	44,7	42,7	42,9	42,5

Source: CEPALC, sur la base d'estimations de la Division de la population de la CEPALC - Centre latino-américain et des Caraïbes de démographie (CELADE) y de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a De 15 ans et plus.

^b Selon le nombre de personnes occupées. La structure en pourcentage ne comprend pas les non classifiés.

^c Concerne les personnes ayant un emploi et des revenus inférieurs à ceux perçus par le principal soutien du ménage.

Tableau A.6
AMÉRIQUE LATINE: REPARTITION DE LA POPULATION OCCUPÉE EN ZONES URBAINES SELON LE CRÉNEAU DU MARCHÉ DE L'EMPLOI,
1990-1999
(Pourcentage sur le total de l'emploi urbain)

Pays	Année	Secteur formel					Secteur informel					
		Total Secteur formel	Secteur public	Secteur privé			Total Secteur informel	Emploi en la micro entreprise ^a	Emploi domestique	Travailleurs indépendants no qualifiés		
				Employeurs et techniciens indépendants	Total Salariés	Salariés et professionnels techniciens				Non professionnels	Total ^b	Industrie et Bâtiment	Commerce et Services
Argentine ^c	1990	55,5	...	4,2	51,3	6,5	44,8	15,8	5,7	22,9	6,9	16,0
	1999	59,0	11,6	5,9	41,5	9,4	32,1	18,1	5,3	17,0	5,1	11,9
Bolivie	1989	41,5	17,9	3,9	19,7	3,4	16,3	11,6	5,8	41,1	9,8	30,0
	1999	35,7	10,3	4,0	21,4	6,3	15,1	15,3	3,1	45,9	12,1	31,1
Bésil	1990	59,2	15,5	4,2	39,5	3,4	36,1	13,1	6,2	21,4	3,5	15,8
	1999	52,6	13,0	4,6	35,0	9,3	25,7	12,3	8,5	26,5	5,2	16,4
Chili	1990	61,3	...	3,6	57,7	12,0	45,7	11,1	7,0	20,7	5,7	14,0
	1998	65,6	...	6,2	59,4	16,0	43,4	13,3	5,9	15,2	4,1	10,2
Colombie ^d	1991	67,1	11,6	6,5	49,0	4,9	44,1	...	5,6	27,3	6,4	20,0
	1999	59,1	8,7	6,9	43,5	5,7	37,8	...	5,2	35,7	7,5	26,7
Costa Rica	1990	63,0	25,0	3,2	34,8	5,3	29,5	14,9	4,4	17,6	6,4	10,1
	1999	58,4	17,2	4,0	37,2	7,5	29,7	19,2	5,1	17,3	4,5	11,9
Équateur	1990	45,5	17,5	3,0	25,0	3,9	21,1	15,5	4,5	34,5	7,8	24,4
	1999	41,0	10,7	2,4	27,9	5,4	22,5	22,0	5,4	31,5	5,6	23,8
El Salvador	1990	44,3	13,8	1,1	29,4	3,1	26,3	16,3	6,1	33,2	8,7	21,8
	1999	47,9	12,3	1,6	34,0	8,3	25,7	18,7	4,3	29,2	6,7	20,0
Guatemala	1989	45,4	14,4	2,8	28,2	5,4	22,8	16,7	7,0	30,9	7,4	14,9
	1998	45,0	8,2	12,2	24,6	6,3	18,3	24,1	6,7	24,3	7,3	11,6
Honduras	1990	46,7	14,4	1,8	30,5	4,2	26,3	14,9	6,7	31,7	8,9	18,7
	1999	44,8	9,7	1,6	33,5	6,5	27,0	17,3	4,8	33,1	7,4	22,0
Mexique	1989	59,3	17,1	1,9	40,3	5,2	35,1	19,1	2,7	18,9	3,0	12,5
	1998	55,7	14,2	2,8	38,7	5,6	33,1	19,8	4,1	20,4	3,2	16,4
Nicaragua	1993	50,7	20,3	9,4	21,0	5,0	16,0	13,8	6,2	29,2	7,7	17,5
	1998	39,4	...	2,2	37,2	11,8	25,4	19,2	6,4	35,0	4,3	26,4

(Suite)

(Suite)

Tableau A.6 (fin)

Pays	Année	Secteur formel				Secteur informel						
		Total Secteur formel	Secteur public	Secteur privé		Total Secteur informel	Emploi en la micro entreprise ^a	Emploi domestique	Travailleurs indépendants no qualifiés			
				Employeurs et professionnels et techniciens indépendants	Salariés				Industrie et Bâtiment	Commerce et Services		
					Total Salariés						Professionnels et techniciens	Non professionnels ni techniciens
Panama	1991	62,2	26,6	1,8	33,8	6,8	37,9	8,4	7,0	22,5	4,3	11,2
	1999	62,7	19,4	1,8	41,5	10,1	37,3	9,3	6,1	21,9	4,6	13,5
Paraguay ^e	1990	44,8	11,9	3,6	29,3	4,4	55,5	23,8	10,5	21,2	5,2	15,5
	1998	48,0	12,7	4,3	31,0	5,6	51,9	19,6	9,1	23,2	5,7	19,2
République dominicaine	1992	64,0	14,3	5,3	44,4	8,7	36,0	...	3,2	32,8	5,6	23,0
	1997	53,1	11,9	4,1	37,1	6,0	47,0	11,2	4,4	31,4	6,8	21,3
Uruguay	1990	60,9	21,8	4,2	33,4	4,8	39,2	13,3	6,9	19,0	5,6	12,0
	1999	58,5	16,2	4,6	37,7	5,9	41,5	13,4	7,5	20,6	7,0	12,7
Venezuela	1990	60,7	21,4	3,7	35,6	5,6	39,2	11,6	6,3	21,3	4,1	15,3
	1999 ^f	46,1	14,9	2,8	28,4	4,4	53,7	16,5	2,0	35,2	6,7	23,7
Moyenne	1990	58,9	16,0	3,8	40,6	4,7	41,0	14,7	5,4	22,3	4,3	15,8
pondérée ^g	1999	53,6	12,9	4,3	36,9	7,8	46,3	15,5	6,3	25,8	5,2	17,7

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Comprend les employeurs et salariés d'entreprises comportant cinq personnes occupées ou moins.
^b Comprend les travailleurs de l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche.
^c Zone de Buenos Aires.
^d Le secteur formel comprend l'emploi dans la micro entreprise.
^e Asunción et le Département central.
^f Total national.
^g Le sous total "Secteur public" exclut l'Argentine, le Chili et le Nicaragua, et celui correspondant à la "micro entreprise" exclut la Colombie et la République dominicaine, en 1990 et 1999.

Tableau A.7
AMÉRIQUE LATINE: CONTRIBUTION DE CHAQUE TYPE D'INSERTION PROFESSIONNELLE DANS LES ZONES URBAINES, 1990-1999
(Milliers de personnes ayant un emploi et pourcentage par rapport à l'emploi urbain total)

Pays	Secteur formel					Secteur informel							
	Total	Secteur public	Employeurs et professionnels et techniciens indépendants	Secteur privé		Total	Secteur informel	Emploi en la micro entreprise ^a	Emploi domestique	Travailleurs indépendants no qualifiés			
				Total Salariés	Salariés Professionnels et techniciens					Non professionnels ni techniciens	Total ^b	Industrie et Bâtiment	Commerce et Services
Argentine ^c	100,0	87,9	...	18,9	68,9	31,6	37,4	36,2	2,5	-26,6	-8,2	-18,4	
1990-1999	781,3	686,5	...	147,9	538,6	246,8	291,8	282,5	19,8	-207,5	-64,0	-143,5	
Bolivie	100,0	26,5	-1,7	4,2	24,1	10,9	13,2	21,1	-1,2	53,5	15,7	32,8	
1989-1999	671,4	178,2	-11,4	27,9	161,7	73,1	88,7	142,0	-7,8	359,1	105,6	220,5	
Bésil	100,0	20,7	0,9	6,5	13,2	37,9	-24,7	8,4	19,7	51,3	13,4	19,3	
1990-1999	9 368,4	1 935,2	83,7	613,0	1 238,5	3 551,7	-2 313,2	790,1	1 841,7	4 801,3	1 259,7	1 810,4	
Chili	100,0	84,3	...	17,3	66,9	33,2	33,7	22,8	1,2	-8,3	-2,7	-6,0	
1990-1998	820,3	691,2	...	142,3	549,0	272,1	276,8	186,7	10,0	-67,7	-22,4	-49,3	
Colombie ^d	100,0	19,5	-5,7	8,9	16,3	9,7	6,6	...	3,2	77,3	12,9	59,9	
1991-1999	1 673,5	326,5	-94,6	148,6	272,5	161,6	110,8	...	53,9	1 293,1	216,6	1001,7	
Costa Rica	100,0	48,9	1,3	5,6	42,0	12,0	30,0	27,9	6,5	16,7	0,6	15,5	
1990-1999	247,4	121,0	3,3	13,9	103,9	29,6	74,3	69,0	16,1	41,2	1,6	38,4	
Équateur	100,0	29,1	-7,4	0,8	35,7	9,4	26,3	39,4	7,8	23,6	-0,3	22,3	
1990-1999	725,0	211,2	-53,8	5,8	259,2	88,3	190,8	285,9	56,7	171,1	-1,8	161,6	
El Salvador	100,0	55,5	9,0	2,7	43,9	19,6	24,3	23,8	0,3	20,3	2,3	16,0	
1990-1999	404,7	224,6	36,3	10,9	177,5	79,3	98,1	96,5	1,4	82,2	9,3	64,6	
Guatemala	100,0	43,9	-6,7	34,7	15,9	8,4	7,4	41,8	6,0	8,4	7,0	3,6	
1989-1998	421,6	185,0	-28,2	146,3	67,0	35,6	31,4	176,1	25,1	35,4	29,7	15,4	
Honduras	100,0	41,7	2,1	1,3	38,4	10,2	28,1	21,2	1,7	35,4	5,0	27,4	
1990-1999	430,8	179,7	9,0	5,5	165,3	44,1	121,2	91,3	7,4	152,4	21,4	117,8	
Mexique	100,0	46,0	6,4	5,2	34,4	6,7	27,7	21,7	7,9	24,4	3,7	26,9	
1989-1998	7 752,6	3 568,9	497,3	404,4	2 667,2	517,4	2 149,8	1 680,7	609,2	1 893,7	289,7	2 083,1	
Nicaragua	100,0	-11,7	...	-30,3	18,5	42,4	-23,9	43,5	7,3	61,0	-11,1	66,4	
1993-1998	157,5	-18,5	...	-47,7	29,2	66,8	-37,6	68,4	11,5	96,1	-17,4	104,6	
Panama	100,0	64,1	1,7	1,8	60,6	18,3	42,3	11,5	3,9	20,5	5,4	19,2	
1991-1999	170,6	109,3	2,8	3,1	103,4	31,2	72,2	19,7	6,6	34,9	9,1	32,8	

(Suite)

(Suite)

Tableau A.7 (fin)

Pays	Secteur formel					Secteur informel					Travailleurs indépendants		
	Total	Secteur public	Employeurs et professionnels et techniciens indépendants	Secteur privé			Total Secteur informel	Emploi en la micro entreprise ^a	Emploi domestique	Total ^b	Industrie et Bâtiment	Commerce et Services	
				Total Salarisés	Salarisés								
					Professionnels et techniciens	Non professionnels ni techniciens							
Paraguay ^e	100,0	55,9	14,7	6,0	35,3	8,5	26,8	44,1	10,0	5,9	28,1	6,9	28,0
1990-1999	325,5	182,1	47,8	19,4	114,8	27,5	87,3	143,4	32,6	19,3	91,5	22,5	91,2
République dominicaine	100,0	64,9	5,4	8,6	50,9	-1,3	52,2	35,1	...	7,6	27,5	10,0	16,6
1992-1997	526,0	341,2	28,4	45,2	267,6	-6,8	274,5	184,8	...	40,1	144,7	52,6	87,5
Uruguay	100,0	36,7	-35,7	8,4	64,1	16,2	47,9	63,3	14,5	13,1	35,7	20,1	19,3
1990-1999	119,4	43,9	-42,6	10,0	76,5	19,3	57,2	75,6	17,3	15,7	42,6	24,0	23,1
Venezuela	100,0	-2,1	-6,6	-0,2	4,7	0,4	4,2	102,1	32,8	-12,2	81,5	15,4	51,7
1990-1999 ^f	1 620,7	-33,5	-106,5	-2,7	75,8	7,2	68,6	1 654,2	532,2	-198,5	1 320,5	248,9	837,6
Moyenne simple	100,0	41,9	-2,5	5,9	37,3	16,1	21,2	58,1	25,4	4,8	31,2	5,7	23,6
Moyenne	100,0	34,1	2,1	6,5	25,5	20,1	5,4	65,9	18,2	9,4	38,3	8,1	24,2
pondérée	26 216	8 933	551	1 703	6 679	5 260	1 419	17 284	4 784	2 466	10 034	2 131	6 344

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Comprend les employeurs et salariés d'entreprises comportant cinq personnes occupées ou moins.

^b Comprend les travailleurs de l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche.

^c Zone de Buenos Aires.

^d Le secteur formel comprend l'emploi dans la micro entreprise.

^e Asunción et le Département central.

^f Total national.

Tableau A.8
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): DÉPASSEMENT EDUCATIF INTERGÉNÉRATIONNEL
DES ENFANTS DE 20 A 24 ANS, PAR SEXE, ZONES URBAINES ET RURALES, 2000
(Pourcentage)

Pays	Sexe	Région géographique									
		Zones urbaines					Zones rurales				
		Dépassement éducatif					Dépassement éducatif				
		Jeunes qui dépassent la scolarisation de leurs parents		Jeunes qui ne dépassent pas la scolarisation de leurs parents		Total	Jeunes qui dépassent la scolarisation de leurs parents		Jeunes qui ne dépassent pas la scolarisation de leurs parents		Total
		Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base	Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base		Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base	Et obtiennent un capital éducatif de base	Et n'obtiennent pas de capital éducatif de base	
Argentine	Des deux sexes	100	40	4	21	34	...	...	...	...	...
	Hommes	100	31	4	21	44	...	...	...	...	...
	Femmes	100	50	4	22	25	...	...	...	...	...
Bolivie	Des deux sexes	100	56	10	16	18	100	18	13	...	68
	Hommes	100	55	12	14	19	100	23	17	...	60
	Femmes	100	57	9	18	16	100	12	8	...	80
Brésil	Des deux sexes	100	30	12	14	44	100	12	11	3	74
	Hommes	100	23	12	13	52	100	9	9	2	80
	Femmes	100	38	12	16	34	100	18	16	4	62
Chili	Des deux sexes	100	49	5	27	19	100	36	13	5	47
	Hommes	100	48	6	26	21	100	29	14	4	53
	Femmes	100	50	5	28	17	100	45	12	5	38
Colombie	Des deux sexes	100	52	4	20	24	100	28	10	6	56
	Hommes	100	46	5	20	29	100	22	10	5	63
	Femmes	100	59	4	20	18	100	38	12	8	42
Costa Rica	Des deux sexes	100	34	4	20	41	100	23	4	4	69
	Hommes	100	32	4	18	46	100	19	3	4	74
	Femmes	100	37	4	23	36	100	28	6	4	62
Équateur	Des deux sexes	100	48	8	16	28	100	21	8	2	70
	Hommes	100	44	7	18	32	100	19	7	2	72
	Femmes	100	52	10	14	23	100	23	10	1	67
El Salvador	Des deux sexes	100	48	13	13	27	100	18	19	...	63
	Hommes	100	44	12	15	28	100	17	20	1	63
	Femmes	100	53	13	10	25	100	19	18	...	63
Guatemala	Des deux sexes	100	33	12	6	48	100	5	6	...	89
	Hommes	100	32	13	6	50	100	6	6	...	88
	Femmes	100	34	12	7	47	100	4	6	...	90
Honduras	Des deux sexes	100	30	7	13	50	100	8	4	1	87
	Hommes	100	25	7	10	57	100	6	3	1	90
	Femmes	100	35	8	15	42	100	13	5	...	83
Mexique	Des deux sexes	100	43	13	12	33	100	18	18	3	61
	Hommes	100	36	15	11	38	100	17	19	4	60
	Femmes	100	50	10	13	27	100	19	17	2	62
Nicaragua	Des deux sexes	100	29	12	7	52	100	11	17	1	72
	Hommes	100	24	11	6	60	100	7	13	1	79
	Femmes	100	34	14	9	44	100	16	22	1	61
Panama	Des deux sexes	100	44	4	20	32	100	30	8	4	59
	Hommes	100	35	4	21	40	100	22	8	4	66
	Femmes	100	55	4	19	22	100	42	9	3	45
Paraguay	Des deux sexes	100	44	7	11	38	100	14	10	...	75
	Hommes	100	38	5	13	44	100	12	10	...	77
	Femmes	100	54	11	8	29	100	18	10	1	71
Pérou	Des deux sexes	100	37	18	11	34	100	13	30	...	57
	Hommes	100	30	20	12	38	100	9	35	1	56
	Femmes	100	43	16	10	31	100	18	24	...	58
République dominicaine	Des deux sexes	100	46	12	9	34	100	22	22	2	55
	Hommes	100	35	12	8	46	100	19	19	2	60
	Femmes	100	59	12	10	20	100	27	26	3	44
Uruguay	Des deux sexes	100	29	8	10	53	...	...	...	...	...
	Hommes	100	19	7	10	64	...	...	...	...	...
	Femmes	100	40	8	11	41	...	...	...	...	...
Venezuela ^a	Des deux sexes	100	35	7	15	44	...	...	...	...	...
	Hommes	100	25	6	14	54	...	...	...	...	...
	Femmes	100	47	7	16	30	...	...	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Total national.

Tableau A.9
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): ENFANTS DE 20 A 24 ANS QUI NE DÉPASSENT PAS
LA SCOLARISATION DE LEURS PARENTS ET QUI ONT FAIT MOINS DE 12 ANS
D'ÉTUDES, PAR SEXE ET SCOLARISATION DES PARENTS,
ZONES URBAINES ET RURALES, 2000
(Pourcentage)

		Région géographique											
Pays	Sexe	Total	Zones urbaines					Total	Zones rurales				
			Scolarisation des parents						Scolarisation des parents				
			0 à 2 ans	3 à 5 ans	6 à 9 ans	10 à 12 ans	13 à 15 ans		0 à 2 ans	3 à 5 ans	6 à 9 ans	10 à 12 ans	13 à 15 ans
Argentine	Des deux sexes	34	59	64	42	18	12	...	...	...	...	...	...
	Hommes	44	65	75	52	24	19	...	...	...	...	...	...
	Femmes	25	52	51	31	13	6	...	...	...	...	...	...
Bolivie	Des deux sexes	18	20	27	15	17	8	68	76	55	58	...	...
	Hommes	19	22	23	16	23	10	60	72	37	56	...	...
	Femmes	16	19	30	14	9	7	80	82	78	62	...	...
Brésil	Des deux sexes	44	56	50	39	24	13	74	82	66	45	26	8
	Hommes	52	63	59	47	28	17	80	86	73	57	20	7
	Femmes	34	46	38	30	18	7	62	72	52	26	33	9
Chili	Des deux sexes	19	31	32	27	15	4	47	53	54	39	22	2
	Hommes	21	35	36	30	15	5	53	58	61	45	26	3
	Femmes	17	26	28	24	15	3	38	45	44	30	18	1
Colombie	Des deux sexes	24	44	33	18	8	5	56	70	51	31	12	6
	Hommes	29	49	38	24	12	5	63	76	57	41	27	...
	Femmes	18	38	27	11	5	5	42	58	39	14	...	38
Costa Rica	Des deux sexes	41	66	66	46	32	14	69	85	78	60	26	10
	Hommes	46	61	67	53	31	11	74	87	82	66	35	15
	Femmes	36	74	64	37	35	17	62	82	71	54	15	3
Équateur	Des deux sexes	28	50	42	30	13	4	70	80	72	60	19	15
	Hommes	32	60	46	36	12	3	72	82	76	61	22	31
	Femmes	23	40	38	23	14	6	67	77	66	58	15	...
El Salvador	Des deux sexes	27	42	34	24	14	2	63	66	61	43	27	...
	Hommes	28	44	37	27	15	...	63	65	61	48	...	...
	Femmes	25	39	30	21	13	5	63	66	60	36	50	...
Guatemala	Des deux sexes	48	67	49	29	31	10	89	90	84	62	...	...
	Hommes	50	67	61	24	37	18	88	89	86	74	...	...
	Femmes	47	68	40	37	26	3	90	94	80	57	...	...
Honduras	Des deux sexes	50	69	58	48	34	16	87	92	84	59	...	82
	Hommes	57	73	69	50	43	19	90	94	89	72	...	63
	Femmes	42	65	44	45	17	14	83	90	77	41	...	90
Mexique	Des deux sexes	33	45	45	39	16	4	61	70	55	57	29	...
	Hommes	38	47	51	42	26	6	60	67	53	73	28	...
	Femmes	27	41	38	37	5	3	62	74	60	34	31	...
Nicaragua	Des deux sexes	52	65	57	42	55	6	72	79	60	43	...	...
	Hommes	60	75	56	49	70	...	79	85	69	52	...	...
	Femmes	44	53	58	33	40	9	61	69	45	33	...	...
Panama	Des deux sexes	32	53	49	41	18	6	59	77	66	49	25	27
	Hommes	40	64	65	50	28	8	66	83	77	54	31	21
	Femmes	22	35	26	31	8	4	45	65	47	42	17	30
Paraguay	Des deux sexes	38	69	63	25	6	13	75	83	75	65	40	...
	Hommes	44	76	70	30	4	14	77	80	80	67	56	...
	Femmes	29	50	52	17	8	11	71	89	66	63	...	...
Pérou	Des deux sexes	34	27	34	48	32	22	57	60	50	51	55	85
	Hommes	38	32	38	59	25	14	56	56	55	47	87	90
	Femmes	31	21	29	37	37	29	58	65	43	55	...	80
République dominicaine	Des deux sexes	34	39	43	34	20	31	55	64	54	44	25	23
	Hommes	46	59	50	47	30	46	60	69	62	44	11	50
	Femmes	20	15	31	22	11	21	44	51	39	44	48	...
Uruguay	Des deux sexes	53	56	68	62	37	25	...	...	...	...	...	...
	Hommes	64	62	78	72	48	40	...	...	...	...	...	...
	Femmes	41	46	56	50	25	12	...	...	...	...	...	...
Venezuela ^a	Des deux sexes	44	65	60	43	26	11	...	...	...	...	...	...
	Hommes	54	75	70	54	31	18	...	...	...	...	...	...
	Femmes	30	48	46	29	20	4	...	...	...	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Total national.

Tableau A.10
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): REPARTITION DES JEUNES DE 20 À 24 ANS, SELON
LA SCOLARISATION DE LEURS PARENTS, ZONES URBAINES ET RURALES
(Pourcentage)

Pays	Année	Total	Zones urbaines				Total	Zones rurales			
			Scolarisation des parents					Scolarisation des parents			
			0-5	6-9	10-12	13 et plus		0-5	6-9	10-12	13 et plus
Argentine	2000	100,0	16,4	43,5	21,3	18,9	...	...	...	...	...
Bolivie	2000	100,0	38,8	21,5	22,4	17,2	100,0	91,8	7,0	0,7	0,5
Brésil	1999	100,0	63,3	19,1	8,0	9,6	100,0	92,6	4,4	1,9	1,2
Chili	2000	100,0	16,8	32,5	33,0	17,6	100,0	63,0	28,9	6,5	1,5
Colombie	1999	100,0	48,8	23,6	14,3	13,4	100,0	85,4	9,0	3,7	1,8
Costa Rica	2000	100,0	23,4	43,1	11,9	21,6	100,0	57,6	34,5	4,0	3,9
Équateur	2000	100,0	27,0	42,5	14,1	16,4	100,0	68,1	28,6	2,7	0,5
El Salvador	2000	100,0	46,9	26,8	13,9	12,4	100,0	93,8	5,9	0,3	0,1
Guatemala	1998	100,0	65,5	19,4	8,8	6,3	100,0	97,3	2,6	0,0	0,1
Honduras	1999	100,0	53,6	28,1	2,9	15,3	100,0	90,2	8,6	0,0	1,2
Mexique	2000	100,0	37,1	33,6	12,9	16,4	100,0	78,8	16,3	2,3	2,5
Nicaragua	1998	100,0	61,7	25,5	5,2	7,6	100,0	94,1	5,4	0,2	0,3
Panama	1999	100,0	17,8	44,9	19,9	17,4	100,0	55,4	34,7	6,5	3,5
Paraguay	1999	100,0	41,6	39,6	9,7	9,1	100,0	79,1	19,4	0,8	0,6
Pérou	1997	100,0	45,3	25,6	14,5	14,6	100,0	92,8	5,2	1,2	0,8
République dominicaine	2000	100,0	47,1	30,0	14,0	8,9	100,0	80,0	14,6	3,9	1,5
Uruguay	2000	100,0	18,6	51,3	18,2	11,9	...	...	...	...	...
Venezuela ^a	2000	100,0	35,3	42,9	9,8	12,0	...	...	...	...	...
Moyenne simple des pays	2000	100,0	39,2	33,0	14,2	13,7	100,0	81,3	15,0	2,3	1,3

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Total national.

Tableau A.11
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): REPARTITION EN POURCENTAGE DES JEUNES
DE 20 À 24 ANS AYANT FAIT UN MINIMUM DE 12 ANS D'ÉTUDES, SELON
LA SCOLARISATION DE LEURS PARENTS, ZONES URBAINES
(13 ans et plus = 100)

Pays	Année	Total	Scolarisation des parents			
			0-5	6-9	10-12	13 et plus
Argentine	1990	53	18	55	79	100
(Zone de Buenos Aires)	2000	69	27	61	87	100
Bolivie	1989	73	58	76	93	100
	2000	78	62	81	85	100
Brésil	1990	38	27	66	80	100
	1999	49	33	62	84	100
Chili	1990	69	48	67	88	100
	2000	77	53	69	85	100
Colombie	1991	55	42	68	94	100
	1999	75	58	84	95	100
Costa Rica	1990	56	33	62	93	100
	2000	61	28	55	74	100
Équateur	1990	63	43	65	91	100
	2000	69	39	67	94	100
El Salvador	1995	54	36	70	96	100
	2000	63	41	70	88	100
Guatemala	1989	41	27	67	80	100
	1998	46	27	75	79	100
Honduras	1990	42	26	59	92	100
	1999	49	30	53	72	100
Mexique	1989	40	27	52	75	100
	2000	57	28	57	88	100
Nicaragua	1993	33	25	46	79	100
	1998	39	24	56	50	100
Panama	1991	62	34	64	82	100
	1999	67	38	59	85	100
Paraguay	1994	54	33	61	95	100
	1999	62	27	79	105	100
Pérou	1997	61	42	61	81	100
République dominicaine	1997	49	36	55	71	100
Uruguay	1990	45	18	41	74	100
	2000	50	25	38	78	100
Venezuela	1990	32	13	33	69	100
	2000	54	27	57	79	100
Moyenne simple des pays	1990	51	32	60	85	100
	2000	59	35	63	84	100

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

Tableau A.12
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES JEUNES
DE 20 À 29 ANS QUI TRAVAILLENT 20 HEURES PAR SEMAINE OU PLUS,
SELON L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LA SCOLARISATION,
ZONES URBAINES

Pays	Année	Scolarisation	Total	Insertion professionnelle							
				Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Argentine	1999	Total	100,0	12,8	2,6	17,4	15,5	25,9	7,9	17,4	0,4
		0 à 8	100,0	...	0,5	1,9	14,3	37,8	21,3	23,2	1,0
		9 à 12	100,0	...	2,7	21,2	20,2	30,4	4,8	20,4	0,3
		13 et plus	100,0	46,5	4,4	25,9	8,9	7,3	0,3	6,7	0,1
Bolivie	1999	Total	100,0	9,1	2,4	9,0	21,1	37,1	9,8	8,4	3,1
		0 à 8	100,0	...	0,7	1,0	22,3	39,7	15,4	15,1	5,7
		9 à 12	100,0	1,1	0,9	9,7	21,9	48,6	10,4	4,5	2,9
		13 et plus	100,0	33,0	6,9	17,1	18,4	15,0	2,1	6,9	0,5
Brésil	1999	Total	100,0	9,6	5,4	13,1	16,3	29,9	0,3	19,8	5,5
		0 à 8	100,0	1,1	2,8	3,9	14,7	41,0	0,1	26,4	10,0
		9 à 11	100,0	10,5	6,6	21,7	21,0	22,8	0,5	15,7	1,2
		12 et plus	100,0	41,1	12,4	25,3	9,5	6,1	0,5	5,0	0,2
Chili	2000	Total	100,0	18,6	2,2	15,5	15,5	25,3	6,7	10,3	5,8
		0 à 8	100,0	1,1	0,9	2,0	9,2	30,9	14,8	20,6	20,5
		9 à 12	100,0	7,3	1,6	16,4	19,8	31,0	7,7	11,0	5,4
		13 et plus	100,0	46,8	3,7	19,4	10,1	12,5	1,6	4,9	0,9
Colombie	1999	Total	100,0	11,7	1,2	17,5	22,1	26,1	4,7	13,9	2,9
		0 à 8	100,0	0,7	0,1	4,0	20,7	35,8	9,5	22,9	6,2
		9 à 11	100,0	4,2	0,4	21,7	27,5	28,5	3,3	12,9	1,6
		12 et plus	100,0	41,7	4,2	29,6	14,0	7,3	0,1	2,7	0,4
Costa Rica	1999	Total	100,0	14,1	5,1	16,4	17,5	31,5	4,6	7,6	3,1
		0 à 8	100,0	0,8	1,6	4,3	19,5	45,3	11,0	11,3	6,2
		9 à 11	100,0	4,6	3,3	23,1	22,4	35,4	1,4	7,5	2,3
		12 et plus	100,0	39,4	11,2	24,8	10,4	10,8	...	3,3	0,1
Équateur	1999	Total	100,0	11,0	2,1	14,6	22,6	27,2	6,3	10,1	6,0
		0 à 8	100,0	0,7	0,3	3,3	19,6	34,5	11,8	17,8	12,1
		9 à 12	100,0	4,9	1,1	16,5	27,4	31,2	5,3	9,1	4,6
		13 et plus	100,0	37,4	6,5	25,9	16,8	9,3	1,1	2,0	0,9
El Salvador	1999	Total	100,0	10,5	1,6	12,1	21,4	39,9	5,2	6,0	3,2
		0 à 8	100,0	0,2	...	1,9	15,4	53,8	8,9	12,3	7,5
		9 à 12	100,0	1,1	1,0	16,2	30,2	42,1	4,3	3,7	1,3
		13 et plus	100,0	52,5	6,1	19,7	10,1	9,5	0,8	0,8	0,5
Guatemala	1998	Total	100,0	18,1	8,2	12,6	13,9	28,4	9,6	6,8	2,3
		0 à 8	100,0	4,2	6,9	3,7	12,4	39,4	17,7	11,9	3,8
		9 à 12	100,0	27,7	8,0	21,5	17,9	19,5	2,3	2,4	0,6
		13 et plus	100,0	44,4	14,6	20,0	6,7	11,5	0,1	0,4	2,2
Honduras	1999	Total	100,0	10,5	4,1	11,6	15,6	39,4	5,5	8,3	5,0
		0 à 8	100,0	1,8	1,1	2,0	15,0	52,5	8,7	12,2	6,7
		9 à 11	100,0	8,6	3,3	12,5	22,7	38,0	3,1	8,6	3,3
		12 et plus	100,0	27,1	10,1	28,9	13,9	15,9	0,6	0,9	2,6
Mexique	2000	Total	100,0	14,6	1,8	21,7	14,8	31,9	6,2	7,7	1,2
		0 à 8	100,0	1,5	...	6,8	11,3	47,0	15,5	15,3	2,5
		9 à 12	100,0	8,6	0,8	23,7	17,7	36,6	4,7	6,9	1,0
		13 et plus	100,0	42,5	6,1	32,6	11,4	5,4	0,1	1,7	0,2
Nicaragua	1998	Total	100,0	3,3	1,9	5,7	23,4	37,0	7,6	12,9	8,4
		0 à 8	100,0	...	0,8	2,2	16,4	43,3	9,6	14,8	12,9
		9 à 11	100,0	...	2,3	10,4	31,2	34,0	6,8	12,4	2,9
		12 et plus	100,0	24,6	5,8	11,4	37,6	15,1	...	5,6	...
Panama	1999	Total	100,0	12,9	5,1	18,8	13,9	35,2	3,7	7,7	2,7
		0 à 8	100,0	1,6	2,4	4,2	11,4	50,1	5,3	15,8	9,2
		9 à 12	100,0	4,3	2,8	18,2	16,4	43,9	4,7	8,3	1,4
		13 et plus	100,0	34,7	10,8	30,1	11,7	10,6	1,1	1,0	0,1
Paraguay	1999	Total	100,0	10,0	3,1	19,4	17,0	27,5	4,5	16,2	2,3
		0 à 8	100,0	0,4	0,2	4,1	15,3	41,1	7,1	27,4	4,3
		9 à 12	100,0	4,4	2,5	23,6	21,7	27,9	4,3	14,1	1,7
		13 et plus	100,0	36,8	9,2	35,9	10,2	4,7	0,7	2,2	0,3

(Suite)

Tableau A.12 (fin)

Pays	Année	Scolarisation	Total	Insertion professionnelle							
				Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Pérou	1999	Total	100,0	15,7	0,5	9,0	21,9	35,0	3,2	11,3	3,4
		0 à 8	100,0	...	...	1,7	15,0	45,1	4,2	27,0	7,0
		9 à 11	100,0	1,7	...	7,3	27,2	43,4	4,0	12,7	3,8
		12 et plus	100,0	42,9	1,5	14,8	17,0	18,5	1,5	2,6	1,4
République dominicaine	1997	Total	100,0	7,6	0,3	12,7	19,6	42,6	4,1	8,7	4,3
		0 à 8	100,0	0,4	...	2,6	17,1	52,6	6,8	13,7	6,8
		9 à 12	100,0	1,5	0,2	15,3	23,9	45,8	2,8	7,4	3,1
		13 et plus	100,0	35,4	1,3	29,7	16,9	14,1	0,9	0,5	1,3
Uruguay	1999	Total	100,0	9,3	2,2	20,1	15,1	33,0	5,4	11,2	3,8
		0 à 8	100,0	1,0	1,0	6,3	12,1	46,2	9,3	17,4	6,7
		9 à 12	100,0	5,8	2,2	23,4	18,9	32,8	4,3	9,9	2,7
		13 et plus	100,0	36,8	4,8	37,9	9,6	7,1	0,3	2,5	0,9
Venezuela ^a	1999	Total	100,0	9,3	2,6	30,6	10,1	29,5	8,1	9,7	0,1
		0 à 8	100,0	0,8	0,4	17,9	20,8	35,5	12,3	12,2	0,2
		9 à 11	100,0	4,9	2,0	39,3	2,8	33,5	6,8	10,7	0,1
		12 et plus	100,0	34,6	8,3	41,0	1,3	10,3	1,6	2,8	...

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Total national.

Tableau A.13
AMÉRIQUE LATINE (14 PAYS): RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES JEUNES
DE 20 À 29 ANS QUI TRAVAILLENT 20 HEURES PAR SEMAINE OU PLUS,
SELON L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LA SCOLARISATION,
ZONES RURALES

Pays	Année	Scolarisation	Total	Insertion professionnelle							
				Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers Industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Bolivie	1999	Total	100,0	5,3	...	0,5	4,9	8,5	4,2	1,2	75,6
		0 à 8	100,0	...	...	0,2	3,6	5,6	2,4	1,2	87,0
		9 à 12	100,0	4,9	...	...	10,3	21,0	11,7	1,6	50,5
		13 et plus	100,0	86,0	...	5,8	2,2	3,4	...	...	2,6
Brésil	1999	Total	100,0	3,9	2,2	2,1	4,8	13,6	0,1	8,9	64,4
		0 à 8	100,0	0,8	1,7	0,5	3,8	13,2	...	9,1	70,9
		9 à 11	100,0	17,8	4,2	9,4	10,9	18,2	0,4	8,6	30,4
		12 et plus	100,0	38,9	10,9	22,2	7,0	4,0	1,2	6,2	9,6
Chili	2000	Total	100,0	4,1	2,3	4,8	4,9	19,2	5,5	9,8	49,4
		0 à 8	100,0	0,2	1,6	0,4	2,6	15,4	6,0	9,0	64,9
		9 à 12	100,0	3,4	2,7	7,8	7,2	24,6	5,4	10,9	38,0
		13 et plus	100,0	32,8	3,9	16,0	7,0	15,5	2,6	9,3	12,9
Colombie	1999	Total	100,0	4,2	0,3	4,3	11,3	11,3	3,2	8,7	56,7
		0 à 8	100,0	0,2	0,1	1,2	7,7	11,7	3,5	7,7	67,8
		9 à 11	100,0	8,0	0,3	12,5	22,3	11,7	2,6	12,9	29,7
		12 et plus	100,0	52,8	3,3	13,8	15,4	3,3	...	2,8	8,6
Costa Rica	1999	Total	100,0	5,4	1,7	6,7	9,4	34,9	6,6	7,1	28,1
		0 à 8	100,0	0,5	0,8	2,0	7,1	36,8	8,3	8,1	36,4
		9 à 11	100,0	3,9	1,6	17,9	18,9	40,3	3,4	5,6	8,3
		12 et plus	100,0	40,1	8,0	20,0	9,1	13,7	0,7	3,5	5,0
El Salvador	1999	Total	100,0	2,1	0,2	1,9	11,5	31,5	6,7	8,3	37,8
		0 à 8	100,0	0,3	...	0,5	7,3	28,5	7,4	10,6	45,3
		9 à 12	100,0	0,3	0,4	5,5	23,9	43,9	4,7	2,3	19,0
		13 et plus	100,0	56,0	2,8	5,5	14,0	7,3	5,7	...	8,8
Guatemala	1998	Total	100,0	3,3	7,6	1,9	4,1	17,7	43,4	2,5	19,4
		0 à 8	100,0	1,3	8,1	0,6	4,0	17,3	45,5	2,8	20,5
		9 à 12	100,0	18,5	2,5	17,6	6,5	23,6	23,0	0,2	8,1
		13 et plus	100,0	100,0	...	...	...	...	...	...	...
Honduras	1999	Total	100,0	6,3	0,7	1,3	8,3	17,0	4,5	4,0	57,8
		0 à 8	100,0	1,1	0,3	0,6	7,9	17,6	5,0	4,3	63,1
		9 à 11	100,0	18,8	1,5	1,6	17,1	15,7	0,9	3,1	41,4
		12 et plus	100,0	55,6	5,1	8,7	7,7	10,8	1,0	1,2	10,0
Mexique	2000	Total	100,0	4,3	0,4	5,5	11,7	25,4	10,9	8,0	33,8
		0 à 8	100,0	0,4	...	1,7	10,6	18,7	12,8	8,2	47,6
		9 à 12	100,0	4,9	0,7	8,9	12,8	35,9	9,1	8,7	19,1
		13 et plus	100,0	41,3	2,8	18,1	13,1	6,8	5,1	0,3	12,6
Nicaragua	1998	Total	100,0	0,9	0,9	0,4	13,0	13,5	3,6	9,2	58,6
		0 à 8	100,0	0,3	1,0	0,3	7,9	13,0	2,7	9,3	65,5
		9 à 11	100,0	0,7	0,9	0,8	33,5	16,5	3,5	9,4	34,7
		12 et plus	100,0	10,6	...	...	45,9	15,1	17,1	6,6	4,6
Panama	1999	Total	100,0	6,2	2,5	7,0	12,4	35,1	2,4	10,5	23,9
		0 à 8	100,0	0,5	0,5	0,7	10,3	33,5	1,9	13,1	39,5
		9 à 12	100,0	8,5	4,0	9,2	16,7	42,1	4,0	7,9	7,7
		13 et plus	100,0	26,1	7,3	29,5	9,1	20,7	...	6,1	1,1
Paraguay	1999	Total	100,0	6,4	0,4	2,5	7,9	16,1	4,5	7,6	54,7
		0 à 8	100,0	0,4	0,3	0,6	6,0	16,1	4,3	8,0	64,3
		9 à 12	100,0	14,4	1,1	8,6	18,1	20,1	6,6	7,2	24,0
		13 et plus	100,0	68,9	...	11,1	3,7	2,5	...	3,1	10,8
Pérou	1999	Total	100,0	2,0	...	0,3	6,6	14,6	2,9	2,1	71,5
		0 à 8	100,0	...	...	...	5,0	10,3	1,9	1,5	81,3
		9 à 11	100,0	0,7	...	1,2	8,8	23,5	5,7	3,5	56,6
		12 et plus	100,0	29,3	...	...	12,5	18,5	...	1,6	38,1

(Suite)

Tableau A.13 (fin)

Pays	Année	Scolarisation	Total	Insertion professionnelle							
				Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers Industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
République dominicaine	1997	Total	100,0	2,5	0,2	2,7	13,3	48,6	3,2	5,3	24,2
		0 à 8	100,0	0,6	...	0,3	11,8	48,4	3,7	4,4	30,8
		9 à 12	100,0	0,9	...	7,0	19,9	53,9	2,1	8,1	8,1
		13 et plus	100,0	39,7	4,9	19,6	5,2	25,6	...	4,9	...
Moyenne simple des pays	1999	Total	100,0	4,1	1,4	3,0	8,9	21,9	7,3	6,7	46,9
		0 à 8	100,0	0,5	1,0	0,7	6,8	20,4	7,5	7,0	56,1
		9 à 12	100,0	7,6	1,4	7,7	16,2	27,9	5,9	6,4	26,8
		13 et plus	100,0	48,4	3,5	12,2	10,9	10,5	2,4	3,3	8,9

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

Tableau A.14
AMÉRIQUE LATINE (18 PAYS): REVENU MOYEN DES JEUNES DE 20 A 29 ANS
QUI TRAVAILLENT 20 HEURES PAR SEMAINE OU PLUS, PAR INSERTION
PROFESSIONNELLE ET SCOLARISATION, ZONES URBAINES
(Multiples du seuil de pauvreté par habitant)

Pays	Année Scolarisation		Insertion professionnelle								
			Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers Industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles	
			Total								
Argentine	1999	Total	4,5	7,1	9,2	4,4	4,0	4,1	3,8	3,4	3,2
		0 à 8	3,4	...	4,5	3,5	3,2	3,6	3,6	2,9	2,6
		9 à 12	4,3	...	7,0	4,2	4,3	4,4	4,1	3,7	4,1
		13 et plus	5,9	7,1	12,1	4,6	4,0	4,1	3,7	3,5	3,8
Bolivie	1999	Total	2,9	4,8	6,0	3,7	2,6	2,3	3,7	1,5	2,2
		0 à 8	2,3	...	5,8	1,5	2,0	2,1	3,8	1,4	2,2
		9 à 12	2,5	2,2	6,0	3,9	2,3	2,1	3,8	1,7	2,0
		13 et plus	4,1	4,9	6,1	3,7	4,1	3,7	1,7	1,6	2,7
Brésil	1999	Total	3,4	5,9	7,7	3,6	2,9	2,9	5,5	2,3	1,6
		0 à 8	2,4	2,9	5,9	2,7	2,3	2,7	2,9	1,8	1,5
		9 à 11	3,4	3,3	6,8	3,2	3,1	3,3	5,7	3,0	2,3
		12 et plus	7,2	8,1	10,8	5,2	5,1	5,2	7,2	7,3	5,5
Chili	2000	Total	4,9	9,2	10,8	4,1	3,7	3,9	3,9	3,0	3,0
		0 à 8	2,9	4,4	8,2	3,1	2,7	3,0	3,4	2,5	2,6
		9 à 12	3,9	5,8	8,6	3,9	3,7	3,8	4,0	3,0	3,0
		13 et plus	7,5	10,2	12,9	4,6	4,2	5,1	5,4	3,8	6,8
Colombie	1999	Total	2,8	4,9	6,3	3,0	2,4	2,4	1,8	2,3	2,8
		0 à 8	2,0	2,5	2,0	2,3	1,7	2,1	1,8	1,9	2,7
		9 à 11	2,5	3,2	4,7	2,6	2,3	2,5	1,9	2,8	2,5
		12 et plus	4,6	5,3	6,7	3,7	4,3	3,6	2,1	4,4	4,7
Costa Rica	1999	Total	5,1	7,5	9,5	5,0	4,6	4,5	4,4	2,7	4,3
		0 à 8	3,9	3,8	9,4	4,0	3,9	4,0	4,3	2,1	3,7
		9 à 11	4,7	5,3	6,1	4,5	4,2	5,0	5,6	3,5	6,5
		12 et plus	7,1	7,8	10,4	5,6	7,2	5,8	...	3,6	...
Équateur	1999	Total	2,3	3,6	5,4	3,2	2,0	2,0	1,7	1,4	1,5
		0 à 8	1,5	1,5	2,6	1,6	1,7	1,6	1,7	1,1	1,5
		9 à 12	2,1	2,0	2,8	2,6	1,9	2,3	1,8	1,7	1,4
		13 et plus	3,9	4,0	6,4	4,3	3,0	2,5	2,0	2,4	1,0
El Salvador	1999	Total	3,6	5,9	12,4	4,2	3,2	3,1	2,9	2,1	1,6
		0 à 8	2,5	4,1	8,9	2,6	2,6	2,6	2,6	2,0	1,8
		9 à 12	3,5	3,1	10,9	4,0	3,4	3,4	3,4	2,2	1,1
		13 et plus	5,7	6,1	13,0	4,8	3,0	4,0	2,9	2,4	...
Guatemala	1998	Total	2,5	3,5	4,7	2,8	2,0	2,1	1,6	0,6	1,8
		0 à 8	1,9	2,3	3,9	1,8	2,3	1,9	1,6	0,6	1,5
		9 à 12	2,6	3,0	4,0	2,8	1,9	2,3	0,8	0,5	1,1
		13 et plus	4,6	4,9	7,3	3,5	1,6	4,2	3,4	2,3	4,6
Honduras	1999	Total	2,1	2,9	4,5	2,5	1,9	1,9	1,9	0,9	1,2
		0 à 8	1,5	1,6	2,2	1,5	1,4	1,6	1,8	0,8	0,9
		9 à 11	2,4	2,9	5,4	2,1	2,2	2,8	2,4	0,9	0,5
		12 et plus	3,0	3,1	4,8	2,7	2,6	2,6	5,5	2,6	2,9
Mexique	2000	Total	3,0	4,0	14,1	3,3	2,9	2,3	2,4	1,8	2,0
		0 à 8	2,0	2,4	...	2,5	2,2	1,9	2,4	1,5	1,6
		9 à 12	2,7	3,6	26,5	2,8	2,4	2,4	2,5	1,9	2,7
		13 et plus	4,7	4,2	10,5	4,5	5,4	2,9	...	3,1	...
Nicaragua	1998	Total	2,8	14,3	8,0	2,6	2,2	2,6	2,3	1,7	1,6
		0 à 8	2,1	...	2,0	2,4	1,9	2,4	2,2	1,6	1,5
		9 à 11	2,7	...	12,5	3,0	2,1	2,8	2,5	2,1	2,4
		12 et plus	5,9	14,3	7,8	2,1	2,8	3,7	...	1,8	...
Panama	1999	Total	4,7	7,4	8,2	4,9	4,2	4,0	4,0	3,0	2,7
		0 à 8	3,0	4,9	4,2	3,5	3,0	3,3	3,1	2,1	2,5
		9 à 12	4,1	5,0	5,0	4,0	3,7	4,2	4,4	3,8	2,9
		13 et plus	7,0	7,9	10,1	5,9	6,2	5,5	5,1	2,7	9,2
Paraguay	1999	Total	2,9	4,3	9,4	3,0	2,7	2,6	1,9	2,0	1,1
		0 à 8	2,0	2,0	3,5	2,4	2,2	2,2	1,8	1,9	1,3
		9 à 12	2,7	3,2	4,1	2,7	2,8	3,1	2,0	2,2	0,9
		13 et plus	4,8	4,6	12,5	3,6	3,8	3,8	2,3	2,7	0,0

(Suite)

Tableau A.14 (fin)

Pays	Année	Scolarisation Total	Insertion professionnelle								
			Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers Industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles	
Pérou	1999	Total	2,0	4,0	17,8	4,2	2,5	2,5	2,4	2,5	1,7
		0 à 8	2,0	...	...	0,9	2,2	1,8	2,5	2,9	1,4
		9 à 11	2,0	3,9	...	2,9	2,4	2,3	2,5	2,2	1,9
		12 et plus	4,0	4,1	17,8	5,4	2,9	3,7	1,8	2,7	1,4
République dominicaine	1997	Total	3,7	7,0	15,6	3,5	3,3	3,5	3,7	2,1	3,2
		0 à 8	3,0	2,8	...	3,8	3,0	3,3	3,2	1,8	3,4
		9 à 12	3,6	5,7	10,8	3,4	3,5	3,8	4,9	2,8	2,7
		13 et plus	5,1	7,3	17,3	3,5	3,8	3,8	4,8	...	2,3
Uruguay	1999	Total	3,9	5,2	7,0	4,1	3,6	3,7	3,8	2,8	3,3
		0 à 8	3,2	3,1	4,5	3,6	2,9	3,5	3,6	2,5	3,0
		9 à 12	4,0	4,3	7,7	4,1	3,8	3,9	4,3	3,1	3,5
		13 et plus	5,0	5,8	7,0	4,2	4,5	4,9	4,4	4,6	5,7
Venezuela ^a	1999	Total	3,0	4,2	7,1	2,9	1,8	2,8	3,2	2,4	2,8
		0 à 8	2,4	2,3	8,2	2,6	1,7	2,5	2,9	2,1	2,6
		9 à 11	3,0	2,6	7,4	2,9	2,0	2,9	3,5	2,5	3,1
		12 et plus	4,1	4,7	6,9	3,3	3,5	3,4	5,4	3,7	5,2

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

^a Total national.

Tableau A.15
AMÉRIQUE LATINE (14 PAYS): REVENU MOYEN DES JEUNES DE 20 A 29 ANS
QUI TRAVAILLENT 20 HEURES PAR SEMAINE OU PLUS, PAR INSERTION
PROFESSIONNELLE ET SCOLARISATION, ZONES RURALES, 1999
(Multiples du seuil de pauvreté par habitant)

Pays	Année	Scolarisation	Total	Insertion professionnelle							
				Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers Industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Bolivie	1999	Total	1,2	3,5	...	3,1	1,9	2,6	4,0	1,8	0,7
		0 à 8	0,9	...	...	4,6	1,9	2,9	2,8	2,1	0,6
		9 à 12	1,8	2,1	...	...	2,2	2,3	5,0	1,0	0,8
		13 et plus	3,7	3,8	...	2,3	0,4	...	...	...	8,3
Brésil	1999	Total	1,9	4,0	7,7	3,3	2,5	3,1	4,3	2,0	1,2
		0 à 8	1,6	2,5	5,1	2,8	2,4	3,0	3,7	1,7	1,2
		9 à 11	2,7	2,8	8,5	3,1	2,5	3,4	2,4	2,7	1,5
		12 et plus	7,8	8,3	21,0	4,1	4,2	7,7	8,0	8,3	1,2
Chili	2000	Total	4,4	10,9	13,3	5,1	4,2	4,7	4,6	3,3	3,5
		0 à 8	3,5	4,0	4,8	3,8	3,6	4,4	4,4	2,9	3,2
		9 à 12	4,5	5,1	13,8	4,7	4,2	4,6	4,6	3,4	3,9
		13 et plus	10,0	14,3	33,5	6,2	5,8	6,7	6,4	4,6	7,2
Colombie	1999	Total	2,7	5,0	5,6	3,7	2,1	2,2	2,4	3,4	2,7
		0 à 8	2,4	2,1	1,8	3,1	1,9	2,0	2,6	1,8	2,6
		9 à 11	3,4	4,1	10,4	3,5	2,1	2,8	1,5	6,7	2,9
		12 et plus	4,9	5,8	6,2	5,3	3,0	2,9	...	2,9	3,0
Costa Rica	1999	Total	5,7	9,9	10,5	6,5	5,3	5,8	5,7	3,7	4,8
		0 à 8	5,0	6,0	9,0	6,0	4,8	5,5	5,6	3,4	4,8
		9 à 11	6,3	7,4	7,3	6,1	5,6	7,0	7,3	4,2	4,7
		12 et plus	9,1	10,7	12,6	7,6	7,3	6,9	7,0	6,8	8,3
El Salvador	1999	Total	3,3	7,7	5,2	4,6	4,5	3,7	3,6	2,9	2,3
		0 à 8	2,9	2,4	...	4,5	3,3	3,3	3,6	2,9	2,4
		9 à 12	4,2	11,2	5,3	4,3	5,5	4,4	3,8	3,0	2,0
		13 et plus	6,4	8,1	5,0	6,4	5,0	5,4	1,8	...	1,5
Guatemala	1998	Total	2,2	3,8	3,9	3,9	1,9	2,1	1,5	0,8	3,0
		0 à 8	2,1	3,5	3,8	1,0	1,8	1,9	1,5	0,8	3,1
		9 à 12	3,2	4,2	6,3	5,0	2,7	3,6	1,0	3,9	1,8
		13 et plus	3,2	3,2	...	...	...	...	...	...	...
Honduras	1999	Total	1,8	3,4	3,6	3,0	1,5	2,4	3,3	1,1	1,3
		0 à 8	1,6	2,4	3,0	2,5	1,4	2,3	3,2	1,1	1,3
		9 à 11	1,8	3,0	8,7	2,2	0,9	1,6	3,6	0,6	1,6
		12 et plus	3,5	3,7	3,2	3,5	3,0	4,5	10,1	2,0	1,7
Mexique	2000	Total	2,4	4,6	4,6	3,7	2,7	2,8	3,0	2,0	1,5
		0 à 8	1,9	2,2	...	2,3	2,1	2,3	3,2	1,7	1,4
		9 à 12	2,7	3,1	4,2	3,2	2,9	3,0	2,8	2,3	1,9
		13 et plus	5,7	6,4	5,2	7,0	6,0	6,4	1,0	5,0	3,2
Nicaragua	1998	Total	2,2	3,2	2,3	6,7	2,5	3,1	3,0	3,3	1,7
		0 à 8	2,1	2,3	2,1	8,1	2,9	2,7	2,6	2,8	1,8
		9 à 11	2,4	2,6	4,1	2,6	1,7	3,5	3,3	6,2	1,4
		12 et plus	3,7	3,6	...	...	2,8	7,6	3,8	3,3	...
Panama	1999	Total	4,1	8,9	14,7	5,7	3,3	4,1	3,9	1,8	2,7
		0 à 8	3,0	1,9	4,7	6,3	2,5	4,0	3,3	1,6	2,7
		9 à 12	4,4	7,0	7,7	5,4	3,8	4,4	4,4	2,3	2,9
		13 et plus	8,3	11,5	29,9	6,0	4,3	3,8	...	2,1	3,2
Paraguay	1999	Total	1,9	4,3	4,7	4,5	1,5	2,9	3,5	2,1	1,1
		0 à 8	1,6	3,6	4,6	2,0	1,6	2,7	3,4	2,1	1,1
		9 à 12	2,5	4,0	4,8	4,5	1,6	3,6	3,7	1,9	0,5
		13 et plus	4,7	4,6	...	6,3	...	0,8	...	4,0	6,3
Pérou	1999	Total	1,0	5,5	...	1,8	2,1	2,8	2,5	2,0	0,9
		0 à 8	1,0	...	...	...	1,6	3,0	2,5	1,8	0,8
		9 à 11	1,0	3,7	...	1,8	3,0	2,8	2,5	2,3	1,2
		12 et plus	2,0	5,7	...	...	1,5	1,9	...	0,4	0,7
République dominicaine	1997	Total	4,1	9,2	11,1	5,6	3,6	4,1	5,3	2,6	3,8
		0 à 8	3,8	5,1	...	3,2	2,9	4,1	5,5	2,8	3,4
		9 à 12	4,6	11,7	...	5,4	5,0	4,2	3,9	2,2	7,9
		13 et plus	7,3	9,9	11,1	6,5	2,1	5,0	...	3,1	...

(Suite)

Tableau A.15 (fin)

Pays	Année	Scolarisation	Total	Professionnels et techniciens							
				Professionnels et techniciens	Cadres de direction	Employés administratifs et comptables	Vendeurs et commis	Ouvriers Industriels, des transports et de stockage	Ouvriers du bâtiment	Employés de maison, serveurs et vigiles	Travailleurs agricoles
Moyenne simple des pays	1999	Total	2,8	6,0	7,3	4,4	2,8	3,3	3,6	2,3	2,2
		0 à 8	2,4	3,2	4,3	3,9	2,5	3,2	3,4	2,1	2,2
		9 à 12	3,3	5,1	7,4	4,0	3,1	3,7	3,6	3,1	2,5
		13 et plus	5,7	7,1	14,2	5,6	3,8	5,0	5,4	3,9	4,1

Source: CEPALC, sur la base de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages menées dans les pays respectifs.

Tableau A.16
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): DÉPENSES PUBLIQUES SOCIALES PAR HABITANT,
1990-1999
(Dollars de 1997)

Pays	1990-1991	1992-1993	1994-1995	1996-1997	1998-1999
AMÉRIQUE LATINE ^a	360	419	466	499	540
Argentine	1 211	1 447	1 583	1 576	1 687
Bolivie	...	...	121	147	168
Brésil ^b	786	765	932	952	1 011
Chili	440	538	597	719	827
Colombie	158	195	297	403	381
Costa Rica	476	495	536	568	622
El Salvador	...	...	60	70	82
Guatemala	52	65	66	69	107
Honduras	60	67	59	56	57
Mexique	259	333	358	352	402
Nicaragua	48	44	52	47	57
Panama	497	582	606	653	642
Paraguay	56	114	131	149	132
Pérou	69	100	140	158	192
République dominicaine	64	92	100	108	135
Uruguay	888	1 095	1 248	1 358	1 539
Venezuela	337	355	287	318	313

Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales. Pour l'estimation des dépenses sociales consolidées du Brésil, voir CEPALC, *Panorama social de l'Amérique latine, 2000-2001* (LC/G.2138-P), Santiago du Chili, octobre 2001. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.01.II.G.141, encadré IV.1.

^a Moyenne simple des pays, à l'exception de la Bolivie et d'El Salvador. Ces deux pays inclus, la moyenne para l'Amérique latine est de 422 dollars durant la période biennale 1994-1995, de 453 dollars en 1996-1997, et de 491 dollars en 1998-1999.

^b Estimation des dépenses sociales consolidées.

Tableau A.17
AMÉRIQUE LATINE (17 PAYS): DÉPENSES PUBLIQUES SOCIALES EN TANT QUE
POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB), 1990-1999

Pays	1990-1991	1992-1993	1994-1995	1996-1997	1998-1999
AMÉRIQUE LATINE ^a	10,4	11,4	12,1	12,5	13,1
Argentine	17,7	19,2	21,0	19,8	20,5
Bolivie	...	...	12,4	14,6	16,1
Brésil ^b	18,1	17,7	20,0	19,7	21,0
Chili	13,0	13,6	13,6	14,4	16,0
Colombie ^c	8,0	9,4	11,5	15,3	15,0
Costa Rica	15,7	15,3	16,0	17,0	16,8
El Salvador	...	...	3,3	3,8	4,3
Guatemala	3,4	4,1	4,1	4,2	6,2
Honduras	7,9	8,5	7,7	7,2	7,4
Mexique	6,5	8,1	8,8	8,5	9,1
Nicaragua	10,8	10,6	12,6	11,0	12,7
Panama	18,6	19,5	19,8	20,9	19,4
Paraguay	3,1	6,2	7,0	8,0	7,4
Pérou	3,3	4,8	5,8	6,1	6,8
République dominicaine	4,3	5,9	6,1	6,0	6,6
Uruguay	16,8	18,9	20,3	20,9	22,8
Venezuela	9,0	8,9	7,6	8,3	8,6

Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales. Pour l'estimation des dépenses sociales consolidées du Brésil, voir CEPALC, *Panorama social de l'Amérique latine, 2000-2001* (LC/G.2138-P), Santiago du Chili, octobre 2001. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.01.II.G.141, encadré IV.1.

^a Moyenne simple des pays, à l'exception de la Bolivie et d'El Salvador. Ces deux pays inclus, la moyenne pour l'Amérique latine est de 11,6% durant la période biennale 1994-1995, de 12,1% en 1996-1997, et de 12,7% en 1998-1999.

^b Estimation des dépenses sociales consolidées.

^c A partir de 1994, les chiffres ont été calculés sur la base de la nouvelle série de produit intérieur brut aux prix courants.

Tableau A.18
AMÉRIQUE LATINE (8 PAYS): RÉPARTITION DES DÉPENSES SOCIALES
PAR QUINTILE DE REVENU FAMILIAL ^a

	Répartition des dépenses sociales par quintile					Coefficient de Gini ^b	Indice de progressivité des dépenses sociales ^c
	I (le plus pauvre)	II	III	IV	V (le plus riche)		
ARGENTINE 1991 ^d							
Enseignement	32,5	18,7	21,1	15,4	12,4	-0,17	3,69
Primaire	42,7	21,0	19,9	11,9	4,5	-0,34	4,60
Secondaire	28,7	19,0	26,0	15,6	10,7	-0,16	3,45
Tertiaire	8,3	11,1	16,0	25,8	38,8	0,30	1,40
Santé et nutrition	38,7	16,6	25,5	14,8	4,5	-0,28	3,99
Logement et autres	20,5	18,0	25,8	19,0	16,7	-0,03	2,77
Sécurité sociale	11,0	17,2	20,9	22,5	28,4	0,16	2,04
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale	33,1	17,9	23,0	15,6	10,3	-0,19	3,68
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale	21,1	17,5	21,9	19,3	20,1	-0,001	2,79
Répartition du revenu ^e	5,3	8,6	14,1	21,4	50,6	0,41	
BOLIVIE 1990							
Enseignement	32,0	24,3	20,0	14,8	8,9	-0,22	4,66
Primaire et secondaire	36,6	26,3	19,3	12,3	5,5	-0,30	5,21
Tertiaire	12,4	15,5	22,9	25,8	23,4	0,13	2,31
Santé et nutrition	15,2	14,7	24,4	24,4	21,3	0,09	2,48
Logement et autres	7,8	11,1	14,7	20,6	45,8	0,34	1,56
Sécurité sociale	13,5	19,9	22,4	19,0	25,2	0,09	2,76
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale	25,8	20,5	19,6	16,9	17,2	-0,08	3,83
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale	23,5	20,4	20,2	17,3	18,7	-0,05	3,63
Répartition du revenu ^e	3,4	8,7	13,1	20,5	54,3	0,45	
BRÉSIL 1994 ^f							
Enseignement primaire	30,1	27,3	21,6	14,3	6,8	-0,24	4,34
Santé et nutrition	31,5	26,5	19,5	14,2	8,3	-0,23	4,38
Logement et autres	30,8	26,9	20,6	14,2	7,5	-0,24	4,36
Sécurité sociale	42,0	10,1	13,5	15,1	19,4	-0,16	3,94
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale	33,8	22,1	18,1	14,8	11,3	-0,21	4,22
Répartition du revenu ^e	4,5	8,8	11,8	19,5	55,4	0,45	
CHILI 1996							
Enseignement	34,0	26,1	19,4	14,0	6,5	-0,27	5,05
Primaire	38,2	26,3	17,6	12,5	5,3	-0,32	5,42
Secondaire	26,5	24,7	22,2	17,6	9,1	-0,17	4,30
Tertiaire	6,3	16,3	37,9	20,5	19,0	0,12	1,90
Santé et nutrition	30,9	23,2	22,2	16,5	7,2	-0,22	4,55
Logement et autres	37,3	27,5	20,3	11,2	3,8	-0,33	5,45
Sécurité sociale	4,0	9,0	15,0	25,0	47,0	0,41	1,09
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale	33,3	25,0	20,5	14,4	6,8	-0,25	4,90
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale	16,0	16,0	17,0	21,0	30,0	0,13	2,69
Répartition du revenu ^e	3,9	8,0	11,8	19,2	57,1	0,47	
COLOMBIE 1997							
Enseignement	21,4	21,2	21,5	18,1	17,6	-0,04	3,40
Primaire	35,9	28,7	21,2	10,2	4,1	-0,33	5,15
Secondaire	24,9	26,8	24,4	16,6	7,3	-0,18	4,12
Tertiaire	3,4	8,0	19,1	27,6	41,6	0,39	0,91
Santé et nutrition	17,5	19,7	22,2	20,7	19,7	0,02	2,97
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale	27,0	25,0	21,0	17,0	10,0	-0,17	4,15
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale	23,0	23,0	20,0	18,0	15,0	-0,07	3,67
Répartition du revenu ^e	3,9	8,7	12,9	19,7	54,9	0,45	

(Suite)

Tableau A.18 (fin)

	Répartition des dépenses sociales par quintile					Coefficient de Gini ^b	Indice de progressivité des dépenses sociales ^c
	I (le plus pauvre)	II	III	IV	V (le plus riche)		
COSTA RICA 1986							
Enseignement	15,7	18,4	19,6	23,8	22,5	0,08	2,04
Primaire	30,0	27,0	22,0	13,0	8,0	-0,23	3,40
Secondaire	17,8	21,4	23,1	21,2	16,5	-0,01	2,34
Tertiaire	1,7	9,1	15,5	35,0	38,7	0,40	0,65
Santé et nutrition	27,7	23,6	24,1	13,9	10,7	-0,17	3,06
Sécurité sociale	7,1	13,2	12,0	23,1	44,6	0,34	1,21
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale	22,1	21,2	22,0	18,5	16,2	-0,06	2,58
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale	17,6	18,8	19,0	19,9	24,8	0,06	2,17
Répartition du revenu ^e	5,1	11,6	16,7	24,5	42,0	0,35	
EQUATEUR 1994							
Enseignement	26,5	31,8	18,5	12,8	10,4	-0,20	3,74
Primaire	37,5	25,6	18,2	10,8	7,9	-0,30	4,04
Secondaire	26,7	34,5	17,3	15,6	5,9	-0,24	3,92
Tertiaire	22,3	32,8	18,8	12,1	14,0	-0,15	3,53
Santé et nutrition	18,8	41,9	16,0	16,3	7,0	-0,20	3,89
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale	24,5	30,3	18,5	14,4	12,2	-0,16	3,51
Répartition du revenu ^e	5,0	10,6	15,9	22,2	46,3	0,38	
URUGUAY 1993							
Enseignement total	33,2	21,3	16,5	14,7	14,3	-0,18	3,03
Primaire	51,6	22,2	12,7	9,9	3,7	-0,43	4,10
Secondaire	30,3	28,9	17,6	14,2	9,0	-0,23	3,30
Tertiaire	5,4	7,2	21,4	24,3	41,7	0,36	0,70
Santé et nutrition	34,9	19,9	22,1	13,2	10,0	-0,23	3,05
Logement et autres	14,1	17,2	13,6	25,3	29,8	0,16	1,74
Sécurité sociale	12,4	16,2	20,5	20,1	30,8	0,16	1,59
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale	31,8	20,1	19,1	15,2	13,9	-0,16	2,88
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale	19,6	17,6	20,0	18,3	24,5	0,04	2,07
Répartition du revenu ^e	7,3	10,7	13,3	23,8	44,9	0,35	
Moyenne no pondérée							
Enseignement total						-0,14	3,66
Primaire						-0,31	4,44
Secondaire						-0,17	3,57
Tertiaire						0,22	1,63
Santé et nutrition						-0,15	3,54
Logement et autres						-0,02	3,18
Sécurité sociale						0,17	2,11
Dépenses sociales n'incluant pas la sécurité sociale						-0,15	3,65
Dépenses sociales incluant la sécurité sociale						-0,01	3,03

Source: CEPALC, sur la base d'études nationales. Pour ce qui a trait aux dépenses sociales incluant la sécurité sociale au Chili, et aux dépenses sociales incluant et n'incluant pas la sécurité sociale en Colombie, voir CEPALC, *Panorama social de l'Amérique latine, 1994* (LC/G.1844), Santiago du Chili, novembre 1995, p. 65.

^a Concerne les quintiles de ménages classifiés selon leur revenu par habitant.

^b Calcul spécial sur la base de cinq groupes de dépenses.

^c Correspond au coefficient entre la proportion des différentes rubriques des dépenses sociales destinée aux 40 pour cent les plus pauvres de la population et la participation de ces derniers dans la répartition du revenu primaire.

^d Zone de Buenos Aires.

^e Concerne la répartition des ménages selon leur revenu autonome par habitant. Le revenu autonome équivaut à la somme des revenus perçus par les personnes, après déduction des prélèvements sociaux, de l'impôt sur le revenu et des allocations monétaires accordées par l'État. À titre de comparaison, l'indice de Gini de la répartition du revenu autonome a été calculé sur la base de quintiles de ménages.

^f Correspond à São Paulo. Au Brésil, les dépenses en sécurité sociale ne comprennent que les pensions.

Tableau A.19
AMÉRIQUE LATINE (15 PAYS):^a NIVEAU ET ÉVOLUTION DES DÉPENSES SOCIALES PAR SECTEUR, ANNÉES 90

Pays	Enseignement			Santé et nutrition			Sécurité sociale			Logement, eau, assainissement et autres		
	Dépenses sociales par habitant en 1998-1999 (en dollars de 1997)	Variation absolue par rapport à 1990-1991	Dépenses sociales par habitant en 1998-1999 (en dollars de 1997)	Dépenses sociales par habitant en 1998-1999 (en dollars de 1997)	Variation absolue par rapport à 1990-1991	Dépenses sociales par habitant en 1998-1999 (en dollars de 1997)	Dépenses sociales par habitant en 1998-1999 (en dollars de 1997)	Variation absolue par rapport à 1990-1991	Dépenses sociales par habitant en 1998-1999 (en dollars de 1997)	Dépenses sociales par habitant en 1998-1999 (en dollars de 1997)	Variation absolue par rapport à 1990-1991	Variation absolue par rapport à 1990-1991
Moyenne simple	137	51	111	28	243	91	49	10				
Argentine	383	157	380	109	719	150	206	62				
Brésil ^b	187	26	163	8	554	203	107	-11				
Chili	202	115	145	76	389	154	92	45				
Colombie	120	58	104	81	132	72	26	14				
Costa Rica	163	48	181	31	216	68	63	1				
Guatemala	40	16	22	8	16	4	30	28				
Honduras	32	-1	16	-4	0	-1	10	4				
Mexique	167	63	93	-26	103	92	40	14				
Nicaragua	26	4	20	0	0	0	12	6				
Panama	198	73	223	60	179	24	42	-11				
Paraguay	66	44	19	14	46	25	2	-6				
Pérou	62	34	38	23	80	57	14	11				
République dominicaine	57	40	31	16	16	10	31	5				
Uruguay	218	88	187	34	1 101	511	33	17				
Venezuela	140	11	49	-8	94	5	31	-31				

Source: CEPALC, Division du développement social, base de données sur les dépenses sociales. Pour l'estimation des dépenses sociales consolidées du Brésil, voir CEPALC, *Panorama social de l'Amérique latine 2000-2001* (L/C/G.2.138-P), Santiago du Chili, octobre 2001. Publication des Nations Unies, n° de vente: S.01.II.G.141, encadré IV.1.

^a À l'exception de la Bolivie et d'El Salvador, pour lesquels la seule information disponible date, respectivement, de 1995 et 1994.

^b Estimation des dépenses sociales consolidées. El moyenne del bienio 1998-1999 corresponde a la cifra de 1998.